









MÉMOIRES HISTORIQUES

SUR

LA MAISON ROYALE DE SAVOIE

ET

SUR LES PAYS

SOUMIS À SA DOMINATION

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU ONZIÈME SIÈCLE

JUSQU'À L'ANNÉE 1796 INCLUSIVEMENT

ENRICHIS DE NOTES ET DE TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES

ET CHRONOLOGIQUES

PAR

M.r LE MARQUIS COSTA DE BEAUREGARD

QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL DE L'ARMÉE.

TOME TROISIÈME.



TURIN 1816.

Chez PIERRE JOSEPH PIC, Libraire

sous les arcades de la Place Château.

Règne de 43 ans.

32.e VICTOR AMÉDÉE II.

I.er roi de Sicile, puis de Sardaigne.

NAISSANCE et MORT, faits principaux, monumens.

Né à Turin le 14 mai 1666. Parvenu au gouvernement le 30 9.bre 1684. Il descendit volontairement du trône le 3 septembre 1730. Il mourut au château de Montcalier le 31 octobre 1732. Ses restes furent déposés à Superga, dont il avait jeté les premiers fondemens en 1710.

Il prit, contre l'ancien usage, l'ordre de l'Annonciade à l'âge de 10 ans, et mit lui-même le collier que le prince de Carignan lui attacha. Il fut, suivant la loi de l'état, déclaré majeur à 14 ans ; mais la régence ne finit que 4 ans après.

Par une suite des guerres de ce règne, et des traités de Riswich et d'Utrecht qui les terminèrent, les forteresses fameuses de Montméillan, de Nice,

FEMMES ET ENFANS.

Victor épousa, en 1686, Marie Anne, fille de Philippe, duc d'Orléans, et nièce de Louis XIV. La mère de cette princesse était Henriette d'Angleterre. Marie d'Orléans, reine de Sardaigne, mourut à Turin, en 1728 ; elle fut mère de

1.° Victor Amédée, prince de Piémont, né en 1699, mort en 1714.

2.° Charles Emmanuel, duc d'Aoste, puis roi, et qui suit.

3.° Marie Adélaïde, duchesse de Bourgogne, puis Dauphine de France, morte en 1712.

4.° Marie Louise Gabrielle, reine d'Espagne, morte en 1714.

5.° Deux autres fils et deux filles ; morts en bas âge.

Victor Amédée n'eut point d'enfans de son second mariage avec la marquise de Spino.

Il eut deux enfans naturels légitimés ; le marquis de Suse, lieutenant-général d'infanterie, mort en 1750, et la princesse de Carignan, morte à Paris en 1766.

COLLATÉRAUX.

Branche de Carignan.

Emmanuel Philibert, prince de Carignan, né sourd et muet, mort en 1709, dans la 78.e année de son âge.

Victor Amédée, fils du précédent, et qui épousa Marie Victoire, fille naturelle du roi.

Branche de Soissons.

Thomas Louis, attaché au service de France en qualité de colonel général des Suisses, né à Paris en 1651.

Ce prince qui a été le père du grand prince Eugène ne jouissait que de peu de considération et gérait mal sa fortune. En 1699, les cours d'Espagne et de Savoie refusèrent de lui donner un asile qu'il sollicitait ; il laissa deux fils :

1.° Charles Emmanuel.

2.° Eugène François, né en 1663, mort à Vienne en 1736, un des plus grands hommes de guerre de son temps ; il fut le boulevard de l'Empire Germanique contre les

PRINCES CONTEMPORAINS.

Papes.

Clément X. 1676.
Innocent XI. 1689.
Alexandre VIII 1691.
Innocent XII 1700.
Clément XI. 1721.
Innocent XIII 1724.
Bénoit XIII. 1730.
Clément XII 1740.

Empereurs.

Léopold I. . 1705.
Joseph I. . . 1711.
Charles VI . 1740.

Rois de France.

Louis XIV . 1715.
Louis XV . 1774.

Rois d'Espagne.

Charles II . 1684.
Philippe V . 1756.

Rois d'Angleterre.

Charles II . 1684.
Jacques II . 1701.
Guillaume III 1702.
Anne Stuart . 1714.
Georges I . . 1720.

Victor Amédée II fut le premier souverain de sa famille, qui eut avec la puissance Britannique des rapports directs et naturels.

FAITS PRINCIPAUX, MONUMENS.	COLLATÉRAUX.

de Casal, de Verceil et de Pignerol, furent détruites de fond en comble; elles n'ont jamais été relevées.

Victor Amédée acquit en échange celles d'Exilles, et de Fenestrelles, le reste du Monferrat, une partie considérable du Milanais, plus de 30 fiefs impériaux enclavés dans cette province et les vallées d'Oulx, de Pragelas, de Bardonêche et de Château-Dauphin; tous objets qui dès-lors n'ont plus été détachés du Piémont.

Il obtint du saint Siège en 1727 la nomination aux bénéfices consistoriaux de ses états, et l'abandon d'une multitude de prérogatives que la cour de Rome avait contestées à ses prédécesseurs.

Depuis la paix de Londres en 1718, Victor ne s'occupe plus qu'à perfectionner dans ses états toutes les branches de l'administration.

Il divise le ministère en trois départemens; celui des affaires internes, celui des affaires étrangères, et celui de la guerre.

Il supprime la chambre des comptes de Savoie, et par édit du . . . . 1723, il crée six intendances de provinces, et une intendance générale en delà des Monts; il commence la grande opération de la péréquation et du cadastre, terminée depuis par son fils. Il soumet à la taille les biens de la noblesse et du clergé, qui avaient été francs d'impositions jusqu'alors; il crée les tribunaux de santé et de commerce, et forme en 1696, en Savoie, les archives publiques du tabellion.

Il fit d'admirables réglemens pour le perfectionnement des soies, en 1724; il établit les fabriques de drap de Mondovi et de Bielle, pour fournir à l'habillement de ses troupes. Il favorisa les fabriques de verre de la Chiusa; il créa à Turin le collège des Provinces et donna des réglemens nouveaux à l'Université. Il publia en 1723, sous le nom de *Code Victorien*, un corps complet de lois, auquel il donna plus d'étendue, et une forme nouvelle en 1729. Quoiqu'il eût moins que son père la passion des bâtimens, il en éleva plusieurs, tant militaires que civils. Il jeta les fondemens d'Exilles et de la Bru-

Turcs, et contre la France, qui avait d'abord dédaigné ses services, et qui eut lieu de s'en repentir.

NAISSANCE ET MORT, FAITS PRINCIPAUX, MONUMENS.

nette; il créa la fabrique de canons de fusils, fonda à l'arsenal la salle d'armes et les magasins; commença la Superga, bâtit le palais de l'Université; la façade de celui du prince héréditaire. L'église de saint Philippe de Nery, la porte Susine, l'Orangerie, et l'église de la Vénerie, les archives Royales et le grand manège. Il sacrifia deux de ses maisons de plaisance, le *Parc* et *Millefleurs*, à la culture et à la fabrication du tabac, dont le secret lui avait été apporté en 1718, par un moine Vénitien.

GUERRIERS.	MAGISTRATS	PERSONNAGES ILLUSTRES.
1691 Le comte Rovero, gouverneur de Coni, célèbre par la belle défense de cette place qu'il sauva, conjointement avec les comtes de Bernex et de Carretto. 1693 Charles de S.t Martin de Parela, général d'infanterie, tué à la bataille de Marsaglia. — François Adalbert Pallavicini, lieutenant-général, tué dans la même action. 1696 Gui Balthasar Pobel, marquis de la Pierre, lieutenant-général d'infanterie, gouverneur d'Asti, chevalier de l'Annonciade. — Prosper Antoine d'Aranthon, marquis de Lucinge, lieutenant-général d'infanterie, gouverneur de la ville de Turin, chevalier de l'Annonciade. 1701 Charles Emmanuel de Saluces de Miolans, marquis de Garessio, général de la cavalerie et des dragons, gouverneur de Saluces, *item*.	*Chanceliers.* 1687 Jean Noyeli, marquis de Bellegarde. 1713 Jérôme Marcel Gubernatis. *Premiers présidens de la chambre des comptes de Savoie.* 1686 François de Lecherêne, archevêque de Tarantaise. 1703 De Manici, comte de Ferrière, Français. 1707 Jean François de Panat, *item*. 1713 Jean François de Bellegarde, comte d'Entremont. Sous ce premier président, la chambre des comptes de Savoie fut transférée en Piémont. *Premiers présidens de la chambre des comptes de Turin.* 1686 Charles François René de la Chiesa. 1692 Antoine Cauda, comte de Castelletto. 1713 Pierre de Mélarède, comte du Betonet. — Joseph Ricardi. 1720 Antoine Nicolis, comte de Robilant. 1723 Jean Christophe Zoppi.	François Ferrero, prince de Masseran, grand d'Espagne de la 1.re classe, et chevalier de la toison d'or. Charles François Maillard de Tournon, patriarche d'Antioche, puis décoré de la pourpre romaine par le pape Clément XI à la Chine où il avait été envoyé en 1705, comme visiteur des établissemens chrétiens dans cet empire; il mourut à Macao en 1710. Paul Rapin de Thoiras, originaire de saint Jean de Maurienne, auteur d'une grande histoire d'Angleterre, publiée à la Haye en 1726, et plusieurs fois réimprimée. Philibert Mélarède, fils du ministre de ce nom, auteur d'une histoire de Provence et de lettres historiques sur les fiefs. Amédée Frésier, chef du corps du génie au port de Brest, et connu par deux relations de voyages dans la mer du Sud, faits en 1703 et 1710. Paul Coardi de Carpenet, prélat Piémontais qui fonda à Rome, à la fin du 17.e siècle, l'académie des Arcades. Dominique Cassini, né à Périnaldo, dans le marquisat de Dolceacqua en 1625, grand astronome, attiré au service de France par les bienfaits de Louis XIV; membre de l'académie des sciences de Paris; mort en 1712.

Guerriers.

1706. Ange Charles Maurice Isnardi de Castello, marquis de Carail, lieutenant-général, gouverneur de la citadelle de Turin, chevalier de l'Annonciade.

— Joseph Marie d'Alinges, marquis de Coudrée, général de cavalerie, lieutenant général au-delà des monts, dernier cornette blanche de l'escadron de Savoie, chevalier de l'Annonciade.

1710. Pierre de la Roque, comte d'Aléry, fameux par la défense de Verrue, et de la citadelle de Turin, lieutenant-maréchal, chevalier de l'Annonciade.

Magistrats

1729. Octave Cotti, comte de Brusasque.

Premiers présidens du sénat de Chambéry.

1696. Georges François de Bertrand, marquis de Chamousset.

1704. Antoine Guedrin de Tancin, Français.

1713. Antoine Gaud.

1726. Louis Ignace, comte de S.t Georges.

Premier président du sénat de Turin.

1729. Le comte Caissotti de S.ta Vittoria.

Premiers présidens du sénat de Nice.

1686. Jean Antoine Castelli.

1692. Joseph de la Pré, Français.

1697. Jean Salmatoris.

1700. Jérôme Gubernatis.

1705. Régnaut de Sallier, Français.

1720. Jules César Lascaris de Castello.

1726. Joseph Barthelemi Richelmi.

Personnages Illustres.

Jacques Cassini, fils du précédent et son successeur à l'académie des sciences de Paris, perfectionna la parallèle de France, depuis saint Malo jusqu'à Strasbourg, et traça ou dirigea la belle carte qui porte son nom.

Maraldi de Dolceacqua, neveu de Dominique Cassini, membre, comme lui, de l'académie des sciences de Paris.

Philippe Juvara principal architecte du roi Victor. Ce monarque le ramena de Sicile en 1714, et il fut auteur de la plupart des édifices de ce règne.

Il n'était d'abord qu'un peintre de décorations pour la scène; mais il plut au roi par la hardiesse et la fécondité de son imagination. On lui reproche d'avoir introduit à Turin la prodigalité d'ornemens dans l'architecture. On le regarde aussi comme le chef de l'école des Gagliari, peintres décorateurs justement estimés, et auxquels le grand théâtre de Turin doit une partie de sa célébrité.

Antoine Bertola, avocat distingué par ses talens pour l'architecture, autant que par son patriotisme, et qui fut chef de l'arme du génie, pendant le siège de Turin en 1706. En devenant 1.er ingénieur, il ne voulut jamais être militaire.

Guerriers.	Magistrats	Personnages Illustres.
1710. Jean Michel Piossasque, comte de Non, lieutenant - maréchal, capitaine des gardes du corps. 1713. René Auguste de Birague, comte de Borgaro, lieutenant-maréchal. 1720. Charles, marquis Foschini de Modène, lieutenant - maréchal. — Joseph Louis Solar, maréchal de camp, général, capitaine des gardes du corps. — Joseph Marie de Chabeau, marquis de S.t Maurice, lieutenant - général au - delà des monts, chevalier de l'Annonciade. — Louis, comte de Sales et de Lans, lieutenant - général, gouverneur de Savoie.	*Ministres.* Le vieux marquis de S.t Thomas ayant donné sa démission, en 1717, Victor Amédée II divisa sa charge en deux ministères, celui des affaires étrangères, donné au marquis Ignace Solar du Bourg, avec le notariat de la couronne, et la charge de secrétaire de l'Annonciade, et .... secrétaire de l'intérieur. Alexandre Bens avait eu le titre de ministre de la guerre; Philibert Saillet, comte de la Tour, l'eut de même, et il y joignit celui de surintendant des fortifications. 1687. Jean André Ferraris, surintendant des finances. — Jean Morelli, *item*. — Thomas Graneri, comte de Masenasque, *item*. 1700. Joseph Comate, *item*. 1717. Jean Baptiste Gropello, général des finances. — Jean François Phona.	Barthelemi Costa, lieutenant - général de cavalerie, premier chambellan de l'empereur Charles VII, et grand baillif de Neusmark en Bavière. Ignace Cassoti, comte de Casalgras, sénateur au sénat de Turin, auteur de plusieurs ouvrages de jurisprudence, estimés de leur temps.

GUERRIERS.	MAGISTRATS	PERSONNAGES ILLUSTRES.
1728. Louis Picon, comte de la Pérouse, officier général, chargé de l'arrestation du roi Victor. 1729. . . . Scaglia, comte de Verrue, officier-général estimé; passé au service de France, où il fut tué à la guerre. 1726. Alexandre Doria del Marro, lieutenant-général, vice-roi de Sardaigne. 1727. Hercule Rovero, marquis de Cortanze, lieutenant-maréchal, vice-roi de Sardaigne. —— Hercule, comte Rovero, véador-général. —— Jean Michel, comte de Monastérol, *item*. 1712. Jean Baptiste Cambiano, sergent major du château de Villefranche.	Le chevalier Reiberti remplit pendant 35 ans la place de premier officier, au bureau des affaires étrangères. Il mourut en 1772.	

Règne de 44 ans.

33.e Charles Emmanuel III.

NAISSANCE et MORT, faits principaux, monumens.	FEMMES ET ENFANS.	COLLATÉRAUX.	PRINCES CONTEMPORAINS.
Né à Turin, le 27 avril 1701; parvenu à la couronne par l'abdication du roi son père le 3 7.bre 1730; mort le 20 février 1773, enterré à Superga. Il avait porté le titre de duc d'Aoste jusqu'à la mort de son frère aîné, en 1714; il prit alors le titre de prince de Piémont. Charles Emmanuel mourut de l'étisie des vieillards, jointe à une hydropisie de poitrine. Peu de temps avant sa mort, il se fit encore traîner à la Vénerie, et porter à cheval; en voyant pour la dernière fois forcer le cerf, dit le comte de Malines dans ses mémoires, il donna lui-même le spectacle d'un monarque aux abois.	Charles Emmanuel fut marié trois fois, il épousa à Verceil, le 13 mars 1722, Louise Christine de Bavière, fille du comte Palatin de Soultsbach, et qui mourut en couches l'année suivante. Il n'en eut qu'un fils, mort en naissant. Il épousa en secondes nôces Polixène Christine de Hesse Reinsfeld Rotembourg, laquelle fut mariée, le 19 août 1724, et mourut le 13 juin 1735, âgée de 28 ans. Enfin il se remaria le premier avril 1737, à Elisabeth Thérèse de Lorraine, sœur de l'empereur François I.er, et morte le 3 juillet 1741. Du second de ces mariages, Charles Emmanuel eut: 1.° Victor Amédée III, qui suit. 2.° Eléonore Marie Thérèse, née le 28 février 1728. 3.° Marie Louise Gabrielle, née le 25 mars 1729. 4.° Marie Félicité, née le 20 mars 1730. Aucune de ces trois princesses ne fut mariée.	*Princes de Carignan.* Victor Amédée, époux, comme on l'a dit ailleurs, d'une fille naturelle du roi Victor, lieutenant-général des armées de France et de Savoie, pendant la guerre de 1733, fut père de Louis Victor qui épousa Christine Henriette de Hesse Reinsfeld, sœur de la reine de Sardaigne.	*Papes.* Clément XII 1740. Bénoit XIV . 1758. Clément XIII . . . . Clément XIV . . . . *Empereurs.* Charles VI . 1740. Charles VII . 1745. François I. . . . . *Roi de France.* Louis XV . 1774. *Rois d'Espagne.* Philippe V . 1746. Ferdinand VI . . . . *Roi d'Angleterre.* Georges I . . 1727. Georges II . . 1760. Georges III. . . . .

NAISSANCE ET MORT, FAITS PRINCIPAUX, MONUMENS.	FEMMES ET ENFANS.
Par édit du 16 mars 1751, il réduisit, pour le Monferrat, l'intérêt de l'argent au 6 p. 100, qui avait été au 8 p. 100 de temps immémorial. Il publia en 1770 un nouveau code de lois, sous le titre de *royales constitutions*. Il termina en 1742 tous les démêlés de ses prédécesseurs avec la cour de Rome, et obtint de Bénoît XIV non seulement la nomination aux évêchés et aux abbayes de ses états, suivant le concordat de 1741; mais encore le vicariat perpétuel du S.t Siège sur les fiefs qui dépendaient de l'église dans une partie du Piémont; il y fit ajouter un renoncement solennel au droit des *spoglio*, qu'exerçait auparavant le S.t Siège sur les bénéfices vacans. Il acheva le bel édifice de la Superga, et le château de Stupinis; il perfectionna la Vénerie; il bâtit en entier à Turin le grand théâtre; les secrétaireries d'état; le collège des Provinces, commencé par son père; les archives royales; perfectionna l'arsenal; il bâtit sur un plan presque uniforme les belles façades de la rue Doire Grosse. Mais ce fut surtout à ses places de guerre qu'il employa des sommes prodigieuses et de longs travaux. Coni fut plus d'à-moitié rebâti à neuf. Il fonda la citadelle d'Alexandrie, les forteresses de Démont et d'Exilles; il acheva celle de Fenestrelles. Il acquit de l'empereur le château de Serraval en 1738. Enfin il tailla presque entièrement dans le roc les forts inexpugnables de la Brunette et de S.te Marie. Il fonda à Turin une des meilleures écoles d'artillerie qui fût alors en Europe, ainsi que le bureau de la topographie royale et la charge de quartier-maître-général.	De son troisième mariage, le roi Charles eut Bénoît Maurice, duc de Chablais, né à Turin le 21 juin 1741, mort à Rome en .....

GUERRIERS.

1730 Bernard Othon, baron de Rhébinder, Livonien, créé généralissime de l'armée et grand maréchal par le roi Victor avant son abdication. Il était passionné pour ce monarque, et parait avoir joui de peu de faveur auprès du roi Charles; il était gouverneur de Pignerol, chevalier de l'Annonciade.

— Guillaume Philippe Pallavicini, baron de S.t Remi, lieutenant-maréchal, gouverneur de la citadelle de Turin, chevalier de l'Annonciade.

— Victor Amédée, marquis de Suse, frère naturel du roi, et fils de la comtesse de Verrue, lieutenant-général, et grand baillif du duché d'Aoste, mort en 1750.

1731. Philippe Tana, marquis d'Entraive, lieutenant-maréchal, chevalier de l'Annonciade; il fut créé général d'artil-

MAGISTRATS

Ministres.

1729. Marquis Zoppis, grand chancelier à l'abdication du roi Victor.

— Gaétan Carron, comte de Butillière, fils du vieux marquis de S.t Thomas, exerçait le ministère de l'intérieur depuis l'abdication de son père en 1718

— Joseph Robert, Solar, marquis de Breil, eut le titre de ministre, quoiqu'il ne fût pas habituellement appelé au conseil.

— Le marquis Ignace Solar du Bourg, ministre des affaires étrangères.

1730. Charles François Vincent Ferrero, marquis d'Orméa, ministre de l'intérieur, puis en 1732, réunissant à ce département celui des affaires étrangères; enfin en 1742, créé grand chancelier de robe et d'épée. Il fut sous toutes sortes de rapports, après le roi, le premier homme de l'état, mort en 1745.

PERSONNAGES ILLUSTRES.

Victor Maurice de Broglia, originaire de Chieri, maréchal de France, mort en 1727.

François Marie, fils du précédent, maréchal de France, créé duc en 1742, et chevalier du S.t Esprit.

Raimond de Broglia, chevalier de Revel, frère du précédent, lieutenant-général au service de France, tué à la bataille de l'Assiette, en 1747.

Louis Joseph Wilcardel, marquis de Fleuri, d'une famille originaire du Hainault, transplantée dans les états de Savoie sous Charles Emmanuel I.er, accompagna le marquis de Trivier, son père, ambassadeur dans différentes cours de l'Europe. S'étant trouvé à Londres, lorsque les savans y étaient le plus occupés des merveilleuses découvertes de Newton; il se passionna lui-même pour les hautes sciences, et en apporta le goût dans sa patrie où il contribua beaucoup à les naturaliser, et à jeter les fondemens de l'académie des sciences. Ce seigneur, un des ornemens de la cour de Turin, dans le temps où elle produisit le plus d'hommes distingués en tous genres, mourut en 1772; sa maison s'est fondue dans celle de Barol. Le marquis de Fleuri fut choisi par Charles Emmanuel III pour diriger les études du prince royal en 1712; il exerça en même temps plusieurs charges de cour, et finit par recevoir le titre de ministre d'état.

Guerriers.	Magistrats	Personnages Illustres.
lerie, et a été le dernier investi de cette charge.	1730. Le marquis Fontana, ministre de la guerre.	Philippe Victor Ferrero, prince de Masséran, lieutenant-général au service d'Espagne, capitaine des gardes du corps et chevalier de la toison d'or.
1731. Charles Emmanuel de Saluces Miolans, marquis de Garessio, lieutenant-maréchal, lieutenant-général de cavalerie, gouverneur de Saluces, chevalier de l'Annonciade.	1742. Victor Amédée Chapelle, comte de S.t Laurent, régent sous le précédent des affaires internes.	Ange Paul Carena de Carmagnole, mort en 1769, auteur d'un savant mémoire sur le cours du Pô, publié dans les actes de l'académie de Turin; il a laissé plusieurs ouvrages d'histoire et de critique qui n'ont pas vu le jour.
— Jérôme Falletti, marquis de Castagnole, lieutenant-général, vice-roi de Sardaigne.	1768. Charles Philippe, chevalier Morozzo, ministre des affaires internes.	Ambroise Bertrandi de Turin, habile professeur d'anatomie, mort en 1765; il publia un excellent traité des opérations chirurgicales anciennes et modernes, et engagea le roi à fonder à Turin les écoles d'accouchement.
1733. Antoine Tigrini de Lucques, commandeur de l'ordre de Malte, général de bataille.	1773. Joseph Ignace, comte Corte, *item*.	Jean Baptiste Bécaria de Mondovi, savant professeur de philosophie à Rome. Il fut rappelé par le roi à Turin pour y professer la physique expérimentale, et le premier il y fit éclore le goût des sciences exactes et naturelles. Il y mesura un degré du méridien en 1760, et publia cet ouvrage sous le titre de *gradus Taurinensis*. Sept grands triangles y sont déterminés ayant pour objet de faciliter l'opération d'une carte géographique nouvelle.
— Louis Picon, de la Pérouse, lieutenant-maréchal, général de bataille.	1749. Léopold Carretto, marquis de Gorzegno, ministre des affaires étrangères; sous lui fut long-temps Charles Reiberti, premier officier du même bureau, depuis appelé à lui succéder.	Jean Baptiste Rovero d'Asti cardinal, archevêque de Turin 1755.
1734. Le commandeur François Bussone, dernier qui porta le titre de général de bataille.	1751. Joseph Osorio Alarçon, gentilhomme Sicilien, secrétaire d'état aux affaires étrangères, chevalier de l'Annonciade.	
— Le commandeur Maximilien Rovero de Crèvecœur, lieutenant-maréchal, gouverneur de Mondovi.	1763. Joseph François Gaétan de S.t Martin, *item*.	
1734. Octave Joseph Caquéran, comte de la Roque, inspecteur gé-	1766. Joseph François, comte de Viry, *item*.	
	1770. Joseph, comte Lascaris de Castellard, *item*.	

GUERRIERS.

néral, dans la suite, grand maréchal.

1737. René Auguste Birague, comte de Borgo, grand maitre d'artillerie, chevalier de l'Annonciade.

— Joseph Solar, m.is de Breil, lieutenant-général, chevalier de l'Annonciade.

— Philippe, comte de Sanazar, général de cavalerie, gouverneur de Coni, chevalier de l'Annonciade.

— Charles Amédée de S.t Martin d'Aglié, général de cavalerie, vice-roi de Sardaigne, chevalier de l'Annonciade.

— Ignace Isnardi de Castello, lieutenant-général, gouverneur d'Alexandrie, chevalier de l'Annonciade.

1738. Bénoît de Saluces, comte de la Mante, maréchal de camp, le dernier qui porta ce titre; il fut depuis inspecteur général, gouverneur de Saluces, chevalier de l'Annonciade.

MAGISTRATS

1773. Jean Baptiste, comte Bougin, il avait été 30 ans ministre de la guerre, et avait succédé, non aux charges, mais au crédit du marquis d'Orméa.

1729. Jean François Palma, avait été contrôleur général des finances.

1733. Victor Amédée Chapelle de S.t Laurent, depuis ministre de l'intérieur, contrôleur général.

— Antoine Petiti, contrôleur général.

1742. Joseph Degregori, contrôleur général.

— Louis Lovera, *item*.

1749. Antoine Verani, *item*.

1766. Charles Philippe Morozzo, *item*.

Chanceliers.

1729. Jérôme Marcel Gubernatis.

1742. Le fameux marquis d'Orméa; il joignit à ses autres ministères la chancellerie, et le titre de grand chancelier de robe et d'épée.

PERSONNAGES ILLUSTRES.

Le comte Benedetto Alfieri, d'une maison illustre d'Asti, fut un excellent architecte; on regarde comme son chef d'œuvre le peristyle du temple de S.t Pierre à Genêve, dont il donna les desseins et dirigea l'exécution.

Nicolas Roissard de Chambéry, jésuite, éloquent missionnaire dans les Cevènes, et prédicateur du roi de France.

Philibert de Monfalcon, comte de S.t Pierre, général de cavalerie au service d'Autriche.

. . . . . . de Bellegarde, ministre de la guerre en Saxe, et lieutenant-général de cavalerie.

Jean Besson, curé de Chaperi, auteur de mémoires précieux sur l'histoire ecclésiastique de Savoie.

Joseph Christ, frère laï de l'Abbaye de Tamier, connu sous le nom de *frère Maure*, inventeur d'un calendrier perpétuel, approuvé par l'académie des sciences de Paris, en 1773.

Antoine Donato d'Asti, auteur d'un livre curieux intitulé *dell'uso, e autorità della ragione civile, nelle provincie dell' imperio Occidentale.* Nap. . . . 1751.

Jean-Thomas Terraneo de... mort à Turin le 29 juillet 1772, auteur de *l'Adelaide illustrata.*

Guerriers.	Magistrats	Personnages Illustres.
1738. Louis Emmanuel d'Alinges, comte d'Apremont, lieutenant-général de cavalerie, gouverneur de Nice, vice-roi de Sardaigne, blessé mortellement à la bataille de Campo-santo, honoré de l'ordre de l'Annonciade à son lit de mort. 1742. Charles Audibert, quartier-maître-général. Les grades de généraux d'infanterie, de majors généraux et de brigadiers, n'existèrent dans l'armée Sarde, que depuis 1744 inclusivement, et par billet du 22 janvier. On ne désigne ici que les noms de ceux décorés des deux premiers de ces grades. 1744. . . . . . baron de Leutron, général. —— Victor Amédée de Seyssel, marquis d'Aix, lieutenant-général, grand maître d'artillerie, chevalier de l'Annonciade. 1744. Victor Amédée Maillard, mar.is de Tournon, lieutenant-général de cava-	1768. Charles Louis Caissotti, comte de S.ta Vittoria. *Vice-chanceliers, gardes des sceaux.* 1729. Joseph Ricardi. 1749. Horace Victor, comte Sclarandi. *Premiers présidens de la chambre des comptes.* 1729. Jean Christophe Zoppi. 1730. Octave Cotti, comte de Brusasque. 1744. Dominique Beraudo, comte de Pralormo. 1749. Ange Bens, comte de Pramols. *Premiers présidens du sénat de Savoie.* 1729. Louis Ignace, comte de S.t Georges. 1739. Horace Victor Sclarandi. 1749. Claude Astesan. 1764. Jacques Salteur. *Premiers présidens du sénat de Nice.* 1729. Joseph Richelmi. 1737. Horace Sclarandi. 1739. Claude Astesan. 1749. Pierre Mélarède,	Donati, fameux botanicien envoyé en Asie par ordre du roi, et mort dans ses voyages. Charles Albert Cavalchini de Tortone, cardinal 1747. Charles Victor Amédée des Lances, cardinal 1747. Jean Jacques Millo de Casal, cardinal 1753. Jean Baptiste de Pralormo d'Asti, cardinal 1756. Henri Natta de Casal, cardinal 1761. Hyacinthe Sigismond Gerdil de Faucigny, cardinal 1777. Thomas Marie Ghilini d'Alexandrie, cardinal 1778. Charles Philippe de Martignana, cardinal 1779.

Guerriers.

lerie, capitaine des gardes du corps.

La promotion hors de rang du baron de Leutron au grade de général, engagea M. Audibert à prendre sa démission cette année; M. Audibert était Francais d'origine et fort estimé parmi les lieutenans-généraux.

1745. Furent élevés au rang de généraux le comte Viterbo, Romain; le chevalier Piossasque de Non; le marquis Solar de la Chiusa; le chevalier Louis de Blonay, depuis grand maitre d'artillerie et vice-roi de Sardaigne; le commandeur Alexis Chiesa de Cinzan; le comte de Saluces de la Mante; Joseph de Carreto, marquis de S.ta Giulia depuis gouverneur de Nice, et chevalier de l'Annonciade; le comte de Cumiana, gouverneur de Novara, et chevalier de l'Annonciade. Furent lieutenans-généraux de la même promotion, le chevalier Corbeau, et le comte de la Ville.

Majors généraux, le marquis de Montebruno, le baron de Boglio, le comte Caquéran de Briquerasque, et le chevalier Lignana.

Magistrats

1760. Jacques Salteur.
1764. François Nicolas Ferraris.
1768. César Lovera, comte Demaria.

Premiers présidens du sénat de Turin.

1729. François Antoine Nicolis.
1730. Charles Louis Caissotti, comte de S.ta Vittoria.
1770. Paul Michel Nigen.
1773. Gaspard Brea.
1778. Geoffroi Peiretti comte de Condove.
1795. César Lovera, marquis Demaria.

Personnages Illustres.

GUERRIERS.

1746. Lieutenans-généraux ; chevalier Occhis, baron Tonduto, marquis de Babian, chevalier Rossi, chevalier Sforza. Majors-généraux ; M.r Peterzon anglais, chef d'escadre des galères royales ; le comte Rasin, le chevalier Alciati, distingué à la défense de l'Assiette, le baron Falkemberg, le chevalier Martini.

1747. Généraux ; Gabriel Isnardi, marquis de Carail, gouverneur de la citadelle d'Alexandrie, lors de la délivrance fameuse de cette forteresse en 1746, depuis gouverneur de Turin. Le marquis S.t Martin Rivarol, gouverneur d'Alexandrie. Jules Caquéran, comte de Briquérasque, commandant en chef à la bataille de l'Assiette. Charles Emmanuel, comte de Sambui, gouverneur de Casal. Le chevalier de Montbarcello ; François marquis de Sales, capitaine des gardes du corps.

1748. Généraux ; Alexis Chiesa de Cinzan, général d'infanterie, gouverneur de Savoie ; Emmanuel de Valpergue, vice-roi de Sardaigne. Lieutenans-généraux ; Emmanuel, comte de Val-Guarnera, Sicilien, vice-roi en Sardaigne, depuis capitaine des gardes du corps, et chevalier de l'Annonciade.

1749. Victor Amédée Costa, comte de Trinita, lieutenant-général, vice-roi de Sardaigne, depuis chevalier de l'Annonciade.

1753. Jean Montanaro, comte de Viancin, major-général, sous-gouverneur du prince de Piémont, quartier-maître-général.

1754. Lieutenans-généraux ; le commandeur des Roches, Irlandais, gouverneur de Casal ; le marquis Saint Martin de S.t Germain ; M.r de Budé de Monfort Genêvois ; le baron de Schulembourg, Allemand. Majors-généraux ; le comte Tana, le comte Martinengo, le baron d'Hery, le marquis d'Orméa,

GUERRIERS.

le comte Costa d'Arignan, le chevalier des Ouillères, le chevalier de Cumiana, le comte Montaldo, le chevalier Avogadro, le comte de la Tour, le comte Maffei, le comte Pampara.

1762. Jean Baptiste Alfieri, chevalier de Cortemiglia, lieutenant-général, vice-roi en Sardaigne.

1763. Don Louis Costa, baillif de Trinita, lieutenant-général, vice-roi de Sardaigne.

1767. Victor Louis Halot, comte des Haïes, lieutenant-général, vice-roi de Sardaigne. Robert Joseph Malines, comte de Bruin, major-général, depuis grand ayo de Monseign.r le prince de Piémont, et chevalier de l'Annonciade.

1771. Janus de Bellegarde, comte d'Entremont, général d'infanterie, gouverneur d'Alexandrie, chevalier de l'Annonciade. Jean Baptiste de Bellegarde, comte de Nangis, frère du précédent, lieutenant-général, gouverneur de Nice, chevalier de l'Annonciade, inspecteur général de l'armée et ministre de la guerre sous le règne suivant.

1773. Philippe Ferrero, comte de la Marmora, lieutenant-général, vice-roi en Sardaigne.

Règne de 23 ans

34.e Victor Amédée III.

NAISSANCE et MORT, faits principaux, monumens.	FEMMES ET ENFANS.	COLLATÉRAUX.	PRINCES CONTEMPORAINS.
Né à Turin, le 26 juin 1726; le chef de son éducation, avec le titre de grand ayo, fut Joseph Robert Solar, marquis de Breil, comte de Gouvon. Victor porta le titre de duc de Savoie jusqu'à son avènement au trône où il monta le 20 février 1773. Il mourut au château de Montcalier, le 16 octobre 1796 et fut enterré à Superga; il fit faire en 1779 un nouveau dénombrement en Savoie. Il donna une organisation nouvelle à l'armée en 1776, et la changea une seconde fois en 1786 Il fonda à Turin, en 1783, l'académie des sciences et l'observatoire, l'académie de peinture, et de sculpture, et le cénotaphe. Il fit commencer, en 1773, forteresse de	Marie Antoinette Ferdinande, infante d'Espagne, fille du roi Philippe V; son mariage avec Victor Amédée, alors duc de Savoie, fut un des articles secrets du traité d'Aix-la-Chapelle, en 1785. Le roi vécut toujours dans une union parfaite avec la reine, son épouse, et composa l'épitaphe qui devait être gravé, après sa mort, sur son tombeau à Superga. Il eut d'elle cinq fils et quatre filles, savoir: 1.° Charles Emmanuel Marie, prince de Piémont, qui suit. 2.° Victor Emmanuel Gaëtan Jean Népomucène duc l'Aoste, marié à Marie Thérèse, archiduchesse de Milan. 3.° Maurice Marie Joseph, duc de Monferrat. 4.° Charles Félix Joseph Marie, duc de Genêvois. 5.° Joseph Benoit Placide, comte de Maurienne. 6.° Marianne, mariée au duc de Chablais, son oncle.	*Princes de Carignan.* Charles Victor, marié à Joséphine de Lorraine Armagnac, et père de Charles Emmanuel, qui suit. 2.° Eugène, marié à Elisabeth Magon de Boisgurin, et père de Joseph Marie. Charles Emmanuel, sus-nommé, marié à Marie Albertine de Saxe Courlande; leurs enfans sont; Amédée Albert, né en 1798. Elisabeth, née en 1800.	*Papes.* Clément XIV . . . Pie VI . . . . *Empereurs.* Joseph II . . . . . . Leopold . . . . . François II . . . . . *Rois de France.* Louis XV . . . . . Louis XVI . . . . . Abolition de l'ancienne monarchie. *Rois d'Espagne.* Charles III . . . . . Charles IV . . . . . *Roi d'Angleterre.* Georges III . . . .

NAISSANCE ET MORT, FAITS PRINCIPAUX, MONUMENS.	FEMMES ET ENFANS.
Tortone, creuser le port de Nice, perfectionner les fortifications de Villefranche; il obtint de la cour de Rome des sièges épiscopaux pour Chambéry et pour Pignerol; régla en 1782 l'illumination des rues de Turin; établit en 1788 la société agraire, et pourvut amplement en 1792 aux apanages.	7.° Joséphine, mariée à Louis Stanislas, depuis roi de France, sous le nom de Louis XVIII. 8.° Marie, Thérèse, mariée à Charles Philippe, comte d'Artois. 9.° Caroline, mariée à Antoine Clément de Saxe, frère de l'électeur, morte en 1782.

GUERRIERS.	MAGISTRATS	PERSONNAGES ILLUSTRES.
1774. S.A.R. Bénoit Maurice Marie, duc de Chablais, frère du roi, capitaine-général. — Louis, prince de Carignan, colonel général des Suisses, capitaine-général. — Charles Emmanuel, comte de Valaise, inspecteur-général du département des Gardes. — Ange, chevalier de Solar de Moretta, *item* du département de Monferrat. — Pierre Novarina, chevalier de S.t Sébastien, *item* du département de Savoie. — Polycarpe Caquéran d'Osasque, *item* de l'infanterie d'ordonnance. — Joseph Damian de Priouca, m.is de Saliceto, lieutenant-général, inspecteur de l'infanterie provinciale. — Albert, baron de Viry, lieutenant-général, capitaine des gardes du corps, inspecteur-général de la cavalerie et des dragons; dans la suite gouverneur de Novare et chevalier de l'Annonciade.	*Ministres.* Joseph Gaëtan Carron de S.t Thomas, marq.is d'Aigueblanche, mis, dès les premiers jours de ce règne, à la place de Joseph Lascaris, comte de Castelar, ministre des affaires étrangères. Jean André Chiavarina remplaça le comte Bougin au ministère de la guerre. Ces deux changemens n'eurent pas l'approbation publique. François Balthasar, comte de Perron, remplaça le marq.is d'Aigueblanche au ministère des affaires étrangères, en 1773; et le comte Joseph d'Hauteville en remplit les fonctions avec le titre de régent, depuis 1789 jusqu'à la paix de Paris en 1796. Joseph Ignace, comte Corte, secrétaire d'état pour les affaires internes en 1773. Le comte Pierre Joseph Graneri, *item*. Rufinotto Coconito, comte de Montiglio, ministre de la guerre en 1779. Jean Baptiste Louis Fontana, marquis de Cravanzana, *item*, en 1789.	Hyacinthe Sigismond Gerdil, né en Faucigny, religieux barnabite, élevé à la pourpre Romaine par son seul mérite en 1777; ses nombreux ouvrages l'ont fait mettre au rang des plus profonds métaphysiciens et des meilleurs écrivains religieux; ils ont été recueillis en 44 volumes in 8.° et traduits dans plusieurs langues. Gaëtan Costa, archevêque de Turin, grand aumônier et cardinal, auteur d'un grand nombre d'écrits religieux imprimés, et fort estimés. Vittorio Alfieri d'Asti, grand poëte, et regardé comme le premier tragique de l'Italie. Il est aussi connu par des mémoires sur sa propre vie très-originaux, et par un écrit politique, lequel dans la seule circonstance propre à le recommander, lui a inspiré, dit-on, de vifs regrets. N. . . . Pugnani, créateur d'une école de violon, estimée la première d'Italie, et maître de Viotti plus fameux que lui. Viotti réputé l'un des premiers violons de l'Europe, mort à Paris. N. . . . marquis de Silva, sous-adjudant-général de département, auteur de plusieurs écrits estimés sur la tactique.

GUERRIERS.	MAGISTRATS	PERSONNAGES ILLUSTRES.
1774. Philippe Ferrero, comte de la Marmora, vice-roi en Sardaigne. 1778. Philippe Asinari, marquis de s.t Marzan, lieutenant-général, gouverneur de Nice, puis de Turin, chev.er de l'Annonciade. 1780. S. A. R. Victor Emmanuel, duc d'Aoste, capitaine-général. — S. A. R. Maurice Joseph, duc de Monferrat, capitaine-général. 1783. Joseph Henri, marquis de Carretto, capitaine des gardes du corps. — Charles Balthasar S.t Martin de Perron, général de cavalerie. — Jean Casimir de S.t Martin, marquis de Rivarol, capitaine des gardes du corps. 1786. Ange, chevalier de Solar Moretta, lieutenant général d'infanterie. 1789. François Marie Caqéuran, chevailer d'Osasque, lieutenant-général de cavalerie.	Charles Félix De rossi, comte de Castelmagne, contrôleur général des finances, en 1773 Jean Thomas De rossi, comte de To ningo, *item*, 1778 Le comte Ascagno Botton, *item*, en 1775. Jean Baptiste Louis, marquis de Cravanzana, en 1779. Jean Baptiste Pochetino, comte de Serraval, en 1791. *Chanceliers et gardes des sceaux.* Charles Louis Caissotti, comte de S.ta Vittoria, chancelier, en 1773. Joseph Ignace Corte, comte de S.ta Vittoria, *item*, en 1789. François Antoine Lanfranchi, comte de Borinco, vice-chancelier ou régent la chancellerie, en 1779. Jérôme, comte de Valpergue, *item*, en 1791. César Lovera, marquis Démaria, *it.*, en 1794. Philippe Avogadro, comte de Guarene, *item*, en 1796.	Alexandre Victor Papacino De-Antoni, commandant de l'artillerie, lieutenant-général, chevalier grand croix de l'ordre de S.t Maurice, parvenu, par son seul mérite, de l'état de simple soldat canonnier au grade d'officier général, fut auteur d'un excellent cours d'études militaires, imprimé et traduit en Français, en Anglais et en Allemand; il a composé plusieurs autres ouvrages très-dignes d'estime, mort le 7 décembre 1786. Alexis Bouvard de Faucigny, astronome et membre de l'académie des sciences de Paris, et qui a succédé à N. . . . Méchain dans le bureau des longitudes. Charles François de Butet, colonel d'artillerie, membre distingué de l'académie des sciences de Turin; il fut doué surtout du génie des mécaniques; on lui doit les divers procédés et machines, pour extraire le produit des eaux salantes de Moutiers en Tarantaise; mort le 22 juin 1797. François Davied de Foncenex, brigadier des armées du roi et commandant de Villefranche, mort en 1799, se distingua dans les hautes mathématiques et publia plusieurs ouvrages importans sur ces matières. L'abbé N. : . . Ferrari de Novare, bon littérateur, renommé surtout pour ses inscriptions latines, mort en 1791.

Guerriers.

1789. . . . Coardy, comte de Carpeney, major général de cavalerie, dans la suite, grand chambellan, et chev.er de l'Annonciade.

— Charles Emmanuel Berton de Sambuy, lieutenant-général d'infanterie.

1790. Vincent Baillif de Balbian, major général, vice-roi en Sardaigne.

1791. Casimir Gabaleon, comte de Salmour, lieutenant-général d'infanterie, grand-maitre d'artillerie, gouverneur de Turin, chevalier de l'Annonciade.

— Hyacinthe Pradel, chevalier d'Auturin, capitaine des gardes du corps.

1793. Charles Thaon, comte de S.t André, major général, vice-roi en Sardaigne; dans la suite, gouverneur de Turin, et chevalier de l'Annonciade.

— Emmanuel Philibert de Luserne, marquis de Rora, major-général, grand-veneur.

Magistrats

Premiers présidens de la chambre des comptes.

Joseph Félix Barthelemi, comte de Monasterol, en 1773.

Joachim Adami, comte de Cavagliano, *item*, en 1791.

Sénat de Savoie.

Jacques Salteur, décoré du titre de ministre d'état, et du grand ordre de S.t Maurice, en 1773.

César Lovera, marquis Démaria, premier président.

Sénat de Turin.

Paul Michel Niger, premier président, en 1773.

Geoffroi Peiretti, comte de Condove, *item*, en 1778.

César Lovera, marquis Démaria, *item*, en 1796.

Sénat de Nice.

César Lovera, marquis Démaria, en 1768.

Jean Berzetti, comte de Burons.

Personnages Illustres.

N. . . . . marquis de Bresé, inspecteur général de l'infanterie, connu par quelques ouvrages sur l'art de la guerre, et principalement par celui intitulé *des préjugés militaires.*

N. . . . Ducis de la vallée de Beaufort, poëte tragique, successeur de Voltaire à l'académie Française.

Esprit, chevalier Nicolis de Robilant, officier supérieur dans l'arme du génie; savant minéralogiste; auteur de plusieurs mémoires, insérés dans les actes de l'académie de Turin.

Victor Amédée Cigna, physiologiste et chimiste; l'un des premiers membres de l'académie des sciences de Turin; connu par de savans mémoires, insérés dans les actes de la même académie.

Théodore Bergera, écuyer de S. A. R. Madame la duchesse de Chablais, auteur d'un poëme sur la grande chartreuse, et de plusieurs traductions en langue italienne des tragédies de Voltaire.

Charles Amédée Rana, ingénieur militaire très-distingué.

Louis Lagrange de Turin, membre illustre de l'académie de Berlin, et de l'institut de France, un des fondateurs de l'académie des sciences de Turin, mort à Paris le 10 avril 1813.

Guerriers.	Personnages Illustres.
1793. Bénoît Marie Piossasque, chevalier de Non, major général, capitaine des gardes du corps, dans la suite, chev. de l'Annonciade.	Le père Audifredi, Niçard, savant astronome.
1794. Philippe, marquis de Vivalda, major général, vice-roi en Sardaigne.	Le marquis abbé Guasco d'Alexandrie, prélat romain, littérateur plein d'érudition et de goût, a laissé plusieurs ouvrages estimés sur les mœurs et les usages des anciens romains, mort le 11 novembre 1796.
1795. Louis Eugène de Courten, Suisse, lieunant-général d'infanterie et chevalier grand croix de Saint Maurice.	Paul Marie Paciaudi de Quiers, théatin; fameux érudit, savant surtout dans les langues orientales, historiographe de l'ordre de S.t Jean de Jérusalem.
—— Jean Baptiste Nicolis de Robilant, quartier-maitre-général, en 1774.	L'abbé Roffredi, savant bénédictin, un des plus anciens membres de l'académie des sciences.
N. . . . . comte Prales, major-général, depuis grand maitre de l'artillerie et chevalier de l'Annonciade.	L'abbé Vasco, économiste profond.
	L'abbé Cerruti, littérateur, estimé en France.
	Françóis Arcasio de Bestagno, savant jurisconsulte, auteur d'un cours complet de droit romain, mort à Turin, le 25 décembre 1791.
	Maurice Richeri de la Morra, dans les Langhes, auteur d'un excellent ouvrage de droit, auquel a été donné le nom de *Bible des Jurisconsultes*, plusieurs fois imprimé; mort à Turin en 1797.
	Comte Robbi de S.t Raphaël, auteur de plusieurs ouvrages de littérature et de morale, mort en 1794.
	Augustin Bono de Versol, professeur de droit canon dans l'université de Turin, auteur de la préface latine aux œuvres légales de Leibnitz, qui est regardée comme un modèle de discussion philosophique, mort en 1799.
	Joseph-Ange comte de Saluces Menusiglio, général d'artillerie, savant du premier ordre dans les hautes mathématiques et dans les sciences physico-chimiques; le premier des fondateurs de l'académie des sciences de Turin; mort à Turin le 16 juin 1810.

Personnages Illustres.

Thomas Valperga de Caluso, abbé de . . . . savant du premier ordre dans les mathématiques et les langues orientales, mort à Turin le premier avril 1815.

Charles Denina, historien distingué, auteur des révolutions d'Italie, mort à Paris le 5 décembre 1813.

N. . . . Chevalier Napion, officier supérieur d'artillerie, savant minéralogiste, passé pendant la révolution au service de Portugal, mort au Brésil.

N. . . . . comte Morozzo président de l'académie des sciences de Turin, savant dans les mathématiques et la physique, mort à Collegno le 12 juillet 1804.

Octavien Cometto de Verceil, Bernardin; savant professeur de géométrie et de mécanique à l'université de Pise, auteur de plusieurs ouvrages estimés et réimprimés.

Charles Allioni, un des membres les plus distingués de l'académie des sciences de Turin, habile médecin, auteur de différens écrits sur son art et sur la botanique; il est connu surtout par sa flore piémontaise; mort à Turin le 30 juillet 1804.

N. . . . . Mazzola, de la vallée de Sésia, bon peintre d'histoire, élève de Mengs.

L'abbé Alberti de Villeneuve, Niçard, auteur du meilleur dictionnaire italien et français que l'on connaisse.

Le docteur Bonelli de Mondovi, fameux médecin à Rome.

4.ème MÉMOIRE.



LES ROIS.

VICTOR AMÉDÉE II.

Ce prince qui manifesta, dans le cours presqu'entier de sa carrière, un caractère si mâle et si ferme, avait annoncé dans sa première enfance une constitution tellement faible, qu'on avait désespéré de sa vie (1).

Il avait depuis passé son adolescence dans la dissipation, et la duchesse Jeanne, sa mère, qui craignait à l'excès de voir finir trop tôt son autorité, l'avait tenu, autant qu'il avait dépendu d'elle, éloigné des affaires (2).

Dans la même vue, peut-être, elle avait négocié, en 1677, son mariage avec l'infante Isabelle, fille unique et héritière de Don Pedro de Bragance, roi de Portugal.

Mariage projeté du duc de Savoie, avec l'héritière de Portugal.

La reine de Portugal et la duchesse de Savoie étaient sœurs (3); elles formèrent le projet de cette union entre leurs enfans, et

conduisirent cette affaire avec tant d'ardeur et d'adresse, qu'elle fut conclue, malgré tout ce qui devait s'opposer à sa réussite.

Une loi fondamentale de Portugal défendait, qu'une infante héritière du trône pût jamais devenir l'épouse d'un prince étranger. On leva cet obstacle en prouvant, que le duc de Savoie descendait, par sa quatrième aïeule, du grand roi Emmanuel, dont la mémoire est toujours chère aux Portugais (4). On promit que le jeune prince viendrait résider à Lisbonne. Enfin, les états de la nation rassemblés dérogèrent à la loi * sous cette dernière condition, et le duc de Savoie fut préféré par eux au roi d'Espagne qui recherchait la même alliance. Douze vaisseaux Portugais, sous le commandement du duc de Codoval, abordèrent à Nice pour le recevoir et le conduire à Lisbonne. Cependant ce mariage n'eut pas lieu (5).

On avait vu précédemment dans toutes les minorités la noblesse Piémontaise se diviser en deux partis, l'un ami, l'autre ennemi des Français. Jamais ces derniers n'avaient été en faveur à la cour de Turin, autant qu'ils l'étaient sous la régence de la duchesse Jeanne, et jamais ils ne s'étaient attiré autant la malveillance des naturels du pays.

---

* Cette loi s'appelle de l'*amego* dans la langue du pays.

Le jeune duc partageait ce sentiment, entraîné par quelques-uns des seigneurs admis à sa familiarité. De ce nombre étaient le comte *Provana de Bruin*, son gouverneur; le marquis *Charles de Simiana*; le marquis *Emile de Parela*; et le prince *de la Cisterne*. Victor blessé du peu de part que sa mère avait daigné lui donner dans une négociation qui l'intéressait aussi personnellement, se détermina à rompre le mariage de Portugal, et en même temps à mettre fin à la régence.

Il déclara nettement qu'il ne s'embarquerait point, et qu'il n'abandonnerait jamais ses états héréditaires; parti qui par l'évènement se trouva le meilleur; puisque deux ans après, contre toute probabilité, la reine de Portugal accoucha d'un fils, et que l'infante Isabelle mourut *.

On rapporte ces faits, moins pour leur importance, que pour faire connaître le genre des intrigues qui remplissaient alors la cour de Savoie.

Victor avait près de vingt-un ans. Ceux qui aspiraient à sa faveur, lui suggéraient, en secret, d'user des droits que lui donnait son âge, et de se saisir des rênes de l'état, qu'on était peu disposé à lui abandonner. L'emprisonnement des marquis de *Pianezze*

---

* L'infante de Portugal mourut, en 1690, d'une maladie de langueur, qui l'emporta au bout de six mois.

et de *Parela*, ses principaux favoris, hâta sa détermination, et l'exécution suivit de près. Il adressa, le 16 février 1686, aux ministres d'état, aux grands de la couronne, aux généraux, aux commandans des places de guerre, une circulaire pour leur notifier, que dès ce jour il avait résolu de régner par lui-même *.

La régente avertie à temps de ce qui se passait, écrivit de son côté une lettre fort tendre à son fils, où elle lui témoignait, que le voyant en âge de n'avoir plus besoin d'elle pour l'aider dans le gouvernement, elle désirait d'être délivrée du fardeau de l'autorité, et sollicitait instamment un repos devenu nécessaire à l'état de sa santé.

Fin de la régence.

Ainsi finit la régence **, sans que de part ni d'autre la décence eût été blessée, ni la tranquillité publique compromise (6). La duchesse vit avec douleur échapper de ses mains le pouvoir absolu, qu'à l'exemple de sa belle-mère elle aurait bien voulu conserver long-temps au-delà du terme prescrit par les lois de l'état. Les gens qui la

---

* Ces circulaires furent datées de Rivoli, et rédigées par le prince de la *Cisterne* et le comte de la *Tour*, principaux confidens de leur jeune maître.

** La régence finit en 1684.

conseillaient et qui l'avaient poussée à d'indiscrètes rigueurs contre les favoris de son fils, eurent à se repentir de leur inconsidération.

Il est juste au surplus de convenir que les 9 années de l'administration de Mad.e Royale Jeanne-Baptiste de Némours furent un temps heureux. L'état y avait joui d'une paix profonde au déhors, et les agitations entre les grands et les dépositaires de la faveur n'avaient été que de simples cabales qui remplaçaient alors, dans la plupart des cours de l'Europe, l'esprit de parti, comme l'esprit de parti y avait prévalu jadis sur le redoutable génie des factions. Peut-être dans les états de Savoie ce calme était-il une suite de l'assujettissement où la France tenait ce pays, et qui s'était bien accru depuis le règne de Louis XIV.

Guerre contre les Vaudois.

Ce monarque affectait de régner sur la Savoie comme sur une province tributaire de son empire. Il venait, par un édit du 22 octobre 1685, de revoquer le fameux édit *de Nantes* autrefois rendu par Henri IV en faveur des Huguenots. Il avait résolu de forcer ces hérétiques à se faire catholiques romains, ou à s'exiler à jamais de son royaume, et non content de les poursuivre sur le sol Français, il se croyait en droit d'obliger le duc de Savoie à les expulser

également de son territoire; car la persécution exercée au-delà des Alpes, contre les Calvinistes, en avait rejeté un grand nombre dans les vallées de Piémont.

Il pouvait bien y avoir pour le duc de Savoie quelques dangers à laisser grossir chez-lui ces colonies autrefois si turbulentes; mais alors elles n'étaient que souffrantes et paisibles, et ce ne fut pas sans répugnance qu'il se vit forcé d'obéir aux injonctions du *grand roi*, et à faire ses premières armes contre ses sujets; mais le temps n'était pas encore venu pour lui de sortir d'une tutelle humiliante.

Il se mit à la tête d'un corps composé de ses troupes nationales et de soldats Français, entra dans les vallées de Pignerol, et força les Vaudois qui ne voulurent pas aller à la messe, à se retirer en Suisse ou en Allemagne; mais bientôt il ferma les yeux sur leur retour; étant entré en négociation avec les puissances protestantes liguées contre la France à Augsbourg, * elles n'eurent pas de peine à obtenir de lui la réintégration des religionnaires Piémontais.

Ceux-ci eurent l'air de se glisser furtivement dans leurs villages par les défilés des montagnes, et le duc feignit de ne pas s'en appercevoir.

* 9 juillet 1686, sous les auspices de Guillaume prince d'Orange.

Mais ces ménagemens ne pouvaient en imposer long-temps à la France extrêmement attentive à surveiller les démarches de ce jeune prince. On sut à Versailles que, dans un voyage de plaisir fait à Vénise pendant le carnaval de l'année 1686, il avait eu des entrevues avec quelques députés de la ligue d'Augsbourg. Il en fallait moins pour rendre ses dispositions suspectes. Louis XIV résolut de le désarmer, afin qu'il ne pût embrasser d'autre parti que le sien. En conséquence il lui demanda quelques-uns de ses régimens d'infanterie de ligne pour être employés en Flandre contre l'empereur. Peu de temps après il en requit d'autres pour servir avec ses propres troupes contre les Huguenots des Cevennes.

Victor destina à regret 500 hommes pour ce dernier usage, et trois régimens d'infanterie pour la Flandre.

Alors M. de Catinat, devenu dans la suite un ennemi si redoutable pour ce pays, sortit des montagnes de Dauphiné, vint camper à Aveillane, et de là il somma impérieusement le duc de Savoie d'envoyer près de lui un ministre d'état chargé d'entendre les volontés du roi. Il ne s'agissait de rien moins que de joindre sur le champ la totalité des troupes de Savoie à l'armée Française, et de lui livrer le château de Verrue et la citadelle de Turin pour places de sûreté.

Le ministre Piémontais offrit de la part de son maître une ligne défensive propre à garantir à la France les forteresses de Pignerol et de Casal, objet prétendu des inquiétudes du roi. Mais Catinat fut inflexible, et pour donner plus de poids à ses demandes, il s'avança jusqu'à Orbassan, d'où il affecta de renchérir sur tous les points exigés d'abord ; il demanda que les troupes Savoyardes fussent les premières à attaquer les Espagnols, afin de détruire toute apparence d'accord possible, ou de neutralité entr'eux.

Jamais Richelieu ne s'était montré aussi méfiant, aussi dédaigneux, aussi tyrannique. Le comte Provana de Druin, envoyé en toute hâte à Paris pour prévenir une rupture, ou du moins pour la retarder, ne put seulement obtenir une audience. Enfin le duc poussé à bout envoya l'ordre au comte Brandis, son plénipotentiaire à Milan, d'arrêter avec les confédérés d'Augsbourg une alliance qu'il avait jusqu'alors différé de conclure. Ce traité fut signé le 3 juin 1690. Il mit fin à 60 ans d'une paix non interrompue entre les maisons de Savoie et de France, et donna lieu à une guerre, dont les évènemens furent souvent bien malheureux pour nous, mais dont les résultats finirent par être glorieux pour le prince, et pour la nation.

Commencement de la guerre de 1690.

Victor voulut annoncer lui-même à sa cour la résolution qu'il venait de prendre; passant de son cabinet dans la *chambre de parade*, où la noblesse s'était jetée en foule, il annonça d'un air fier et d'une voix élevée ses justes griefs contre la France; il représenta que cette puissance hautaine avait prétendu le réduire à un état de servitude, tout à fait indigne d'un souverain; que ces procédés injurieux l'avaient forcé à accepter des offres que la maison d'Autriche lui faisait depuis long-temps, et que, comptant sur le zèle de sa brave noblesse, il ne doutait pas qu'une guerre juste et devenue nécessaire n'eût une heureuse issue.

L'air satisfait qui brilla dans tous les yeux à la conclusion de ce discours, ne permit pas au prince de douter de l'effet qu'il avait produit.

Les mêmes choses furent annoncées au public par un manifeste. L'exaltation fut générale, parmi le peuple surtout, et monta au point qu'il fallut désarmer dans ce premier moment tout ce qui n'était ni soldat ni conscrit, afin d'empêcher que cette guerre ne commençât par des vêpres Siciliennes.

7,000 hommes de la bourgeoisie de Turin prirent les armes pour occuper la colline, et les postes fortifiés dominant la capitale.

La ville et la citadelle furent abondamment approvisionnées de vivres. Les pallissades furent placées dans tous les ouvrages, et comme les Français commençaient à faire des courses dans la campagne (7), on fit retirer sous le canon de la place tous les habitans sans défense, et les bestiaux. Enfin l'ambassadeur de France fut arrêté et conduit au château d'Ivrée, en représaille de ce que le marquis Dogliani, ambassadeur de Savoie à Paris, avait essuyé le même traitement.

Les feudataires, les milices des villes furent appelés extraordinairement à la défense de l'état. Cependant l'avant-garde Espagnole parut aux portes de Turin, le soir même du jour où fut publiée la déclaration de guerre, et dans moins de 15 jours, il se forma, aux pieds des murs de cette capitale, une armée supérieure en nombre à celle des ennemis;

Mais ce début énergique n'eut pas les suites qu'on devait en attendre. Les alliés restèrent sur la défensive.

Catinat déconcerta tous leurs plans, et gagna contr'eux le 15 août la fameuse bataille de Stafarda qui fit tomber dans ses mains Saluces, Fossan, Savillan, et mit les Espagnols et les Savoyards dans l'impossibilité de rien entreprendre pendant le reste de la belle saison. Le duc de Savoie eut la douleur de voir son pays ravagé par les Français pendant que ses alliés restaient

dans l'inaction, retranchés à Pancalier et en méfiance les uns des autres.

Enfin aux premiers jours de novembre, M.r de Catinat parut disposé à rentrer en Dauphiné, afin d'y mettre ses troupes en quartiers d'hiver; il abandonna les villes qu'il tenait en Piémont, fit sauter quelques fortins qu'il y avait construits, et s'enfonça dans la vallée de Chiuson, marquant sa trace par des incendies, comme il avait fait en parcourant la plaine; mais tandis que les alliés se contentaient de harceler son arrière-garde, il les surprit tout-à-coup en tournant sur sa droite par le col des Fenêtres qu'il traversa malgré la rigueur de la saison, et sans perdre un jour, il alla mettre le siège devant la forteresse de Suze; il avait fait arriver sur ce point par des mouvemens cachés, l'artillerie de Pignerol et de Briançon. Suze capitula le 14 novembre soit par l'insigne lâcheté de sa garnison, soit par la mésintelligence des alliés qui auraient dû lui donner à temps du secours. En vain Victor Amédée proposa pour dégager cette place importante de marcher à l'instant même contre Pignerol, qui se trouvait presque désarmé; son avis, le seul raisonnable, ne fut pas suivi; ce prince était destiné à sentir avec plus d'amertume encore le malheur d'employer forcément des armes étrangères à la défense de son propre honneur, à la conservation de son héritage.

La perte de Suze était pour lui d'une conséquence infinie, en ce qu'elle l'isolait de ses provinces transalpines, et devait amener, tôt ou tard, la chûte de Montméillan; il fit revenir de Savoie les troupes qui s'y trouvaient, et laissa ce pays confié presque uniquement à l'amour et à la foi de ses habitans.

Les armées ensuite se séparèrent; les Français allèrent hiverner au-delà des Alpes, les Allemands et les Espagnols dans le Milanais et le Monferrat.

Mais la petite guerre continua très-avant dans l'hiver, entre les troupes légères de M.r de Catinat et celles du duc de Savoie. Celles-ci n'étaient autres que les Vaudois; ces religionnaires des vallées de Pignerol, regardés peu d'années auparavant comme des ennemis dangereux, mais que les circonstances avaient transformés en sujets fidèles et en bons soldats. Leur haine contre Louis XIV les rendit très-utiles au service de Victor Amédée; ils firent plusieurs courses en Dauphiné, où ils surprirent Barcelonette et Mont-Dauphin, prirent beaucoup de bétail, levèrent des contributions et se rendirent redoutables sous le nom de Barbets, que les Français leur avaient donné comme un sobriquet injurieux (8).

De leur côté, les ennemis essayèrent de surprendre nos troupes cantonnées dans la vallée d'Aoste; mais ces entreprises man-

quèrent toutes par l'extrême vigilance du duc de Savoie. Catinat n'en montra que plus d'ardeur à poursuivre l'exécution de son plan général ; il s'agissait de surmonter tous les obstacles qui pouvaient retarder le siège de Turin, et d'accabler entièrement le duc de Savoie, en se rendant maître de sa capitale.

Campagne de 1691.

Un accident livra, vers le commencement d'avril, la forteresse de Nice aux Français (9), et ils devinrent maîtres ainsi des passages nombreux des Alpes méridionales et de l'Apennin, comme ils l'étaient déjà des Alpes occidentales.

Pour rendre leurs communications plus aisées à travers ces dernières, Catinat s'empara du château d'Aveillane dont il fit sauter les fortifications. Ce fut de là qu'il vint brûler la maison de plaisance du duc de Savoie à Rivoli. Ce trait de vandalisme n'ajouta rien à la gloire du vainqueur de Stafarda, dont on a tant vanté la modération et la *philantropie*. Victor Amédée se montra plus philosophe que lui, lorsque voyant du haut de la colline de Turin les flammes dévorer sa demeure favorite, il dit à ceux qui l'entouraient et qui déploraient une si grande perte : « eh ! plût-à-
» Dieu que tous mes palais fussent ainsi
» réduits en cendres, et que l'ennemi épar-

» gnât les cabanes de mes paysans » *.

La prise d'Aveillane répandit l'alarme dans Turin. Madame Royale, mère du duc, et la duchesse son épouse, grosse de six mois, s'embarquèrent sur le Pô pour se retirer à Verceil, suivies de toutes les personnes hors d'état de porter les armes. Les autres se préparèrent à soutenir un siège. Les fortins de la colline furent mis en état de défense. 20,000 hommes campèrent aux portes de la ville. C'était un corps mêlé de troupes d'Espagne, de Wirtemberg et de Savoie. On attendait encore l'électeur de Bavière, le duc de Schomberg, et le prince Carraffa à la tête des troupes Autrichiennes. Mais tandis que Victor et ses alliés ne songeaient qu'à sauver Turin, Catinat, à son ordinaire, leur donna le change, en se portant brusquement sur Carmagnole, où il entretenait des intelligences sécrètes, et dont il se rendit maître après deux jours de tranchée ouverte.

Carmagnole était réputée une des meilleures places du Piémont, et l'on en avait fait un entrepôt de munitions de toute espèce. Sa perte était donc importante autant qu'imprévue.

Une ame commune aurait succombé sous tant de revers. Victor Amédée redoubla de courage et ne désespéra pas de ramener à

---

* Victor Amédée fit rebâtir le château de Rivoli, et le laissa dans l'état où il est aujourd'hui.

lui la fortune. Convaincu qu'un trop grand nombre de places fortes lui serait plus nuisible qu'utile, il fit démolir Cherasco et Chivas, et mit tous ses soins à conserver Coni.

Cette forteresse, investie depuis le commencement de la campagne, n'avait été longtemps défendue que par ses propres habitans (10), et par quelques troupes de paysans des terres voisines, entr'autres par 800 Vaudois, sous le commandement d'un chef célèbre parmi eux, appelé *Guillelmo*. Le comte de Rovero était gouverneur de Coni. Le comte de Bernex trouva le moyen de s'y introduire avec trois régimens Savoyards (11), et quelques détachemens de troupes alliées

Cette intrépide garnison rendit inutiles tous les efforts des ennemis, lesquels lâchèrent prise à la nouvelle de l'arrivée d'un grand secours que le prince Eugène de Savoie amenait d'Allemagne.

Victor Amédée, qui jusqu'alors n'avait pu déterminer ses alliés à marcher avec lui d'un pas égal pour le bien de la cause commune, crut qu'enfin tout allait changer de face. En effet Carmagnole fut reprise; Mirabouc fut sauvé d'une surprise ; on ne parlait que de reprendre Nice, et de sauver Montméillan. Les maladies d'armées décimaient les Français, tandis que les alliés recevaient chaque jour de nouveaux renforts ; mais l'opposition constante du maréchal Carraffa empêcha qu'on reprît l'offensive. Ce vieux général

qui commandait en chef l'armée impériale, était nourri dans les maximes Autrichiennes d'alors ; il croyait qu'une armée de sa nation ne devait jamais s'engager dans la partie des Alpes qui sépare l'Italie de la France, tandis que sa froide circonspection ne lui suggérait aucun autre moyen de profiter de ses avantages ; bref, cette campagne, comme la précédente, fut totalement perdue, et Catinat prit, derrière la Maïra, une position telle, qu'il put, jusqu'à l'hiver, tenir en échec, sans se compromettre, tous ses nombreux adversaires ; après quoi il se retira sans perte en Dauphiné, comme il avait fait l'année précédente.

Le plus funeste résultat de cette inaction fut la chûte de Montméillan, qui n'espérant plus de secours, après avoir soutenu un blocus de quinze mois, une horrible disette et trente-trois jours de tranchée ouverte, capitula honorablement le 22 décembre. Dès-lors toute la Savoie fut acquise (12) aux Français.

Victor voyait avec amertume ses alliés ne faire des fautes qu'à ses dépens ; mais il s'instruisait à la meilleure des écoles, à celle du malheur, et il apprenait à connaître ses amis et ses ennemis.

Il est bien à remarquer, que ses plus mauvais succès ne lui faisaient perdre ni la confiance de ses soldats, ni l'affection de ses peuples. On raconte qu'après la levée du siège de Coni, pendant que l'armée enne-

mie, suivant son usage, brûlait tout après elle, quelques paysans échappés de leurs maisons embrasées vinrent se jeter aux pieds du jeune duc, pour lui exposer leur misère. Il les reçut, les larmes aux yeux, les consola, versa devant eux une bourse remplie d'or, et brisant le collier de l'Annonciade qu'il portait au cou, leur en jeta les morceaux. Des traits pareils, accompagnés de la grace animée qu'il mettait à toutes choses, charmaient ses sujets, malheureux par les calamités de la guerre, mais qui l'aimaient, parce qu'ils croyaient être aimés de lui. Sa valeur personnelle surtout le rendait cher aux soldats.

C'est ici le lieu de rapporter une preuve de dévouement qu'il en reçut cette même année. Nous avons dit qu'avant la déclaration de la guerre il avait été obligé de livrer à Louis XIV sur sa demande trois régimens d'infanterie, lesquels avaient été envoyés sur la frontière de France la plus éloignée de leur patrie.

Dès les premières hostilités, ces régimens avaient été dissous, les soldats avaient été dispersés et incorporés dans des régimens Français.

Quant aux officiers, ils avaient été invités à prendre, avec avancement, du service dans les troupes du roi; mais pas un seul ne fut ébranlé par ces offres. Ils restèrent plus de quatre mois sans appointemens et sans aucune ressource, ne sollicitant que

des passeports pour se rendre dans la seule place, disaient-ils, qui leur fût marquée par l'honneur. Au bout de ce terme MM. de la Chiusa, d'Ales et de Frussasque, chefs de ces régimens *, furent mandés à Paris auprès du ministre de la guerre, lequel, après leur avoir renouvellé l'invitation de s'attacher au service de France, leur délivra les passeports dont ils avaient besoin pour retourner dans leur patrie. Il voulut y joindre une somme d'argent, et présenta à chacun d'eux le portrait du roi richement entouré, comme une marque d'estime de ce monarque pour la délicatesse de leurs sentimens. Ils reçurent les passeports avec joie, refusèrent l'argent, et s'excusèrent respectueusement d'accepter le portrait. Puis, ayant rassemblé leurs officiers, qui étaient au nombre de 90, ils reprirent avec eux la route du Piémont.

Ces dignes chefs vendirent leur vaisselle et tous leurs équipages pour subvenir aux besoins de leurs compagnons d'armes. Ils empruntèrent, sur leur propre crédit, les fonds nécessaires pour acquitter jusqu'aux moindres dettes que les Piémontais avaient été forcés de contracter en France, et après une longue et pénible marche, ils arrivèrent à Turin à la fin de l'hiver; leurs soldats s'y trouvèrent en même temps qu'eux; presque tous s'étaient échappés des régimens où ils

* La Marine, Aoste et Nice

avaient été incorporés par force, et ils vinrent, au moment où on les attendait le moins, renforcer l'armée de leur souverain chéri.

Campagne de 1692.

Le cabinet de Versailles commençait à se repentir des procédés hautains et injustes dont il avait usé envers le duc de Savoie, et qui rangeaient ce prince au nombre de ses plus ardens ennemis. Diverses tentatives furent faites pour le ramener. Louis XIV lui écrivit une lettre de sa main, et lui fit écrire par le duc d'Orléans, son beau-père. Il lui offrait la restitution de tout ce qui lui avait été enlevé, la cession de Fenestrelles et de Pignerol, la neutralité du Milanais, le dépôt de Casal entre les mains du Pape, et le tout sous la garantie des Suisses et de la république de Vénise. Rien ne pouvait être plus avantageux en apparence que ces propositions. Mais Victor les rejeta hautement, et comme M. *de Chamery*, agent secret de la cour de France, le pressait d'adopter au moins la neutralité avec les avantages que le roi lui offrait, observant que la guerre avait coûté déjà à lui seul plus qu'à tous ses alliés ensemble, qu'il était en position de perdre bien plus encore, et qu'il finirait par se trouver entièrement dépourvu de troupes; *monsieur*, répondit le duc, *je*

frapperai du pied le sol de mon pays et il en sortira des soldats.

Le marquis de Saint Thomas répondit ensuite officiellement à l'agent Français, que S. A. R., ferme dans ses engagemens, préférait la continuation d'une guerre malheureuse, à tout accommodement séparé de ses alliés. Cette réponse, connue de l'empereur, fut tellement agréable à ce prince, qu'il créa sur-le-champ Victor généralissime de ses armées en Italie, rappelant Carraffa, dont le duc avait eu à se plaindre l'année précédente, et qui fut remplacé par le comte Caprara.

M.r de Catinat avait ordre de sa cour de rester sur la défensive du côté des Alpes. En conséquence, ayant pris cette fameuse position sur les hauteurs qui séparent la Doire du Chiuson, et qui a retenu son nom *, il s'y crut inattaquable. Le duc de Savoie jugea en effet impossible de l'en déloger autrement, que par une diversion dans le Dauphiné.

En conséquence, il pénétra dans cette province à la fin d'août, et vengea bien son peuple des maux dont les Français l'avaient accablé, pendant les deux années précédentes. Il y exerça, dit le président Hénault, les rigueurs de Turenne dans le

* *Camp de Catinat.*

Palatinat, et celles de Feuquières dans le pays des Vaudois.

Embrun, Gap et Guillestre furent mis à contribution; beaucoup de villages furent livrés aux flammes; il se disposait à pousser plus loin son irruption, lorsqu'il fut atteint de la petite vérole, qui l'obligea de se faire transporter à Turin. Il n'avait pu remplir son véritable objet; il n'avait pu forcer Catinat à sortir du camp qu'il avait choisi.

Cet habile général, n'ayant pas de forces suffisantes pour préserver le haut Dauphiné des ravages de son adversaire, se borna à conserver sa position qui, de concert avec la forteresse de Pignerol, mettait en sujétion la plus grande partie de la plaine, et tenait ouvert le chemin pour y pénétrer. Il y demeura immobile jusqu'aux approches de l'hiver, après quoi il fit rentrer ses troupes dans leurs quartiers ordinaires.

Tels furent les résultats de cette troisième campagne à-peu-près nulle pour les deux partis. Une des causes qui déterminèrent Victor Amédée à cesser les hostilités de bonne heure fut la découverte qu'il fit d'une insurrection prête à éclater dans ses provinces du midi. M.r De-Tessé, commandant Français de Pignerol, s'y était procuré des intelligences. Plusieurs traîtres convaincus à Mondovi et à Savillan furent punis de mort, et l'on acquit alors la certitude que Carmagnole avait été livrée par corruption, l'année précédente.

Campagne de 1693.

On crut d'abord que cette campagne ne serait pas plus féconde en évènemens que celle de 1692. Dès que la saison avait pu le permettre, Catinat était rentré dans son camp sur Fenestrelles, d'où il n'avait cessé d'observer les mouvemens de ses ennemis, mais sans en faire aucun lui-même. Il continua ainsi jusqu'à la fin de septembre, où voyant Casal bloqué, Pignerol assiégé, et cette dernière place au moment de succomber, il se mit en mouvement pour délivrer l'une et l'autre.

Ayant reçu de France des renforts considérables, il marcha à la rencontre des alliés, qui, pour le recevoir, s'étaient retranchés près du village de Piossasque entre Aveillane et Pignerol. Ce fut là qu'eut lieu la trop célèbre bataille de *Marsaglia*, une de celles qui contribuèrent le plus à fixer la réputation de Catinat, et qui firent le plus de mal à ce pays.

Quoique les alliés fussent de beaucoup supérieurs en nombre, quoiqu'ils eussent eu l'initiative pour occuper avantageusement le champ de bataille, leur défaite fut entière, et ils perdirent 10,000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Le maréchal de Schomberg fut du nombre des morts, ainsi que les marquis de Parela et de Pallavicini, deux des meilleurs généraux du duc de Savoie. Ce prince lui-même courut les plus

grands dangers. Il se trouva toujours, comme il avait fait à Stafarda, dans le plus fort de la mêlée, et eut un cheval tué sous lui.

Le prince Eugène partagea le désastre de cette journée. Les alliés prirent, en se retirant, la position déjà connue de Pancalier sur la gauche du Pô et de la Félice, entre Pignerol et Carignan. Pendant ce temps, M.r de Catinat victorieux alla délivrer Pignerol et Casal.

Cette brillante campagne lui valut le bâton de maréchal de France. Peu de temps après, les armées de part et d'autre rentrèrent dans leurs quartiers d'hiver.

Campagnes de 1694 et 1695. Le duc de Savoie fait sa paix particulière avec la France, et obtient la neutralité de l'Italie et la démolition de Casal.

Dès le printemps de 1694, les alliés investirent de nouveau Casal, et destinèrent 18,000 hommes à en pousser le siège. Le maréchal de Catinat, de son côté, sortant de ses montagnes vint occuper à Frosasque une position centrale d'où, suivant les circonstances, il aurait pu se porter sur Casal, sur Pignerol et sur Coni; mais on fut étonné de son inaction, surtout lorsqu'on vit Casal succomber, après 15 jours de tranchée ouverte.

Ce ne fut que quelque temps après,

que ce mystère put être éclairci. On sut alors que M.r de Crénau, commandant Français dans cette place, avait eu pour instruction secrète, de cesser de s'y défendre, dès qu'il aurait pu obtenir des alliés les deux conditions suivantes : 1.° l'entière démolition de la place ; 2.° la remise au duc de Mantoue du local qu'elle occupait.

Il est nécessaire, avant de passer outre, de dire qu'en 1681 Ferdinand, duc de Mantoue, avait vendu, par acte irrévocable, Casal à la France.

Ce prince voluptueux aurait de même engagé tous ses états pour satisfaire à ses plaisirs; mais les puissances d'Italie, et surtout le duc de Savoie avaient été justement alarmés de voir cette importante forteresse entre les mains d'un potentat tel que Louis XIV (13).

Victor, battu à la Marsaglia, n'était plus en mesure d'exiger la cession pure et simple de Casal, comme il aurait pu le faire deux ans auparavant, mais recherché de nouveau par la France (14), il obtint la destruction de cette place. Il obtint même que le sol sur lequel elle s'élevait ne dépendît plus de la France. Les assiégés n'en sortirent, en vertu de la capitulation, qu'après avoir démoli tous les ouvrages intérieurs. Les assiégeans ne se retirèrent qu'après avoir abattu et rasé les ouvrages du dehors. Ainsi disparut Casal,

la forteresse la plus renommée de l'Italie, sans qu'elle eût été entamée d'une seule brêche.

Après 2 campagnes encore sans évènemens, et après diverses négociations qui occupèrent les hivers de 1695 et 1696, le duc de Savoie conclut avec la France une trève d'un mois, suivie d'un traité de paix définitif.

Paix de Turin.

Cette paix fut signée à Turin, le 29 août 1696 et publiée le 10 septembre suivant (15). Ses principaux articles furent, que Pignerol, tous ses forts et le château de la Pérouse seraient démantelés, comme l'avait été Casal, et le sol rendu au duc de Savoie ; que ce prince rentrerait en possession de tout ce dont la France l'avait dépouillé depuis le commencement de cette guerre ; que le duc de Bourgogne, petit fils de France, épouserait Adelaïde de Savoie, fille aînée de Victor Amédée ; que les ambassadeurs de Savoie recevraient désormais en France un traitement pareil à celui des ministres des rois ; qu'enfin le duc joindrait ses armes à celles de Louis XIV, et entrerait immédiatement dans le Milanais, afin de forcer l'empereur et l'Espagne à reconnaître la neutralité de l'Italie, laquelle neutralité, dans ce cas, serait également reconnue par la France.

Cette condition était expresse. Elle était vivement sollicitée par le pape et par tous les autres souverains de la presqu'île, et Victor s'était solennellement engagé à ne quitter les armes, qu'après l'avoir obtenue.

La politique de ce prince l'obligea donc non seulement à abandonner la ligue, mais à se jeter dans le parti opposé. « En » moins d'un mois (dit Voltaire), il fut » généralissime de l'empereur et généra- » lissime de Louis XIV. Nul prince (ajou- » te-t-il) ne prenait plutôt son parti, quand » il s'agissait de rompre ses engagemens » pour ses intérêts ».

Il serait facile de répondre que Victor Amédée, après avoir prouvé qu'il savait être fidèle à un parti malheureux, usait du droit qu'ont tous ses pareils de faire leur paix séparée, quand le bien de leurs peuples et l'avantage de leur couronne l'exigent, et qu'il n'aurait pas été un souverain, s'il en avait agi autrement.

Quoi qu'il en soit, Victor obtint ce qu'il desirait, et le siège de Valence sur le Pô, entrepris par son armée réunie à celle de Catinat, nécessita cette même année les fameux traités de Vigevano et de Pavie, par lesquels la France, l'Empereur et l'Espagne convinrent enfin que l'Italie ne prendrait plus de part à leurs querelles. Ce qui ajouta prodigieusement à la considération du duc de Savoie, en deçà des monts.

Paix de Riswich et de Carlowitz.

Après la défection de Victor Amédée (dit encore Voltaire) il arriva, comme après la paix de Nimègue, que chacun des alliés prit le parti de traiter à part et pour son propre compte. Ce qui donna lieu à la paix de Riswich, suivie de près de celle de Carlowitz, et à l'une de ces époques trop rares et trop courtes où la terre entière est en paix. Il fut glorieux pour un duc de Savoie d'être la cause première de cette pacification générale. Son cabinet acquit un très-grand crédit, et sa personne une très-haute considération. La France rendit à l'Espagne tout ce qu'elle lui avait pris; d'autres restitutions furent faites à l'Empire et à la maison de Lorraine, et Guillaume de Nassau, qu'on s'était obstiné à Paris à n'appeler que prince d'Orange, fut reconnu roi d'Angleterre. Il semblait que d'un commun accord toutes les puissances armées de l'Europe voulussent reprendre haleine, avant de s'engager dans des combats bien plus longs et bien plus meurtriers; il semblait surtout que Louis XIV voulut faire aux yeux du monde sa première preuve de modération, au moment où il allait faire tomber dans sa famille toutes les couronnes d'Espagne.

On prévoyait comme prochaine la mort de Charles II, atteint d'une maladie de langueur qui l'entraînait au tombeau à la

fleur de son âge. Ce monarque ne laissait point d'enfans, et en lui devait s'éteindre la branche aînée de la maison d'Autriche. Tous les yeux étaient ouverts sur le vaste héritage dont il allait disposer.

L'empereur et le roi de France descendaient de Philippe III par les femmes et se trouvaient au même degré. Mais l'empereur alléguait des renonciations solennelles faites par Louis XIII, et confirmées par Louis XIV lui-même. Il mettait aussi en ligne de compte l'habitude qu'avaient les Espagnols d'être dominés par des rois de sa famille. Louis XIV avait eu pour femme l'aînée des filles de Philippe III, et la mère de ses petits fils était fille de Philippe IV. Tous les droits de la nature paraissaient donc se réunir en sa faveur. Mais il était aisé de prévoir que le droit de l'épée déciderait seul cette grande question. En attendant elle donna naissance à une infinité d'intrigues.

On vit de grands potentats s'abaisser au rôle que jouent quelquefois des légataires avides dans les classes les plus obscures de la société. Cherchant à se supplanter les uns les autres auprès d'un parent moribond, l'obsédant, et de peur que la succession ne leur échappe toute entière, partageant l'héritage entr'eux de son vivant, par des traités secrets et illégaux.

Mort du roi d'Espagne et son testament.

Enfin Charles II mourut le 1.er novembre 1700, âgé de 39 ans. On a dit de lui qu'il fut aussi fameux par son testament, que peu digne de mémoire par ses actions.

Ce testament, signé quelques jours seulement avant sa mort, instituait pour son héritier universel Philippe, duc d'Anjou, petit fils du roi de France.

A défaut du duc d'Anjou, il appelait le duc de Berry son frère, puis l'archiduc Charles d'Autriche, second fils de l'empereur, et en quatrième lieu le duc de Savoie.

Il était clairement spécifié dans cet acte, que la couronne d'Espagne ne pourrait jamais être réunie à celle de France, ni à la dignité impériale. Victor Amédée sentait l'impossibilité où il allait être de rester neutre entre les puissances intéressées, et dans l'attente qu'un droit éventuel l'élevât lui-même sur un des plus beaux trônes du monde, il était bien déterminé à n'agir que suivant les principes politiques de sa maison; fidèle à son système, il se promettait de n'unir son sort et ses armes qu'à l'allié qui lui ferait le meilleur parti, et qui lui témoignerait le plus d'égards. Mais la France ne lui laissa pas le temps de négocier. Le maréchal de Catinat, son ancien adversaire, vint de nouveau à la tête de 50,000 hommes l'avertir qu'il eût à se déclarer pour Louis XIV. Ce parti était

incontestablement le plus fort. Le roi de Portugal, le duc de Mantoue, les électeurs de Bavière et de Cologne venaient de s'y joindre ; mais Victor n'avait pas lieu d'être satisfait du prix dont on prétendait payer son alliance. Ce prix était un titre illusoire de généralissime des armées Françaises et Espagnoles pendant le cours de cette guerre, et le mariage de la seconde de ses filles avec le jeune duc d'Anjou, appelé à régner en Espagne.

Aucun des prédécesseurs de Louis XIV n'avait professé, aussi ouvertement que lui, cette maxime, qu'il ne fallait point aggrandir la maison de Savoie, qu'il suffisait de payer ses services par quelques restitutions des objets conquis sur elle, ou par des mariages qui multipliaient sans conséquence les liens du sang, dont la France prétendait le tenir toujours enchaîné à son parti.

Guerre pour la succession d'Espagne. Campagne de 1701.

Comme Louis XIV avait été prompt à accepter la succession d'Espagne, l'empereur n'avait pas tardé à se déclarer contre le testament de Charles II, et à la fin de l'hiver, une armée Autrichienne avait débouché par le Tyrol en Italie. Victor Amédée, conformément aux engagemens qu'il avait dû prendre, marcha contr'elle avec ses

propres troupes, réunies à celles de France et d'Espagne ; les premières commandées par le maréchal de Catinat, les secondes par le prince de Vaudemont; mais il ne tarda pas à s'appercevoir du peu de subordination qu'il pouvait attendre de ces deux généraux, et des obstacles qu'un ordre de Louis XIV mettrait nécessairement aux progrès des armées combinées. Ce monarque avait expressément défendu qu'on violât le territoire neutre des Vénitiens.

Les impériaux moins circonspects avaient traversé ce territoire ; ensuite ils franchirent l'Adige, et furent victorieux aux combats de Carpi et de Chiari. Cette dernière action fut des plus meurtrières. Le prince Eugène y fut blessé, ainsi que le maréchal de Catinat, et le comte de Schulembourg, général des troupes du duc de Savoie. Ce prince eut un cheval tué sous lui, et reçut plusieurs coups de feu dans ses armes. Après 4 heures d'un combat opiniâtre et sanglant, il ordonna la retraite, et la protégea en personne à la tête de sa cavalerie, après quoi l'armée coalisée fit divers mouvemens rétrogrades, et finit par prendre une position défensive en avant du Milanais.

Les historiens Français n'ont pas manqué de faire entendre qu'à la bataille de Chiari Victor Amédée déploya l'intrépidité qui lui était naturelle, mais qu'il applaudit en secret au triomphe des ennemis, que favorisait sa politique particulière.

Ce qui est hors de doute, c'est que Catinat ayant été destitué du commandement des troupes Françaises, et ayant été remplacé dès le commencement de cette campagne par le maréchal de Villeroi, favori de Louis XIV, et le plus vain, comme le plus inepte des généraux de son temps, celui-ci engagea la funeste affaire de Chiari, contre l'avis de tous les gens de guerre, contre celui de Catinat réduit à servir sous ses ordres, contre celui surtout du duc de Savoie ; et pendant que les soldats Français chérissaient ce dernier pour son affabilité et son courage, le général courtisan, battu par sa propre faute, inspirait à Louis XIV des soupçons injurieux contre son allié; il s'excusait à ses dépens, il l'accablait de dégoûts (16), il osait faire entendre à son maître, que ce même allié était d'intelligence avec ses ennemis.

Le prince de Vaudemont, général de la même trempe que Villeroi, ennemi de tout ce qui pouvait exciter sa jalousie, appuyait ces dénonciations auprès de Philippe V ; bref, la méfiance et l'aigreur mirent les alliés dans l'impuissance de rien entreprendre de sérieux jusqu'à l'hiver.

Ce fut au premier février suivant qu'eut lieu la fameuse entreprise sur Crémone, opération manquée, mais qui fit honneur au génie de celui qui en avait conçu le plan; elle n'en fit pas moins à la brillante

intrépidité des troupes Françaises, et peut-être leur valut-elle mieux qu'une victoire, en les délivrant du duc de Villeroi, que les Allemands emmenèrent prisonnier (17). Il fut remplacé par le duc de Vendôme, général d'un tout autre caractère, lequel vint quelques jours après prendre le commandement des troupes de Louis XIV en Italie.

Campagne de 1702.

Victor Amédée se dispensa d'être à l'armée, lors de l'ouverture de cette seconde campagne. Les désagrémens qu'il avait éprouvés pendant tout le cours de la précédente, lui en fournissaient un motif plus que suffisant.

D'ailleurs, le roi d'Espagne qui vint au mois de juillet prendre en personne le commandement des troupes Espagnoles et Françaises, non seulement ne le pressa pas de rester auprès de lui, mais dans une entrevue qu'ils eurent à Alexandrie, il lui témoigna assez de froideur, et lui fit éprouver des mortifications sensibles (18).

Victor se contenta donc de laisser au duc de Vendôme le contingent de ses troupes sous les ordres du lieutenant-général comte des Hayes (19).

Le 15 août suivant eut lieu la bataille de *Luzara*, près de l'embouchure du *Crostolo* dans le Pô. Les deux partis s'attri-

buèrent la victoire, mais les alliés n'en remplirent pas moins leur objet de passer le fleuve, et de former le siège de *Guastalla*, qui capitula le 9 du mois de septembre.

Les troupes Piémontaises se signalèrent particulièrement dans cette action. Elles reçurent de grands éloges du roi Philippe lui-même qui fit présent au comte des Hayes d'une épée d'or et d'un cheval d'Espagne. Cette circonstance aurait dû mettre fin aux méfiances et aux froideurs des Bourbons envers leur allié, mais ces froideurs ne firent qu'augmenter. Les rois de France et d'Espagne semblèrent encore une fois n'avoir voulu l'engager dans leur parti que pour lui faire perdre tout autre appui, et le vexer ensuite impunément.

Enfin, rebuté de tant de hauteurs et d'injustices, il se détermina à les abandonner, et ouvrit l'oreille à des propositions que lui faisait l'Allemagne. Le comte d'Aversberg, envoyé secret de la cour de Vienne, eut plusieurs conférences avec les ministres Piémontais.

Il en fallait moins pour donner l'éveil à l'ambassadeur de France à Turin. M.r de Philipeaux écrivit à sa cour qu'il n'y avait plus un moment à perdre pour retenir le duc de Savoie par des traitemens convenables, et des concessions proportionnées à l'importance de son amitié, ou si l'on ne voulait pas le satisfaire, pour l'empê-

cher de nuire, en l'accablant entièrement,

Le caractère dur et altier de Louis XIV lui fit adopter ce dernier parti. Il envoya au duc de Vendôme, qui s'avançait dans le Trentin pour y opérer sa jonction avec l'électeur de Bavière (20), l'ordre de revenir sur ses pas pour désarmer les troupes de Savoie.

Le contingent des troupes de Savoie est désarmé par le duc de Vendôme. Victor Amédée se déclare pour l'Autriche.

Cette opération fut exécutée près de Mantoue le 28 septembre 1702, et sans aucune résistance, car il était difficile de craindre un pareil attentat. Les soldats Piémontais remirent leurs armes, que le général en chef leur fit demander, sous prétexte d'y faire certaines réparations.

Alors seulement ils purent s'appercevoir qu'ils étaient investis par l'armée Française. Le duc de Vendôme ayant fait appeler les officiers du contingent Savoyard, leur signifia qu'ils étaient prisonniers de guerre; par courtoisie seulement, ajouta-t-il, et en considération de la valeur distinguée qu'ils avaient montrée en toute occasion, il voulut qu'ils gardassent leurs épées. Quant aux soldats, il se hâta de les incorporer dans des régimens Français. L'ordre du roi portait de se saisir à Turin de la personne du duc de Savoie. On devait l'en-

lever à la chasse, et le renfermer dans une forteresse Française *. Mais heureusement le coup manqua par quelque mésentendu.

Il est aisé d'imaginer quelle fut l'indignation de Victor lorsqu'il apprit le traitement fait à ses soldats, et celui dont il avait été menacé lui-même.

Son contingent à l'armée du duc de Vendôme, par diverses circonstances, ne s'était trouvé que de 6,000 hommes lorsqu'il fut arrêté; mais cette perte pour lui n'était pas un objet médiocre. Sa position devenait cruelle. Désarmé et sous la main des Français, dont il venait de recevoir le plus sanglant outrage, il n'était encore assuré d'aucun appui contr'eux; mais il avait le cœur de ses sujets.

A son premier appel, comme en 1690, les bourgeoisies des villes, le peuple des campagnes se levèrent en masse. Il leur fit distribuer les magasins d'armes et de vivres saisis aux Français. Il fit arrêter tous les individus de cette nation qui se trouvaient épars dans ses états, et confisquer leurs marchandises. Il ordonna que l'ambassadeur de France fût gardé à vue dans sa maison (21). Enfin il mit sur pied douze bataillons de son infanterie conscrite, et il y fondit de vieux soldats de ligne re-

* Mém. du chevalier Solar.

tirés, quoique valides, qui se rengagèrent avec joie dans le danger pressant de la patrie. Il en fut de même des officiers ; *Messieurs*, dit le jeune duc à ceux qu'il avait appelés près de sa personne, *c'est en vous, après Dieu, que j'ai placé ma plus ferme espérance pour obtenir satisfaction d'une injure qui nous est commune, et qui ne peut être supportée par des gens de cœur.*

Tout ce qui restait de troupes réglées fut envoyé aux frontières pour arrêter les recrues et les renforts venant de France. Enfin il déclara formellement la guerre aux Bourbons.

Louis XIV, après l'arrestation des troupes Piémontaises, lui avait écrit le billet suivant :

Monsieur. Puisque la religion, l'honneur et votre propre signature, ne servent de rien entre nous, j'envoie mon cousin, le duc de Vendôme, pour vous expliquer mes volontés ; il vous donnera vingt-quatre heures pour vous décider.

Victor Amédée répondit dans le même nombre de lignes :

Sire. Les menaces ne m'épouvantent point ; je prendrai les mesures qui me conviendront le mieux, relativement à l'indigne procédé dont on a usé envers mes troupes. Je n'ai que faire de mieux m'expliquer, et ne veux entendre aucunes propositions.

Celles que le duc de Vendôme devait lui

faire, étaient de recevoir garnison Française dans la citadelle de Turin, dans Verceil et dans Verrue. Le duc de Savoie voyant ces places convoitées par les Français, ne s'en hâta que plus de les mettre dans le meilleur état de défense qu'il lui fût possible. Tous ses autres préparatifs furent faits avec une célérité incroyable.

Ainsi les rois Bourbons qui, au mépris du droit des nations et de toute bienséance, avaient voulu désarmer le duc de Savoie leur allié, de peur qu'il ne changeât de parti, et qui avaient prétendu le détruire, au lieu de mettre un juste prix à ses services, se virent trompés dans leurs combinaisons. Cette défection, dit le président Hénault, fut la principale cause de tous les malheurs de cette guerre.

Victor Amédée obtint une vengeance éclatante. L'Europe entière applaudit à l'énergie de son ressentiment, Enfin, son peuple exalté par lui au plus haut degré de la sensibilité et du courage ne se refusa à aucun sacrifice pour venger l'honneur national.

On vit les soldats désarmés sur les bords de l'Oglio s'échapper presque tous pour revenir à l'armée de Savoie. Plusieurs officiers en firent autant, quoiqu'au moment de la guerre on les eût renfermés dans des places fortes. Ils ne se crurent nullement astreints aux devoirs que l'honneur impose aux prisonniers de guerre, pour

avoir été les victimes d'une indigne surprise. Ils n'étaient d'ailleurs rien moins que libres sur leur parole.

Enfin le duc de Vendôme se trouva tout-à-coup séparé de la France, par des rivières, par des montagnes, par une ligne de forteresses, et par une terre ennemie qui enfantait des soldats.

Les historiens Français reprochent encore ici au duc de Savoie d'avoir manqué de fidélité à la France, comme s'il était né vassal de cette couronne, et de s'être armé contre ses gendres, comme s'il y avait rien de commun entre des liens d'une pareille espèce, et la raison d'état.

On sait que la première guerre de Philippe V, affermi sur le trône d'Espagne, fut contre cette même France qui avait prodigué l'or et le sang pour l'y élever, et sans anticiper sur les exemples suivans, ne vit-on pas alors le duc de Modène faire sa paix particulière avec l'empereur, et le roi de Portugal passer dans le parti de l'Autriche, sans être taxés de félonie, quoiqu'en premier lieu l'un et l'autre eussent embrassé celui de la France ? Quant aux mariages de ses deux filles à deux petits-fils de Louis XIV, Victor Amédée n'avait pas oublié combien de fois sa maison avait été honorée de pareilles alliances, sans que jamais il en fût résulté pour elle aucun avantage réel.

La Savoie sans défense fut envahie par

le duc de la Feuillade, et le duc de Savoie se borna, pendant le reste de l'automne, à empêcher que le Piémont ne fût entamé à son tour. Le plus difficile restait à faire; brouillé aussi ouvertement avec la France, il ne pouvait plus négocier sans un grand désavantage avec l'empereur, dans les bras duquel il était forcé de se jeter. L'hiver fut employé cependant à régler des conditions analogues à la circonstance.

Alliance avec l'Autriche.

La date du traité de Vienne prouve, qu'il n'y avait rien d'arrêté entre l'empereur et Victor Amédée, lorsque les troupes Savoyardes furent désarmées par le duc de Vendôme; l'acte de confédération n'ayant été signé que le 5 janvier 1703 *, c'est-à-dire, plus de trois mois après.

Les conditions obtenues par le duc de Savoie furent au reste meilleures qu'il n'avait droit de l'espérer. L'empereur Léopold s'engagea à joindre aux troupes Piémontaises 14,000 hommes de son infanterie et 6,000 chevaux, et à l'indemniser à la paix par la cession de l'Alexandrin, de la Lomelline, de la vallée de Sesia, et des fiefs impériaux enclavés dans les Langhes, lui ga-

---

* Par le marquis de Prié.

rantissant en outre l'entière possession du Monferrat.

Il avait lieu d'espérer, avec le secours d'un aussi puissant allié, de pouvoir défendre le Piémont ; mais il lui paraissait plus difficile de recouvrer la Savoie, pays ouvert, où il ne lui restait plus que la seule forteresse de Montméillan.

Projet de neutralisation de la Savoie sous la protection du corps Helvétique.

Les années 1703 et 1704 furent employées à des négociations très-vives avec la république des Suisses. Victor dans l'impatience de soustraire ses provinces ultramontaines aux invasions des Français, résolut de confier à la probité de ses voisins et de ses amis naturels la Savoie, laquelle chaque jour perdait quelqu'un de ses moyens de défense. Il fit sentir au corps Helvétique combien il était important pour lui d'établir une masse inerte et inviolable entre son territoire et celui d'un peuple dont l'ambition ne connaissait plus de bornes, et qui menaçait évidemment de l'enclaver et de l'asservir. Il employa à cette négociation le comte Pierre de Mélarède, un de ses ministres les plus déliés, lequel n'épargna rien pour réussir dans cette entreprise. Les Suisses, plusieurs fois rassemblés en diète pour délibérer sur ce point, penchaient fortement vers la neutralisation. Mais le marquis de Pui-

sieux, ambassadeur de France à Soleure, sentit trop la conséquence de cette affaire pour ne pas la traverser de tout son pouvoir. Il trouva une opposition assez forte de la part des cantons pour consentir à ce que le Chablais, le Faucigny, et même le fort de Montméillan demeurassent neutres; mais il fut impossible d'en obtenir rien de plus; et ce n'était pas ainsi que Victor Amédée l'entendait; il prétendait être exonéré entièrement du soin de combattre à-la-fois en delà et en deçà des monts *.

Toutefois les soins du comte Mélarède ne furent pas entièrement perdus (22). Le corps Helvétique intervint avec énergie en 1704, pour que la Savoie, alors conquise par les armes de Louis XIV, ne fût point réunie au royaume de France, comme l'avaient voulu tant de fois Richelieu et Mazarin.

Voici quelques fragmens d'un discours que tinrent à ce sujet les députés de Berne et de Zurich au duc de la Feuillade, alors commandant en Savoie :

Après que nos glorieux ancêtres eurent acquis, par la force de leurs armes, la liberté de leur pays, ils établirent, par la sagesse de leurs conseils et les lumières de leur prévoyance, des maximes pour conserver ce précieux acquêt *à leur posté-*

---

* Lamberti, mém.

rité. Parmi ces maximes, la plus fondamentale consiste dans le soin d'avoir plusieurs souverains pour voisins, et de ne point permettre que les pays qui les confinent tombent sous le joug d'une seule et même puissance *.

Ni les hauteurs, ni les menaces de M.r de Puisieux, n'ébranlèrent les Suisses. Ils déclarèrent nettement que, s'ils n'avaient pas l'assurance que la Savoie serait rendue à la paix à son légitime maître, ils joindraient immédiatement leurs armes aux siennes pour la reconquérir.

Enfin, le 23 mai 1704, M.r de Puisieux, au nom du roi, promit solennellement à la diète Helvétique, que S. M. T. C. ne réunirait jamais la Savoie à sa couronne.

Ce fragment curieux prouve les grands rapports qui existent entre les principes politiques des Suisses et ceux de la maison de Savoie, et le besoin qu'ont ces puissances de se soutenir l'une l'autre.

On l'a déjà dit, le Piémont, Vénise et la Suisse devaient se regarder comme naturellement amis, puisque le plus grand intérêt qu'aient les nations sages et heureuses, celui de ne pas subir un joug étranger,

---

* Ils avaient fait la même déclaration à François I.er, en 1518; mais leur conduite avait été moins généreuse.

avertissait ces états de se donner la main, et que leur position géographique les y invitait (23).

Campagnes de 1703, 1704 *et* 1705.

Ces trois campagnes, comme celles de la guerre précédente, ne furent qu'un long enchaînement de désastres pour le duc de Savoie, lequel montra toujours une constance égale à les supporter. Son courage inflexible lui faisait tenir peu de compte de ce qui lui arrivait de funeste, pourvu que sa marche vers un but général ne fût point arrêtée.

Les hostilités commencèrent de bonne heure en 1703. Le comte Gui Staremberg, qui avait pris le commandement des troupes impériales, dès le milieu de l'hiver, s'était avancé de bonne heure sur les confins du Piémont, pour se réunir au duc de Savoie (24).

De son côté, le duc de Vendôme et le grand-prieur, son frère, n'avaient rien négligé pour empêcher cette jonction.

Ils n'agissaient pas avec moins d'habileté pour rétablir leurs communications interrompues. M.r de la Feuillade, maître de la Savoie, eut ordre de venir à leur rencontre par le Montcenis et par le petit Saint-Bernard *. En effet, il franchit ces

* A la tête de 54 bataillons, de 4 régimens de dragons, et de 36 pièces d'artillerie.

montagnes au commencement de l'été, et se rendit maître des forts de Bard et de Suze. Pendant qu'il tenait ainsi les sources des deux Doires, le duc de Vendôme s'avançait du côté opposé avec plus de peine. Il trouvait à chaque pas un ennemi à combattre, une place à forcer. Celle de Verceil lui coûta seule un mois et six jours de tranchée ouverte. Il y avait employé presque toutes ses forces et avait poussé ce siège avec une ardeur extraordinaire. Mais Victor Amédée avait lieu d'attendre une résistance bien plus longue de la meilleure place qui lui restât. Verceil avait coûté à son père des sommes immenses, et n'était qu'à peine achevé. Toutes sortes de munitions y avaient été entassées. Treize bataillons et quelque cavalerie en composaient la garnison, et le gouverneur, homme de résolution, avait ordre de tenir jusqu'à la dernière extrêmité; mais étant tombé dangereusement malade, ses sous-ordres avaient tenu un conseil de guerre; et comme il arrive trop souvent en pareils cas, ils avaient pris le parti le plus faible *.

Les Français, maîtres de Verceil, en démolirent de fond en comble les forti-

* La tranchée fut ouverte devant Verceil dans la nuit du 14 au 15 juin. La place capitula le 21 juillet.

fications qui n'ont jamais été relevées depuis (25).

Ivrée fut ensuite assiégé. C'était une mauvaise place qui ne tint dix-huit jours que par l'intrépidité de ses défenseurs. Le baron, Perron y commandait, ayant sous lui le comte Costa.

Le duc de Vendôme exigeait que la garnison se rendît prisonnière de guerre; elle le refusa, et se retira dans le château qu'elle défendit encore plusieurs jours; mais le général ennemi redoublant d'efforts, jusqu'à passer lui-même la journée entière dans la tranchée, elle fut obligée de capituler vers le milieu d'octobre; alors rien ne s'opposa plus à la jonction de MM. de Vendôme et de la Feuillade.

Le duc de Savoie, malgré sa vigilance, son activité, sa valeur, n'avait pu l'empêcher. En perdant ses places fortes et leurs garnisons, il voyait diminuer ses ressources d'une manière effrayante. Ce qui lui restait de troupes ne devait plus être compromis.

Il se renferma dans un camp retranché sur la rive gauche du Pô près de Crescentin. Là il crut pouvoir attendre des secours d'Allemagne, et conserver Verrue, qu'en effet les Français ne tardèrent pas d'assiéger; mais ils ne l'investirent point entièrement, à cause de la position qu'avait prise l'armée Savoyarde. La ville et le camp du duc communiquaient ensemble

par un pont militaire, au moyen duquel il était aisé de ravitailler la place; aussi put-elle tenir cinq mois, malgré tous les efforts des ennemis; et lorsque ses ouvrages eurent été entièrement ruinés par le canon, la garnison n'eut qu'à passer le fleuve pour rejoindre l'armée du duc.

Cette armée fut ensuite obligée de se porter sur Chivas, la dernière place qui, de ce côté, défendît encore les avenues de Turin, et dont les Français ne tardèrent pas à former le siège.

Le duc de Savoie la défendit, comme il avait défendu Verrue, c'est-à-dire, en se postant sur la rive opposée du Pô, et communiquant avec elle à travers le fleuve, dont il interceptait la navigation. Il parvint ainsi à soutenir ce poste important encore trois mois et demi. C'était un grand point que de gagner du temps.

Pendant qu'il défendait l'accès de sa capitale contre les attaques du duc de la Feuillade, le duc de Vendôme s'efforçait d'arrêter le prince Eugène, qui venait à la tête d'une puissante armée délivrer le Piémont: cette lutte donna lieu à bien des faits d'armes, dont la bataille de Cassano, funeste aux impériaux, fut le plus considérable. Les contre-temps multipliés ajoutaient aux détresses de Victor Amédée. Il ne lui restait plus, de tant de places de guerre, que Turin et Coni en deçà des monts, Nice et Montméillan au-delà (26).

Ces deux dernières forteresses, regardées comme le boulevard de ses provinces transalpines, succombèrent au commencement de l'année 1706. Nice fut prise par le maréchal de Berwich, le 4 janvier. Montméillan affamé et ne pouvant plus espérer de secours, avait capitulé quelques semaines plutôt. Louis XIV voulut que ces deux places fussent rasées jusqu'aux fondemens, comme l'avaient été Casal, Verceil et Pignerol; il crut hâter par toutes ces destructions le moment où le duc de Savoie, enfin humilié, serait forcé de recourir à sa clémence.

Siège de Turin.

Les obstacles qui avaient retardé le siège de Turin n'existaient plus. On regardait en France la chûte de cette capitale comme un coup de partie. Il devait l'être sans doute, si l'on en juge par les suites qu'entraîna l'évènement contraire (27). Louis XIV désirait, avec une espèce de passion, de voir détruit ce dernier asile d'un prince assez audacieux, dans le sein même de l'infortune, pour braver sa puissance. Tout fut prodigué, pour accélérer les travaux du siège : jamais, dit le marquis de Feuquières, on n'avait fait d'aussi grands préparatifs pour les sièges, même où le roi devait se trouver en personne *.

* Feuquières, Sanvitale.

Les opérations commencèrent dès la fin de mars ; Victor Amédée, de son côté, n'avait épargné aucune précaution pour prolonger, autant qu'il serait possible, la défense de sa capitale.

On y travaillait nuit et jour depuis plusieurs mois. Sachant que l'ingénieur en chef Français avait su se procurer le plan exact des fortifications de Turin, il en fit changer, autant que la brièveté du temps pouvait le permettre, les ouvrages intérieurs, afin de dérouter son adversaire. Il fit garnir de redoutes les bords de la Doire et les mamelons de la colline (28). Les arbres et les maisons furent abattus tout autour de la place, à la portée du canon des ouvrages les plus avancés.

Le commandement de la ville et celui de la citadelle furent donnés, le premier au marquis de Carail, fameux par la dernière défense de Nice, le second au comte d'Alery, dont on avait admiré l'intrépidité et les ressources pendant le dernier siège de Verrue. Quant à la garnison, elle était composée de 14 régimens Piémontais, formant un effectif de 6670 hommes, de 7 régimens de troupes Impériales sous le commandement du lieutenant-général comte de Thaun, et d'un corps considérable de bourgeoisie armée (29). Il y avait une quinzaine d'ingénieurs habiles, à la tête desquels était l'avocat Bertola, homme d'un génie rare, et d'un dévouement parfait à son prince et à sa patrie.

Les assiégeans avaient 68 bataillons et 80 escadrons, 6 compagnies de bombardiers, 600 canonniers, 600 mineurs, une énorme quantité de poudre, un nombre prodigieux de bouches à feu et de projectiles de toute espèce; ils employèrent pendant plus de 40 jours 8,000 travailleurs à former leurs lignes de circonvallation et de contrevallation.

Ces lignes étaient formées d'un épais parapet à redents et à flèches, de 4 pieds de haut, avec un fossé large et profond * rempli d'eau dans plusieurs endroits.

Mais il est à remarquer que cet investissement ne fut point complet, comme il l'avait été dans le dernier siège en 1640; les lignes n'ayant jamais embrassé en entier la colline ni le pont du Pô.

Les Français s'efforcèrent ensuite d'établir des communications libres avec Chivas, Ivrée, Crescentin et Suze, où se trouvaient leurs principaux magasins.

Le 26 mai, ils ouvrirent la tranchée, et le canon se fit entendre le 3 juin. Alors un officier Français se présenta comme parlementaire, annonçant un ordre du roi de ne point tirer sur le quartier de Son Altesse Royale, offrant des passe-ports pour les princesses, si elles désiraient se retirer en lieu de sûreté. Il demanda en consé-

* Il avait généralement 6 pieds de large, et autant de profondeur.

quence, au nom de M.r de la Feuillade, que le duc daignât indiquer le logement qu'il aurait choisi pour sa personne.

Victor Amédée répondit, que jusqu'à la levée du siège, son quartier serait partout où sa présence pourrait être utile; que quant aux passeports, il remerciait très-humblement S. M. de ce procédé plein de courtoisie, mais que restant maître d'une des portes de la ville, les princesses pourraient en sortir quand bon leur semblerait *.

Il rendit ensuite le parlementaire témoin des rejouissances ordonnées pour la levée du siège de Barcelonne, dont on venait de recevoir la nouvelle; après quoi les opérations furent poussées avec la plus grande vivacité.

Victor, dès le commencement du siège, offrit dans son palais un asile à tous ceux dont les maisons pouvaient être exposées au feu des ennemis, et ne cessa de se montrer partout où il y avait quelque danger à courir. Sa contenance hardie et son visage serein donnaient de l'assurance aux moins intrépides, et l'affection pour lui s'éleva au point, que la milice bourgeoise, quoiqu'excessivement fatiguée, s'accroissait chaque jour d'un grand nombre de volontaires.

Cependant M.r de la Feuillade ne tarda pas à s'appercevoir que la place n'étant

---

* Sanvitale.

cernée qu'à demi, ses progrès ne pouvaient qu'être fort lents ; mais il aurait fallu sacrifier bien du temps et des hommes pour enlever toutes les redoutes qui garnissaient la colline, et qui défendaient les approches du côté du levant. Il se détermina à prendre ces hauteurs à revers, en jetant à Chivas un pont sur le Pô, et en marchant à Chieri, dont il n'eut pas de peine à s'emparer ; à cette nouvelle, le duc se décida à faire partir pour Cherasco les princesses et les personnes qu'il voulait éloigner du danger *. Il en était temps, car le vieux prince de Carignan et la princesse son épouse, qui fermaient la marche, furent enlevés par les Français.

Pendant le siège de Turin, Victor Amédée ne cessa d'avoir 3 objets en vue : 1.° de soutenir le courage des assiégés ; 2.° de donner le change aux assiégeans, et de leur faire perdre du temps; en 3.e lieu, d'empêcher la ville d'être totalement enveloppée, afin d'y introduire toujours, de temps en temps, quelques renforts et quelques munitions.

A la tête d'un petit corps d'élite, composé d'infanterie et de dragons, il sortait lui-même chaque jour dans la campagne

* La duchesse Marie d'Orléans sa femme, la duchesse Jeanne de Némours sa mère, ses deux fils, encore enfans, le chancelier, et quelques personnes âgées de sa cour.

pour inquiéter les assiégeans et pour les troubler dans leurs communications. Son vœu fut accompli, lorsqu'il vit le général Français abandonner le siège pour se mettre à sa poursuite.

M.r de la Feuillade crut que s'il pouvait se saisir de la personne du duc de Savoie, il épargnerait bien du temps et des travaux. Il résolut donc de lui donner la chasse avec des forces infiniment supérieures aux siennes, et de ne pas lui laisser le temps de respirer. Victor, content de l'attirer sur ses pas, lui échappait sans cesse par la célérité et la vivacité de ses mouvemens. Il l'entraîna de Montcalier à Carignan, de Carignan à Carmagnole, puis dans les montagnes de Mondovi, dans celles de Coni, dans celles de Saluces, où les Français perdirent l'espoir de l'atteindre. Dans ces excursions légères, il parvint à jeter des secours dans les places de Coni, de Ceva et de Cherasco, qui tenaient encore pour lui, et qu'il empêcha de succomber.

Ce fut près de Cavour qu'il se vit enveloppé par un corps considérable sous les ordres du marquis d'Aubeterre, et auquel il eut de la peine à échapper. Le prince Emmanuel de Soissons, son cousin, et le comte de Saint-Géorges, son capitaine aux gardes, furent blessés à ses côtés; lui-même fut renversé et foulé aux pieds des chevaux.

M.r de la Feuillade, après 3 semaines de courses inutiles pour le dévancer ou l'ar-

rêter, rentra dans ses lignes, et le duc, le même jour, rentra dans Turin, d'où il ne tarda pas à ressortir pour harceler son adversaire.

Peu de temps après, il alla de nouveau se poster à *Bibiana*, au débouché de la vallée de Luzerne, et le duc de la Feuillade, se croyant sûr de le prendre dans cette espèce d'impasse, quitta encore une fois le siège, pour courir après lui ; mais Victor se jeta dans les montagnes dont il connaissait les moindres détours, et où il était favorisé par la vive affection des paysans. Il échappa toujours des mains du général Français au moment où celui-ci croyait le saisir. Il lui fit perdre encore un temps considérable, et ralentit par là les progrès du siège.

Mais les vivres s'épuisaient dans une cité aussi populeuse que Turin. L'ennemi qui recevait sans cesse de nouveaux renforts finit par empêcher que rien ne pût s'y introduire par les moyens qu'on avait employés jusqu'alors, et il rendit chaque jour plus difficiles les excursions du duc avec son corps volant.

La désertion devenait très-forte parmi les troupes Suisses et Allemandes ; enfin des maladies inquiétantes commençaient à se manifester dans la place.

Juillet venait de finir, et le duc de Savoie ne pouvait plus attendre son salut que d'un prompt secours. Il savait que le prince Eu-

gène cherchait de toutes manières à se faire jour pour le délivrer; mais 40,000 Français barraient le chemin à l'armée Impériale et venaient de remporter encore sur elle de grands avantages *. Enfin par une manœuvre subtile autant que rapide, se dérobant à ses adversaires, et se jetant sur sa gauche, il traversa l'Adige et le Pô, puis filant à marches forcées entre la droite de ce dernier fleuve et le pied de l'Apennin, il arriva heureusement sur le Tanaro le 28 août, et le traversa sur des ponts que le duc de Savoie venait de faire construire exprès à 3 milles plus haut qu'Asti.

Ce prince s'était avancé lui-même à sa rencontre, pour lui peindre le véritable état des choses et concerter avec lui ce qui restait à faire.

Cependant, dès que le duc de la Feuillade avait été informé des derniers mouvemens de l'armée Autrichienne en Lombardie, il avait pressé de toutes ses forces la chûte de Turin.

Les principaux efforts depuis le commencement du siège avaient été dirigés contre

---

* Surtout à la bataille de Calcinato le 19 avril 1706; les Autrichiens y avaient perdu 11,000 hommes tués, blessés, ou prisonniers, beaucoup de drapeaux et de canons, et tous leurs équipages. Cet évènement avait eu lieu avant l'arrivée du prince Eugène, et avant que le duc de Vendôme eût quitté le commandement de l'armée d'observation Française en Italie.

les deux bastions de la citadelle, appelés saint Maurice et saint Amédée, contre la demi-lune qui couvre la porte de secours, et contre l'ouvrage à cornes défendant la porte Suzine. De larges brêches ouvertes dans toutes ces parties avaient donné lieu déjà à de grandes attaques, le 12 juillet, le 6 et le 24 août. Le général Français se détermina à emporter la place par un assaut général, effectué le 30 août à 5 heures du matin.

Les assaillans s'y portèrent avec une extrême impétuosité ; on combattit corps à corps sur toutes les brêches (30) ; mais les Français n'en furent pas moins repoussés, avec une grande perte. Les bourgeois volontaires voulurent partager la gloire de cette journée mémorable, et se signalèrent par des traits admirables de courage et de patriotisme.

On n'oubliera jamais dans ce pays l'action généreuse de Pierre Mica, du village d'Adorno, simple soldat mineur, lequel voyant l'ennemi prêt à éventer une contremine qu'il achevait de charger, et manquant du temps nécessaire pour se retirer, après y avoir mis le feu par le moyen ordinaire d'une mèche graduée, pressa ses compagnons de fuir, de recommander au roi sa femme et ses enfans, et n'hésita point, avec le tison qu'il tenait à la main, de donner lieu à l'explosion terrible qui l'engloutit sous un monceau de ruines avec tout le poste en-

nemi. Cette action cachée dans les entrailles de la terre a été comparée avec raison au dévouement de Curtius et de Scevola (31).

Tous les yeux à Turin étaient tournés sur la colline de Superga où devaient paraître les signaux annonçant l'arrivée du secours. On les apperçut enfin le 4 septembre.

Le duc de Savoie et le prince Eugène se portèrent sur ces hauteurs, pour embrasser d'un coup d'œil la position de l'ennemi, et se concerter sur le point d'attaque.

Il fut convenu que l'armée, forte de 44,000 combattans, passerait le lendemain le Pô sur deux ponts près de la Logia, qu'elle guéerait ensuite le Sangon, et irait camper à Pianezze, afin de tourner les lignes ennemies, et de leur livrer bataille le 7.

Du côté des Français, le duc d'Orléans, chef de l'armée d'observation, après avoir vû le prince Eugène s'échapper de ses mains, était venu en toute hâte renforcer M.r de la Feuillade, et pour accélérer la marche de son infanterie, il en avait fait arriver une partie sur des chariots, traînés par des chevaux en relais. Le 6 au matin, les généraux, après avoir reconnu le champ de bataille, tinrent un conseil de guerre en rase-campagne (32).

Les avis y furent partagés. Les uns voulaient, pour mettre à profit la supériorité de leurs forces, laisser une partie des troupes au siège, et marcher avec le reste contre l'ennemi. D'autres prétendaient ne

pas perdre l'avantage des retranchemens dont ils étaient environnés, et proposaient de combattre dans les lignes. Un troisième parti demandait que le siège fut levé à l'instant même, et que la totalité des troupes Françaises marchât pour attaquer les Allemands et provoquer une action décisive. *Si la bataille est gagnée*, disait le duc d'Orléans auteur de cet avis, *la place tombera d'elle-même. Si la bataille est perdue, il sera indispensable de se retirer.*

Une opinion aussi saine, un avis aussi judicieux, émis par le chef de l'armée, n'aurait pu manquer de prévaloir, si le maréchal de Marsin ne s'y était pas opposé.

Marsin (33) était une espèce de surveillant, mis par Louis XIV auprès de son neveu; il montra un ordre du roi de déférer à son avis en cas de dissentiment entre les généraux, et il fut décidé qu'on attendrait l'ennemi dans les lignes.

Bataille de Turin, et levée du siège de cette ville. Fin de la 6.e campagne.

Le contour de ces lignes de contrevallation avait 15 milles d'étendue; l'armée Française en les bordant ne pouvait former qu'un cordon mince et à larges intervalles. Aussi le duc de Savoie et le prince Eugène, en apprenant la détermination des ennemis, se crurent-ils assurés de la victoire. En effet, elle ne fut retardée que par

l'admirable valeur qui distingue les troupes Françaises, dans les occasions même les plus malheureuses. Les alliés, quelque fût la vigueur de leurs attaques, furent deux fois mis en désordre et culbutés par la mitraille et la mousquetterie des remparts (34).

Enfin au troisième assaut, leur infanterie perça, et comblant quelques parties du fossé avec les terres éboulées du parapet, elle fraya un large chemin à la cavalerie, laquelle se précipita au galop dans l'enceinte. Le combat s'y soutint encore quelque temps indécis, mais la confusion ne tarda pas à être générale parmi les Français. Leur cavalerie chargée en flanc par le duc de Savoie s'enfuit à toutes jambes vers un pont de bâteaux qui existait sur le fleuve près de la *Madona du Pilon*. Une partie de l'infanterie prit la même direction, et le canon des retranchemens, tourné contr'elle, mit le comble à son désordre.

Vers la fin de l'action, le comte de Thaun et le marquis de Carail, qui du bastion de la *Consolà* observaient le combat, firent ouvrir les portes de la ville, et fondirent à la tête de la garnison sur quelques corps qui cherchaient encore à se rallier. Ce fut là qu'on fit le plus de prisonniers. Le marquis d'Aubeterre fut du nombre; le duc de la Feuillade voulut en vain sauver les canons; il ne put qu'en briser quelques affuts, et mettre le feu

aux magasins à poudre. Enfin les débris de l'armée Française gagnèrent sans s'arrêter Chivas et Pignerol.

Jamais victoire ne fut plus complette et n'entraîna de plus grands résultats.

Les Français laissèrent sur le champ de bataille 8,000 tués ou blessés, et on leur fit un très-grand nombre de prisonniers. Le duc d'Orléans y reçut deux blessures assez graves. Le maréchal de Marsin y perdit la vie, ainsi que trois autres généraux *. Les dépouilles des vaincus furent immenses. 219 canons ou mortiers furent abandonnés par eux, ainsi qu'un prodigieux amas de toutes sortes de munitions, tous les équipages de l'armée, tous les effets de campemens et jusqu'aux vaisselles des généraux. Les bêtes de charge et de trait furent prises en si grand nombre, qu'on les vendit presque pour rien.

Le même jour le duc de Savoie et le prince Eugène entrèrent dans Turin au son des cloches, au bruit du canon, et aux acclamations d'un peuple ivre de joie. Ils allèrent descendre à l'église métropolitaine de saint Jean, où l'archevêque entonna le *Te Deum* en actions de graces.

Victor Amédée, reconnaissant qu'il devait principalement au Ciel la délivrance de son

---

* Le comte de Murcé, le marquis et le chevalier de Kercado.

pays, fonda des solennités annuelles pour le jour de la Nativité de la Vierge, où cette grande victoire avait été remportée; et des dépouilles enlevées à l'ennemi, il ordonna qu'un temple magnifique fût bâti sur la colline, sur le lieu même où le prince Eugène et lui avaient arrêté le plan de la bataille *. Il voulut que ses cendres et celles de ses successeurs y fussent déposées. Enfin, il souhaita que ce Sanctuaire, en rappelant à ses descendans des jours de gloire, leur rappelât en même temps le néant des grandeurs humaines, et il conçut la pensée sage et vraiment philosophique de donner à ce monument la forme d'un vœu religieux, plutôt que celle d'un trophée. Ce temple ne fut pas chargé, comme la pyramide de Blenheim (35), d'inscriptions fastueuses, insultantes pour les vaincus. Aussi subsisté-t-il encore et peut-on espérer qu'il annoncera long-temps aux peuples à venir les exploits et les vertus de ceux qui l'élevèrent.

On a prétendu que la duchesse de Bour-

---

* On jugera des sommes qu'a dû coûter la construction de l'église de Superga, quand on saura qu'il n'y a pas aux environs une seule source d'eau, et que toute celle employée à la bâtisse a dû y être transportée à dos de mulet; que toute la pierre du revêtement vient des montagnes de Frabouse, et que les marbres prodigués dans l'intérieur y ont été transportés des carrières de *Busca*, de *Suze*, et de *Vaudier*.

gogne, par des intelligences avec son père et des complaisances pour Madame de Maintenon, avait procuré la défaite de l'armée Française sous les murs de Turin; mais de telles assertions méritent-elles d'être réfutées ? Ce ne furent point sans doute des machinations de courtisans qui animèrent la brave garnison et les intrépides habitans de cette ville, à soutenir un siège de plusieurs mois et 4 assauts meurtriers; ce ne furent point d'obscures intrigues qui firent arriver du fond du Tyrol, à travers mille obstacles, le grand prince Eugène, pour délivrer le Piémont, et pour sauver l'auguste chef de sa famille d'une ruine entière.

Après le désastre du 7, le duc d'Orléans employa les journées du 8 et du 9 à rassembler ses débris près de Pignerol. Le marquis de Tournon (36), détaché avec quelques troupes Piémontaises à la poursuite des Français, leur fit un nombre considérable de prisonniers. Des bataillons entiers tombèrent entre ses mains, pendant que les traîneurs étaient impitoyablement massacrés par les paysans, lesquels faisaient payer cher à leurs oppresseurs vaincus les actes de barbarie par lesquels ils s'étaient signalés à leurs dépens.

Les soldats Français maudissaient l'Italie, de tout temps fatale à leur nation. Leur dégoût pour cette contrée, leur désir de rentrer en France furent tels, qu'un grand

conseil de guerre ayant été tenu à Pignerol, pour convenir de ce qu'il restait à faire, il se trouva que plus d'une moitié de l'armée était déjà partie sans ordre, regagnant le Dauphiné et la Savoie par tous les sentiers des Alpes, et que de 60,000 hommes, qui 8 jours auparavant étaient campés sous les murs de Turin, il n'en restait pas 20,000 aux drapeaux (37).

La bataille de Turin délivra l'Italie des Français, comme la bataille d'Hochsted en avait délivré l'Allemagne. Dans peu de jours Chivas, Verceil, Ivrée, le fort de Bard, Trin, Crescentin, Verrue, rentrèrent sous la domination du duc de Savoie.

Ce prince, impatient de rejeter sur le sol ennemi le fléau de la guerre qui depuis si long-temps pesait sur le sien, se hâta de joindre toutes ses forces à celles du prince Eugène pour réduire le Milanais.

La capitale de ce duché se rendit, et de suite, Pavie, Alexandrie, Tortone, Valence, Pizighetou, Casal, Mortare et Aronne; ce qui força le roi de France à dégager, avant la fin de l'hiver, et par une capitulation particulière du 13 mars 1707, une division de ses troupes, qui lors de la défaite de Turin s'était retirée sur le Mincio, et qu'il devait regarder comme perdue * (38).

---

* La division du général comte de Medavi.

Ainsi finit la campagne de 1706, prolongée fort avant dans l'hiver, et où les affaires du duc de Savoie, après avoir paru tout à fait désespérées, commençèrent à reprendre un aspect plus favorable. Il fut mis par l'empereur en possession de la vallée de Sesia, d'Alexandrie et de Valence; mais il ne put obtenir encore le Vigévanasque qui lui avait été promis au même titre.

Campagne de 1707.

L'empereur Léopold, au commencement de cette campagne, conquit tout le royaume de Naples, contre le vœu de ses alliés, qui ne demandaient pas mieux que de voir les Français humiliés, mais qui craignaient la trop grande extension de la puissance Autrichienne en Italie.

L'Angleterre surtout, craignant qu'elle ne voulût avoir part au commerce de la Méditerranée, conçut dès-lors le projet de favoriser le duc de Savoie, et de lui faire échoir en partage le royaume des deux Siciles.

Mais à bon compte la reine Anne Stuart exigea de lui, que tout son crédit et ses forces fussent employés à faire tomber le port de Toulon au pouvoir de l'Angleterre.

Il fut convenu qu'une armée composée d'Allemands et de Savoyards entrerait en Provence au commencement de l'été sui-

vant, comme pour opérer une diversion; et qu'afin de mettre le plutôt possible Toulon au pouvoir de la reine Anne, ils formeraient en arrivant le siège de cette ville, secondés par une flotte Anglaise.

Les préparatifs de l'expédition furent faits en Piémont, sous prétexte de recouvrer le comté de Nice. L'amiral Anglais Kowel embarqua au port de Vado tout ce qui était nécessaire, et Victor, accompagné du prince Eugène, passa le col de Tende les premiers jours de juillet, à la tête d'une puissante armée.

Comme il est toujours arrivé dans les entreprises du même genre, les Français, à l'approche des alliés, évacuèrent Nice avec précipitation; ils repassèrent le Var, et ne daignèrent pas en disputer le passage ; le duc de Savoie et le prince Eugène entrèrent en Provence, n'éprouvèrent de résistance nulle part, et arrivèrent, au commencement d'août, aux pieds des murs de Toulon, après avoir conquis Antibes, Grasse et Frejus.

Mais à peine s'étaient-ils rendus maîtres des hauteurs qui dominent cette ville, et commençaient-ils les travaux du siège, que de toutes les provinces du midi de la France accoururent des troupes pour délivrer Toulon. Le maréchal de Tessé qui commandait ces troupes rassemblées à la hâte, attaqua les impériaux, les chassa des hauteurs dont ils s'étaient rendus maî-

tres, et après de nombreux combats, les obligea de lever le siège.

Ce fut la seconde irruption des princes de Savoie dans les bruyères de la Provence, et malheureusement ce ne fut pas la dernière.

Cette entreprise avait coûté des sommes immenses, et n'avait procuré aucun avantage aux alliés. La retraite de ceux-ci fut plus difficile que n'avait été l'invasion. A leur retour en deçà des Alpes, ils assiégèrent Suse et la Brunette, restées au pouvoir des Français, et qui se rendirent après une faible résistance.

Campagne de 1708.

Exilles, la Pérouse et Fenestrelles furent également enlevés l'année suivante.

Victor Amédée ayant à sa disposition un corps de troupes Autrichiennes joint à ses Piémontais pénétra dans le haut Dauphiné, et faillit à surprendre Briançon ; mais le maréchal de Villars qu'il avait en opposition, le força de rentrer en Piémont. Il rendit même sa retraite du Dauphiné aussi hasardeuse que l'avait été celle de Provence l'année d'auparavant, ce qui faisait dire à Victor Amédée *qu'il était aisé d'entrer en France, mais qu'il était difficile d'en sortir.*

La guerre ne se soutint plus que d'une manière languissante dans les Alpes pendant ces quatre années.

Le maréchal de Berwick, qui avait remplacé dans le commandement le maréchal de Villars, n'avait d'autre objet à remplir que de tenir à couvert la Provence, le Dauphiné, la Savoie et le Lyonnais, et Victor Amédée eut l'avantage de ne se trouver sur la défensive dans aucune partie de cette ligne immense. On traitait de la paix; Louis XIV dans le malheur avait cherché plusieurs fois à détacher le duc de Savoie du parti de ses ennemis; mais de quelque nature que fussent les propositions qu'on lui faisait, ce prince refusa toujours de traiter séparément de ses alliés.

Après les sacrifices qu'il avait faits, après les dangers qu'il avait courus, il croyait être à la veille d'obtenir des indemnités convenables. Il se flattait de donner à sa famille une existence plus considérable et plus solide que celle dont elle avait joui par le passé; il croyait donc, avec raison, que trop d'empressement à conclure pourrait faire évanouir les chances favorables qui s'offraient à lui, après tant de travaux et de malheurs.

Négociations pour la paix. Dispositions de la cour de Londres en faveur de Victor Amédée.

On a vu l'Angleterre mettre l'élévation de ce prince au rang de ses combinaisons politiques. La reine Anne, dit M.r de Torci dans ses mémoires, préférait le duc de Savoie à tous ses autres alliés, et comme elle eut une influence majeure dans les négociations qui précédèrent la paix d'Utrecht, elle ne cessa d'agir pour son avantage.

En 1711, elle avait donné impérativement à Philippe V le choix de renoncer à tous ses droits sur la couronne de France, et d'abandonner en même temps la Flandre et l'Italie, ne retenant que l'Espagne et les Indes; ou de conserver ses droits à la couronne de France, et d'abandonner dans ce cas l'Espagne et les Indes au duc de Savoie, qui, dans cette même supposition, lui relacherait de son côté les anciens états de sa famille.

Louis XIV, alors maltraité par la fortune, voyant la monarchie Espagnole bien près d'échapper à son petit-fils, n'était pas éloigné de consentir à ce dernier projet. Sur sa réponse, la reine ayant mandé auprès d'elle le comte Maffei, l'un des ministres du duc de Savoie au congrès d'Utrecht (39), lui promit de faire écheoir à son maître la moitié de l'héritage de Charle-Quint. Elle

fit plus, elle signa d'avance avec lui un traité de commerce entre l'Angleterre et l'Espagne.

Ce traité devait être rendu public, dès que Victor Amédée aurait débarqué dans son nouveau royaume, où devait le transporter une flotte Anglaise.

Mais bientôt tout changea de face. La victoire abandonna les drapeaux des ennemis de la France; la division se mit parmi eux.

Marlbouroug et tous les siens furent disgraciés : alors le ministre Piémontais vit bien qu'il fallait renoncer à l'espoir brillant dont on avait flatté son maître, et il se réduisit à demander pour lui la Sicile, dont il semblait que la reine pouvait encore disposer.

Anne saisit avec ardeur cette idée, et s'engagea par écrit à procurer au duc de Savoie le dédommagement qu'il indiquait.

Elle souhaitait pour elle-même, et les états généraux de Hollande ne souhaitaient pas moins pour eux, que Victor Amédée fût mis en possession d'un domaine, d'où il lui serait aisé de favoriser leur commerce dans la Méditerranée.

Ce fut alors que milord S.t-Jean, comte de Bolingbrocke, fut envoyé à Versailles et à Madrid, pour recevoir la renonciation de Philippe V à la couronne de France, et la cession formelle de la Sicile en faveur du duc de Savoie.

Ce dernier article souffrait encore bien des difficultés par les répugnances du roi d'Espagne, qui ne pouvait supporter l'idée d'un démembrement. Louis XIV pensait de même, depuis que la fortune cessait de l'accabler. Il consentait bien à ce que Victor Amédée fût roi de Lombardie aux dépens de l'empereur, mais il ne voulait plus que pour le satisfaire il en coutât rien à son petit-fils, dont le sort paraissait inséparable du sien.

Il est curieux de voir ce monarque insister alors pour que le prince contre lequel il avait montré tant de haine, qu'il avait outragé de la manière la plus sensible, auquel peu d'années auparavant, et lorsqu'il s'agissait de l'attacher à son parti, il avait refusé de mettre aucun prix à ses services, de le voir, dis-je, insister pour que d'amples indemnités lui fussent assurées au nord de l'Italie.

C'est que le gouvernement Français n'aspirait alors qu'à restreindre la puissance Autrichienne en deçà des monts. Dans le même esprit, il reconnut volontiers le droit éventuel de la maison de Savoie au trône d'Espagne, au cas que la branche des Bourbons Espagnole vînt à défaillir et à l'exclusion de tout autre prétendant.

Enfin au printemps de l'année 1713, fut conclue la paix d'Utrecht *, prélude du traité de Rastadt, qui mit fin l'année suivante aux longs et sanglans débats, élevés pour la succession d'Espagne.

Le duc de Savoie gagna à ces deux traités l'île de Sicile, que Philippe V lui relacha à regret, mais dont la France, l'Angleterre et la Hollande lui garantirent la possession, et à laquelle était attaché le titre royal.

On lui garantit de même toutes les cessions que l'empereur Léopold avait promis de lui faire en 1703, et dont il avait depuis contesté quelques-unes. Enfin il fut remis en possession de tout ce que la France lui avait enlevé depuis dix ans, tant en deçà qu'en delà des monts, et cette puissance lui céda en outre les vallées d'Oulx, de Césanne, et de Bardonnèche, près des sources de la Doire Suzine, celle de Château-Dauphin, près des sources de la Vraïta, et toutes les eaux pendantes des Alpes, tant du côté de Nice, que du côté du Piémont (40).

Enfin elle lui abandonna les forts d'Exilles et de Fenestrelles, en dédommagement de ses places démolies (41).

Ainsi Victor Amédée en osant résister

---

* Le 11 avril.

aux volontés d'un monarque superbe, non seulement n'acheva point de se rendre la France ennemie, mais obtint d'elle la considération qui lui était due, en la forçant de compter avec lui. Il lui arracha des témoignages d'estime et même de bienveillance; et ni lui, ni ses successeurs, n'eurent plus à essuyer de sa part des dédains et des hauteurs insupportables comme par le passé.

Changemens que le traité d'Utrecht produit dans la situation politique de la maison de Savoie.

Victor Amédée avait vu tomber dans le cours de ces deux guerres la plupart des forteresses fameuses, qui défendaient depuis si long-temps l'entrée de ses états; mais il avait vu tomber en même temps celles qui avaient tenu ses pères et lui sous le joug. S'il ne restait plus que des décombres aux lieux où s'étaient élevés Verceil, Verrue, Nice et Montméillan, Casal et Pignerol avaient disparu, et l'on pouvait croire que les Français avaient renoncé de bonne foi à leurs funestes incursions en Italie.

Par les termes mêmes du traité d'Utrecht, Victor Amédée restait le maître de garnir sa frontière de forteresses nouvelles, placées où bon lui semblerait (42). Ce qui devait, en même temps rendre sa position bien meilleure qu'elle ne l'avait été par le passé. La puissance Autrichienne était plus

que jamais en mesure de lui servir d'appui. Son territoire était considérablement agrandi, soit du côté du Dauphiné, soit du côté de la Lombardie, et ce Monferrat, cause de tant de guerres, était enfin réuni tout entier dans ses mains. Son droit éventuel à la couronne d'Espagne était solennellement reconnu. Il avait vu cette brillante couronne bien près d'être placée sur sa tête. En attendant, il s'était élevé au rang des rois. Enfin, possessionné aux deux extrémités de l'Italie, son ambition pouvait lui laisser entrevoir un temps, où favorisé de nouveau par les circonstances, lui ou les siens pourraient remplir l'intervalle qui sépare le Piémont de la Sicile *.

Il résultait de toutes ces circonstances réunies un changement très-avantageux dans sa fortune et dans son crédit.

Victor Amédée va se faire couronner en Sicile.

Le nouveau roi de Sicile voulut aller cette même année recevoir la couronne royale à Palerme.

Après avoir créé un conseil administratif, sous la présidence du jeune prince de Pié-

* C'est alors apparemment qu'en parlant de l'Italie, il la comparait à un artichaut qu'il faut manger feuille à feuille.

mont, il s'embarqua à Villefranche, le 23 octobre, accompagné d'une flotte Anglaise, et de quelques corps de ses troupes, menant Anne d'Orléans, son épouse, et le duc d'Aoste, son second fils (43). Ils abordèrent le huitième jour à Palerme.

La cérémonie du couronnement eut lieu le 2 décembre suivant ; et si le nouveau roi éblouit les Siciliens par sa magnificence dans cette occasion solennelle, il les étonna ou plutôt il les effraya bien plus par la vigueur de son gouvernement, pendant le peu de temps qu'il demeura au milieu d'eux.

Les Siciliens, dit le marquis Ottieri, au couronnement de leur nouveau roi, firent un grand étalage d'arcs de triomphe, d'inscriptions et d'emblêmes qui semblent des productions indigènes de leur sol ; mais il y eut peu d'alégresse véritable. Ces insulaires regrettaient la mollesse et la douceur de la domination Espagnole, à laquelle ils étaient accoutumés. Ils craignaient un prince laborieux, économe et formaliste.

Victor cependant força son caractère pour dissiper leurs craintes, il se montra libéral, accessible, toujours occupé du bonheur du peuple, en même temps qu'il affermissait sur eux l'autorité suprême et absolue *. Et

* Tribunal de la monarchie. Voyez les notes tirées de Dénina.

nul doute que, si ce royaume était resté dans sa famille, il n'eût recouvré au moins en partie cet état de splendeur et de félicité, si vanté par les anciens (44).

Le séjour du roi Victor en Sicile ne fut que d'un an; et comme on le verra bientôt, il n'eut pas le temps de réaliser les plans qu'il avait formés pour la prospérité de ce beau pays, si favorisé par la nature, et si dégradé par la main des hommes. Il revint en Piémont à la fin de 1714, laissant à Palerme quelques troupes, et le marquis Maffei, revêtu du titre de vice-roi.

Victor perd son fils aîné et ses deux filles.

Il éprouva, peu de temps après son retour à Turin, la plus amère douleur, par la mort de Victor Amédée, prince de Piémont, son fils aîné. Ce jeune prince n'avait que quatorze ans; mais ses graces, la vivacité de son esprit, son aptitude à tout, le rendaient dès-lors la véritable image de son père. Cette perte fut d'autant plus sensible au nouveau roi, qu'il était loin d'avoir une juste idée du duc d'Aoste son second fils. Celui-ci d'une taille peu avantageuse, d'un maintien grave et réservé, fut toujours méconnu par son père, et cette méprise amena dans la suite d'étranges évènemens.

Victor n'avait pas été moins favorisé, et ne fut pas frappé moins cruellement dans

les personnes de ses deux filles, que dans celle de son fils. Il perdit dans l'espace de deux ans, la Dauphine de France et la reine d'Espagne.

La première était morte le 12 février 1712. Jamais un plus beau naturel, un esprit plus délié, un caractère plus aimable, n'avaient été le partage d'une princesse appelée à d'aussi brillantes destinées *.

Sa sœur n'avait ni moins de charmes, ni surtout moins de mérite. C'etait elle qui avait soutenu la fidélité des Espagnols, et animé leur courage, pendant que Philippe V faisait une guerre souvent malheureuse à l'archiduc Charles d'Autriche. Elle était tendrement chérie du roi son époux, aimée des grands et du peuple (45), et le deuil fut universel, lorsqu'une maladie de poitrine l'enleva à peine âgée de 25 ans, le 14 février 1714.

Cette mort fut l'époque de l'élévation d'Alberoni, que ses intrigues n'avaient pu tirer jusqu'alors de l'obscurité profonde où il était né **. Des circonstances singulières en firent le principal agent du second mariage de Philippe V avec Elisabeth Farnèse, et depuis, le poussèrent rapide-

---

* Mém. du duc de S.[t] Simon, et autres Mém. du temps.

** Il était fils d'un sonneur de cloches de la cathédrale de Plaisance.

ment aux dignités de grand d'Espagne, de principal ministre, et de cardinal.

Ce parvenu rempli d'audace, mais au-dessous de toutes les places auxquelles la fortune l'avait élevé, entreprit, dès qu'il fut à la tête du gouvernement, de signaler son ministère, en bouleversant de nouveau l'Europe, qui commençait à peine à jouir de quelque repos *.

La Sicile est reprise par les Espagnols, ainsi que la Sardaigne. L'Empereur se rend maître à son tour de ces deux îles, garde la Sicile, et abandonne la Sardaigne au duc de Savoie.

La moindre partie du vaste plan d'Alberoni était de rattacher les deux Siciles à la monarchie Espagnole, et de chasser entièrement les Allemands d'Italie, pour y rendre la maison de Bourbon seule dominatrice.

Il fit dans cette vue d'immenses préparatifs, prétextant un armement contre les infidelles, et cela, pendant qu'il excitait sous main les Turcs à redoubler d'efforts en Hongrie contre l'empereur, afin d'y opérer une diversion favorable à ses desseins. Enfin la mine éclata. Le 30 juin 1718, parurent à l'improviste sur les côtes de Si-

* Mém. du duc de S.[t] Simon. Hist. d'Ottieri.

cile 200 voiles Espagnoles escortées par 26 vaisseaux de guerre et par une infinité d'autres bâtimens, qui débarquèrent 50,000 hommes avec artillerie, chevaux, bêtes de transport et tout ce qui est nécessaire à une armée.

Rien dans l'île n'était préparé contre une agression de ce genre (46). Le vice-roi prit le parti de jeter le peu de troupes qui se trouvaient à sa disposition, dans les places fortes, et de concentrer à Messine toutes les forces navales du royaume en attendant des ordres de son maître.

Mais avant qu'il eût réponse de Turin, l'île toute entière était au pouvoir des Espagnols; le marquis de Leide, chef de l'entreprise, devait avec la flotte Espagnole bloquer les galères de Sicile.

Le marquis Maffei échappa heureusement à sa surveillance, et conduisit ses vaisseaux dans le port de Malte.

Les Espagnols l'y poursuivirent; mais ayant sommé avec menaces le grand-maître Perelos de lui livrer cette flotte fugitive, celui-ci qui ne voulait se brouiller ni avec le roi d'Espagne, ni avec le duc de Savoie, répondit, *qu'il ne les livrerait qu'à celui qui définitivement et toute hostilité finie, resterait maître de la Sicile.*

Ainsi quatre ans s'étaient à peine écoulés depuis la paix d'Utrecht, qu'au mépris de ce traité et du droit des nations (47), sans déclaration de guerre, Victor Amédée

se vit dépouillé de son nouveau royaume. En vain il réclama la garantie de la France, de la Hollande, et de la Grande-Brétagne; ces puissances étaient trop lasses de la guerre, pour ne pas craindre de s'y voir engagées de nouveau.

Elles ne l'aidèrent que de quelques négociations; l'empereur, dont il voulut ensuite invoquer l'appui, feignit de croire qu'il avait existé quelque intelligence secrète entre l'Espagne et lui. Puis ayant fait une trève de vingt ans avec les Turcs, pour se debarrasser d'eux, il marcha à la tête de toutes ses forces réunies contre les Espagnols et à l'aide d'une flotte Anglaise, il leur reprit la Sicile et la Sardaigne, et détruisit entièrement leur marine.

Traité de Londres ou de la Quadruple Alliance, par lequel Victor Amédée échange l'île de Sicile, contre celle de Sardaigne.

La face des affaires avait de nouveau changé. L'Espagne semblait n'avoir repris les armes et violé les traités (48), que pour agrandir et pour rapprocher d'elle la maison d'Autriche, qu'elle s'était proposé d'expulser d'Italie. La France et l'Angleterre interposèrent alors leur médiation pour empêcher que le sang humain ne coulât plus long-temps, ou plutôt pour que l'empereur n'achevât point d'envahir la Péninsule.

Il fut arrêté par le traité de Londres que l'Autriche reconnaîtrait enfin Philippe V pour roi d'Espagne et des Indes, ce qu'elle avait refusé de faire jusqu'alors ; que l'empereur donnerait l'investiture de la Toscane et des duchés de Parme et de Plaisance à l'infant Don Carlos, qui les tiendrait comme des fiefs de l'Empire ; que de son côté l'Espagne reconnaîtrait l'empereur comme roi de Naples, duc de Milan et des Pays-Bas ; qu'enfin elle renoncerait en sa faveur à la Sicile et à la Sardaigne, à condition de remettre la dernière de ces îles en dédommagement au duc de Savoie *.

Il en fut de ce traité comme de tant d'autres, où les grandes puissances ne s'accordent entr'elles qu'aux dépens des puissances médiocres. Victor Amédée fut forcé d'y souscrire, quoique lésé et mécontent.

La fortune, après l'avoir relevé de l'état le plus désespéré, et l'avoir bercé des plus flatteuses espérances, après avoir suspendu sur sa tête tant de couronnes, dissipait tout-à-coup ces fantômes brillans, et arrachait de ses mains la plus belle acquisition qu'eût jamais faite sa famille. Peut-être se consola-t-il en voyant que le traité de Londres, encore plus que celui d'Utrecht, éta-

---

* Le duc de Savoie n'accéda au traité de Londres, que le 10 novembre 1718, le roi d'Espagne que le 26 janvier 1720.

blissait en Italie cette balance de pouvoir, objet pour lui de tant de travaux et véritable base de sa sécurité, et de son crédit.

Il prit donc le titre de roi de Sardaigne (49), que ses successeurs ont conservé dès-lors, et qu'ils ont honoré par leur réputation personnelle.

Réforme de l'armée.
Nouvelles institutions militaires.

Victor Amédée avait reconnu que dans une situation semblable à la sienne les intervalles de paix sont à peine suffisans pour réparer les maux occasionnés par les guerres passées, et pour se préparer à des guerres nouvelles. Il savait qu'il est d'autant plus nécessaire de rétablir l'économie et le bon ordre dans les temps de repos, que les profusions et le relachement en tout genre sont inséparables de l'état de guerre.

Il ne s'était donc occupé depuis le traité d'Utrecht qu'à remettre sur le meilleur pied son armée et ses finances; et le reste de sa vie fut consacré à des établissemens utiles, si judicieusement conçus, si solidement fondés, que depuis lors on n'a pu rien y changer sans inconvénient.

Il avait reçu de la nature, au plus haut degré, l'amour de la règle, et l'esprit de détail.

Son premier soin fut de congédier les compagnies de partisans, et les corps étran-

gers qu'il avait entretenus pendant le cours de la guerre, aux frais de la reine Anne, et dont il ne conserva que quatre régimens, dont deux Allemands, un Valaisan et un Français *.

Son but, comme celui de ses prédécesseurs, était d'avoir une armée nationale, fortement constituée, proportionnée à la population, à la nature et aux ressources de son pays, et susceptible d'être accrue au besoin par de simples levées d'hommes.

Conséquemment il ajouta aux 4 régimens étrangers dont on vient de parler, 8 régimens d'infanterie de ligne nationale, réduits à deux bataillons chacun, au lieu de 3 dont ils étaient composés auparavant, le bataillon de 2 compagnies, la compagnie de 50 hommes.

Mais considérant l'infanterie conscrite, comme la base fondamentale de sa force armée, il mit bien plus de soin à la former, et pour ainsi dire, à la refondre.

Ces levées forcées, inventées par Emmanuel Philibert, avaient été alternativement augmentées et diminuées de nombre dans la suite ; nous les avons vues d'abord de 20,000 hommes, puis de 30,000, et souvent réduites beaucoup au-dessous de ces nombres.

Quoique le roi Victor, en acquérant de nouvelles provinces, eût augmenté la po-

* Royal Allemand, Rhebinder, Ghidt, Chablais.

pulation de ses états, il ne jugea pas que son infanterie conscrite dût être de plus de 10,000 hommes *.

Il en forma 10 régimens de 700 hommes, ayant chacun une réserve de 300, et il eut soin de fournir ces corps d'excellens officiers, tirés des régimens d'ordonnance sur qui la réforme était tombée à la paix. Enfin il voulut que leurs sous-officiers fussent parfaitement instruits et exercés.

On voit qu'ainsi le total de l'infanterie s'élevait à près de 20,000 hommes de troupes étrangères, nationales et provinciales ou conscrites.

Le général Othon Rhebinder, Livonien, venu dans ce pays en 1702, avec l'électeur Palatin, et attaché au service de Savoie en 1707, fut l'auteur de cette nouvelle formation. Il en dressa tous les réglemens, regardés encore aujourd'hui comme des chefs d'œuvre.

Cet habile officier excellait surtout dans la science des détails, et dans l'art de faire de grandes choses avec de petits moyens. Le nouveau roi se servit de lui pour déterminer la forme que devaient avoir les états de variation, les décomptes, les congés, les livres des régimens et de compagnie, et

---

* Ordonnance du 20 mars 1690.

tous les réglemens concernant la discipline *.

Victor mit la dernière main à *l'office de la solde* créé, comme on l'a vu, par Emmanuel Philibert, et il jeta les fondemens de l'établissement des invalides, moins fastueux que celui de Louis XIV, mais par cela même tendant au bien de l'état; mieux proportionné à la fortune et à la condition d'un roi de Sardaigne.

Enfin il fut le premier de sa famille qui donna un habillement uniforme aux soldats **.

Quant aux forteresses, dont un si grand nombre avait été renversé pendant les guerres de son règne, on ne voit pas que Victor Amédée se pressât de les relever, soit que l'économie lui en fît une loi, soit que l'expérience lui eût prouvé qu'un trop grand nombre de places fortes entraîne moins d'avantages que d'inconvéniens. Il se borna à perfectionner celles qui lui restaient, et à fonder celles de la Brunette et de Fenestrelles, terminées depuis par son fils.

---

* Rhebinder ayant abjuré le luthéranisme, Victor Amédée le créa en 1713 chevalier de l'ordre de l'Annonciade, après avoir fait revivre pour lui la charge de maréchal de Savoie.

** Ordonnance du 3 octobre 1693.

Victor Amédée perfectionne l'administration intérieure, et double les revenus de l'état.

On peut dire que ce prince ne fut jamais surpassé dans l'art du gouvernement intérieur;

» De son temps (écrivait le comte
» d'Argenson dans un ouvrage connu *)
» la Savoie et le Piémont présentaient une
» monarchie aussi bien réglée, qu'aurait
» pu l'être une république. C'était, pour
» ainsi dire, un état tiré au cordeau. On
» y pourvoyait à tout; les vastes monar-
» chies, pour se relever de l'indolence
» qu'entraîne leur grandeur, pourraient
» prendre dans celle-ci des leçons utiles,
» applicables à chacune de leurs provinces.

Victor Amédée avait hérité de 7 millions de revenu, fruit de la sage administration de son père. Il doubla ce même revenu, augmentant son territoire, et jeta les fondemens d'une amélioration progressive, bien plus considérable encore.

L'extension du commerce en augmentant le produit de la gabelle, le cadastre en égalisant l'impôt territorial, la parfaite économie surtout dans les perceptions des tributs, empêchèrent généralement qu'on

* Intérêts de la France avec ses voisins.

ne se ressentît d'un aussi grand surcroit de taxes (50).

Quelques-unes cependant de ces opérations de finances excitèrent des plaintes fort amères.

Les seigneurs, ruinés au service militaire pendant les longues guerres qui venaient de finir, ne virent pas sans indignation la chambre des comptes les rechercher minutieusement sur la validité des titres en vertu desquels ils possédaient quelques fragmens de l'ancien domaine de la couronne (51).

Ces actes en effet furent frappés de nullité pour le moindre défaut de formes *, et le prince ne rentra dans ses terres que pour les revendre à des ennoblis. Il se plut même à mettre un impôt sur la vanité de ces derniers, en leur faisant acheter des titres, autrefois réservés à la haute noblesse **.

Ce fut bien pis, quand cette noblesse se vit, ainsi que le clergé, forcée de payer la taille des fonds qu'elle possédait, ce qui lui semblait non seulement une surcharge, mais un déshonneur.

Victor aurait pu répondre aux plaintes des gentilshommes attachés à son service, qu'aujourd'hui le trésor public leur payant

---

* Edit du . . . . 1725.
** Edit du . . . . 1687.

des appointemens, et le prince répandant sur eux des graces pécuniaires, comme sur les moindres roturiers, ils n'avaient plus aucun droit aux exemptions utiles dont leurs dévanciers avaient joui dans un temps où ils défendaient l'état, maintenaient les places fortes, rendaient la justice, exerçaient la police à leurs propres frais, et où ils avaient en horreur la condition de *mercenaires*.

Au reste ces rigueurs contre les premières classes de la société * n'altérèrent point la soumission à laquelle ces classes élevées étaient accoutumées sous ce règne et sous le règne précédent, à l'exemple des grands dans les contrées voisines, et surtout en France, où Louis XIII et Louis XIV les avaient enfin entièrement courbés sous un sceptre de fer.

Ceux mêmes qui souffraient le plus des innovations introduites par le roi Victor, étaient forcés de rendre justice à la grande habileté de ce prince dans l'administration, comme ils l'avaient rendue à son activité à la guerre, et à son intrépidité dans les combats.

Il ordonna que les contributions dans toutes les provinces fussent recueillies de

* Les mémoires du temps disent que Victor eut quelque regret à ces mesures despotiques, en voyant combien peu d'argent elles rendirent. *Foscarini*.

3 mois en 3 mois, qu'une caisse unique reçût le produit de ces exactions et répandît à termes fixes, dans les caisses des différens départemens, les sommes qui leur étaient attribuées.

Pour cet effet, les trésoriers subalternes devaient se présenter au bureau général, ayant à la main l'état de situation des dépenses, auxquelles ils étaient tenus de faire face; une liste de toutes les personnes salariées ou pensionnées, avec leurs certificats de vie, de bons services et leur quittance.

Ces listes restaient dans les registres de l'office général, et devaient être soumises à l'examen de la chambre des comptes, laquelle tenait des doubles de tous les brevets portant appointemens ou pensions.

Cette manière de liquider de 3 mois en 3 mois tous les comptes de l'état, avait plusieurs avantages. On la regardait comme un moyen d'empêcher aux receveurs tout trafic des deniers publics.

Les états de recette et de dépenses passant quatre fois l'an sous les yeux de la chambre des comptes, il était impossible de les falsifier.

Tout stipendié ne recevant le premier quartier de ses appointemens qu'après 3 mois de service, les finances profitaient de ce premier trimestre, si ce même stipendié venait à mourir avant l'échéance, et cette économie ne laissait pas d'être assez considérable.

Il résultait de ces payemens à époques invariables, faits par le prince, une régularité pareille dans la plupart des affaires des particuliers entr'eux *, et l'exemple d'un maître pour qui l'on était rempli de crainte et de confiance, mit long-temps l'économie et l'ordre intérieur à la mode chez toutes les classes de citoyens.

Le roi ne craignait rien tant que de déranger la règle une fois établie, et dans les besoins imprévus, il aimait mieux recourir à des emprunts que d'altérer cet ordre.

Il tâchait même alors de faire quadrer ces emprunts à des méthodes générales.

Enfin sa première maxime était qu'aucune dépense n'est légère, lorsqu'elle peut devenir perpétuelle.

Ce fut principalement par cet ordre admirable établi dans la manutention des deniers publics, qu'il parvint à doubler son revenu. Il y contribua d'un autre côté, en ne négligeant rien de ce qui pouvait enrichir son pays et rendre ses peuples contens de leur sort.

Encouragemens donnés aux fabriques de draps, et au perfectionnement des soies.

Pour mettre ses sujets à même de supporter un accroissement considérable d'im-

---

* Foscarini.

pôts, il voulut qu'ils cessassent tout-à-fait d'être, pour leurs besoins, tributaires des contrées voisines. Il favorisa en conséquence la fabrication des draps et des étoffes de laine, et fut le fondateur de l'établissement de Bielle, qui, joint à ceux de Mondovi et d'Orméa, fournissent à-peu-près à l'habillement des habitans du Piémont et de la Savoie, et à celui des troupes (52).

Il établit aussi des plantations de tabac, et en fit préparer les feuilles de toutes les manières; mais ce fut à étendre la culture des mûriers, le tirage et la filature des soies et la fabrication des persiennes et des damas, tissus dans les ateliers de Turin, qu'il mit sa principale attention.

On cite partout comme des modèles dans leur genre les réglemens publiés à ce sujet le 8 avril 1724; enfin il créa le tribunal de commerce chargé de maintenir ces réglemens, et de juger tous les différens élevés pour affaires de négoce.

Tribunal de santé; tabellion; peréquation des terres en Savoie.

Le tribunal de santé fut un autre de ses établissemens, fondé en 1716, et ayant pour objet de veiller à la salubrité de l'air dans les villes, et aux précautions nécessaires dans des temps de contagion. Nous avons vu qu'anciennement la peste affligeait souvent ce pays; elle n'y a pas reparu depuis

plus de 100 ans ; grace à l'établissement du tribunal de santé.

Ce tribunal, lorsque les pays voisins sont infectés, prend les mesures les plus efficaces pour empêcher avec eux toute espèce de communication, et son autorité est alors sans bornes, si l'on en doit juger par ce qui arriva en 1720, au temps de la peste de Marseille.

Le comte *delle Lanze* de Sales, père du cardinal de ce nom, et qui passait pour frère naturel du roi Victor, ayant cru pouvoir enfreindre impunément la défense de traverser le cordon qui entourait la Provence, fut condamné à mort par les magistrats de santé, et n'échappa à la peine capitale portée contre lui (55), que par une prompte fuite *.

Les tabellions créés par édit du 29 novembre 1696 sont des archives publiques établies dans la plupart des gros bourgs et pour des espaces circonscrits. Dans 50 jours tout contrat reçu par un notaire doit y être transcrit en entier, et conservé pour l'utilité publique, moyennant une taxe très-légère, et qui ne peut excéder 30 sous. Les archives des tabellions doivent être voûtées, garnies de portes, de barreaux et de volets de fer.

* A la suite de cette affaire, le comte *delle Lanze* se retira à Boulogne, où il mourut fort âgé et chargé d'infirmités.

L'établissement du cadastre en Savoie fut une opération bien plus importante, plus longue et plus dispendieuse. Elle fut commencée en 1728, et ne fut terminée que sous le règne suivant. On a toujours regardé cet ouvrage, comme un modèle dans son genre, et *Smith* en fait un juste éloge dans son traité sur *les richesses des nations*.

D'abord une multitude de topographes Allemands, Français et Italiens, fut employée à mesurer géométriquement la surface du pays pièce à pièce, faisant constater les limites de chaque propriété. Des commissaires nommés par le gouvernement venaient ensuite chargés de recueillir, sur la vraie valeur de ces pièces de terrain, le témoignage des estimateurs des communes *. Alors les fonds mesurés étaient compris sous deux grandes divisions, savoir : ceux en friche et ceux cultivés, et ces derniers étaient subdivisés en 1.re, 2.e et 3.e valeur.

Sur ces fondemens fut établi l'impôt territorial, à raison de la 5.e partie du produit net, c'est-à-dire distraction faite des frais de culture, des charges féodales et de la dîme.

---

* L'évaluation en argent du produit de chaque journal de terre cultivée fut déterminée sur une commune prise des 10 années précédentes, le froment évalué à 8 fr. et les autres denrées à proportion.

Toutes ces évaluations et charges se rapportaient d'une part aux cartes géométriques levées par les topographes, et dans lesquelles chaque pièce de terre était figurée et marquée d'un numéro ; de l'autre, au grand livre du cadastre, présentant en différentes colonnes ces mêmes numéros, leur dénomination particulière, leur contenance, la qualité des fonds, la quotité de l'impôt, à côté des noms des propriétaires, rangés eux-mêmes par ordre alphabétique.

On ne pouvait mettre plus d'ordre, de clarté, de détails et de scrupule dans une opération pareille. Aussi les contribuables eux-mêmes furent-ils forcés d'y applaudir quoiqu'ils payassent plus cher qu'auparavant (54).

Victor Amédée publie un code de lois, et des réglemens sur l'instruction publique.

Au milieu de tant de soins pour l'administration, le roi de Sardaigne préparait un corps complet et régulier de lois. Depuis les statuts d'Amédée VIII chacun des ducs de Savoie en avait publié quelques-unes. La duchesse Jeanne de Némours les avait fait recueillir en 1681 ; mais tout avait bien changé au moment dont nous parlons. Depuis une quarantaine d'années l'état s'était agrandi d'un tiers. Sa population s'était accrue dans une proportion plus grande encore.

Les jurisdictions étrangères avaient presqu'entièrement disparu. L'autorité souveraine avait doublé d'intensité et de force.

Victor, ami de l'uniformité, voulut faire disparaître tout ce qui pouvait rappeler l'ancienne bigarure des coutumes et des lois.

Après un immense travail, après avoir soumis toutes les parties de son ouvrage aux plus habiles jurisconsultes de l'Europe; il publia le code Victorien en 1729 * (55).

Ce livre formait 3 volumes in 4.°.

Le premier renfermait les lois civiles, le second comprenait principalement les lois criminelles, le troisième les réglemens pour l'instruction publique.

On fut obligé sous le règne suivant de faire des changemens considérables au code Victorien; mais on ne l'en a pas moins regardé toujours comme un monument propre à honorer la mémoire du prince dont il porte le nom.

Victor Amédée ranime l'amour des études solides, et protège les sciences et les arts.

Quoiqu'il ne fût pas savant, Victor protégeait les sciences et faisait cas des lettres; il aimait les artistes à conceptions hardies.

C'était une entreprise difficile, dit Mr l'abbé Denina, de rappeler dans ce pays

* Il l'avait déjà publié en 1723, mais avec moins d'étendue et de développemens.

le bon goût et les belles connaissances. A la fin du $17.^{e}$ siècle, ajoute-t-il *, nul écrivain ne cherchait à suivre les traces de l'abbé de Saint-Réal. Les poëtes Piémontais ne faisaient que des acrostiches et des sonnets. Les orateurs s'avilissaient par le goût des antithèses et des pointes. On ne reconnaissait de philosophie que celle des colléges. La jurisprudence même, si longtemps en honneur dans les meilleures villes de ce pays, était négligée, et la noblesse qui s'occupait d'autre chose que de guerre et d'intrigues, s'adonnait à l'alchimie, fort à la mode alors.

Le roi fonda à Turin le collège des Provinces ; il rétablit le collège des nobles, sur le pied de sa première institution; mais ce fut à relever l'université, qu'il mit le plus de soin.

Il fit venir d'habiles professeurs de France, de Flandres, et des principales villes d'Italie, et il eut la satisfaction de voir germer de nouveau des talens distingués sur un sol, où la nature n'en est rien moins qu'avare.

Son application à donner de bons fondemens à l'éducation publique était d'autant plus nécessaire, qu'il venait d'en ôter la surveillance aux Jésuites, toujours si difficiles à remplacer, de l'aveu même de leurs plus ardens détracteurs.

---

* Révolutions d'Italie.

Disgrace des Jésuites. Brouilleries avec la cour de Rome. Concordat.

Voltaire observe que Victor Amédée fut le premier prince de la chrétienté qui ôta aux Jésuites la direction de sa conscience, et celle des écoles publiques dans ses états. Que la cause de la disgrace de ces pères à la cour de Savoie fut, ou non telle que l'annonce ce célèbre écrivain (56); il n'en est pas moins vrai qu'ils furent dépouillés de leurs plus importantes attributions en 1716, et qu'ayant voulu parer à ce coup, en se faisant protéger par les puissances étrangères, Victor Amédée leur déclara que s'il recevait encore en leur faveur une seule recommandation, il les chasserait sans retour de ses états.

Les Jésuites prirent le parti du silence ; mais eux et leurs nombreux adhérens furent soupçonnés d'avoir été depuis lors à la tête des ennemis cachés du roi, et de l'avoir surtout desservi à la cour de Rome, avec laquelle il avait des démêlés très-vifs.

Nous avons vu qu'Amédée VIII, lorsqu'il déposa la thiare en 1443, avait obtenu de son successeur au trône Pontifical un indulte, portant en faveur du duc Louis, son fils, le privilège de nommer aux bénéfices consistoriaux dans ses états. Quelques-uns des papes qui suivirent confirmèrent ce droit, d'autres affectèrent de croire que cette concession avait été seulement

personnelle. Mais Emmanuel Philibert jaloux de rétablir dans toute sa force la prérogative souveraine, sentit combien il lui importait que, dans ses états, la classe des ecclésiastiques, très-riche, très-nombreuse et très-considérée, ne dependît pas uniquement d'une puissance étrangère.

Il nomma, sans autre explication, aux bénéfices vacans en Piémont et en Savoie *; mais s'il exerça sans contradiction ce droit, il le dut à la haute considération dont il jouissait personnellement auprès de toutes les cours de l'Europe, et surtout à celle de Rome. Le pape Grégoire XIII lui en renouvella même la concession en 1572. Son fils et son petit-fils s'en prévalurent encore. Enfin ce privilège parut de nouveau tomber en dessuétude sous les dernières régences.

Les ecclésiastiques recommencèrent à protester que leurs bénéfices ne relevaient que du S.t Siège Apostolique, et dans le même temps plusieurs territoires du Piémont prétendirent, qu'étant des fiefs de l'église, ils ne devaient reconnaître ni la justice, ni la police du roi de Sardaigne.

Victor n'était pas d'humeur à supporter patiemment de pareils abus, mais il éprouva d'assez grandes difficultés à les détruire.

* Le pape Léon X avait confirmé ce droit au duc Charles le *Bon*, par bref du 6 juin 1515; Clément VII en avait fait autant le 13 février 1524.

La chaire de S.t Pierre était alors occupée par le Pontife le plus incapable de se porter à des voies de conciliation ; c'était Clément XI qui pendant un règne de 20 ans offensa la plupart des souverains de l'Europe, par son humeur quérelleuse, et décria son caractère par des alternatives continuelles d'opiniâtreté et de faiblesse. On disait de lui, que nul Pape n'avait mieux ressemblé à S.t Pierre, parce qu'il tirait l'épée sans savoir en faire usage, et qu'il promettait, se rétractait et pleurait tour-à-tour.

Pendant qu'un ministre de Victor Amédée traitait, sans succès, ses affaires à la cour de Rome *, l'abbaye de S.t Bénigno, en Canavesan, vint à vaquer. Un agent du pape ** voulut prendre l'administration de cette abbaye, comme étant une dépendance du S.t Siège : Victor le lui fit défendre ; il insista et fut chassé du pays.

Le pape irrité lança une excommunication contre le magistrat de la chambre des comptes de Turin, chargé d'exécuter les ordres de son souverain. Celui-ci fit décréter de prise de corps tous ceux qui tiendraient compte de l'excommunication et des monitoires des officiers Ro-

* Le comte Marin Gubernatis.

** L'archevêque de Seleucie, trésorier général du S.t Siège.

mains. Ceci se passait en 1711 et 1712, et par conséquent avant le traité d'Utrecht.

L'acquisition du royaume de Sicile suscita à Victor Amédée de nouvelles difficultés avec le S.t Siège, toujours occupé par Clément XI.

Le pape Urbain II avait jadis conféré à Roger, roi de Sicile, et à ses successeurs le droit d'agir dans son royaume, comme *légat a latere*, c'est-à-dire, de juger sans appel en matières même ecclésiastiques. On appelait le tribunal, qui rendait ces sortes de jugemens, *tribunal de la monarchie*, et depuis long-temps la cour de Rome le voyait de mauvais œil. Clément XI crut pouvoir l'abolir en saisissant une occasion où la Sicile changeait de maître, et où son nouveau monarque lui était particulièrement désagréable; mais nul ne pouvait être moins disposé que celui-ci à laisser péricliter un droit quelconque entre ses mains.

Le pape insista; il défendit aux évêques Siciliens de reconnaître l'autorité royale en matières ecclésiastiques; et sur une nouvelle résistance de la puissance séculière, il mit le royaume en interdit, sans oser toutefois frapper d'excommunication la personne du roi. Celui-ci fit rouvrir les églises et célébrer le service divin, comme à l'ordinaire. Il finit par exiler l'évêque de Lipari, avec un grand nombre d'ecclésiastiques, et surtout de moines, qui

avaient refusé d'obéir à ses propres décrets.

Cette affaire ne fut point terminée, mais elle cessa d'être agitée, lors de l'invasion de la Sicile par les Espagnols en 1718.

Quant à celle de S.t Bénigno, elle s'assoupit avec le temps ; mais il subsista toujours un fond d'aigreur et de méfiance entre les cours de Rome et de Turin.

Aucun souverain n'était plus en garde que le roi Victor contre des prétentions repoussées par les monarques les plus pieux et les plus sages de la chrétienté, à commencer par S.t Louis.

On raconte que recevant des mains d'un nonce une bulle, dont le contenu ne pouvait que lui déplaire, il la prit avec de grandes marques de respect, chargea l'envoyé d'assurer S. S. qu'il tâcherait que cette pièce n'excitât aucune révolte parmi ses sujets, puis la renferma dans une cassette d'où elle ne sortit jamais.

Cet ordre de choses prit fin, en apparence, sous le pontificat de Bénoît XIII, et ensuite des conférences du marquis d'Orméa avec le cardinal Lescary, secrétaire d'état. Deux brefs expédiés, l'un le 24 mars 1727, l'autre le 20 février 1728, reconnurent au roi de Sardaigne le droit de nommer aux bénéfices ecclésiastiques de ses états, tant en deçà qu'au delà des monts. Mais sous le pontificat de Clément XII, la question fut remise sur le tapis, l'affaire toutefois ne fut entièrement termi-

née, comme on le verra, que sous le règne suivant, et sous le pontificat de Bénoît XIV (57).

C'était la première fois que cette cour se trouvait engagée dans des débats aussi graves avec celle de Rome

Cependant les ducs de Savoie depuis bien long-temps visaient à introduire dans leur pays les maximes de l'église gallicane. *Sarpi* écrivait au dix-septième siècle : *dux Allobrogum Franciae proximus, saepius jure Francisco utitur.*

La Savoie envahie tant de fois, et si long-temps occupée par les Français, avait insensiblement adopté leurs principes à cet égard, et le Piémont, quoique pays d'obédience, penchait à suivre son exemple *. Bref, les succès de Victor Amédée dans ses démêlés avec le S.t Siège furent généralement applaudis par ses sujets (58).

Le ministère se divise en trois départemens.

Jusqu'à la paix d'Utrecht, il n'y avait eu qu'un secrétaire d'état. Le roi Victor en créa trois ; le premier pour les affaires étrangères, le second pour les affaires intérieures, le troisième pour la guerre.

---

* La vallée d'Aoste déjà suivait ouvertement ces maximes.

Nul prince n'était plus à même que lui de choisir de bons ministres, et même de les former, puisqu'en grande partie la machine de l'état était son ouvrage; mais quelque confiance qu'il pût prendre en eux, il continua à tout surveiller lui-même. L'amour de son devoir, l'habitude et la facilité du travail, lui rendaient cette tâche aisée. Sa plus grande ambition, dit l'ambassadeur Foscarini, était qu'on ne pût attribuer qu'à lui seul la bonne conduite des affaires et le succès des entreprises les plus difficiles. Il portait, ajoute-t-il, cette prétention si loin, que le marquis de S.t Thomas, un des plus habiles ministres de son temps, tomba dans sa disgrace après le fameux traité de Vigévano, parce que le public lui faisait honneur des négociations couronnées par ce traité.

En tout sa passion dominante était de tout voir, de tout régler par lui-même, de tout faire céder à ses vues et à ses opinions, et quoiqu'une telle disposition dans un souverain ne soit pas toujours exempte de blâme, elle fait la censure de ces princes inappliqués, esclaves de leurs conseillers et de leurs favoris, et dont la méfiance d'eux-mêmes a si peu de chemin à faire pour dégénérer en une nullité absolue.

Cette même audace qui faisait à la guerre toujours pencher le roi vers les partis hasardeux, et préférer l'utilité même incer-

taine jointe au péril, à la sûreté manquant d'éclat et d'avantages, le faisait incliner dans les affaires d'état pour les déterminations les plus hardies. Il aimait à user des ressources de son esprit, pour se tirer d'un détroit inextricable en apparence.

Cet excès de confiance en lui-même le jeta, dit-on, dans des embarras, dont on a prétendu que son abdication fut la suite.

Changemens survenus depuis la paix d'Utrecht dans les pays qui environnent l'état de Savoie.

Depuis le dernier traité de paix, et pendant vingt-cinq années que Victor Amédée avait si bien employées à régler son pays, il était survenu, dans les états voisins, de grands changemens.

Louis XIV était mort; le duc d'Orléans, son neveu, régent du royaume après lui, était mort aussi; il avait laissé la France entre les mains du cardinal de Fleury, régnant avec faiblesse, mais avec douceur, sous le nom de son royal pupille.

Philippe V était descendu volontairement du trône d'Espagne; puis il y était remonté à la mort de son fils Louis. Alberoni était rentré dans l'obscurité dont il n'aurait jamais dû sortir.

Clément XI avait eu pour successeur Innocent XIII; et Clément XII occupait alors la chaire de S.t Pierre.

La mort de François, duc de Parme, arrivée en 1727, avait rapproché l'infant Don Carlos de cette souveraineté, et il n'y avait plus entre le trône des Farnèse et lui, qu'Antoine, frère et successeur de François, mais dont l'énorme embonpoint et les infirmités, faisaient regarder la mort comme prochaine, et dans ce cas, les droits de la reine d'Espagne à son héritage ne pouvaient tarder de ramener les Bourbons en Italie, et de les mettre de nouveau aux prises avec l'empereur.

Cette attente agitait tous les cabinets, et l'on juge aisément que Victor Amédée partageait ces anxiétés. Il reçut de bonne heure des propositions nouvelles de la France et de l'Autriche, pour l'attacher à leur parti, en cas d'une rupture entr'elles. On assure même qu'après avoir long-temps balancé entre l'une et l'autre, il prit inconsidérément des engagemens secrets avec toutes deux; qu'au mois de juin 1730 il reçut de l'empereur une somme d'argent, avec la promesse d'être créé, lui et ses descendans a perpétuité, gouverneur du Milanais, pourvu qu'il s'engageât à ne jamais séparer ses intérêts de ceux de l'Autriche; que peu de jours après, le ministre d'Espagne à Gênes, ayant eu de lui une audience secrète, lui offrit le Novarais et le Parmesan, s'il voulait, en cas de guerre, se déclarer pour les Bourbons; et qu'il prit cet engagement comme il avait

pris l'autre ; qu'enfin voyant sa double intrigue prête à être découverte, il se détermina à abdiquer la royauté, affectant pour le repos un amour philosophique qui était loin de son caractère, ainsi que le prouva bientôt après son entreprise pour remonter sur le trône *.

Mais outre que cette allégation n'est appuyée sur aucune preuve authentique, serait-il croyable qu'un prince judicieux, d'une expérience et d'une habileté consommées, eût pu s'enlacer aussi follement dans ses propres pièges, et qu'il eût agi contre les principes mêmes de la politique de sa famille, en se pressant de conclure des traités qu'il était de son intérêt manifeste de ne pas précipiter? Il est bien plus vraisemblable que rassasié des grandeurs et fatigué des affaires, il crut que le repos ferait le bonheur du reste de sa vie; il se trompa; et cette erreur eut des suites déplorables.

Victor abdique la couronne en faveur de son fils. Son mariage avec madame de S.t Sébastien.

Il résolut d'abdiquer (59) cette couronne depuis si long-temps objet de l'ambition

---

* Un écrivain de nos jours, aussi judicieux qu'exact, s'est assuré de la fausseté de cette assertion, ayant lu toutes les dépêches originales de Victor à ses ministres à Paris, à Vienne et à Londres, à l'époque dont il s'agit.

de sa famille, qu'il avait acquise par tant de travaux, et qu'il avait portée avec tant de gloire : peut-être aussi que la force de son esprit ne répondait plus à sa vigueur physique encore toute entière.

Veuf depuis quatre ans, il ne voulut ni rester sans compagne, ni chercher une nouvelle épouse dans une maison souveraine.

Il appela auprès de lui son fils, et lui déclara son dessein. Le jeune prince étonné, troublé, craignant peut-être que cette ouverture ne fût qu'un piège pour l'éprouver, dit au roi tout ce qu'il y avait de plus propre pour le détourner d'un pareil dessein.

Il le pria, s'il croyait qu'en effet un temps de repos fût nécessaire à sa santé, de lui confier l'exercice temporaire de l'autorité, en se réservant de la reprendre dès qu'il le jugerait à propos. Il finit par se jeter à ses pieds, le conjurant de changer de résolution * ; mais Victor fut inébranlable. Ces témoignages de respect filial ne firent vraisemblablement que l'affermir dans son projet.

Méthodique en tout, il voulut connaître les formes employées dans toutes les abdications qui avaient précédé la sienne. Il donna ordre au sénateur Reiberti de dresser un mémoire à ce sujet, et se décida pour le cérémonial de celle de Charle-Quint en 1556,

* Muratori.

d'après ce qu'en écrit Grégoire Leti dans son histoire.

Le 3 septembre 1730 il manda au château de Rivoli les chevaliers de l'Annonciade, les ministres, les présidens des cours souveraines, et tous les grands, sans que personne, hors le prince de Piémont et le marquis Del Borgo, fût informé du sujet de cette convocation extraordinaire.

L'assemblée étant formée, le roi imposa silence, et le marquis Del Borgo lut à haute voix l'acte par lequel S. M. renonçait au trône, et remettait le pouvoir souverain à Charles Emmanuel, son fils unique, ordonnant à tous ses sujets de lui obéir comme à leur souverain légitime. Cette pièce, comme on l'a déjà dit, était conçue dans les mêmes termes que l'abdication de Charle-Quint. Victor y annonçait les mêmes motifs, son âge avancé, des indispositions, et le désir de mettre un intervalle entre les sollicitudes du trône et la mort. Enfin il alléguait la capacité du prince, son fils, auquel il confiait le fardeau de la toute puissance. Chacun resta stupéfait d'étonnement. Plusieurs personnes fondirent en larmes; car ce prince, redouté de tous ses sujets, était aimé de plusieurs.

Après avoir déployé dans cette dernière scène de son règne l'air solennel et fier qui lui était naturel, il ne témoigna plus qu'affabilité à tous ceux qui l'entouraient. Parlant indifféremment aux grands de la

couronne et à tous ceux que la curiosité avait amenés à Rivoli, il ne les entretenait que de la fidélité qu'ils devaient à leur nouveau monarque. Puis, il passa dans l'appartement de la princesse de Piémont, qu'il déclara reine, et lui présentant la comtesse de S.t Sébastien, qu'il avait épousée en secret un mois auparavant: *ma fille*, lui dit-il, *je vous présente une dame qui veut bien se sacrifier pour moi. Je vous prie d'avoir des égards pour elle et pour sa famille.*

On se rendit au salut dans l'église des capucins; lorsque le prêtre qui récitait les prières en fut à celles qu'on fait ordinairement pour le roi, il s'arrêta, ne sachant lequel du père ou du fils il devait nommer. Victor, d'une voix forte, s'écria: *Carolum Emmanuelem.*

Comme on vient de le dire, il s'était remarié le 2 août précédent avec la veuve du comte de S.t Sébastien; elle n'avait que quatorze ans moins que lui, et par conséquent était âgée alors de cinquante ans. Elle était fille du comte de Cumiana (60), et elle avait été fille d'honneur de Madame Royale de Némours, mère du roi. Car au lieu des dames d'honneur, mariées ou veuves, comme elles le sont aujourd'hui, l'usage à la cour de Savoie était autrefois de placer des demoiselles d'une naissance illustre auprès des princesses.

Victor Amédée, encore fort jeune, fut

épris, dit-on, des charmes de mademoiselle de Cumiana ; et l'on croit que ce fut pour cacher un accident, suite de cette liaison, que la régente s'empressa de la marier au comte de S.t Sébastien, son premier écuyer (61).

Madame de S.t Sébastien était devenue veuve en 1703. Victor avait perdu la reine sa femme en 1728. Alors ce prince, qui, au milieu de beaucoup d'autres galanteries, n'avait jamais perdu de vue l'objet de sa première inclination, la créa dame d'honneur de la princesse de Piémont, et la fit loger au palais, de manière à pouvoir aller à toute heure chez elle par des communications intérieures. Cette femme remplie de finesse et de dextérité prit sur lui bien plus d'ascendant, qu'elle n'en avait eu dans ses jeunes années.

Peut-être, à l'âge de Madame de Maintenon, conçut-elle l'espoir secret de s'élever comme elle sur un trône à la fin de sa carrière, après avoir amené le plus impérieux des monarques à abdiquer la puissance absolue (62).

Victor Amédée ne déclara son mariage qu'après l'abdication (63) ; il donna à son épouse le marquisat de *Spino*, dont il voulut qu'elle portât le nom, ne se réserva pour lui-même qu'un revenu de 50,000 écus, et partit immédiatement pour la Savoie, où il avait choisi le lieu de sa retraite (64).

Au moment de son départ, Charles Em-

manuel lui témoigna de nouveau le désir que son abdication ne fût pas absolue. *Mon fils*, répondit le vieux roi, *l'autorité suprême ne souffre aucun partage. Je pourrais désapprouver ce que vous feriez, et ce serait mal. Il vaut mieux n'y plus penser* (65).

Il paraît que l'un et l'autre alors étaient de bonne foi ; le fils plein de vénération pour son père lui aurait rendu volontiers la couronne ; le père en descendant du trône voulait s'ôter les moyens d'y remonter.

Ainsi finit ce règne mémorable, dont les traces dureront autant que cette monarchie.

Portrait de Victor Amédée.

Il était, comme la plupart des princes de sa race, d'une taille moyenne ; mais elle était svelte, et admirablement bien prise.

Son port libre et fier, sa physionomie animée, ses traits aquilins ; il tenait de la maison de Némours, le poil blond ardent, les yeux d'un bleu particulier et d'une vivacité extrême.

Il était sobre et simple dans ses habits (66). Son tempérament naturellement délicat s'était tellement fortifié par l'exercice, que les excès de fatigue et d'application ne l'éprouvaient jamais. Le précis de ses actions qu'on vient de lire prouve que ses qualités les plus éminentes étaient la pénétration, la hardiesse, la patience et le courage.

Il passa pour un habile politique, pour un grand justicier, pour un excellent administrateur, plutôt que pour un fameux général; n'ayant brillé à la guerre que par sa valeur personnelle, et les circonstances lui ayant donné dans la carrière des armes, pour alliés ou pour adversaires, des hommes trop supérieurs * sous ce point de vue, pour qu'il pût être remarqué auprès d'eux.

Jamais les diverses classes de la société ne furent mieux distinguées les unes des autres que sous ce règne; jamais elles ne tendirent plus d'accord au bien général.

On lui a reproché d'avoir vendu aux ennoblis les plus beaux titres de la noblesse; mais il avait mille moyens de faire sentir aux gens d'une naissance vraiment illustre, combien il était loin de les confondre avec des acheteurs de diplômes, dont il mettait la vanité à contribution.

Jamais la grande noblesse n'avait été si nombreuse à la cour de Savoie; elle accourut des provinces pour se fixer à Turin, et pour y bâtir de somptueux palais, sachant que c'était un moyen de plaire au roi. Le même empressement se soutint sous le règne suivant.

Victor Amédée, a dit un auteur ingénieux, créa un caractère national à ses sujets,

---

* Catinat, Berwick, Villars, Vendôme, Eugène, Thaun, et Starhemberg.

pendant que tous les autres peuples d'Italie achevaient de perdre le leur. Sous lui, les Piémontais devinrent particulièrement laborieux, fidèles, économes, excellens soldats, amoureux de leur sol natal.

Jamais prince ne se plut autant que lui à demander conseil, et ne se laissa moins gouverner. Il était affable et mettait à l'aise tous ceux dont il pouvait tirer des lumières de quelque genre qu'elles fussent; mais jamais souverain n'eut en même temps plus de dignité, et ne tint sa faveur à un plus haut prix. *Je ne suis pas riche*, disait-il quelque fois, *et cependant j'ai de quoi récompenser tous mes bons serviteurs. J'en paye quelques-uns avec de l'or; je satisfais ceux que j'estime le plus avec des honneurs, et le plus grand nombre se contente de bonnes mines et de bonnes paroles.*

Une de ses maximes était, qu'il faut s'efforcer toujours de tirer quelque profit d'un mal qu'on ne peut empêcher.

Comme la plupart des souverains de son temps, il eut des maîtresses; mais on ne voit pas qu'il se soit jamais laissé dominer par aucune d'elles. Il donna cependant un exemple nouveau et bien pernicieux dans sa famille, en mariant au premier prince de son sang une fille naturelle qu'il avait eue de la belle marquise Constance de Verrue. On crut qu'en cela il avait voulu imiter Louis XIV qu'il haïssait, mais dont

personne plus que lui n'était au fond l'admirateur.

» Les souverains du temps passé (dit » à ce sujet le grave historien Ottieri) » avaient des faiblesses, mais au moins » ils n'en faisaient pas parade ; ils dissi- » mulaient bien ou mal l'outrage fait au » lien du mariage. Ils cachaient le nom » d'une mère adultère.

» Dans ce siècle plus libre, les princes » semblent avoir voulu mettre leurs écarts » dans le plus grand jour. Il est vrai, » (ajoute-t-il) que Louis XIV et Victor » Amédée ont fini par donner des marques » d'un repentir religieux, et ils ont prouvé » que la piété était au fond de leurs cœurs, » *tant est grande la miséricorde de Dieu* ».

Quant au mariage du premier roi de Sardaigne avec une de ses sujettes, il n'y chercha qu'une société pour ses vieux jours, et peut-être en cela voulut-il encore copier Louis XIV dans sa réforme, comme il l'avait copié dans ses déréglemens.

Bref, ce prince honora le trône sur lequel il avait su s'élever, et si les derniers évènemens de sa vie en ternirent momentanément l'éclat, ils n'effaceront point, aux yeux de la postérité équitable, 45 années de gloire et de travaux, tous dirigés au bien de son pays.

Le nouveau roi, âgé de 29 ans, ne se fit remarquer d'abord que par sa modestie, et par son application à maintenir l'ordre établi par son père.

Comme on l'a dit ailleurs, il en avait été traité long-temps avec assez de froideur, et même avec dureté; mais depuis quelques années, et surtout depuis son second mariage *, il en recevait plus de marques de faveur.

Le roi Victor mettait beaucoup de soin à l'instruire de ses principes de gouvernement; tâchait de lui inspirer l'amour de l'exactitude et des détails; lui faisait visiter ses places, exercer ses troupes; enfin, il l'avait admis dans ses conseils, et rien ne s'y décidait qu'après avoir été discuté en présence du prince Charles **.

Celui-ci avait admirablement profité des leçons d'un aussi bon maître; mais toujours accablé par l'ascendant de son père, il ne se montrait que laborieux et docile, et l'on ne connaissait point encore jusqu'où pouvait aller l'étendue et la solidité de son jugement.

Il laissa en place tous ceux que le roi Victor y avait mis (67), et se fit long-temps

* Avec Polixène de Hesse Reinsfeld.
** Manuscrit de Blondel.

un devoir de lui rendre compte jour par jour de ce qui se faisait de plus important. Il envoya même plus d'une fois ses ministres au delà des monts pour conférer avec lui, et prendre son avis sur les affaires de leurs départemens. Enfin il alla deux fois lui rendre visite à Chambéry (68).

La seconde de ces visites fut courte. Il trouva son père soucieux et gêné avec lui, et attribua ce changement à une attaque d'apoplexie qu'il avait essuyée dans le courant de l'hiver, dont il était resté défiguré, et qui semblait avoir rendu son humeur plus irascible qu'à l'ordinaire (69) *.

Il le quitta au bout de 3 jours, pour se rendre avec la reine aux eaux d'Évians, où il comptait passer quelques semaines.

Mad.e de Spino n'avait eu garde d'abord de montrer à son époux le chagrin que lui causait sa transplantation en Savoie. Mais Victor se plaignant un jour des incommodités de son logement dans le vieux château ducal de Chambéry, et se disposant à y faire quelques réparations, elle l'en détourna, sous prétexte que cet édifice tombait en ruines, et ne valait pas la dépense qu'on serait obligé d'y faire.

Elle lui représenta ensuite qu'il était le

---

* L'âge au lieu d'engourdir les facultés morales du roi Victor, n'avait fait qu'aigrir son humeur et le rendre inquiet et impatient. *Manuscrit de Blondel.*

maître de choisir pour sa résidence entre toutes les maisons royales de Piémont, et de vivre dans le seul climat qui convînt mieux à sa santé.

Elle partit de là pour faire sentir à son époux tout le poids de son oisiveté, pour réveiller en lui l'amour des entreprises hardies. Enfin elle employa tous les moyens détournés, pour lui faire naître l'idée de se ressaisir, de manière ou d'autre, des rênes du gouvernement.

C'était dans ces dispositions, que le roi Charles l'avait trouvé à Chambéry. Victor Amédée résolut tout-à-coup de profiter de l'absence du jeune roi pour le prévenir à Turin, et se remettre en possession du trône.

Suivant son calcul, le souvenir de tout ce qu'il avait fait de grand, et d'utile ne pouvait être effacé. Les sentimens de respect, de crainte, de confiance pour sa personne, ne pouvaient être détruits; et son fils, d'après la déférence timide dont il n'avait cessé de lui donner des marques, n'oserait résister à ses volontés; il rentrerait sans murmure dans la condition de prince royal. Cependant, pour ne pas compromettre le succès d'une entreprise aussi délicate, il fallait user de surprise, et presser les coups.

On raconte, qu'agité de ce projet, il sortit le soir avec la marquise de Spino pour faire une promenade en carrosse.

La foule des curieux entra, suivant l'u-

sage, pour visiter les appartemens du château; mais le roi et sa femme étant rentrés beaucoup plutôt qu'on ne s'y attendait, et la foule aussitôt s'étant écoulée, un jeune ecclésiastique de campagne, resté dans la chambre du prince, troublé, et ne sachant retrouver la porte d'entrée, se jeta derrière une portière, d'où il put entendre une longue conversation entre le roi et la marquise.

Cette conversation était une suite de celle qu'ils avaient eue à la promenade, et ne laissait aucun doute sur la nature du plan qui les occupait, ni sur le temps et le mode d'exécution.

S'étant ensuite retirés chacun de son côté, ils laissèrent à ce jeune homme la liberté de sortir du poste périlleux où le hasard l'avait placé. Il fut assez heureux pour s'échapper sans être apperçu, et ayant pris conseil d'un ancien curé de Chambéry qui lui servait de directeur, il partit cette nuit là même et fit la plus grande diligence jusqu'à Évians, où il intruisit le roi Charles de l'important secret qu'il avait découvert (70). Ce jour là même devait avoir lieu une fête donnée par la reine. Le jeune monarque, une heure après l'avis reçu, partit à cheval, accompagné d'un petit nombre de personnes, traversa le petit Saint-Bernard, et fut de retour dans sa capitale le jour même où son père arrivait à Rivoli. Ce dernier entendit des hauteurs d'Aveillane le canon de Turin qui annonçait l'arrivée de son fils;

il en fut vivement troublé. Le lendemain, Charles Emmanuel se rendit auprès de lui.

Assez de tristesse et d'embarras parut sur le visage des deux rois pendant leur entrevue. Victor Amédée s'étant plaint que l'air de Savoie était contraire à sa santé, et qu'il s'y était trouvé mal logé; son fils ordonna à l'instant même que le château de Montcalier fût préparé pour le recevoir. Il s'y rendit en effet peu de jours après. Là, toute la cour, les ministres et les gens en place, allèrent lui rendre visite, et lui témoignèrent, par ordre du roi Charles, les plus grands respects. Mais ses actions et ses propos n'en étaient pas moins soigneusement épiés.

Il était aisé de reconnaître qu'un dessein profond l'agitait. Il censurait avec aigreur tout ce qui s'était fait depuis une année.

Le changement dans les manières de la marquise de Spino était surtout frappant *.

La reine avait à se plaindre d'elle, dans leur dernière entrevue à Chambéry, et il n'est pas impossible que dans les tristes incidens qui suivirent, Charles Emmanuel III n'eût rendu la couronne à son père, sans l'extrême disconvenance de soumettre la reine son épouse à celle qui avait fait partie de sa maison domestique.

---

* Dans cette entrevue, la marquise de Spino prit chez-elle un fauteuil pareil à celui de la reine.

On observait que Victor allait sondant les dispositions des principaux entre les gens en place. Enfin le 25 septembre au soir, ayant mandé le marquis Del Borgo * à Montcalier et l'ayant retenu fort tard, il aborda franchement avec lui la question, et lui ordonna, après un court préambule, de lui remettre l'acte de son abdication; le chargeant de notifier à son fils la détermination dans laquelle il était de reprendre les rênes du gouvernement. Le ministre plein de confusion et d'embarras, mais ne voulant pas s'exposer, par un refus, aux emportemens du vieux monarque, promit de lui rapporter l'acte le lendemain.

Mais à peine fut-il parti, que Victor se repentit de s'être ouvert à lui; il se rappela l'air troublé avec lequel le marquis Del Borgo avait reçu son étrange déclaration. Plusieurs circonstances lui faisaient douter d'ailleurs des dispositions de son fils.

Un retour sur lui-même l'avertissait, peut-être, qu'à la place du roi Charles, il n'aurait point rendu la couronne, et qu'il en aurait coûté la tête au ministre capable d'exécuter ce qu'il venait d'exiger du marquis Del Borgo.

Livré aux plus vives agitations, il se promenait à grands pas dans sa chambre. Enfin à minuit, prenant tout-à-coup une dé-

* Extrait de diverses relations manuscrites.

termination nouvelle, il monta à cheval, suivi d'un seul aide de la chambre, et alla se présenter à la porte de secours de la citadelle de Turin, qu'il voulut se faire ouvrir.

Le baron de S.t Remi, gouverneur de la place *, averti qu'à une pareille heure le roi Victor demandait à lui parler, se rendit auprès de lui, mais il refusa nettement de l'introduire. Il répondit avec fermeté et même avec humeur, qu'il n'ouvrirait point sans un ordre écrit de la main de son fils, qu'il allait informer à l'instant même de tout ce qui se passait.

Le prince trompé dans son attente retourna à Montcalier plein de dépit. Il avait cru que S.t Remi, mis en place par lui-même, et depuis si long-temps accoutumé à lui obéir, n'oserait ici résister à ses volontés; que les soldats de la garnison, par une ancienne habitude, se seraient rangés auprès de sa personne, et que maître de la citadelle et des troupes, il le serait bientôt de la ville et de tout le pays.

Cependant le marquis Del Borgo, de retour à Turin, s'était sur-le-champ rendu au palais, avait fait éveiller le roi, et l'avait informé de la scène qui venait de se passer à Montcalier.

---

* Philippe Guillaume Pallavicini, baron de S.t Remi, lieutenant-général, depuis grand chambellan, et chevalier de l'Annonciade.

On a dit que Charles Emmanuel voulait rendre la couronne à son père, et qu'il en fut empêché par son conseil; mais quelle apparence qu'il eût assemblé un conseil, si telle avait été sa volonté expresse? Et pouvait-il croire que quelqu'un osât jamais lui proposer une démarche pareille *?

Son premier mot fut, que, revêtu de l'autorité suprême par un acte solennel et public, il ne pouvait la rendre sans le concours des mêmes personnes qui avaient assisté à l'abdication de son père.

En conséquence furent mandés auprès de lui les trois ministres d'état, l'archevêque de Turin (71), le chancelier, les premiers présidens du sénat et de la chambre des comptes, et les grands de la couronne. Après un exposé des faits, chacun gardant un morne silence, l'archevêque de Turin prit la parole. C'était monseigneur de Gattinara, vieillard aussi recommandable par son grand sens, que par ses vertus. Il prouva dans un long discours que le vieux roi n'avait aucun droit de revenir d'une abdication qu'il avait faite de son propre mouvement; que le monarque actuel ne pouvait descendre d'un

* Le manuscrit de Blondel, fait pour inspirer d'ailleurs la plus grande confiance, rapporte les faits un peu différemment; mais il faut remarquer que l'auteur était alors à Paris, et qu'il ne put apprendre tous ces détails, que par les amis et les connaissances qu'il avait à Turin.

trône qu'il occupait avec tant de sagesse, sans compromettre la tranquillité de son pays et la sûreté de ses plus fidèles serviteurs; qu'enfin les suggestions d'une femme ambitieuse avaient pu seules engager Victor Amédée à concevoir le dessein qu'il venait de manifester, à se montrer par là si peu d'accord avec lui-même, et que Charles était obligé en conscience de conserver la couronne. Tout le conseil se rangea à cet avis.

On assure que le prince Eugène, alors gouverneur général du Milanais, ayant été consulté en secret depuis quelques jours sur cette question délicate, avait été du même sentiment. Sur la fin de cette discussion, prolongée fort avant dans la nuit, on entendit frapper à la porte. C'était un officier porteur d'un billet du gouverneur de la citadelle, et qui annonçait la tentative du vieux roi pour s'introduire dans la place.

Cette circonstance entraîna les déterminations du conseil. Il y fut décidé, tout d'une voix, qu'il fallait s'assurer de la personne de Victor Amédée; et malgré la résistance et les scrupules du jeune monarque, on lui arracha l'ordre de cette arrestation. Il le signa, les larmes aux yeux, et d'une main si tremblante, que le marquis d'Orméa fut obligé de l'aider. Les personnes qui composaient le conseil, connaissaient assez Victor, pour être bien sûres

qu'elles seraient toutes perdues si son fils venait à mollir dans cette occasion ; et qu'il ne pardonnerait à aucun de ceux qui auraient traversé ses desseins.

L'exemple récent de Philippe V, dont le premier soin en remontant sur le trône avait été de sacrifier les ministres de son fils, n'était pas de nature à les tranquilliser.

Arrestation de Victor Amédée. Sa mort.

Le marquis d'Orméa s'empara de l'ordre, et ne perdit pas un instant à le mettre en exécution ; il manda des troupes, comme pour renforcer la garnison de Turin, et dans la nuit du 27 au 28 septembre, il les plaça lui-même de manière à investir le château de Montcalier ; pendant qu'il occupait de sa personne avec un détachement l'escalier dérobé de l'appartement du roi. Le comte de la Pérouse, alors brigadier, depuis lieutenant-maréchal, chargé en chef de cette importante et triste expédition, monta le grand escalier à la tête d'une compagnie de grenadiers. Il enfonça les portes et se saisit de tous les gens de service qui parurent. Enfin il pénétra dans la chambre où le roi était au lit avec la marquise de Spino. Cette dame alarmée s'élança demi-nue vers une porte pour s'échapper. On s'assura d'elle, et on la jeta dans un carrosse qui partit au grand ga-

lop pour le château de Ceva, escortée par cinquante dragons *. Ses cris et tout le bruit qu'on fut obligé de faire n'avaient pu éveiller le roi, qui, suivant son habitude, dormait d'un sommeil presque léthargique.

Le chevalier de Solar s'empara de son épée, qui se trouvait sur une table, pendant que le comte de la Pérouse, ouvrant les rideaux de son lit et l'éveillant, non sans peine, lui déclara la commission qu'il avait de l'arrêter, et lui présenta l'ordre signé de son fils.

Alors le vieillard entra dans un véritable accès de rage, apostrophant ceux qui l'entouraient d'un ton à faire trembler les plus hardis. Il refusa de s'habiller, et comme il était défendu de lui faire aucune violence, il fallut le porter enveloppé dans ses couvertures jusqu'au carrosse qui l'attendait dans la cour. Il y fut conduit environné d'un groupe d'officiers, entre deux rangs de soldats qui bordaient la haie. Ceux-ci n'ayant aucune connaissance du motif pour lequel on les faisait agir, parurent consternés à la vue de leur ancien maître, tombé dans un tel état d'abaissement. Quelques-uns même commençaient à éclater en murmures, lorsque le comte de la Pérouse s'écria : *De par le roi*, *silence*,

* Manuscrit de Blondel.

sous peine de mort! Les cris cessèrent; on doubla le pas. Victor reconnaissant dans la cour un des régimens de dragons qui s'étaient autrefois le plus distingués sous ses yeux, voulut le haranguer; mais tout était prévu: le roulement des tambours rendit inutile ce moyen de séduction.

Après l'avoir mis en carrosse, non sans peine, le comte de la Pérouse et le chevalier Solar demandèrent la permission de s'y placer auprès de lui; mais il refusa nettement d'y consentir, et comme leur ordre était surtout d'éviter toute violence, ils montèrent à cheval, et se placèrent aux deux portières, en suite de quoi les troupes formèrent autour de sa voiture une espèce de bataillon carré, et prirent lentement le chemin de Rivoli. Les fenêtres de ce château avaient été grillées de fer, ou le furent les jours suivans. Une garde de 600 hommes veillait à ses portes, et devait être relevée toutes les vingt-quatre heures. La surveillance fut rigoureuse les premiers jours, car les accès de colère du vieux roi allaient jusqu'à la frénésie, et faisaient craindre qu'il n'attentât à ses jours. On raconte que d'un coup de poing il mit en pièces une console de marbre.

On ne laissait à sa portée rien qui pût le blesser, rien qui pût lui donner les moyens d'écrire, et ses gardes et ses domestiques avaient défense, quand il les interpellait,

de répondre autrement, que par une profonde inclination *.

Il devint plus calme dans la suite. Alors toute sévérité fut supprimée. On ne songea plus qu'à adoucir l'amertume de sa situation. Plusieurs personnes furent destinées à lui tenir compagnie. On lui fournit des livres, on le transporta même à Montcalier, où il eut envie de retourner; enfin on alla jusqu'à lui rendre la marquise de Spino, qui vraisemblablement se serait bien passée d'une pareille condescendance; car ce n'était pas une prison qu'elle s'était promis de partager avec son royal époux (72).

Une des choses les plus remarquables que présentent ces étranges et déplorables scènes, c'est qu'il ne vint dans l'esprit de personne de manquer de fidélité au nouveau roi. Ce qui prouve à quel point Victor lui-même, pendant son long règne, avait su plier l'esprit de sa nation au respect pour l'autorité, et combien il l'avait rendue scrupuleuse sur l'article du devoir.

Le 2 octobre 1730, il fut arrêté dans un grand conseil, que le roi préviendrait les cours étrangères de la cruelle nécessité où il s'était vu, de faire renfermer son père, atteint [était-il dit dans cette pièce

---

* Manuscrit de Blondel.

diplomatique] d'une aliénation d'esprit (73), et de le séparer d'une femme intrigante, laquelle abusant de sa situation, tendait à bouleverser l'état. Ce qui motiva ce singulier manifeste, disent quelques manuscrits Italiens et Français, fut une démarche de la cour de France qui exigeait impérieusement la mise en liberté de Victor Amédée, aïeul maternel du jeune roi Louis XV ; mais cette assertion tombe d'elle-même, quatre jours seulement s'étant écoulés, depuis l'arrestation du roi Victor, jusqu'à la notification dont il s'agit ici. Le fait d'ailleurs est formellement démenti dans les mémoires du duc de S.t Simon, auteur contemporain et d'un grand poids. Celui-ci prouve que le cardinal de Fleury, grand admirateur autrefois de Victor Amédée, était alors personnellement brouillé avec lui. Il assure que, loin de songer à le secourir, ce ministre vit avec une maligne joie des évènemens qui ne servaient que trop sa vengeance.

Voltaire, dans son précis du règne de Louis XV, nie de même que la France ait jamais songé à prendre, dans cette circonstance, le parti du père contre le fils. D'ailleurs il rend compte de l'abdication du premier roi de Sardaigne sur des mémoires erronés.

Victor Amédée ne revit jamais son fils. Il vécut à Montcalier jusqu'au 31 octobre

1732, où il termina sa carrière dans des grands sentimens de piété *.

La marquise de Spino fut ensuite transférée au couvent de la Visitation de Pignerol, où elle finit ses jours. « Quelles » qu'aient été, dit Marco Foscarini, les » causes secrètes de l'abdication de Victor » Amédée et les raisons qui forcèrent son » successeur à tenir une conduite si ri- » goureuse envers lui, on gardait de mon » temps à Turin un silence absolu sur ces » évènemens ».

Ce silence dura autant que la vie du roi Charles. Ce prince ne rentra jamais dans les châteaux de Rivoli et de Montcalier, et pour juger de tout ce que son cœur eut à souffrir de ces souvenirs cruels, il suffit de se rappeler combien cet excellent roi était loin d'être sourd à la voix de la nature, combien il était véritablement religieux, enfin quel était son éloignement pour tout ce qui pouvait blesser l'ordre et les convenances.

Le souvenir de ses devoirs de souverain put seul faire diversion à ses douleurs intérieures.

La guerre allait recommencer entre la France et l'Autriche, et il ne devait pas

* A ses premières fureurs avait succédé un extrême abattement. On fut obligé de se servir d'une chaise à porteurs pour le transporter à Montcalier; il était silencieux, triste et résigné.

se flatter qu'on lui laissât la liberté de rester neutre entr'elles, quand sa propre politique l'y aurait invité.

Guerre de 1733.

On a remarqué que la balance établie en Europe, par le traité de Westphalie, dans la vue de faire de cette contrée une espèce de république fédérative, et d'empêcher que ses membres divers ne pussent s'atténuer ou s'accroître au préjudice de l'intérêt général, avait produit un effet si non contraire, du moins presqu'aussi funeste que les maux qu'il s'agissait d'écarter (74). Les prétextes de guerre s'étaient multipliés, et ces guerres étaient devenues presque toujours générales.

Aurait-on cru que l'élection d'un roi de Pologne dût mettre la Lombardie en feu? Cependant ce beau pays fut inondé de sang pour la troisième fois depuis un demi siècle, parce que la noblesse Polonaise, au commencement de 1733, se partagea sur le choix de son monarque électif. Un parti, soutenu par l'Autriche et par la Russie, voulut faire échoir la couronne à l'électeur de Saxe.

Un autre parti, animé par la France, proclamait Stanislas Leczenski, roi destitué de ce même pays *.

* Stanislas, élu roi de Pologne par l'influence de

Cette étincelle ne tarda pas à renouveller la guerre entre les maisons d'Autriche et de Bourbon. L'Italie en fut le principal théâtre. Le motif véritable fut le désir si souvent annoncé par ces deux puissances, d'assujettir à-l'envi l'une de l'autre cette superbe contrée.

Depuis la fin de la dernière guerre, l'empereur en possédait plus de la moitié, puisqu'il tenait les deux Siciles, les ports de Toscane, les fiefs impériaux enclavés dans la Ligurie et dans le Piémont, le duché de Mantoue, enfin les 10 provinces de Crémone, de Lodi, de Milan, de Côme, de Pavie, de Bobbio, de Tortone, de Vigévano, du haut et du bas Novarais.

La branche de Bourbon Espagnole, depuis la même époque, n'y possédait plus que les duchés de Parme et de Plaisance. Mais sous prétexte de revendiquer les droits de la maison Farnèse éteinte en 1731, elle aspirait à recouvrer tout ce qu'elle avait autrefois possédé dans la Péninsule, et la France favorisait ce dessein.

Quant au roi de Sardaigne, il n'avait à former qu'un vœu; celui de voir la balance de l'Italie rester dans ses mains, et l'équilibre maintenu ou plutôt rétabli entre les

---

Charles XII roi de Suède, fut de nouveau élu le 2 septembre 1733. Auguste favorisé par les Russes, fut élu roi le 5 octobre de la même année.

deux grandes puissances rivales, de manière à n'avoir lui-même rien à craindre de l'une ni de l'autre. Ce fut cette considération qui le jeta dans le parti des Bourbons, dont il se promettait bien de combattre en temps et lieu les vues trop ambitieuses, mais qui, les plus faibles alors, auraient en succombant laissé l'empereur maître de tout dans cette contrée. Charles Emmanuel s'était vu recherché par les deux partis; mais la cour de Vienne, convaincue qu'il n'oserait se déclarer contr'elle, avait refusé de mettre un prix convenable à son alliance.

Louis XV, au contraire, promettait à son oncle, s'il voulait s'unir à lui, le Milanais tout entier, et s'engageait à ne quitter les armes que lorsqu'il l'y aurait solidement établi.

Généreux du bien d'autrui, il se faisait fort d'engager le roi d'Espagne à consentir à ce démembrement.

Les principes de la politique française étaient trop connus à Turin, pour que Charles Emmanuel comptât beaucoup sur l'acquisition du Milanais faite de cette manière.

Il sentait bien qu'après avoir conquis cette province sur les Autrichiens, il faudrait l'arracher des mains de ces mêmes Bourbons, qui, 16 ans auparavant, avaient repris la Sicile à son père, après la lui avoir cédée par un traité solennel, et sans daigner alléguer un prétexte quelconque de cette violation de la foi publique.

Mais, comme on l'a dit, un intérêt plus puissant que celui de s'agrandir, le désir d'assurer son indépendance le détermina à s'unir aux Français et aux Espagnols.

Dans ces dispositions réciproques fut conclu le traité de Turin (75).

Suivant la teneur de ce traité d'alliance, l'infant Don Carlos devait être mis en possession des deux Siciles; l'infant Don Philippe, son frère, devait le remplacer dans les duchés de Parme et de Plaisance; et le roi de Sardaigne, à la tête de 52,000 hommes, dont 40,000 Français, se chargeait d'occuper le duché de Milan, et de faire tête aux Autrichiens dans le reste de la Lombardie (76).

Ce qu'il y eut de plus remarquable fut le profond secret dont les négociations relatives à ce traité furent enveloppées jusqu'à sa publication. Le ministre même de Vienne à Turin ne se douta nullement d'une rupture entre le roi de Sardaigne et l'empereur son maître, lorsqu'elle lui fut notifiée par le grand-maître des cérémonies, qui vint dans son hôtel lui enjoindre de se retirer *.

Tous les régimens d'ordonnance, infanterie et cavalerie, étaient en mouvement dès le milieu d'octobre, pour changer de garnisons, suivant un usage établi par le roi

---

* La déclaration de guerre du roi de Sardaigne à l'empereur est du 14 octobre 1733.

Victor. Les bataillons provinciaux avaient été retenus après leur revue de septembre, sous prétexte d'apprendre un nouvel exercice. Les premiers eurent ordre de changer de route, et de se porter sur Verceil, Mortara et Alexandrie. Les seconds les remplacèrent dans les garnisons qui leur étaient destinées.

Le général marquis de Carail bloqua immédiatement Novare; le général comte de la Pérouse investit Tortone. En même temps, les Français qui avaient formé pendant l'été un camp de 40,000 hommes près de Lyon, débouchèrent en Piémont par les montagnes de Dauphiné, et allèrent joindre les troupes du roi sur les frontières du Milanais. L'arsenal de Turin n'était pas alors, comme on l'a vu depuis, pourvu d'une nombreuse artillerie de siège et de campagne; mais on y avait rassemblé sous différens prétextes 60 gros canons de siège, 25 mortiers, et 40 pièces de bataillons.

Bref, 50,000 hommes, munis de tout ce qui était nécessaire, se trouvèrent rassemblés le dernier d'octobre à Vigévano, et le roi vint en prendre le commandement le 2 novembre *.

Cette armée passa le Tesin sur des ponts de bâteaux construits militairement et avec une célérité inconnue jusqu'alors.

Tant de promptitude, de prévoyance, de

* Mém. sur la guerre de 1733 par D'Antoni.

secret, n'était pas de trop pour remplir les vues de la coalition. Il n'y avait que 14 bataillons de troupes Impériales en Lombardie, et de tout l'hiver ces troupes ne pouvaient recevoir de secours d'Allemagne. Ce temps devait suffire au roi pour réduire les forteresses du Milanais, et pendant qu'il en presserait les sièges, les Espagnols et les Français auraient l'avantage d'hiverner sur le sol ennemi.

Le maréchal Dhaun, gouverneur général du Milanais, pris au dépourvu, jeta quelque infanterie dans le château de Milan, dans Pizighetone, et dans les autres places de son gouvernement: après quoi il se retira sous les murs de Mantoue. Le roi put donc, presque sans tirer l'épée, soumettre toute la plaine; et les sièges furent terminés avant le 15 février (77).

Les capitulations les plus avantageuses furent accordées aux places qui voulurent se rendre sans beaucoup de résistance, dans l'impatience où l'on était de terminer cette campagne d'hiver, et de laisser reposer les troupes souffrantes.

Quelques rapides qu'eussent été les progrès du roi, des dissensions assez vives s'étaient élevées déjà entre lui et les chefs de l'armée Française. Le vieux maréchal de Villars était venu prendre le commandement de celle-ci, pendant le siège de Pizighetone, et voulait qu'il fût levé sur le champ pour aller former celui de Man-

toue. Il insistait pour réduire cette dernière place, avant le retour du printemps, et voulait qu'on s'avançât dans les bouches du Tyrol, afin d'arrêter l'ennemi aux portes de l'Italie. Il appuyait son opinion de l'exemple de Catinat en 1701. C'était, disait-il, l'avis des meilleurs militaires de France.

Ce plan pouvait être fort bon, mais ce n'était pas celui dont on était convenu. Il traversait surtout les intérêts du roi de Sardaigne, lequel; ainsi qu'on l'a déjà observé, prétendait bien concourir à l'établissement des Bourbons à Parme et à Naples, mais n'aspirait nullement à la destruction de la puissance Autrichienne en deçà des Alpes. Il n'aurait pu penser et agir différemment (on l'a souvent répété) sans aller contre les principes politiques de sa famille (78).

Heureusement l'opinion du maréchal de Villars, débattue dans un conseil de guerre en présence du roi, fut réfutée par les généraux Français eux-mêmes, surtout par M.r de Pezey maréchal-général des logis de l'armée, et il fut décidé à la pluralité des suffrages, qu'il fallait s'assurer avant tout le cours du Pô et le reste des places de Lombardie.

Le vieux baron de Rhebinder maréchal de Savoie, et qui présidait le conseil de guerre, était seul de l'avis du duc de Villars. Plus militaire que politique, il ignorait apparemment quelles étaient les vues

secrètes de son maître. Il s'emporta jusqu'à dire que *sans la venue de M. le maréchal de Villars, on allait faire de belles sottises.*

Le roi, sous prétexte qu'il s'était oublié devant lui, le relégua dans son gouvernement de Pignerol (79).

Campagne de 1734.

Le reste de l'hiver se passa, de la part du roi, en préparatifs (80) pour agir au printemps. Il munit ses places, il mit sur le pied de guerre son infanterie conscrite et son infanterie d'ordonnance; augmenta cette dernière de plusieurs régimens; loua des Suisses et mit ainsi son armée en état de se faire respecter soit de ses ennemis, soit de ses alliés. Il voulait de bonne foi remplir ses engagemens avec les Français, mais il voulait aussi ne pas trop rester dans leur dépendance.

Quant à eux, ils ne tardèrent pas à lui donner des sujets de plainte. Le cardinal de Fleury lui annonça, (bien à regret, disait-il) que dans le traité de Turin les plénipotentiaires Français avaient excédé leurs pouvoirs, et que jamais l'Espagne n'avait voulu consentir à lui donner le titre de généralissime des armées combinées, ni à lui abandonner la totalité du Milanais.

Quoique blessé, comme il devait l'être,

d'un pareil trait de légéreté, d'un pareil manque de foi, Charles Emmanuel résolut de suivre avec scrupule ses engagemens; mais il se confirma dans la détermination de ne jamais les outrepasser.

L'esprit d'intrigue qui divisait les généraux alliés, le favorisait en cela *.

Le maréchal de Villars n'avait point abandonné son projet contre Mantoue, et il était furieux de ce qu'on ne l'avait pas adopté sans restriction.

Les autres généraux s'y opposaient formellement. C'étaient MM. de Coigni, de Broglia et de Maillebois. Dans leurs lettres à la cour, ils ne cessaient d'insister sur la nécessité de donner à l'armée un chef moins âgé, moins entêté et moins dur que le vainqueur de Dénain, tombé (disaient-ils) fort au-dessous de lui-même, et ils s'attendaient bien qu'un nouveau choix ne pouvait regarder que l'un d'eux.

L'esprit du héros va s'affaiblissant, écrivait au garde des sceaux le maréchal de camp marquis de Pezey, *l'âge le rend sujet à de telles disparates, qu'il en perd la dignité nécessaire au commandement.*

Pezey chef de l'état-major-général de l'armée Française, et dont il a été déjà fait mention plus haut, était l'homme de

---

* Guerre de 1733 par D'Antoni. Guerres d'Europe par Ottieri.

confiance du gouvernement. Officier dissertateur, bel esprit, homme à théories et à sophismes, comme on en a tant vu depuis, il était aussi, comme ses pareils, d'une extrême vanité. On eut bientôt saisi son faible à la cour de Turin.

Le marquis de Breil surtout, homme d'une finesse et d'une sagacité rares, s'empara de son esprit, en lui donnant des louanges ; et dès-lors les obstacles naquirent au gré du courtisan Piémontais pour entraver la marche impétueuse de Villars.

Celui-ci, plein de fiel et d'humeur, se jeta dans l'excès contraire, et affecta de se tenir sur une stricte défensive, tout-à-fait opposée à son premier plan, se bornant à couvrir les conquêtes faites pendant l'hiver, au moyen d'un cordon étendu au devant du Crémonais et du duché de Modène, et cela, pendant que Don Carlos avec ses Espagnols agissait offensivement contre le midi de l'Italie.

Le roi de Sardaigne, qui voyait ses alliés prendre d'eux-mêmes le parti qui lui convenait le mieux, affecta de n'entrer pour rien dans ces discussions orageuses, et se borna bien volontiers à ne commander que ses propres troupes.

Il partit de Turin avec le maréchal de Villars le 17 avril, et rendu sur le champ des opérations, il fit entrer ses troupes dans la ligne dont elles occupaient la gauche, ayant l'Oglio devant elles, et Ga-

bioneda pour point d'appui. Son quartier général fut établi à Crémone ; celui du maréchal de Villars à Colorno, et les troupes Françaises disposées le long du Pô.

Plusieurs ponts jetés sur ce fleuve et sur l'Oglio donnaient à ces divisions moyen de communiquer ensemble, et de se soutenir mutuellement.

A peine ces dispositions défensives étaient-elles faites, que le général comte de Merci, commandant les troupes Autrichiennes rassemblées près de Mantoue, passa le Pô en face des divisions de MM.rs de Coigni et de Maillebois, et les repoussa derrière la Lanza, après leur avoir enlevé la Mirandole, le point le plus important qu'elles eussent à garder.

Ce mouvement rétrograde fut suivi d'un second et d'un troisième, qui portèrent la droite de l'armée derrière le Panaro.

Quand on faisait quelques observations au maréchal de Villars sur cette contenance timide devant un adversaire inférieur en forces, il répondait avec humeur que tout allait mal, parce que dans le principe on n'avait pas voulu le laisser faire à son gré. Enfin il fut rappelé vers la fin de mai, à la grande satisfaction de ses sous-ordres, surtout du marquis de Coigni, nommé pour le remplacer, et en même temps créé maréchal de France. On pouvait bien ne pas regretter l'éloignement d'un vieux général, dont l'ardeur n'était plus

que de l'inquiétude; il était obligé de prendre de l'opium plusieurs fois par jour pour se calmer. La fièvre et la dissenterie se joignirent à ses autres infirmités, et il mourut à Turin quelques jours après son départ de l'armée, * dans la 82.e année de son âge.

Cependant Don Carlos s'était rendu maître du royaume de Naples, et le comte de Merci était résolu de se venger de ces pertes au midi de l'Italie, en se saisissant du Parmesan et du Milanais.

Il s'empara le 1.er juin de Colorno et força les troupes Françaises et Savoyardes à se concentrer auprès de Parme, où elles prirent une position si avantageuse qu'il paraissait impossible de les y forcer.

Sur ces entrefaites, Charles Emmanuel fut obligé de faire une course à Turin où la reine était mourante. Il avait en partant exigé du maréchal de Coigni sa parole d'honneur de ne point attaquer, pendant son absence, qui devait être très-courte; mais celui-ci, soit qu'il y fût forcé par les mouvemens de l'ennemi, soit jaloux de se signaler dans l'absence du roi, engagea le 29 une action qui fut des plus meurtrières (81) et dura depuis l'aube du jour jusqu'à la nuit, sans avantage décisif de part ni d'autre. Les deux armées bivouaquèrent sur

* Le 17 juin 1734. On prétend qu'il mourut dans la même chambre où il était né 82 ans auparavant.

le champ de bataille, disposées à recommencer le jour suivant, lorsque la victoire se déclara pour les alliés, par un de ces évènemens bizarres dont l'histoire de la guerre offre plus d'un exemple.

Quelques chevaux détachés allèrent pâturer sur les glacis de Parme, et de là descendirent vers la rivière. Les sentinelles Autrichiennes ayant crié *qui vive!* lachèrent leurs coups de fusil; le canon de la place y répondit et toute l'armée debout à l'instant fit spontanément, et sans ordre un feu général qui détermina l'ennemi à s'enfuir en désordre * abandonnant son camp, ses équipages et ses blessés. On ne s'en apperçut que le 30 octobre à l'aube du jour. Alors seulement on apprit que le général comte de Merci avait été tué ** la veille au commencement de l'action, ce qui avait mis beaucoup de désordre parmi les Allemands. Le prince de Wirtemberg, qui avait remplacé Merci, comme le plus ancien lieutenant-général, ne connaissait ni son plan, ni ses vues. Le roi qui revenait de Turin en toute hâte apprit, chemin faisant, que les armées étaient aux mains; il poursuivit sa route sans reprendre haleine, et

* Manuscrit de D'Antoni.

** Le comte de Merci, vieux et presque aveugle, s'était fait porter dans un fauteuil à la tête de son armée où il fut emporté par une des premières volées du canon ennemi.

arriva au camp, lorsque les premiers rayons du jour commençaient à découvrir la retraite des ennemis. Il lui échappa, dit-on, des larmes de dépit, pour n'être pas arrivé quelques heures plutôt.

Parme sauvée, Guastalla, Modène, Reggio repris furent les fruits de cette sanglante journée, après laquelle les alliés reprirent une attitude défensive.

Mais la nonchalance et l'indiscipline qui régnait parmi les Français, faillirent encore une fois à leur devenir funestes (82).

M.r de Broglia, qui s'était laissé surprendre à Colorno, le fut de nouveau à la Gardetta, où sa division devait empêcher le passage de la Secchia. L'ennemi ayant passé cette rivière au gué la nuit du 14 au 15 septembre, tomba à l'improviste sur son camp.

Une partie des officiers était absente, une partie des soldats en maraude, le reste s'enfuit ou fut fait prisonnier. M.r de Broglia lui-même eut grand'peine à s'échapper, montant à cheval en pantoufles et sans chapeau.

Heureusement le prince de Saxe Hilburghausen, qui commandait cette attaque, ne poussa pas ses avantages aussi loin qu'il l'aurait pu faire. Car, si renonçant à la poursuite des fuyards, il s'était porté sur Guastalla, nul doute qu'il n'y eût prévenu les alliés, qu'il ne se fût emparé du pont, et n'eût empêché par là le retour de la cavalerie qu'on avait envoyée sur les der-

rières, en quartier de subsistance, comme si la campagne avait été finie.

A la nouvelle de l'échec qu'essuyait M. de Broglia, le roi et le maréchal de Coigni accoururent de leurs quartiers; mais ils ne purent que se jeter entre les fuyards, et ceux qui les poursuivaient, et favoriser ainsi la retraite des premiers vers Guastalla.

Le roi en personne, à la tête de ses troupes, qui dans ce jour de confusion n'étaient tombées dans aucun désordre, fit l'arrière-garde et contint les ennemis. Le brave comte d'Apremont, chef de la cavalerie Savoyarde, les arrêta en faisant contr'eux des charges continuelles. Enfin ils lâchèrent prise, et se retirèrent à *S. Benedetto;* mais ils reparurent 3 jours après avec le dessein de livrer bataille.

Le maréchal comte de Konigseck était à la tête de toutes leurs forces réunies.

Les alliés s'étaient resserrés en conséquence; ils avaient rappelé leur cavalerie et tous leurs détachemens épars.

L'action eut lieu le 19, et fut, comme celle de Parme, plus meutrière que décisive. Elle dura 12 heures avec un acharnement égal de part et d'autre. La cavalerie du roi et ses gardes du corps, qui étaient à l'aile gauche, engagèrent l'action par une charge brillante, où ils percèrent jusqu'à la seconde ligne de l'ennemi, et d'où ils rapportèrent 5 étendards et des timbales.

A la fin de la journée les deux armées n'étaient plus que des masses informes qui, sans reculer d'un pas, se heurtaient sans cesse (83). Les bataillons et les brigades en échelons les uns derrière les autres s'avançaient alternativement pour combattre, et pour remplacer ceux qui avaient le plus souffert, une partie de l'infanterie Piémontaise, exposée pendant 5 heures de suite au plus grand feu, refusa constamment d'abandonner ce poste d'honneur, quoique les valeureuses brigades de Champagne et de Picardie, qui se trouvaient derrière elle, eussent fait plusieurs fois des instances pour la relever.

L'exemple du roi avait inspiré ce noble orgueil, et cette froide intrépidité à ses soldats. Ce prince imperturbable dans le combat, comme dans les autres actions de sa vie, montra à la bataille de Guastalla non seulement une valeur parfaite, mais beaucoup de présence d'esprit, et de vrais talens militaires. L'assurance de son maintien, la sérénité, la gaieté même de son visage, au milieu des dangers, charmaient les troupes.

On raconte qu'au commencement de l'action il endossa une cuirasse, sur les instances des généraux Français auxquels l'ordonnance enjoint d'en porter les jours de bataille. Mais se trouvant incommodé de ce fardeau, il la quitta peu de momens après, et se montra pendant le reste

du jour, souvent au plus fort de la mêlée, en veste de taffetas blanc.

Cette circonstance n'échappa point aux soldats des deux nations, qui pendant le reste de cette guerre rivalisèrent d'affection pour lui (84). Le marquis d'Orméa et l'ambassadeur de France furent toujours à ses côtés pendant la bataille; d'ailleurs sa suite n'était composée que de 6 gentilshommes et de 15 gardes du corps.

Voyant les ennemis revenir sans cesse à la charge, malgré l'opiniâtreté de sa résistance, il suggéra au marquis de Maillebois qui commandait une brigade sur sa droite, de les charger en flanc à la baïonnette. Cette manœuvre eut un plein succès. M.r de Konigseck se replia le soir même sur Luzzara, et repassa le Pô le jour suivant; il avait eu 8,000 hommes tués ou blessés, et 1200 prisonniers. Les princes de Waldeck et de Wirtemberg furent du nombre des morts.

Les alliés firent une perte à-peu-près égale; ils eurent 8 officiers généraux tués ou blessés; le marquis de Pezey fut du nombre des morts. Le champ de bataille et quelques trophées parurent donc des avantages achetés bien chers.

Cependant le but de la campagne était rempli par les alliés, puisque Don Carlos était maître du royaume de Naples, qu'on lui avait conservé les duchés de Parme et de Plaisance, et que celui de Milan

n'avait point été entamé, quoique le vœu principal de l'empereur fût de s'en ressaisir.

Quant aux vues particulières du roi de Sardaigne, elles étaient jusque là parfaitement remplies, et il pouvait espérer encore des chances de la guerre, que ce Milanais, objet naturel de son ambition, qui lui avait été si solennellement promis, et qu'il tenait en sa puissance, pourrait lui rester à la paix.

Depuis la bataille de Guastalla, les opérations des armées en Lombardie n'offrent plus rien d'important pendant cette campagne.

Les Autrichiens retirés sous Mantoue essayèrent encore une fois, mais en vain, de percer la ligne des alliés. Ceux-ci n'eurent pas plus de succès dans une entreprise contre la Mirandole, et les troupes entrèrent de bonne heure en quartier d'hiver, les unes en deçà, les autres en delà du Pô.

Campagne de 1735.

Des idées d'équilibre, base alors de la politique Européenne, avaient fait applaudir généralement aux avantages obtenus en Italie par les alliés contre l'empereur Charles VI. Dans les mêmes principes, on commençait à désirer que ces avantages ne fussent pas poussés plus loin.

L'Angleterre et la Hollande se chargèrent volontiers de négocier la paix entre les puis-

sances belligérantes. Elles laissèrent entendre au cardinal de Fleury, que si leur médiation pacifique n'était pas acceptée, elles se verraient forcées de joindre leurs armes à celles de l'Autriche pour maintenir la balance.

Il était assez dans le génie du ministre Français d'adhérer à de pareilles vues. Il donna donc cette année le commandement des troupes Françaises en Italie au duc de Noailles, son homme de confiance, avec ordre de tenir une négociation ouverte avec la cour de Vienne, et de suivre le même plan de campagne que l'année précédente, c'est-à-dire, de rester sur la défensive, en tâchant de resserrer les Autrichiens sous Mantoue.

Mais l'Espagne était loin d'avoir des vues aussi modérées. Enflée de ses premiers succès, elle était impatiente de les pousser plus loin, et ne voulait pas qu'il restât un Allemand en Italie, avant de poser les armes.

Il résultait de cette diversité de sentimens, que les rois de France et de Sardaigne se trouvaient réunis d'intérêt et de volonté contre leur allié commun, et disposés à combattre faiblement un adversaire, avec lequel ils traitaient en secret.

Ils n'en eurent pas moins, dès les premiers jours d'avril, sur la ligne de Crémone 74 bataillons et 45 escadrons destinés, comme en 1734, à mettre à couvert le Milanais et le Parmesan. Le duc de Montemar vint s'y joindre, peu de temps après, avec 20,000 Espagnols.

Le roi de Sardaigne, qui n'avait pas à se louer de la cour de Madrid, et qui connaissait les instructions du maréchal de Noailles, laissa le soin à ce dernier d'arrêter le plan de campagne dont il était déjà convenu lui-même.

De son côté, le maréchal de Konigseck, inférieur en forces, abandonna le *Seraglio*, camp naturel qu'il avait occupé jusqu'alors aux pieds des murs de Mantoue, et après avoir renforcé la garnison de cette place, il se replia les premiers jours de juin sur Véronne, et delà vers les bouches du Tyrol.

L'Espagnol alors crut toucher au moment de rester maître du nord de l'Italie, comme il l'était déjà du midi de cette contrée.

Il ne s'agissait plus pour cela que de réduire Mantoue et la Mirandole, et de forcer les Allemands de se retirer tout-à-fait au delà des monts. Il pressa les alliés de seconder ses efforts pour arriver à ce but; mais il les trouva d'un froid qui dut le surprendre.

Sous prétexte de respecter la neutralité des Vénitiens, dont il aurait fallu traverser le territoire pour joindre l'ennemi, ils refusèrent de se mettre à sa poursuite. Ils refusèrent également de concourir au siège de Mantoue, parce que dans les mois de juillet et d'août les exhalaisons des marais auraient été funestes aux troupes.

Celles-ci furent mises en quartier de rafraîchissement; et le roi de Sardaigne partit de sa personne pour les eaux minérales de *Boudalano* dans le Crémonais.

On juge aisément de l'aigreur et de la méfiance que firent naître de tels incidens parmi les Espagnols.

Le duc de Montemar, indigné des entraves qu'il éprouvait, résolut de réduire à lui seul les deux places qui restaient encore en Italie au pouvoir de l'empereur.

Il assiégea en effet et prit la Mirandole; mais la forteresse de Mantoue présentait bien d'autres difficultés.

Pendant qu'il était à Livourne, occupé à accélérer la marche de l'artillerie nécessaire pour un siège de cette nature, le général Allemand reparut pour s'y opposer.

On était arrivé au mois de septembre, et le reste de la campagne se passa sans évènemens.

A peine de retour dans sa capitale, le roi reçut une lettre du cardinal de Fleury, annonçant qu'un armistice venait d'être conclu entre les Bourbons et l'Empereur.

Ce ministre avouait, avec quelque embarras, l'impossibilité où il s'était trouvé, d'obtenir pour lui de l'Espagne la moindre partie du Milanais, et il finissait en l'assurant que la France saisirait quelque autre occasion de lui témoigner sa reconnaissance.

Paix de Vienne.

Les préliminaires de la paix générale n'eurent lieu cependant que le 15 avril suivant.

Elle ne fut conclue définitivement que le 18 novembre 1738, et Charles Emmanuel ne donna sa pleine accession aux articles qui le concernaient que le 3 février suivant.

L'empereur renonça au royaume des deux Siciles en faveur de Don Carlos. L'Espagne, en échange, céda à l'empereur les duchés de Parme et de Plaisance, et il rentra en possession du Milanais, à condition d'abandonner au roi de Sardaigne le Novarais, le Tortonais et les quatre terres de *San Fedele*, *Torre*, *Fonte Gravudo* et *Campo Maggiore*, pour les posséder comme fiefs de l'Empire. Il y ajouta quelques-uns de ses fiefs des Langhes, dont un assez grand nombre avait été déjà cédé au roi Victor (85).

Les Bourbons étaient devenus généreux depuis que le Milanais ne devait plus leur appartenir; ils insistaient volontiers pour que l'Autriche payât de quelques démembremens de cette province une dette qu'ils avaient refusé d'acquitter eux-mêmes.

Ainsi finit la guerre de 1733: « La seule » en Italie, dit Voltaire, qui depuis Charle- » magne ait été terminée avec quelques » avantages pour la France. La raison en » est, ajoute-t-il, que nous avions pour » nous le gardien des Alpes, devenu le » plus puissant prince de ces contrées ».

La France n'avait été envers lui, ni généreuse, ni même équitable, et cependant il avait lieu de s'applaudir du parti qu'il avait pris. Il avait agi dans les vrais prin-

cipes de sa politique, en affaiblissant les Autrichiens dans le midi de l'Italie, en même temps qu'il les empêchait d'être expulsés du nord de la presqu'île. Les faibles concessions qu'il obtenait, l'indemnisaient des frais d'une guerre, dont il avait su porter le théâtre hors de ses états.

Il avait appris à connaître ses forces, il s'était confirmé dans ce principe, professé par son père, que le chef d'une nation comme la sienne ne peut absolument se dispenser de commander en personne ses armées, lorsqu'il s'agit de l'honneur de sa couronne, et de l'avantage de son pays.

Travaux de Charles Emmanuel pendant les six années qui suivirent la paix de Vienne.

Tout lui annonçait que cette paix ne serait pas de longue durée. Aussi en soumettant son armée à la réforme, se borna-t-il à congédier trois régimens Suisses, à mettre le reste de son infanterie sur le pied de paix, et à renvoyer les conscrits à leur charrue.

Il s'appliqua d'ailleurs à tout ce qui pouvait le mettre à même de soutenir une nouvelle guerre avec avantage.

Ce fut alors qu'il créa l'école royale d'artillerie, et le corps des ingénieurs topographes, pour servir dans l'état major général de l'armée.

La fonte des canons, les moulins à pou-

dre, la fabrication de tout ce qui est nécessaire aux armées, furent mis sur le pied de la plus grande activité. Il acheva, ou poursuivit les travaux commencés par son père, pour rendre les forteresses inexpugnables.

Cependant ces préparatifs, dictés par la prudence, n'absorbèrent pas uniquement ses soins, puisque ce fut dans ce même espace de six années, qu'il acheva la grande opération du cadastre en Savoie, commencée, ainsi qu'on l'a vu, sous le règne précédent, et qu'il termina tous les démêlés de sa famille avec la cour de Rome.

Le marquis d'Orméa, chargé de nouvelles négociations auprès du S.t Siège, fut heureux de trouver assis sur la chaire de S. Pierre un pontife du caractère de Bénoît XIV, dont l'esprit aussi conciliant qu'éclairé lui rendit toutes les explications faciles.

Confirmation du concordat; derniers accords avec la cour de Rome.

Par un nouveau concordat, en date du 5 janvier 1741, le pape confirma celui de 1728 entre Bénoît XIII et le roi Victor. Il étendit, à perpétuité, en faveur de la maison de Savoie, le droit de nomination aux bénéfices consistoriaux, dans les provinces de Casal, d'Acqui, et d'Alexandrie, dans la Lumeline et la vallée de Sesia. Il se départit du droit de *spoglio*, à la mort des bénéfi-

ciers en Piémont; de celui de charger à son gré ces mêmes bénéficiers de diverses pensions; enfin de la jouissance de leurs revenus pendant les vacances; le tout au moyen de la redevance annuelle d'un calice d'or de 1500 écus Romains, et de 3000 écus de pension envers la chambre Apostolique, hypothéqués sur les abbayes de Stafarda et de Lucédio.

Quant aux différens occasionnés par les droits souverains de l'église sur quelques terres du Verceillais, Bénoît XIV y mit fin, en conférant au roi de Sardaigne le titre de vicaire perpétuel du S.t Siège dans cette partie de ses états; et dès-lors la plus parfaite harmonie n'a cessé de régner entre les cours de Rome et de Sardaigne.

Charles Emmanuel fut si content de la dextérité mise par le marquis d'Orméa dans ces diverses négociations, qu'il l'éleva à la dignité de grand chancelier de robe et d'épée; le nomma en même temps ministre des affaires étrangères, chose inusitée jusqu'alors, et le décora de l'ordre de l'Annonciade.

Mort de l'empereur Charles VI. Une nouvelle guerre presque générale s'allume au sujet de sa succession.

L'empereur Charles VI mourut au mois d'octobre 1740, dernier rejeton de cette maison d'Autriche si puissante qui avait don-

né seize chefs à l'Empire, six rois à l'Espagne et dont l'ambition n'avait pas été contenue dans les bornes de l'Europe.

L'incendie que cette mort devait faire éclater, couvait encore ; mais de toutes parts on négociait, et l'on se préparait à la guerre.

Les rois d'Espagne, de Naples, de Prusse, de Pologne et de Sardaigne réclamaient des droits sur la totalité, ou sur quelque partie de cet immense héritage (86), duquel cependant l'archiduchesse Marie Thérèse, fille unique de l'empereur défunt, et femme de François de Lorraine, grand duc de Toscane, s'était mise en possession.

Cette princesse se fondait sur le droit naturel, qui l'appelait à succéder à son père; sur une pragmatique qui réglait l'ordre de succession dans sa famille, et que la plupart des puissances chrétiennes avaient reconnue et garantie; mais elle ne tarda pas à se convaincre que les droits les plus légitimes ne sont respectés, qu'autant qu'ils sont appuyés par la force.

En conséquence, elle ne négligea rien pour gagner des partisans, afin de les opposer à ceux que la cupidité armait contr'elle.

L'Angleterre, la Russie et le roi de Prusse parurent d'abord disposés à embrasser sa cause. Ce dernier seulement exigeait, pour prix des services qu'il promettait de lui rendre, une cession de la Basse-Silésie. Mais soit qu'il fût, ou non, en état d'effectuer ses offres, la récompense qu'il exigeait, lui

fut refusée, et sans autre explication il entra à main armée dans les états de Hongrie, et se joignit à la Pologne et à la France, pour faire élire le duc de Bavière empereur.

Charles Emmanuel, appelé ensuite au secours de Marie Thérèse, eut une conduite plus généreuse, et non moins habile. Les yeux toujours fixés sur l'horizon politique, la Lombardie lui paraissait un des points principaux où allait éclater la guerre générale. Il désirait sans doute, que le Milanais cette fois pût lui échoir en partage, mais son premier but était toujours de maintenir l'équilibre de l'Italie, d'empêcher surtout les Bourbons de l'investir chez lui, et de remettre sur sa tête un joug que son père avait eu tant de peine à briser; enfin de ne pas perdre le seul appui capable de garantir contr'eux son indépendance.

Ces considérations le déterminèrent à embrasser les intérêts de la reine, dans un moment où la fortune semblait conjurer contr'elle.

Peut-être aussi ne fut-il pas fâché de faire sentir aux cours de Versailles et de Madrid, qu'elles avaient eu tort d'en mal user avec lui lors de la dernière guerre, et de violer les promesses qu'elles lui avaient faites en 1733.

Traité provisionnel du roi de Sardaigne avec la reine de Hongrie.

Les Bourbons cependant semblaient ne pas douter que Charles Emmanuel ne fût pour eux; et leur sécurité à cet égard aida celui-ci à tenir quelque temps son secret caché.

Enfin au commencement de février 1742, il jugea que le moment était arrivé de se déclarer, et sous le nom de *traité provisionnel*, il conclut avec la reine un accord singulier, en vertu duquel il s'obligeait:

1.° A joindre sur le champ ses armes à celles de cette princesse, pour arrêter en Lombardie les progrès des Espagnols.

2.° A ne point mettre en avant ses prétentions sur le Milanais, pendant la durée de la guerre actuelle, réservant la discussion de ses droits à des temps plus tranquilles.

3.° Enfin, il déclarait que, si ses intérêts l'obligeaient à changer de parti, il en avertirait deux mois d'avance la reine et ses généraux.

Ainsi, sans s'accorder sur le fond, le roi de Sardaigne et Marie Thérèse s'unissaient seulement contre un danger pressant. « C'était, suivant l'expression d'un écrivain célèbre, le traité de deux ennemis qui ne songent qu'à se défendre d'un troisième * ».

---

* Voltaire, précis du siècle de Louis XV.

Quoi qu'il en soit, la détermination de la cour de Sardaigne causa une surprise générale ; on ne pouvait comprendre pourquoi elle ne sortait de son état de neutralité, que pour embrasser inopinément un parti malheureux, et se mettre sur les bras de puissans adversaires, sans y trouver aucun avantage apparent.

Mais le marq.is d'Orméa, auteur de cet avis, l'avait soutenu au conseil avec beaucoup de force, persuadé que la face des affaires ne tarderait pas à changer. Il avait même prédit la plupart des évènemens survenus depuis. Le génie pénétrant de ce grand ministre lui faisait prévoir, que les princes d'Allemagne se déclareraient bientôt contre les Bourbons; que le roi de Prusse, après avoir mis son intérêt à couvert, adopterait les principes du corps Germanique; que la Grande-Brétagne surtout, si fort intéressée à ne pas laisser prendre trop d'accroissement à sa rivale, concourrait aux efforts des autres puissances, pour la restreindre dans de certaines limites.

Quant aux états généraux, malgré leur répugnance pour la guerre, il semblait impossible au marquis d'Orméa, que, si l'Angleterre se déclarait, ils pussent faire autrement que de suivre son exemple.

Il voyait pour nous, dans le moment présent, peu de choses à craindre de la France.

Le bailli de Solar, ambassadeur de Sardaigne à Paris, représentait dans ses lettres,

ce grand royaume abattu par les derniers malheurs de Louis XIV, ébranlé par la banqueroute du régent, affligé pendant trois années consécutives par la disette des grains, enfin régi par les mains incertaines d'un vieillard presque octogénaire.

L'article du traité provisionnel qui causa le plus de surprise, fut la liberté que se réservait le roi, de quitter le parti de Marie Thérèse, quand bon lui semblerait, en l'avertissant quelques mois d'avance.

Voici comment un ministre étranger, résidant alors à Turin *, explique la chose dans ses mémoires.

Charles Emmanuel, dit-il, ne se proposait point de changer de parti, mais il craignait d'y être forcé. Il sentait bien que, si la reine éprouvait de grands revers en Allemagne, il lui serait impossible de soutenir seul son parti en Italie; or il voulait, s'il était forcé de l'abandonner, pouvoir le faire, sans manquer à sa parole.

Il tenait d'ailleurs ainsi les cours de France, d'Espagne, et même celle de Vienne en suspens. En n'interrompant les négociations avec aucune d'elles, il se menageait l'avantage de n'avoir qu'à conclure un traité ébauché, au lieu d'avoir à renouer une affaire rompue. Aussi, cette manière d'agir inusitée, mais

---

* Marco Foscarini.

ouverte et franche, parut-elle un raffinement de politique.

La cour de Vienne, elle-même, n'en conçut aucun ombrage. A la vérité, elle était pressée de conclure ; car les troupes Espagnoles arrivaient en foule, et remplissaient déjà la Toscane.

Campagne de 1742.

A peine le traité provisionnel était-il signé, que Charles Emmanuel en fit part au cardinal de Fleury; il le fit connaître en même temps à ses sujets par une proclamation. Le peuple de Piémont parut charmé de ne plus combattre pour les Français, avec lesquels chaque alliance finissait par les brouiller davantage.

La nation s'empressa de fournir aux enrôlemens volontaires et forcés; mais ce qu'on ne put voir sans étonnement, fut une armée de plus de 40,000 hommes, prête à se mettre en campagne, quinze jours après la déclaration de la guerre.

Des convois d'artillerie et de pontons sortirent tout attelés de l'arsenal de Turin. C'était la première fois que la maison de Savoie mettait aux champs de si grandes forces, et les faisait mouvoir avec tant de facilité. Dès le milieu de mars, nos troupes prirent position sur les frontières du Milanais et du Parmesan, faisant tête cette fois aux Espagnols, qui débarquaient dans les ports de Toscane, ou qui arrivaient de Naples.

La reine de Hongrie n'avait alors en Lombardie que 11,000 hommes, sous le commandement du maréchal de Traun. Le roi donc était bien véritablement alors le défenseur de cette contrée.

Informé que le duc de Modène était secrètement d'accord avec les Espagnols, et n'attendait que leur venue pour se joindre à eux, il le somma de lui livrer sa citadelle, comme place de sûreté; et sur son refus, il l'assiégea, et la prit au bout de quelques jours.

La Mirandole fut ensuite assiégée, et ne fit qu'une bien faible résistance.

Ce que ces deux sièges présentèrent de plus remarquable, fut d'avoir été achevés sous les yeux du duc de Montemar, lequel fortement retranché à droite du Panaro, resta spectateur immobile de l'évènement.

Le roi passa ensuite la rivière, pour le combattre; mais l'Espagnol allait toujours reculant devant lui, jusqu'aux bords de l'Adriatique; et comme dans cette dernière position les Austro-Sardes se disposaient à lui livrer une bataille décisive, il leur échappa et s'enfuit à Naples.

Cette conduite pusillanime du fameux *vainqueur de Bitonto* lui fit ôter le commandement de l'armée Espagnole en Italie, et le comte de Gages fut mis à sa place. Sans cette disgrace, on aurait pu croire que le duc de Montemar n'avait fait que suivre les instructions de sa cour, et qu'en

se retirant devant son ennemi, en l'attirant après lui, il n'avait cherché qu'à mettre à découvert le Piémont, où l'infant Don Philippe devait pénétrer à la tête d'une seconde armée.

En effet, ce prince était entré en Provence dès la fin de juillet, avec 22 bataillons Espagnols, et un nombre égal d'escadrons, que commandait sous lui le comte de Glimes; il espérait bien d'être incessamment renforcé par une armée Française. Mais le cardinal de Fleury, qui ne désespérait pas encore de gagner le roi de Sardaigne, refusa de prendre ouvertement les armes contre lui. Il témoigna même quelque regret d'avoir été forcé de livrer passage aux Espagnols, pour venir l'attaquer dans ses états.

Quoi qu'il en soit, nul doute que si Charles Emmanuel ne se fût hâté d'envoyer des troupes sur le Var, de garder les passages, et de renforcer Demont et Coni, la frontière du Piémont n'eût été entamée de ce côté, pendant qu'il s'abandonnait à la poursuite du duc de Montemar. Au lieu de cela, les Espagnols rebroussèrent chemin, et se portèrent sur la Savoie qu'ils trouvèrent sans défense.

Le roi, débarrassé de son adversaire qu'il n'avait pu joindre, crut qu'il était temps de venir au secours de son propre pays. Il laissa la majeure partie de ses troupes au maréchal de Traun, et partit pour la

Savoie avec un corps d'élite, sans calculer peut-être les inconvéniens d'une expédition dans les montagnes, entreprise en automne; il traversa les cols du Mont-Cenis et du petit Saint-Bernard, au commencement d'octobre, ne conduisant avec lui que 20 bataillons, 2 régimens de cavalerie, et comptant sans doute moins sur ces forces, que sur l'antique affection des naturels du pays, qu'il allait délivrer.

En effet, dès qu'il parut dans les vallées de l'Arc et de l'Isère, une foule de chasseurs et de paysans armés couvrit les montagnes intermédiaires, pour assurer ses flancs, et chassa les troupes ennemies qui voulaient s'en emparer. Les Espagnols furent forcés de se replier partout devant lui, et finirent par se refugier sur le fort de Barreau en Dauphiné.

Jusque là, rien n'était plus glorieux qu'une pareille campagne. Charles Emmanuel s'était montré l'appui généreux d'une grande reine opprimée. Il avait conservé à Marie Thérèse tous ses états d'Italie. De deux puissantes armées, dirigées contre lui sur deux points opposés, il avait, en moins de trois mois, repoussé l'une dans le royaume de Naples, et l'autre dans les gorges du Dauphiné.

Mais l'arrière saison, particulièrement rigoureuse cette année, l'obligea malheureusement à repasser les Alpes, en abandonnant tout le fruit de ces derniers succès. Il avait résolu de passer l'hiver en Savoie, et

de forcer l'ennemi à hiverner lui-même dans la vallée de Grésivaudan, ou à se retirer plus loin.

En conséquence, toutes ses troupes avaient été cantonnées à droite et à gauche de l'Isère, communiquant ensemble par le pont de Montméillan, leur centre adossé aux ruines de l'ancienne forteresse de ce nom, leurs flancs appuyés à des châteaux susceptibles de quelque défense.

Plusieurs points intermédiaires avaient été retranchés et palissadés, et les communications étaient si bien établies, qu'en moins de 2 heures toutes les forces pouvaient se réunir sur un point donné de la ligne.

Le comte de Glimes était résolu à se retirer; l'infant avait déjà quitté l'armée; mais ils furent hautement désapprouvés à Versailles et à Madrid. Il leur fut enjoint de rentrer de vive force en Savoie, pour y prendre leurs quartiers d'hiver, et subsister du pays. Le commandement de l'armée fut ôté à M.r de Glimes, et le marquis de Lamina fut envoyé à sa place avec quelques renforts.

Celui-ci dès son arrivée fit jeter des ponts sur l'Isère, comme si son dessein avait été de se porter sur Aiguebelle, pour couper la retraite à l'armée Sarde.

Alors, le roi vit avec douleur la nécessité de repasser en Piémont; il aurait bien voulu que quelqu'un dans son conseil se chargeât de présenter ce parti, comme in-

dispensable ; mais personne n'eût osé devant lui émettre un pareil avis.

On était à la fin de décembre , et l'armée se fondait par les maladies. Enfin il ordonna cette retraite , qui fut plus désastreuse qu'une bataille perdue ; non par les efforts de l'ennemi pour la troubler ; non qu'elle ne se fît militairement et dans le plus grand ordre ; mais par la rigueur cruelle de la saison. Les troupes, disposées de la même manière que lorsqu'elles étaient descendues des Alpes , c'est-à-dire divisées en deux grandes colonnes , rentrèrent dans les vallées de l'Arc et de l'Isère. La bute de Montméillan resta armée de canons et garnie de troupes d'élite jusqu'à la fin du reployement, et le roi en personne commanda cette arrière-garde.

On n'arriva en deçà des Alpes que le 1.er de janvier , après des souffrances infinies. Beaucoup de malades moururent de froid *. Beaucoup de soldats valides eurent des membres gelés , surtout en passant le Mont-Cenis où regnait la *tourmente*.

Malgré tous les soins qu'on prit d'eux dans les quartiers d'hiver , d'affreuses maladies se déclarèrent dès qu'ils eurent cessé d'agir , et en détruisirent la plus grande

---

* De ce nombre fut le brigadier baron de Villette , qui voyageait avec la fièvre et qui expira en arrivant à Suse.

partie. On observa que dès qu'un homme venait de mourir, son nez et les doigts de ses pieds et de ses mains, parties qui avaient le plus souffert de l'excès du froid, se détachaient, et tombaient immédiatement en putréfaction.

Charles Emmanuel conserva toute sa vie un souvenir pénible de l'expédition de Savoie, où il n'avait fait que sacrifier inutilement ses meilleures troupes, et appésantir le joug des Espagnols sur des provinces fidèles.

Cette entreprise malheureuse s'était exécutée contre l'avis de son conseil, et rien ne lui coûtait autant que de revenir des déterminations qu'il avait prises lui-même. Aussi depuis lors ne repassa-t-il jamais les Alpes, et ne considéra-t-il plus ce qu'il possédait au delà de ces montagnes, que comme un domaine sans défense, qui devait lui échapper un jour.

Campagne de 1743.

Pendant la campagne de Savoie, les troupes que le roi avait laissé en Lombardie à la disposition du comte de Traun, étaient entrées de bonne heure en quartier d'hiver. Elles y furent troublées dès le commencement de novembre, par une attaque du marquis de Gages, nouveau général Espagnol, qui avait remplacé le duc de Montemar, comme le marquis de Lamina avait

succédé au comte de Glimes ; mais qui trouvant les Austro-Sardes sur leurs gardes, ne put réussir à jeter le désordre parmi eux.

Le même général se remit en action les premiers jours de février; il avait hiverné dans l'état de l'église ; pressé par les ordres de sa cour, il passa le Panaro et chercha les Austro-Sardes pour les combattre.

Ceux-ci ne pouvant l'éviter, résolurent de le prévenir ; et les deux armées se rencontrèrent près du village de *Campo-Santo*, qui donna son nom à l'une des batailles les plus meurtrières de cette guerre. Elle eut lieu le 8 février. On y combattit de part et d'autre avec une grande valeur; mais ce fut à tort que les Espagnols s'attribuèrent la victoire, puisqu'ils firent une perte triple de celle des alliés *, qu'ils abandonnèrent le champ de bataille, et qu'ils repassèrent précipitamment le Panaro, repliant après eux leurs ponts portatifs.

Cette action fit donner au comte de Gages par sa cour le surnom de marquis de *Campo-Santo;* mais elle n'eut aucune influence sur les évènemens subséquens.

Les armées, de part et d'autre, rentrèrent dans leurs quartiers d'hiver. Les Espagnols en Romagne, les Austro-Sardes dans le Modénais.

---

* Les Espagnols perdirent 3,000 hommes, les Austro-Sardes 800.

La bataille de *Campo Santo* coûta au roi de Sardaigne un de ses meilleurs généraux, le comte d'Apremont (87) qui commandait en chef ses troupes pendant son absence.

Le printemps et l'été se passèrent en négociations. La France ne voyant le roi de Sardaigne attaché au parti de ses ennemis par aucun traité définitif, espérait encore le gagner, et suivant sa coutume, elle lui prodiguait des promesses *. Marie Thérèse en faisait moins ; mais quoique ses affaires eussent pris une meilleure tournure, elle avait trop besoin encore du secours du roi, pour ne pas accéder en partie aux justes demandes qu'il faisait, d'une indemnité pour sa part dans les frais de la guerre.

L'Angleterre, qui depuis 3 ans était aux mains avec Philippe V, faisait de son côté les plus grands efforts pour retenir Charles Emmanuel dans le parti opposé aux Bourbons, et s'empressait d'applanir les difficultés qui pouvaient naître de l'épuisement de ses finances. Enfin l'infant Don Philippe lui-même, dans le doute du succès qu'auraient ces différentes négociations, restait immobile ; mais il était bien résolu, si le roi de Sardaigne s'obstinait à ne vou-

---

* Le cardinal de Fleury était mort le 29 janvier de cette année, dans sa 90.e année.

loir de lui ni pour ami, ni pour voisin, de diriger contre le Piémont ses premiers efforts, et de s'emparer à tout prix d'une des principales places de guerre de ce pays, afin d'y assurer un point d'appui aux quartiers d'hiver de son armée.

Maître de la Savoie, et ayant, par la Provence, des communications libres avec l'Espagne, il ne craignait pas de manquer des ressources que pouvait lui fournir sa patrie ; il levait d'ailleurs des régimens Suisses; car les cantons, qui venaient de lui refuser passage sur leur territoire pour entrer dans le Milanais, n'en étaient pas moins toujours prêts à lui louer des soldats, comme ils en louaient à ses ennemis.

Ligne fortifiée dans les Alpes.

Charles Emmanuel, qui connaissait parfaitement les vues et les plans de ses adversaires, croyait ne pouvoir trop multiplier les obstacles que leur opposaient les Alpes, pour arriver jusqu'à ses places de défense. En conséquence, il imagina d'établir à plusieurs lieues en avant de ces mêmes places, et sur la crête centrale de ces montagnes, une ligne de postes fortifiés, capables de faire perdre un temps considérable à l'ennemi, et de retarder l'époque où il lui serait possible d'entreprendre des siéges.

Il forma des camps retranchés entre la

pyramide du Montblanc et la mer, dans tous les principaux cols ou passages, tels que ceux de la Seigne, du petit Saint-Bernard, du Mont-Cenis, de Château-Dauphin, de l'Argentière, et dans le comté de Nice, à Lauthion, à Braus et à Montalban. Ces points principaux étaient soutenus sur leurs flancs par des postes secondaires, munis également de quelques fortifications.

Les premiers devaient être défendus par des troupes régulières. Les seconds par des milices et des chasseurs de montagne. En arrière, étaient cantonnées des réserves, à portée de secourir les uns et les autres.

Cette ligne, comme on l'a déjà indiqué, avait pour but de retarder les approches des places d'Ivrée, de Suze, d'Exilles, de Fenestrelles, de Démont, de Savourge, de Coni, avec lesquelles elle communiquait en arrière par des chemins rendus praticables, et où elle devait se reployer en abandonnant son premier terrain. La cavalerie, postée aux débouchés des principales vallées, achevait de présenter à l'imagination une barrière impénétrable.

Le roi en avait cette opinion; on a cru depuis, qu'il se trompait, et que des mouvemens combinés auraient beaucoup mieux valu pour défendre cette immense enceinte de montagnes. Mais l'expérience a prouvé que cette disposition ne remplissait pas mal son objet, puisque les Français, après quel-

ques tentatives infructueuses ; ont désespéré depuis lors de traverser de front et en corps d'armée les grandes Alpes, comme ils le faisaient autrefois, et qu'ils ont pris le parti de les tourner en côtoyant la mer.

Charles Emmanuel employa, pendant 5 mois, 36 bataillons et une multitude de paysans à ébaucher plutôt qu'à terminer ces ouvrages, et l'on croit que ce fut en partie pour se donner le temps nécessaire à leur construction, qu'il fit traîner en longueur les négociations entamées à Versailles, à Vienne et à Londres.

Traité de Worms.

Enfin, le 13 septembre 1743, le chevalier Osorio, plénipotentiaire de Savoie, signa à Worms un traité définitif d'alliance offensive et défensive avec la reine de Hongrie.

Le roi renonça, en faveur de cette souveraine, à toutes ses prétentions sur le duché de Milan, et s'obligea à garantir la pragmatique de Charles VI, et particulièrement à défendre, pendant toute la durée de cette guerre, les possessions Autrichiennes en Italie, avec une armée de 45,000 hommes effectifs.

La reine, en récompense, lui céda le comté d'Agherra en deçà du Pô, et le Plaisantin au-delà de la Nura, pour en jouir tout de suite.

Elle lui abandonna de plus les droits qu'elle pouvait avoir sur le marquisat de Final. Enfin elle s'engagea à tenir en Italie 30,000 hommes à sa disposition, et qui seraient sous ses ordres immédiats toutes les fois que les troupes des deux couronnes se trouveraient réunies. L'Angleterre, pour aider ce monarque à entretenir une armée plus considérable que ne le comportaient ses moyens, promit de lui fournir annuellement un subside de 200,000 liv. sterling, à dater du jour de la signature du traité, et pendant toute la durée de la présente guerre. Elle s'engagea pareillement à tenir dans la Méditerranée une flotte respectable pour seconder les opérations de l'armée de terre. Ce traité, qui mettait à découvert les véritables dispositions du roi et qui lui donnait de nouveaux alliés, devait lui susciter de nouveaux adversaires, mais des ennemis déclarés, toujours moins à craindre que les ennemis secrets.

La France déclare la guerre au roi de Sardaigne, à la reine de Hongrie et à la grande Brétagne.

Dès qu'on connut en France les articles du traité de Worms, M.r Amelot, ministre des affaires étrangères, conclut une alliance offensive et défensive avec le prince de *Campo-florido*, plénipotentiaire Espagnol à Paris, et la guerre fut déclarée dans

les formes au roi de Sardaigne *. Il la déclara à son tour avec tout l'ancien cérémonial héraldique, et les hostilités commencèrent sur le champ.

La ligne fortifiée des Alpes fut attaquée près des sources de la Vraïta, le 7 octobre, par l'infant Don Philippe en personne, à la tête de 30,000 hommes, partie Espagnols, partie Français qui avaient été rassemblés à la hâte près de Briançon.

Attaque infructueuse de Château-Dauphin.

Il fallait, sans perdre de temps, forcer ce passage pour pouvoir former avant l'hiver quelque établissement solide dans les provinces de Saluces ou de Savillan. Aussi les attaques furent-elles renouvellées par l'infant trois jours de suite, avec un acharnement extraordinaire, et repoussées de même par le roi, qui de son côté commandait en personne ses troupes, connaissant toute l'importance d'un début pareil.

Enfin le 10 octobre, une neige abondante commençant à tomber dans ces montagnes, fit craindre aux ennemis d'en voir les chemins s'obstruer derrière eux, et ils se retirèrent au-delà des cols. Ils avaient perdu plus de 2000 hommes ** aux différentes

---

* Le dernier septembre 1743.

** La perte des troupes du roi ne fut que de 198 tués ou blessés, dont 11 officiers.

attaques des postes Piémontais; ils en perdirent presque autant dans leur retraite, faits prisonniers par nos troupes légères, ou massacrés par les paysans. Leurs équipages et leurs canons restèrent noyés dans les fondrières.

Ce fut la première et la dernière action de cette campagne. L'infant quitta son armée le 12. Le roi quitta la sienne 3 jours après; et de part et d'autre, les troupes entrèrent en quartiers d'hiver.

Campagne de 1744.

Charles Emmanuel employa la mauvaise saison à compléter son armée, à munir ses places et à perfectionner sa ligne fortifiée dans les montagnes. Il avait redoublé de confiance pour celle-ci, depuis l'affaire de Château-Dauphin.

La même épreuve avait entièrement dégoûté les Espagnols de s'ouvrir le chemin de l'Italie par les âpres sommets des Alpes. Ce fut vraisemblablement ce qui fit naître au marquis de Lamina la première idée de tourner cette vaste chaîne de montagnes, au lieu de la percer de vive force.

Il n'y avait, suivant son système, que le Var à traverser, pour entrer dans le comté de Nice, et du comté de Nice il n'y avait que de mauvais chemins à franchir pour pénétrer, par l'état de Gênes, dans le cœur du Monferrat, dans le Tortonais et

dans le Parmesan. Le fort château de Nice n'en défendait plus l'accès, et cette route inusitée jusqu'alors lui semblait préférable à toute autre. Mais ce plan fut combattu par le prince de Conti qui venait de joindre l'armée d'Espagne à la tête de 20,000 Français.

Ce prince, brave, appliqué, et dont le génie était particulièrement tourné à la guerre *, était entouré de jeunes officiers, amateurs de théories ingénieuses et brillantes.

Ils lui avaient démontré la possibilité de faire tomber, par de simples manœuvres, cette ligne si formidable en apparence, élevée par le roi de Sardaigne, et de s'introduire dans le cœur de son pays, comme dans celui de tout autre.

Pour faire prévaloir son opinion, le prince de Conti alléguait la nécessité de ne pas trop s'éloigner de la Provence, où il était à craindre que les Anglais ne fissent un débarquement.

Cependant Don Philippe, juge dans cette discussion, prononça d'abord en faveur du marquis de Lamina.

Le roi de Sardaigne, instruit à temps du point sur lequel il devait être attaqué, se hâta de mettre en état de défense le comté de Nice, et il y fit terminer les fortifications de Villefranche et de Braus.

---

* Il possédait surtout une vaste érudition militaire, et son héros était Annibal, dont il se flattait d'égaler les exploits dans les Alpes.

De tous les ouvrages extérieurs de l'ancien château de Nice, renversé par Louis XIV, il ne restait que le petit fort de Montalban pour défendre le port de Villefranche, et couvrir le chemin de Gênes.

On s'empressa d'y ajouter une multitude de flèches, de redoutes en terre, et de batteries, et d'en former un camp retranché qui parut inattaquable.

Cependant les ennemis entreprirent de le forcer, et pour cela, de le tourner par la mer, en débarquant plusieurs bataillons sur ses derrières; mais, avant tout, il fallait écarter la flotte Anglaise, maîtresse de la Méditerranée, et c'est ce qui donna lieu à la bataille navale du 22 février.

On a prétendu que cette action était restée indécise; ce qu'il y a de certain, c'est que l'amiral Andrews empêcha le débarquement projeté par les ennemis, sur les derrières de Villefranche, et qu'il fut d'un grand secours à l'armée Sarde, lors de l'attaque de Montalban.

Cette attaque eut lieu le 20 avril. Les princes qui avaient passé une partie de l'hiver en Provence, s'étaient mis en campagne avec 60,000 hommes, et ayant passé le Var le 1.er de ce mois, s'étaient rendus maîtres de la ville de Nice, sans éprouver beaucoup de résistance. Une partie des troupes qui s'y trouvaient, avaient reculé jusqu'à Savourge; l'autre s'était jetée dans les retranchemens de Montalban où com-

mandait le lieutenant-général, marquis de Suze, frère naturel du roi.

On a donné quelques idées des ouvrages dont avait été fortifiée cette fameuse position.

Le nombre de ses défenseurs aurait été suffisant, s'ils avaient été soutenus à juste distance par quelques réserves. Mais les troupes du camp de Braus en se retirant avaient détruit cette ressource, et ce fut une grande faute de ne pas y avoir remédié.

Du reste, les retranchemens de Montalban étaient abondamment pourvus d'artillerie; on y voyait les canons et les canonniers Anglais mêlés avec ceux du roi.

Les Français et les Espagnols vinrent bivouaquer le 19 au pied de ces hauteurs, et commencèrent l'attaque le 20 à 3 heures du matin. Ils n'emportèrent point la position d'assaut; ils n'escaladèrent point un rempart haut de 200 pieds, comme on l'a écrit; mais par des mouvemens subtils, habilement conçus, et exécutés avec autant de précision que de célérité, ils commencèrent par s'emparer des quatre principales batteries, par faire prisonniers cinq bataillons, et par se saisir de la personne du commandant général de la position.

Un début si malheureux aurait été suivi de la déroute entière des troupes du roi, sans la fermeté du commandeur de Cinzan (88), qui prit la place du marquis de Suze.

Sous les ordres de ce vaillant officier, les troupes Sardes perdirent et reprirent trois

fois leurs postes *. Le combat continua tout le reste du jour avec acharnement. Enfin, vers le soir, les assaillans furent obligés de lâcher prise, et ils furent poursuivis, la baïonnette dans les reins, jusqu'aux portes de Nice.

Cette journée coûta la vie à 6,000, dont 3,600 Français ou Espagnols, suivant leurs propres états. Les troupes Sardes y restèrent maîtresses du champ de bataille. La position était conservée; mais le grand nombre de prisonniers faits par l'ennemi au commencement de l'attaque força de l'abandonner deux jours après, les postes étant trop nombreux et trop dégarnis.

Ne pouvant recevoir de Savourge des secours à temps, et menacé d'un nouvel assaut, le commandeur de Cinzan se replia sur Oneille.

Trente-trois bâtimens de transport Anglais, accompagnés de quatre vaisseaux de guerre y transportèrent les blessés, les malades, le canon, et les magasins. La retraite se fit dans le meilleur ordre, et le général Piémontais se posta de manière à mettre à couvert les avenues du haut Tanaro.

Il était difficile que des troupes, qui, malgré leur bravoure, n'avaient pas réussi à

* Six bataillons Piémontais dont étaient Saluces, la Marine et Tarantaise, culbultèrent dans ce retour de fortune vingt bataillons Français, et ayant épuisés leurs cartouches, ils les poursuivirent à coups de pierres.

sauver Montalban et Braus, pussent se soutenir long-temps dans cette nouvelle position.

Mais la mésintelligence entre les Français et les Espagnols vint à leur secours.

M.r de Lamina insistait pour qu'on profitât d'un avantage payé si cher, et qu'on ne balançât pas à marcher sur Savone. Lui-même avec ses Espagnols s'était avancé déjà jusqu'à S.t Remo, lorsque l'infant lui envoya l'ordre de revenir sur se pas.

On s'était remis à disserter au quartier-général des princes sur la route qu'il convenait de tenir, pour entrer en Piémont; et Don Philippe avait fini par céder aux raisons du prince de Conti, et de son état major. En conséquence, il avait été convenu qu'on rebrousserait chemin, pour forcer les vallées du marquisat de Saluces. Les Français et les Espagnols, ayant repassé le Var, prirent la route du Haut Dauphiné.

Dès que le roi se fut assuré que ce mouvement extraordinaire n'était pas une feinte, il rappela ses troupes d'Oneille et de Savourge, pour les rapprocher des points menacés, et son attention se porta de nouveau toute entière sur les Alpes occidentales, tâchant de ne pas se tromper sur les vrais desseins de son adversaire.

Le maréchal de Berwick, dans ses mémoires, observe que la disposition générale du pays dont il est ici question,

donne beaucoup de désavantage au Piémont contre le Dauphiné dans une guerre des Alpes, que cette guerre soit offensive, ou défensive ; parce que, dit-il, les Français manœuvrant sur une ligne courte et droite, entre le Mont-Genêvre et le camp de Tournous toujours du nord au midi, menacent successivement les têtes des vallées de Piémont, qui sont ouvertes du couchant au levant, et tiennent ainsi leur ennemi dans un doute continuel sur le point qui doit être frappé, tandis qu'ils rendent incertains les coups qu'il voudrait leur porter lui-même *.

L'infant et le prince de Conti ne manquèrent pas de se prévaloir d'un tel avantage. Ils se montrèrent alternativement aux sources de la Maïra, à celles de la Vraïta, du Pô et du Cluson. Puis feignant d'en vouloir au fort d'Exilles, ils allèrent camper à peu de distance de cette place ; mais rebroussant chemin tout-à-coup, ils ne s'arrêtèrent qu'à Guillestre, point central, d'où leur attaque générale et combinée devait s'effectuer sur plusieurs vallées à la fois.

Il s'agissait de faire tomber les postes

* Pour obvier à cet inconvénient, le roi avait fait ouvrir à travers les crêtes des montagnes un chemin militaire, liant ensemble les postes et les positions, et qui s'appelait la *Via nova.* On en apperçoit encore quelques vestiges.

formidables des Barricades et de Château-Dauphin, par de simples manœuvres, en menaçant de les envelopper par les hauteurs latérales.

L'armée Austro-Sarde, quoique harassée par les marches forcées et inutiles, que les démonstrations de l'ennemi l'avaient obligée de faire, ne le sut pas plutôt arrêté près de Guillestre, qu'elle-même se concentra entre le Mont-Viso et la Sture.

Le roi distribua ses troupes de manière à ce qu'elles pussent se soutenir mutuellement, et porta son quartier-général derrière les lignes de Château-Dauphin.

On croit devoir entrer ici dans quelques détails sur la manœuvre ingénieuse des ennemis, pour s'ouvrir tout-à-coup une large brêche au milieu de tant de postes, réputés inaccessibles, et qui furent renversés *sans coup férir*, on peut le dire, puisque la sanglante affaire de *Pierre Longe* n'en fut qu'une épisode inutile.

Attaques du 16 et du 17 juillet.

Le poste des *Barricades*, au pied du col de l'Argentière, présentait le front le plus menaçant ; un parapet de dix-sept pieds d'épaisseur, hérissé de canons, appuyé à des rochers escarpés ; un large fossé, au fond duquel coulaient les eaux retenues de la Sture, traversait la largeur entière de la vallée, et tenait à couvert

le corps de troupes destiné à défendre le chemin de Coni. Quelques batteries, placées de droite et de gauche à différentes hauteurs dans les rochers dont on vient de parler, semblaient rendre ce passage impossible à éviter, et surtout à franchir.

Le poste de Château-Dauphin, au pied des cols de l'Agnel et de Lautaret, offrait un aspect encore plus formidable. Une infinité de redoutes, de flèches, de redents, d'abattis, avaient été ajoutés à ceux qui, l'année précédente, avaient arrêté Don Philippe.

Les princes, comme on l'a déjà fait entendre, avaient conçu la possibilité de rendre inutiles des dispositions aussi imposantes.

Le 15 de juillet tout fut en mouvement; cinquante de leurs bataillons auxquels avaient été joints tous les grenadiers de l'armée, furent divisés en neuf colonnes. Ils agirent de manière à arriver en même temps sur les hauteurs dominantes, et à filer ensuite par les crêtes qui bordent la Sture et la Vraïta. Une forte réserve fut jetée en même temps dans la valleé de Maïra, pour empêcher aux deux vallées latérales d'avoir ensemble aucune communication.

Les choses ainsi disposées, l'infant et le prince de Conti se présentèrent le 18 à la tête de la division du marquis de Castelar, pour forcer les barricades. Mais au moment où le marquis Pallavicini, commandant du poste, plein de confiance dans sa

force, se disposait à les bien recevoir, il apperçut comme dans les nues, de nombreuses colonnes débordant ses flancs, et prêtes à l'investir : il crut bien faire d'enclouer ses canons, de brûler ses magasins et de se retirer en toute hâte sous le fort de Démont; il en serait arrivé de même à Château-Dauphin sans un de ces contretemps qui souvent font échouer à la guerre les mesures les mieux combinées.

Après avoir, à si peu de frais, surmonté l'obstacle des barricades, les princes envoyèrent au baillif de Gyvri, chargé d'attaquer les postes sur la Vraïta, ordre de s'en abstenir, attendu que la brèche étant suffisamment ouverte, cette attaque devenait inutile.

Mais l'officier chargé de ce message, marchant de nuit dans ces montagnes inconnues, tomba dans un précipice; on fut longtemps avant de pouvoir le rappeler à la vie, et celui qu'il chargea de le suppléer dans sa mission, arriva trop tard.

Ce mésentendu donna lieu à une action des plus meurtrières.

Le roi savait depuis plusieurs heures que les barricades étaient forcées, et il ne songeait qu'à se retirer. Le mouvement que firent ses troupes à cette occasion détermina le baillif de Gyvri à presser son attaque.

En conséquence, il s'avança par les hauteurs qui partagent en deux la tête de cette

vallée, et à trois heures après midi il se trouva en vue de la grande redoute de *Pierre-longe*, le point le plus fort de toute la position.

Cette redoute occupait un mamelon escarpé de trois côtés, et défendu du quatrième par un fossé naturel très-profond. Les parapets étaient en pierres sèches, fraisés, palissadés, abondamment garnis de canons et défendus par 1200 hommes, sous le commandement d'un général major et d'un brigadier.

Le baillif de Gyvri, à la faveur d'un épais brouillard et doublant le pas, pendant qu'on tirait au hasard sur sa colonne, parut à la palissade (89).

Tous les ouvrages extérieurs furent emportés à l'instant, et l'on se battit corps à corps ; mais les troupes du roi, d'abord surprises et forcées de rentrer dans leur enceinte, ne tardèrent pas à reprendre le large, et parvinrent si bien à écarter les assaillans, qu'elles les poussèrent en désordre à leur tour, jusqu'au fond de ce vallon que nous avons appelé *un fossé naturel*.

Dans cette position, les Français étaient écrasés par la mitraille, en butte à la mousqueterie, accablés par des rochers à demi-suspendus et préparés d'avance, qu'on faisait rouler sur leurs têtes. A peine pouvaient-ils se tenir debout sur l'herbe de ces montagnes calcinées par le soleil, et plus glissantes qu'un verglas.

Après quelques efforts inutiles pour renouveller l'attaque, ils tombèrent dans un tel découragement, qu'ils restèrent plus de deux heures immobiles, exposés à cette tempête meurtrière.

Enfin le baillif de Gyvri, frappé d'un coup mortel, fit battre la retraite.

Mais cette retraite était devenue presque aussi périlleuse que l'assaut lui-même, puisqu'il fallait gravir une pente rapide et glissante, entièrement exposée au feu de la redoute.

Ce fut dans ce moment de désespoir, que deux régimens Français se rallièrent spontanément, et malgré l'ordre réitéré de la retraite, retournèrent à l'attaque avec tant d'impétuosité, qu'ils entrèrent dans l'enceinte de la redoute par son front et par l'un de ses flancs. Les soldats montaient sur les épaules les uns des autres pour arriver au niveau du parapet. Plusieurs y pénétrèrent par les embrasures du canon.

Dès lors, le poste ne fut plus qu'un champ de carnage. Plusieurs soldats Piémontais s'élancèrent dans le précipice et se tuèrent. Le plus grand nombre fut égorgé. Cent quarante seulement mirent bas les armes. Le général baron Duverger * fut du nom-

---

* Duverger, l'une des plus anciennes maisons de Tarantaise, et dont les preuves de noblesse remontent jusqu'en 1300.

bre des morts, ainsi que le chevalier de Seyssel, aide-de-camp du roi, et 40 autres officiers. La perte des Français, de leur propre aveu, fut double de celle des défenseurs du poste; ils eurent 100 officiers tués ou blessés, dont 6 généraux.

Le sang fut prodigué dans cette circonstance avec aussi peu d'utilité qu'il l'avait été trois mois auparavant sur les rochers de Villefranche, et sans cet engagement fortuit, on aurait vu peut-être un quart de la ligne des Alpes renversé, sans qu'un seul coup de fusil eût été tiré de part ni d'autre.

Charles Emmanuel, toujours calme et réfléchi dans les mauvais succès, comme dans la victoire, jugea qu'après la perte de ses postes avancés, ce qui devenait plus important pour lui, était de retarder les sièges de ses places frontières, d'en prolonger la résistance, et d'en empêcher la chûte.

Pour couvrir les avenues de Saluces, il forma un camp à *Sanpeire*, trois milles en deçà de Château-Dauphin, et tint de ce côté tête à l'ennemi, pendant que la division Pallavicini l'arrêtait dans la vallée de Sture.

Il comptait beaucoup sur le fort de Démont, pour suspendre ses progrès, et les princes entravés à chaque pas par quelque nouvel obstacle, ne purent former le siège de cette place que vers le milieu du mois d'août.

Prise de Démont.

La fortune les traita mieux, qu'ils ne pouvaient l'espérer. Un accident leur livra Démont qu'on avait calculé devoir les retenir deux mois.

Dès les premiers jours du siège, un épaulement de fascines ayant pris feu, et l'ayant communiqué à d'autres bâtimens, on crut que le magasin à poudre allait sauter ; et les soldats saisis d'une terreur panique, sourds à la voix de leurs officiers, se précipitèrent vers les portes, et les livrèrent à l'ennemi.

Le marquis de Maulevrier, qui commandait à ce siège, fit éteindre le feu, et resta maître de la forteresse.

Le roi fut douloureusement affecté de ce contre-temps. La perte de Démont était considérable par elle-même, et de plus, elle ne pouvait que hâter le siège de Coni, dont les princes, en effet, ne tardèrent pas de s'occuper.

Siège de Coni.

Le roi de son côté approcha toutes ses forces de cette place, et ne négligea aucun moyen pour en retarder l'investissement.

A l'exemple de son père, qui, pendant le siège de Turin, avait eu l'art de détourner souvent l'ennemi de son but principal,

en l'attirant à sa poursuite, il se présentait à l'armée Française, changeant tous les jours de position, et lorsqu'elle se croyait sûre de l'engager dans un combat désavantageux, il se dérobait adroitement, et s'éloignait, pour reparaître bientôt après.

Les paysans des environs, surtout les Vaudois, se signalaient par leur intelligence dans la petite guerre (90). Ils enlevaient tout ce qui venait au camp ennemi, et ils y mettaient la disette. Ils faisaient main basse sur les soldats épars, et leur ôtaient ainsi la ressource de vivre de maraude et de pillage. Un jour ils poussèrent l'audace, jusqu'à mettre le feu au camp des princes, et bien peu s'en fallut qu'ils ne se saisissent de leurs personnes *.

Si tous ces moyens n'empêchèrent pas le siège de Coni, ils en ralentirent les opérations, et firent que la place ne put jamais être entièrement investie.

Cette dernière circonstance permit au roi d'y faire entrer plusieurs fois des secours. Il y introduisit surtout un gouverneur, qui possédait toute sa confiance, homme de tête et de courage, et qui ne cessa de lui donner dans la suite des preuves de son attachement et de sa capacité. C'était le

* Dans le village d'Ison, où ils avaient leur quartier, tous leurs équipages furent pris, jusqu'à leurs lits et leurs vaisselles.

baron de Leutron, Allemand, colonel d'un des régimens étrangers à son service.

La tranchée fut ouverte devant Coni dans la nuit du 12 au 13 septembre. Le siège fut vivement poussé par l'armée combinée, et cependant il dut être levé au bout de six semaines *.

Bataille de N. D. de l'Olmo. Levée du siège de Coni.

La place aurait succombé peut-être avant ce terme, sans la détermination que prit le roi de livrer bataille aux assiégeans, quoique avec des forces inégales.

Fallait-il, ou ne fallait-il pas combattre? Cette question avait été fort débattue au conseil.

Charles Emmanuel se décida pour l'affirmative, d'après l'avis du grand chancelier, toujours consulté par lui dans les affaires de guerre, comme dans toutes les autres. Le marquis d'Orméa prouva qu'une action dans la circonstance où l'on se trouvait, était du nombre de celles où il y a beaucoup à gagner et peu à perdre, et qu'il fallait en courir le risque.

Son mémoire à ce sujet manque par la diction; mais on y voit reluire à chaque

---

* Brantôme appelait déjà de son temps *Coni* une place fée, et fatale contre la puissance Française.

mot le grand sens, la noble hardiesse, qui distinguaient cet homme si habile, si délié, si passionné pour le bien de l'état, et pour la gloire de son maître.

Après avoir pris toutes les précautions qui pouvaient contribuer au succès, et assurer la retraite en cas de revers, le roi quitta son camp devant Saluces, le 26 septembre, et marchant sur la Sture entre Coni et Fossan, il se disposa à attaquer les ennemis dans leur position principale de la *Mădona de l'Olmo*. Son armée était de 36 bataillons, d'autant d'escadrons et de 2000 Varadins. 32 pièces de canon formaient son artillerie. Il faisait porter dans des chariots des chevaux de frise en assez grand nombre pour couvrir toute une aile de son infanterie, afin de la défendre du choc de la cavalerie Espagnole et Française, très-supérieure en nombre à la sienne. Ses troupes étaient parfaitement approvisionnées et remplies d'ardeur.

Les assiégés étaient prévenus qu'on marchait à leur secours, les assiégeans l'ignoraient (91).

Les premiers, suivant l'évènement du combat, avaient ordre de faire une sortie. Dans tous les cas, ils devaient évacuer leurs malades et recevoir un renfort de troupes, ainsi qu'un grand convoi de munitions, de farine et de bétail, préparé à Mondovi.

Le but principal, on l'a déjà dit, était de délivrer Coni, si l'on était victorieux,

et dans le cas contraire, de ravitailler au moins cette place, et d'en rafraîchir la garnison.

En effet, la bataille fut perdue, et les ennemis n'en furent pas moins obligés de lever le siège.

L'affaire devait avoir lieu le 30 septembre; elle s'engagea malheureusement un jour plutôt. Le roi avait pour principe, lorsque rien ne s'y opposait, de ranger ses troupes en bataille la veille de l'action, et de les faire bivouaquer sur place.

Or, les ayant déployées le 29, les Français en attaquèrent la gauche, furent repoussés, revinrent à la charge; les Austro-Sardes échauffés de leur côté, essayèrent de donner l'assaut au poste fortifié de N. D. de l'Olmo. En vain le roi voulut faire cesser le combat, il ne put y réussir et se borna à remplir avec sa seconde ligne les grands vides que le canon ennemi faisait dans la première. Le centre et la droite de son armée n'eurent aucune part à l'action; mais la gauche qui s'obstina à enlever de vive force un poste inattaquable, fut écrasée.

La nuit seule put séparer les combattans.

Alors le roi commença sa retraite en bon ordre; il alla occuper son camp de la veille, et le jour suivant il regagna Saluces.

Sa perte avait été de 2,269 hommes tués ou blessés, dont plus de 100 officiers;

celle des Français et des Espagnols fut à peu-près égale (92).

Il fallait quelques jours à ceux-ci avant de pouvoir reprendre les travaux interrompus du siège. Ils les poussèrent ensuite, pendant une quinzaine de jours, avec assez de vivacité, et pendant ce temps, le baron de Leutron augmenta son feu, et multiplia ses sorties

Ce qu'il y eut de singulier, fut de voir les assiégés dans l'abondance, et les assiégeans dans la disette de toutes choses *.

Bientôt le débordement des rivières qui embrassent Coni, se joignit à mille autres incommodités, et les força de se retirer. Ils levèrent le siège le 22 octobre et se refugièrent sous le fort de Démont.

Le roi espérait encore recouvrer cette place, et il était résolu d'en former le siège, si les ennemis prétendaient la conserver. Ils lui épargnèrent ce soin, et en l'abandonnant, ils en firent sauter presque tous les ouvrages; après quoi, ils rentrèrent en Dauphiné par le col de l'Argentière.

Cette campagne était tout-à-fait perdue pour eux. Le roi de Sardaigne au contraire avait pleinement répondu à la confiance

* Le marquis d'Orméa pendant la bataille de N. D. de l'Olmo avait présidé lui-même à l'introduction du convoi et du renfort dans Coni, et à l'évacuation des hôpitaux.

de ses alliés; il avait défendu l'entrée de l'Italie. S'il n'avait pu, comme en 1733, porter le fléau de la guerre hors de son pays, au moins il l'avait rejeté dans les montagnes.

Il avait, à la vérité, perdu le fort de Démont; mais l'ennemi n'avait pu le sauver, ni s'en servir contre lui (93). Enfin on peut dire qu'au milieu même des circonstances les plus malheureuses, il avait conservé une sorte de prépondérance sur ses adversaires.

Campagne de 1745.

Il n'en fut pas de même de l'année suivante. Les deux branches de Bourbons, après avoir resserré par un mariage * les nœuds qui les unissaient, jurèrent solennellement d'enlever le Milanais à la reine de Hongrie, afin d'en accroître l'apanage de l'infant Don Philippe.

Les armées de France, d'Espagne, et de Naples, devaient agir de concert pour atteindre ce but; et les Gênois avaient promis d'ouvrir par leur territoire le chemin de la Lombardie.

Ils devaient même fournir des troupes et de l'artillerie aux Bourbons, quand ils

* Celui du Dauphin de France avec l'infante Marie Thérèse.

les verraient en mesure de les protéger efficacement.

Les Gênois s'unissent à la coalition des Bourbons contre les Austro-Sardes.

On a pu remarquer que par un article du traité de Worms la reine de Hongrie avait cédé à Charles Emmanuel *tous ses droits sur le marquisat de Final.*

Ces droits étaient nuls, puisque l'empereur Charles VI, père de Marie Thérèse, avait vendu ce même marquisat à la république de Gênes, et en avait reçu le prix *.

Les Gênois n'en furent pas moins très-alarmés. L'ombrage qu'ils prirent de cette prétendue cession, fut la principale cause qui les fit se jeter dans le parti des Bourbons, et leur adhésion à ce parti fut la base sur laquelle le maréchal de Maillebois fonda tout son système d'attaque contre le Piémont et la Lombardie **.

Il regardait Gênes comme un point d'appui sans lequel il était impossible de rien entreprendre en Italie, depuis que les Alpes étaient devenues impénétrables.

Ce général, élève de Villars, était du

---

* Six millions.

** Le traité des Gênois avec l'Espagne fut signé à Aranjués, le premier mai 1745.

petit nombre de ceux dont la France pouvait s'honorer encore; il venait d'être nommé en Italie, chef des troupes de sa nation, sous l'infant Don Philippe, à la place du prince de Conti.

Il conçut donc le dessein de rassembler dans la Ligurie toutes les forces de France, d'Espagne et de Naples, afin d'attaquer le roi de Sardaigne au cœur de ses états, et en dirigeant contre lui ses premiers efforts, de l'obliger à abandonner le parti de la reine.

Il connaissait assez l'esprit du cabinet de Vienne pour être sûr que s'il menaçait le Milanais et le Piémont en même temps, les Autrichiens ne manqueraient pas d'abandonner leur allié, pour courir à la défense de leur propre territoire.

Enfin M.r de Maillebois conçut le projet exécuté depuis sous nos yeux, par un général plus habile et plus heureux que lui.

Mais, pour début, il eut à remplir une tâche bien difficile, celle de réunir sous Novi deux armées, venant, l'une de Naples, l'autre de Provence, qui ne pouvaient faire un pas qu'en présence de l'ennemi, et dont la jonction était nécessaire pour agir offensivement.

Jonction des armées de Don Philippe et du comte de Gages ; suite des opérations militaires jusqu'au mois de septembre.

Le Var et le bas comté de Nice étaient réstés au pouvoir des Français depuis l'attaque de Montalban. Cette circonstance fut très-favorable à l'exécution de leurs nouveaux projets ; elle mettait à découvert l'entrée de la rivière de Gênes, par laquelle ils se proposaient de pénétrer dans le haut Monferrat, et dans la province de Tortone.

On n'en dut pas être moins surpris de les voir défiler pendant 60 jours de suite, dans un sentier étroit et rocailleux, entre la mer, où dominait l'armée navale d'Angleterre, et des montagnes remplies d'ennemis, prêtant le flanc d'un côté à l'amiral Matheus, qui les canonnait depuis ses vaisseaux, de l'autre à 50,000 Austro-Sardes, commandés par le roi et par le comte de Schulembourg.

Il aurait suffi à ceux-ci de leur couper les vivres, pour les faire périr, mais ils se bornèrent à quelques faibles attaques, moins propres en apparence à les arrêter, qu'à précipiter leur marche ; et il faut avoir été témoin des évènemens de nos jours, pour croire à un tel prodige.

De leur côté les Napolitains partis de Rimini sous les ordres du comte de Gages, avaient à traverser un pays coupé de rivières, couvert de places fortes, et à suivre

une route où le général Autrichien, prince de Lobkowits, les suivant pas à pas, cherchait à les combattre.

Ces deux armées avaient 100 lieues à faire de part et d'autre pour se réunir, et leur jonction n'en eut pas moins lieu, presque à jour et à point nommé; opération fort admirée, et qui dut en effet donner une haute idée de l'habileté des généraux qui l'exécutèrent.

Les Gênois alors, voyant leur territoire à couvert, déclarèrent leur alliance avec les Bourbons, auxquels ils fournirent un contingent de 10,000 hommes, avec un train d'artillerie de siège et de campagne, comme ils s'y étaient engagés par le traité secret conclu à Aranjués.

Don Philippe se trouva donc, dès la fin de juillet, parvenu au centre de la Lombardie, presque sans avoir tiré l'épée, et sans qu'un siège eût été entrepris par lui. Il était à la tête de 80,000 hommes, en état de soutenir sa supériorité pendant le reste de la campagne.

Le roi de Sardaigne et le maréchal de Schulembourg étaient sur la défensive. Leurs forces réunies et disponibles surpassaient néanmoins 50,000 hommes; mais leur peu de succès, et l'audace des ennemis, les avaient mis en crainte les uns des autres. La méfiance, ver rongeur de toutes les coalitions, commençait à naître parmi eux.

Ils se bornèrent quelque temps à couvrir

Alexandrie, à se fortifier au camp de Bassignana près de l'embouchure du Tanaro dans le Pô, et ils laissèrent prendre Tortone sous leurs yeux, sans lui donner le moindre secours *.

Bataille de Bassignana. Les pertes du roi de Sardaigne se multiplient. La France cherche de nouveau à l'attirer dans son parti.

Tortone était loin d'être alors ce qu'il est devenu dans la suite. Cette place ne pouvait suffire aux Bourbons pour assurer leurs quartiers d'hiver en Italie. C'était sur la forteresse d'Alexandrie que se portaient leurs vues pour cet important objet; mais Alexandrie était à couvert d'un grand corps d'armée, et surtout du camp retranché de Bassignana. L'esprit subtil et fécond en ressources du maréchal de Maillebois lui fournit le moyen de surmonter ce double obstacle.

Il s'attacha uniquement à séparer ses adversaires, pour les affaiblir et pour les détruire.

Il mit en mouvement tout ce qui pouvait rester de troupes Françaises ou Espagnoles en Savoie, en Dauphiné et à Nice, pour

* La tranchée devant Tortone fut ouverte le 3 septembre. Cette place capitula le 26.me jour.

menacer Exilles et Ceva, et afin de rappeler de ce côté l'attention du roi de Sardaigne, pendant que le comte de Gages, à la tête d'une forte division, marchant du côté opposé, s'empara de Parme, de Plaisance, de Bobbio, surprit Pavie, jeta un pont sur le Pô, et fit mine de vouloir envahir le Milanais tout entier.

Ces ruses eurent un plein succès; le roi n'avait détaché que peu de troupes pour secourir les places frontières, le maréchal de Schulembourg au contraire ne crut pas plutôt Milan en danger, qu'il partit en personne de Bassignana, sans pouvoir être retenu par les instances que lui fit le roi; mais à peine eut-il passé le Tesin, que les colonnes ennemies changèrent de route et revinrent à marches forcées sur le Tanaro, pour attaquer les troupes Sardes restées presque seules à Bassignana.

Charles Emmanuel n'avait plus assez de forces, pour garder la vaste enceinte de ce camp, et sa position était devenue faible et mauvaise, d'inexpugnable qu'elle était auparavant.

Elle fut forcée dans la journée du 27 septembre. L'attaque générale, dirigée sur six points différens, eut un plein succès, et l'armée du roi fut rompue et dispersée, presque sans avoir pu combattre. Ce prince, dans un si grand désastre, jeta 7 bataillons de renfort dans Alexandrie, qui restait à découvert; puis à la tête de sa cavalerie,

son fils à ses côtés, il fit en personne l'arrière-garde de l'armée jusqu'à Valence, faisant sur l'ennemi des charges fréquentes pour ralentir sa poursuite.

Cependant le maréchal de Schulembourg pressait sa marche vers Milan, lorsque les courriers du roi le joignirent. Furieux d'avoir aussi malheureusement pris le change, il revint en toute hâte sur ses pas.

Mais il n'était plus temps; la bataille était perdue; le siège d'Alexandrie était commencé; l'ennemi était maître des ponts construits sur le Pô pour l'usage du camp, et l'Autrichien fut obligé de remonter, par la gauche de ce fleuve, jusqu'à Casal, afin de se rejoindre aux Piémontais.

La bataille de Bassignana décida du sort de cette 4.e campagne. Il est bon d'observer qu'elle n'avait presque rien coûté aux Français, et que l'infanterie du roi n'avait perdu tout au plus que 400 hommes tués ou blessés et 1500 prisonniers, pendant que l'année précédente les journées de Montalban, de Pierre-longe et de Coni, avaient fait couler inutilement des flots de sang; c'est que le maréchal de Maillebois fondait ses succès bien plus sur de savantes combinaisons et sur des mouvemens adroits, que sur des combats opiniâtres.

La ville d'Alexandrie se rendit au bout de 11 jours de tranchée ouverte. Le feu de l'ennemi avait été si violent, que, craignant d'être emporté d'assaut, le gouver-

neur se retira avec sa garnison dans la citadelle, dont le blocus fut formé à l'instant même.

La perte de Casal fut le dernier évênement de cette désastreuse campagne, terminée avant le mois de décembre, et qui donna à Don Philippe la facilité d'hiverner dans le Monferrat.

Les Français et les Espagnols tenaient le cours du Pô depuis Casal, jusqu'à Pavie.

Outre le Monferrat, ils s'étaient rendus maîtres de l'Aléxandrin, du Tortonais, de la Lumeline, du Pavesan, de la ville de Milan, de presque tout le Milanais, de Parme et de Plaisance; des succès plus grands s'annonçaient pour la reprise des hostilités.

Le roi avait soutenu tant de revers avec sa constance ordinaire. Bientôt de nouvelles circonstances lui firent croire que la fortune allait changer en sa faveur.

La paix de Dresde, en délivrant Marie Thérèse du plus dangereux de ses ennemis, Frédéric, roi de Prusse, lui permit de porter ses principales forces en Italie, et pendant cet hiver, elle ne cessa d'y faire passer des renforts par le Tyrol.

D'un autre côté la France, voyant le roi de Sardaigne dépouillé de la moitié de ses états, fut la première à lui faire des propositions de paix; persuadée qu'il ne serait pas bien difficile de le détacher actuellement d'un parti presque entièrement accablé. Charles Emmanuel n'eut garde de

repousser de pareilles avances ; il s'établit à ce sujet entre Louis XV et lui des communications directes dont il sut habilement profiter.

Le roi de France était alors peu content de l'Espagne, et traitait à l'insu de la cour de Madrid ; circonstance des plus favorables pour le Piémont; car si la négociation entre Louis XV et Charles Emmanuel venait à se rompre, il en résulterait nécessairement un redoublement de froideur et de méfiance entre les deux grands potentats dont la réunion accablait ce dernier.

La correspondance directe des deux monarques, oncle et neveu, avait avancé les choses au point, qu'avant la fin de décembre, le marquis de Gorzegno, et M. de Champaux, résidant de France à Genève, convinrent des préliminaires qui devaient être suivis d'une armistice et celle-ci d'une paix définitive.

Mais la première des conditions exigées par la France pour cette paix si désirable était toujours de chasser à frais communs les Allemands du nord de l'Italie, et le prix de son alliance se réduisait à-peu-près toujours à la même chose, c'est-à-dire à la restitution des objets dont il avait été dépouillé.

On juge bien que Charles Emmanuel se débattait sur cet article, destructeur de son indépendance et de son crédit ; il écoutait et discutait froidement tout ce qui

lui était proposé, communicant à la cour de Vienne les offres de la cour de Versailles, et réciproquement à celle-ci, les propositions de la reine de Hongrie, pour le retenir dans son parti.

Quoique l'Espagne ne dût rien savoir de ce qui se traitait, il est bien à croire qu'elle en pénétrait quelque chose. Car le roi, tout en négociant pour mettre fin à la guerre, était loin de négliger tout ce qui pouvait la lui faire soutenir avec avantage, si la nécessité l'exigeait.

Par tous ces moyens réunis, il relevait son crédit, il divisait ses adversaires, gagnait du temps, et laissait aux évènemens le moyen de venir à son secours.

Le roi de Sardaigne met fin à ses négociations avec la France, et resserre son alliance avec la reine de Hongrie.

On apprit au mois de février, que l'avant-garde d'une nouvelle armée Impériale, envoyée au secours de l'Italie, venait d'arriver à Mantoue.

Marie Thérèse redoublait ses instances pour prévenir la défection du roi de Sardaigne. L'Angleterre s'efforçait de le retenir, en offrant de lui donner tout l'argent dont il pourrait avoir besoin.

Dans une situation aussi favorable, Charles Emmanuel adressa à Louis XV de nouvelles propositions en forme d'*ultimatum*,

et il lui écrivit que les circonstances paraissant prêtes à changer, les dangers se multipliaient autour de lui, et forcé de se décider dans le plus court délai possible, il priait S. M. de signer sur le champ le traité dont il lui envoyait le projet, et que si tout n'était pas terminé entr'eux le 28 février, il serait forcé de regarder tout l'antécédent comme non avenu. En faisant cette démarche, il est bien à croire qu'il désirait quelque prétexte de rupture.

Un trait de légèreté française le lui fournit.

Le marquis d'Argenson, ministre des affaires étrangères à Versailles, se plut à croire que cette assignation de terme de la part d'un roi de Sardaigne, à demi-dépouillé, était sans conséquence, et ne se piqua pas d'être ponctuel. De son côté, le jeune comte de Maillebois, fils du maréchal, chargé de porter à Turin le traité signé par Louis XV, s'arrêta à Lyon pour donner un bal aux dames. Pendant ce temps, M.r de Villette, chargé d'affaires d'Angleterre à Turin *, qui connaissait mieux l'esprit de cette cour, qui comptait les momens et qui les mettait à profit, lui avait préparé sur la route quelques encombres. Aidé du prince de Lichtenstein, il avait tiré du roi l'ordre d'attaquer Asti.

---

* Il était secrétaire de Milord comte Dessex, il avait remplacé à Turin cet ambassadeur depuis 1736.

Le comte de Maillebois, arrivé à Rivoli cinq jours trop tard, trouva une lettre du marquis de Gorzegno, qui le priait de ne pas paraître à Turin, où se trouvaient les ministres d'Angleterre et de Vienne; peu de momens après, le comte Bougin, ministre de la guerre, vint lui signifier que toute négociation était rompue, témoignant toutefois que S. M. n'y renonçait qu'à regret, et jusqu'au moment où l'Espagne se serait clairement expliquée sur ce qu'on exigeait d'elle.

M.r de Maillebois se retira très-mortifié; et cet incident occasionna, peu de temps après, le renvoi du ministre d'Argenson *. Pendant que Charles Emmanuel négociait avec la France, la citadelle d'Alexandrie, toujours bloquée, était aux derniers abois. La garnison y avait mangé ses derniers chevaux; le marquis de Carail son gouverneur annonçait qu'il ne pouvait plus tenir que bien peu de temps. Mais il fallait pour secourir Alexandrie enlever les quartiers ennemis qui couvraient le blocus, et par conséquent, se rendre maître d'Asti.

---

* Lettres du chevalier Robert Talbot, gentilhomme d'ambassade à la suite du duc de Bedfort à Paris.

Campagne de 1746.
Reprise d'Asti et d'Alexandrie.

Tout avait été préparé pour recommencer les hostilités par un coup d'éclat, si la paix avec la France n'avait pas lieu.

Dès l'instant que la chose fut décidée, c'est-à-dire, après l'expiration du 28 février, un gros détachement Autrichien, joint à 29 bataillons et à 6 régimens de grenadiers Piémontais, furent mis à la disposition du baron de Leutron, auteur d'un projet pour surprendre Asti.

Cet habile officier exécuta sa commission avec autant de célérité que d'adresse. Asti fut investi dans la nuit du 5 au 6 mars; et le comte de Montal, général Français, qui commandait dans la place, se trouva cerné de toutes parts, avant de s'être douté du projet formé contre lui. Il écrivait au maréchal de Maillebois, dont le quartier-général était à Valence, que les ennemis faisaient quelques mouvemens aux environs de ses postes, et qu'il fallait prendre garde au blocus d'Alexandrie.

Cette lettre fut interceptée. On en surprit une autre du maréchal de Maillebois lui-même, lequel mieux informé, avertissait M.r de Montal de se tenir sur ses gardes, et lui recommandait de tenir ferme, s'il était attaqué, l'avertissant qu'il allait en personne se mettre en marche pour le délivrer, et que le 8 à 7 heures du matin il serait sur les hauteurs d'Asti.

M.r de Leutron n'avait pas une heure à perdre pour empêcher que son plan n'échouât. Quelques pièces de gros canon, amenées de Turin en poste, furent sur le champ pointées contre la ville, et foudroyant de mauvaises murailles sans terre-plein, elles n'eurent pas de peine à ouvrir une large brêche.

Le 7 la ville rappela, et le reste de la journée se passa en négociations, interrompues de momens en momens par le feu le plus vif de la part des assiégeans.

Le soir, au coucher du soleil, toutes les collines qui environnent Asti, parurent couvertes de gens armés, ce qui acheva de répandre la terreur parmi les habitans et la garnison de la ville assiégée, où l'on se crut prêt à essuyer un assaut.

C'étaient des paysans que le baron de Leutron avait rassemblés de loin pour produire cet effet. Le gouverneur ne recevant point de nouvelles du général en chef auquel il envoyait message sur message, arbora le drapeau blanc sur la porte de S.t Pierre, à 9 heures du soir. Le baron de Montmorenci, brigadier, chargé de traiter la négociation, conclut un traité tel que le général Piémontais l'exigeait, c'est-à-dire, que les portes de la ville durent être remises aux Austro-Sardes le lendemain à l'aube du jour, et que la garnison se rendît prisonnière de guerre.

Il était 4 heures du matin et la capi-

tulation n'était pas encore signée, lorsque des fusées et 12 coups de canon annoncèrent l'arrivée du maréchal de Maillebois.

Ce général n'avait pas perdu un instant pour rassembler des quartiers voisins tout ce qu'il avait pu de troupes, et il venait déjà de délivrer M.r de Chevert, bloqué à Montcalvo. Il ne doutait pas de dégager de même Asti; mais, comme on l'a vu, M.r de Montal n'ayant reçu aucune de ses lettres, ignorait sa marche.

Renfermé dans la chartreuse avec les autres généraux, et en conférence avec le baron de Leutron, on eut soin qu'il ne vît, ni n'entendît les signaux, et le maréchal les ayant inutilement répétés, se retira, ne doutant point qu'Asti n'eût succombé.

Les portes de cette ville furent en effet livrées le matin. La garnison en sortit, quittant au premier poste extérieur ses armes et ses drapeaux. Elle consistait en 9 bataillons complets, faisant une force effective de 5600 hommes, dont 350 officiers et 5 généraux. 27 drapeaux furent envoyés au roi. On trouva de plus dans la ville de grands magasins, et plusieurs pièces de canons aux armes de France *.

La surprise d'Asti ne devait être que le prélude d'une opération bien plus importante, le ravitaillement d'Alexandrie.

---

* On voyait encore ces canons au château d'Asti en 1793.

Il ne s'agissait plus de prendre l'ennemi au dépourvu dans ses quartiers ; l'alarme était générale, et l'on devait s'attendre à rencontrer des obstacles à chaque pas. Le baron de Leutron jugea que le plus sûr moyen de vaincre ces difficultés était de presser les coups, et de ne pas laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître.

Le jour même de la reddition d'Asti, il partit avec toutes ses troupes, et avec 8 bataillons et 18 compagnies de grenadiers Autrichiens, qui lui étaient arrivés de renfort, il prit à grands pas le chemin d'Alexandrie. Son étonnement fut extrême, en ne rencontrant ses adversaires nulle part. Une terreur panique s'était emparée d'eux. Le maréchal de Maillebois lui-même, établi d'abord dans une forte position près d'Alexandrie, ne s'y croyant pas en sûreté, avait marché précipitamment vers Bassignana. Là, il avait rappelé toutes les troupes du blocus, et repassé le Tanaro sur deux ponts de bâteaux qu'il avait brûlés après lui.

Charmé de ces heureuses nouvelles, Leutron poussa le même jour jusqu'à Soleri, et dans la nuit du 10 au 11 il commença à introduire dans la citadelle d'Alexandrie le grand convoi de vivres qu'il escortait.

Il s'y rendit lui-même dans la matinée du 11 ; son entrée fut celle d'un libérateur. Les soldats accablés de fatigues et de faim lui témoignèrent leur reconnais-

sance et leur joie. Les malades eux-mêmes, s'échappant demi-nuds de l'hôpital, venaient baiser ses mains, et se prosterner à ses pieds.

On sut quelques heures après, que les Espagnols abandonnaient en tumulte la ville dont la garde leur était confiée. Ils en sortirent avec tant de confusion, qu'ils y laissèrent leurs malades et leurs magasins, et s'enfuirent à Tortone.

Les Français, de leur côté, se retirèrent de la ville d'Acqui, et leur cavalerie reprit le chemin de la Rivière. D'aussi grands succès ne coûtèrent pas aux troupes du roi 30 hommes tués ou blessés, et 8 jours entiers de marches fatigantes.

Ils étaient dus aux savantes combinaisons du baron de Leutron, à sa prévoyance infinie, à son ardeur dans l'exécution.

Ils ne l'étaient pas moins à la constance du marquis de Carail. Sous un gouverneur moins ferme et moins respecté, la garnison d'Alexandrie n'aurait jamais tenu aussi long-temps. Sans le zèle et l'habileté de ces deux hommes, le roi n'aurait pas acquis, dès le commencement de cette campagne, une supériorité qu'il conserva depuis lors.

Mais il faut convenir aussi, qu'il en fut redevable en partie à la méfiance qui croissait chaque jour entre ses adversaires, comme elle avait régné l'année précédente, entre les Autrichiens et lui.

Les Espagnols se croyaient trahis. Informés des négociations secrètes qui avaient eu lieu l'hiver précédent entre les rois de France et de Sardaigne, ils étaient persuadés que ces monarques s'entendaient à leur préjudice.

A ces suppositions vagues se joignait le poison des passions personnelles.

Le marquis de Castelar, favori de Don Philippe, était un courtisan subtil et corrompu.

Jaloux de supplanter dans le commandement de l'armée le comte de Gages, qui lui était infiniment supérieur en tout, il s'efforçait de le rendre suspect à la cour de Madrid.

Il lui prodiguait à bon compte ces dégoûts, que la médiocrité en faveur possède si bien l'art de répandre sur la capacité qui l'éclipse.

Comme tant d'autres hommes médiocres, il affectait de prouver son zèle, en dévoilant des conspirations imaginaires, d'expliquer les mauvais succès, en les rejetant sur la perfidie d'autrui, et il semait ainsi la discorde dans le camp des Bourbons.

L'infant, par les insinuations de cet homme, en était venu à croire, que le comte de Gages, d'accord avec le duc de Noailles, et par suite des négociations de l'hiver, trahissait ses intérêts pour ceux du roi de Sardaigne.

La reine d'Espagne, müe par les mê-

mes soupçons et dans l'impétuosité de son ressentiment, voulut traiter elle-même d'une paix particulière avec la cour de Vienne; mais ses propositions furent rejetées.

Dès-lors, les Austro-Sardes n'ayant plus à combattre que des ennemis affaiblis par leurs dissensions intestines, marchèrent de succès en succès, pendant le reste du mois d'avril, et dans le mois suivant, ils reprirent toutes les places qu'ils avaient perdues l'automne précédente. Casal, Valence, Acqui, Vigévano et Mortara rentrèrent dans les mains du roi. Le général Braun reprit Milan et délivra son château bloqué depuis le commencement de l'hiver; il enleva au marquis de Castelar Parme et Guastalla, et l'ayant entièrement défait, il le poursuivit à travers l'Apennin jusqu'à Sarzana dans la Ligurie.

Par une suite de ces pertes, les Français furent obligés de se concentrer sous Novi. Là, ils espéraient encore mettre à couvert le territoire Gênois, et par ce moyen, conserver leurs uniques communications avec la France.

Don Philippe, de son côté, après avoir perdu tout le duché de Parme, s'était retiré sous Plaisance, dans un camp retranché inattaquable, mais où la disette des vivres commençait à se faire sentir; et les généraux Autrichiens qui de jour en jour l'y tenaient plus resserré, se

flattaient bien de ne lui laisser d'autre voie pour sortir d'Italie, que celle d'une capitulation.

Pour se tirer d'un pareil état de détresse, l'infant résolut de livrer bataille, et dans cette vue, il rappela à lui non seulement tout ce qu'il avait de troupes Espagnoles, mais les troupes Françaises elles-mêmes campées sous Novi.

C'était un parti désespéré, puisque dans l'état actuel des choses, le maréchal de Maillebois veillait seul au salut général, aux subsistances de tous, aux moyens de retraite.

Le roi de Sardaigne s'était chargé de l'attaquer dans ce lieu, pendant que le prince de Lichtenstein et le maréchal de Braun, commandant chacun un grand corps d'armée, tenaient Don Philippe bloqué sous Plaisance.

Dans cette vue, l'armée Sarde forte de 32 bataillons et d'autant d'escadrons, se rendit d'Alexandrie à Gavi, et Charles Emmanuel qui la commandait en personne, fut bien surpris à son arrivée de ne trouver qu'une faible arrière-garde. Le reste était parti la veille pour Plaisance.

Il dissipa sans peine les troupes qui restaient à Novi ; les Français se replièrent sur leur armée ; les Espagnols s'enfuirent à Tortone ; les Gênois à Gavi. Les places de Novi et de Serraval restèrent livrées à leurs propres forces.

Le roi n'avait pas le temps d'en faire le siège ; il les masqua par des blocus, et dans l'impatience d'atteindre le maréchal de Maillebois, il se mit à sa poursuite, quoique ce dernier eût deux marches d'avance sur lui.

Il rencontra de nouveau son arrière-garde à la *Stradella*, petite ville que traverse la *Via Romana*. Ce poste était de très-bonne défense et les troupes que le maréchal y avait laissées, n'avaient pas perdu un instant pour s'y retrancher. Il leur était enjoint d'arrêter aussi long-temps qu'elles le pourraient, la marche des Piémontais, pendant que le reste de l'armée franchirait le *Tidon* et la *Trebie*, deux petites rivières qui la séparaient de Plaisance.

Dès que cette armée eut rejoint les Espagnols, l'infant engagea la bataille et la perdit. Cette action qui lui coûta 13,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, n'amenda nullement sa situation, et ne put seulement réussir à lui donner un peu de large.

Au contraire, le roi de Sardaigne, qui, retenu à la *Stradella* pendant plus d'un jour, n'avait pu prendre aucune part à l'affaire de Plaisance, accrut beaucoup sa détresse, en venant, dès qu'il le put, se poster au bord du Tidon.

Jamais position n'avait été plus critique, que celle de Don Philippe ; il allait être forcé de mettre bas les armes. Cerné de

trois côtés, il ne pouvait chercher à se faire jour dans un point de la ligne ennemie, sans présenter le flanc et le dos à tout le reste. S'il restait en place, il périssait par le manque de subsistances, dont la ville ne pouvait plus lui fournir que pour bien peu de jours.

Il ne fallait pas moins que le génie fécond en ressources du maréchal de Maillebois, pour le tirer d'un aussi mauvais pas. Ce général proposa de passer le Pô à Plaisance même, de cotoyer rapidement ce fleuve par sa rive gauche, de le repasser ensuite vis-à-vis l'embouchure de la Scrivia, enfin de regagner de-là Tortone et l'état de Gênes.

Il était impossible d'effectuer ce second passage du Pô en présence de l'ennemi; l'armée des trois couronnes poursuivait sa marche par la Lumeline et le Verceillais jusqu'à Crescentin, d'où elle pourrait peut-être, en faisant face de toutes parts, et se soutenant par sa propre masse, rentrer en France, par la vallée d'Aoste. Elle pouvait même dans cette supposition, et sans repasser les montagnes, attendre sur la Doire Baltée des renforts de France, qui la mettraient à même d'agir offensivement contre le roi de Sardaigne.

Il s'agissait toujours, dans les combinaisons des généraux ennemis, de combattre ce monarque isolé des Autrichiens, et de le forcer à se séparer d'eux. Leur propre état de détresse ne les arrêtait point dans leur plan,

M.r de Maillebois, pour arriver à son but, imagina de donner à Charles Emmanuel, comme l'année précédente, de l'inquiétude pour ses propres états, et dépêcha MM. de Gramont et de Mirepoix, par de longs détours, pour rassembler ce qui restait de troupes Françaises sur les frontières d'Italie, et faire quelques fausses attaques sur le midi du Piémont. Mais le roi avait trop présent encore l'évènement de Bassignana, pour diviser ses forces. Il resta ferme dans sa position, et se contenta de jeter des ponts sur le Pô, afin de prévenir l'ennemi sur la gauche de ce fleuve, s'il s'y présentait, et de lui barrer le seul chemin, par lequel il semblait pouvoir encore s'échapper.

En effet l'infant, d'après le projet du maréchal de Maillebois, ayant traversé le Pô et voulant tourner à gauche, vit en face l'armée Sarde qui croisait son chemin. Le maréchal de Braun, ayant passé le fleuve sur un autre point, se présentait en flanc, et le marquis de Botta, se hâtant d'investir la ville de Plaisance, l'empêcha de revenir sur ses pas.

Alors l'armée des trois couronnes tournant à droite fit un nouveau mouvement, comme pour s'échapper par le Crémonais, et fut suivie pas à pas par les Austro-Sardes qui depuis quelque temps ne la perdaient pas de vue; mais par un autre mouvement aussi prompt qu'adroit, elle se dé-

gagea d'entr'eux, força plusieurs marches, et vint repasser le Pô sur trois ponts jetés avec une incroyable célérité vis-à-vis l'embouchure du Tesin. On vit avec admiration dans la journée du 8 août et dans la nuit suivante les armées de France, d'Espagne et de Naples, traînant à leur suite 4,000 mulets d'équipage, 1000 chariots, 76 pièces de canon, traverser le fleuve sans confusion, après quoi elles prirent la route de Tortone. Au passage du Tidon seulement, leur arrière garde fut attaquée par le marquis de Botta. Ce général s'était obstiné à croire impossible tout ce qui venait d'arriver. Sa colère d'avoir pris le change occasionna dans ce lieu un combat aussi sanglant qu'inutile. 3,000 hommes de part et d'autre furent tués ou blessés. Les Français et les Espagnols perdirent de plus 1,300 prisonniers et 18 canons; mais ces trophées restées aux mains de leur ennemi n'empêchèrent pas que l'avantage ne restât de leur côté, puisqu'ils firent ce qu'il leur importait le plus de faire, et qu'ils eurent le bonheur de se tirer d'une situation qui paraissait désespérée.

Cette manœuvre du maréchal de Maillebois a toujours été regardée comme un chef-d'œuvre de l'art militaire. Le jour même, l'armée de Don Philippe atteignit la Stradella, et le 18 elle fut sous Tortone.

Le principal avantage que les Austro-Sardes retirèrent de la journée de Tidon, fut

la chûte de Plaisance qui capitula le lendemain.

On y fit 8,000 prisonniers, dont plus de 300 officiers, et beaucoup de malades abandonnés dans les hôpitaux. On y trouva plus de 100 bouches à feu.

Cependant l'armée ennemie, toujours harcelée par les nôtres, ne put s'arrêter à Tortone. Elle ne se crut en sûreté, qu'après avoir passé le col de la Boquette, qu'on regardait alors comme un poste très-important, mais qui n'en fut pas moins forcé au bout de quelques jours.

Les courtisans de Don Philippe n'avaient cessé jusqu'alors de lui répéter qu'il ne tarderait pas à reprendre l'offensive; qu'avant l'hiver, il se verrait maître de Parme et du Milanais. Ces illusions s'étaient enfin dissipées; repoussé dans la ville de Gênes, à la veille d'y soutenir un siège désavantageux, il jugea que sortir de son enceinte et s'échapper de ces périlleux défilés devait être désormais son but unique. Ainsi après avoir renvoyé sa cavalerie et ses équipages en Provence, il commença à effectuer sa pénible retraite par les rochers de la Corniche, les premiers jours de septembre. Quelque pressé qu'il fût d'abréger cette opération, elle dura six semaines, pendant lesquelles il fut toujours environné des plus grands dangers, sans cesse harcelé, jamais atteint; on put se confirmer alors dans une opinion qui

s'était établie depuis la bataille de Plaisance ; c'est que les Austro-Sardes avaient renoncé à faire passer, comme ils l'auraient pu, leurs adversaires sous les *fourches caudines*, et que la politique Savoyarde surtout avait influé sur le parti pris de les pousser au-delà du Var, au lieu de les assujettir à des conditions honteuses, à des engagemens nuisibles peut-être à l'équilibre de l'Italie.

Quoi qu'il en soit, la maxime de *faire un pont d'or à l'ennemi qui fuit*, ne se trouva jamais mieux suivie que dans cette occasion. Les débris de cette puissante armée rentrèrent en Provence le 18 octobre. Elle n'avait plus que 20,000 hommes sous les armes. Le reste était aux hôpitaux, ou avait péri par le fer, par l'excès de la misère, où par la désertion.

Les soldats manquaient de vivres ; ils étaient sans habits, sans chaussures. Les officiers, qui presque tous avaient perdu leurs équipages, marchaient à pied, le havresac sur le dos.

Les Français furent mis en quartier d'hiver dans les provinces méridionales de France. Les Espagnols se retirèrent dans le duché de Savoie, qu'ils étaient bien décidés à conserver comme un dédommagement pour Don Philippe, si cet infant était forcé d'abandonner l'héritage des Farnèse.

Tout le reste des places que les Bour-

tions avaient envahies l'année précédente, dans le comté de Nice, et dans les Apennins Piémontais, et celles des Gênois dans *la rivière du ponent* se rendirent au vainqueur. Le château de Final fut pris le 15 octobre ; Vintimille se rendit à discrétion le 23, Montalban capitula le 1.er novembre, Villefranche le 4, Tortone le 19 ; le château de Savone le 18 décembre.

Situation de Gênes abandonnée par l'armée des trois couronnes.

On se forme aisément une idée du désespoir des Gênois, lorsqu'ils se virent abandonnés par leurs alliés, et livrés au ressentiment de ceux qu'ils avaient lieu de regarder comme des ennemis implacables.

Le jour même où l'infant avait commencé sa retraite, et où il assurait encore la république de son appui, le sénat avait envoyé une députation à Vienne, pour demander grace. Mais le général de Botta qui était aux portes de la ville, ne voulut la recevoir qu'à discrétion. Il exigea que tout ce qui restait de places fortifiées à la république, lui fût livré sur le champ ; que toutes les troupes Gênoises restassent prisonnières de guerre ; que tous les effets appartenant aux Français, aux Espagnols, aux Napolitains, fussent remis entre ses mains ; qu'enfin la ville se rachetât du pillage par une contribution de 24 millions de livres.

Un général Allemand n'aurait pas abusé avec autant de cruauté du malheur de cette ville infortunée, que ne le fit ce général né Italien *, et il n'aurait pas autant ajouté à ses rigueurs, le ton du mépris et de l'insulte.

Cependant les cours de Vienne et de Londres enflées de leurs succès résolurent de mettre à profit l'abattement où étaient leurs ennemis, pour s'emparer de la Provence.

La première de ces puissances espérait ainsi forcer au moins la maison de Bourbon à lui rendre les deux Siciles. L'autre se flattait d'acquérir les deux superbes ports de Marseille et de Toulon, depuis si longtemps objets de sa jalousie. Quant au roi de Sardaigne, il ne formait toujours qu'un vœu rempli de modération et de sagesse; celui d'affermir l'indépendance et le crédit de sa maison, et d'ôter aux Français, tant pour leur propre avantage que pour le sien, la tentation de rentrer dans son pays, pour y répandre la désolation et la ruine.

D'après ces principes, il aurait vu sans doute avec joie les grands ports de France sur la Méditerranée tomber au pouvoir des Anglais, parce que la partie la plus ouverte et la plus exposée de ses états se serait trouvée par ce moyen sous la

---

* Il était de Milan.

protection d'une puissance qui n'avait nul intérêt à le restreindre, ni à l'humilier; et qui, depuis quelque temps au contraire, ne cessait de donner des marques de bienveillance à sa famille. Mais il ne pouvait souhaiter de même que Gênes restât au pouvoir des Autrichiens, non plus que les deux Siciles, parce qu'ils auraient obtenu par ces acquisitions trop de prépondérance dans la Presqu'île.

La conduite que tint Charles Emmanuel vers la fin de cette année, et pendant le cours de la campagne suivante, s'explique par les apperçus politiques qu'on vient de présenter au lecteur.

Ce prince eut vers la fin d'octobre la petite vérole à Nice, et se trouvant fort incommodé des suites de cette maladie, il revint à Turin, laissant ses troupes à la disposition du maréchal de Braun, et sous le commandement du baron de Leutron, lequel, depuis la délivrance d'Alexandrie, avait été fait général hors de son rang (94).

Expédition de Provence.

L'armée Austro-Sarde passa le Var, comme en 1707, sans éprouver la moindre résistance; elle était forte de 40,000 hommes effectifs, et le maréchal de Maillebois, auquel il en restait à peine 10,000 depuis sa séparation d'avec les Espagnols,

les Napolitains et les Gênois, n'étant pas en état de se mesurer avec des adversaires aussi supérieurs en forces, s'était replié devant eux; il les évitait, renfermé dans un camp fortifié, près de Fréjus, bornant ses vues à retarder de quelque temps les approches de Toulon. Il n'avait cessé de demander à son gouvernement des renforts, ou son rappel. On le rappela; et le 10 novembre, le maréchal de Belle-Isle vint prendre sa place.

Il trouva les troupes Françaises harassées, dégoûtées, presqu'aussi dénuées de ressources qu'elles l'étaient dans les rochers de Gênes, et moins en état de se défendre.

Le premier mouvement de ce nouveau général fut encore rétrograde; il se retira à douze lieues en arrière de Fréjus, et s'y retrancha du mieux qu'il put, dans un lieu appelé le *Puget*, à peu de distance de Toulon.

Sur ces entrefaites, les Anglais s'emparèrent des îles Sainte Marguerite, et les Austro-Sardes assiégèrent Antibes. Depuis le Var jusqu'à la Durance, ils levaient des contributions, et ils pouvaient se regarder comme les maîtres de la Provence entière, lorsque l'évènement le plus imprévu vint donner aux affaires une face toute nouvelle.

Insurrection de Gênes contre les Autrichiens.

Nous avons laissé le marquis de Botta accablant les Gênois de tout le poids de son orgueil; il voulut, outre l'argent, qu'il arrachait d'eux chaque jour par des impositions arbitraires, s'emparer encore de leur artillerie, sous prétexte de l'envoyer en Provence. Les représentations du sénat à cet égard furent méprisées. Alors le peuple, par un mouvement spontané et furieux, prit les armes pour s'opposer à cette nouvelle violence. Il massacra une partie des soldats Autrichiens, retint 4,000 prisonniers, et força M.[r] de Botta à se retirer au-delà de la Boquette.

Ainsi cette république, que l'abandon de ses alliés, et la faiblesse de son gouvernement, avaient engagée à recevoir des fers, sans songer seulement à se défendre, trouva en elle-même la force de briser le joug honteux sous lequel elle gémissait, et le courage de chasser ses oppresseurs.

Ainsi l'injustice et la dureté d'un seul homme, firent perdre aux Impériaux le plus grand avantage que leur eût procuré la brillante campagne de 1746. Elle les priva des moyens d'agir vigoureusement contre le midi de la France, après l'avoir presque envahi. Car, si depuis que les Alpes sont fermées, Gênes est un point nécessaire aux Français jaloux de pénétrer

en Italie, cette ville et son territoire sont de même des appuis indispensables pour les Citramontains qui veulent agir avec quelque intensité contre la Provence.

M.r de Braun ne tarda pas à l'éprouver; son adversaire ayant reçu des renforts de l'intérieur du royaume, l'obligea à lever le siège d'Antibes et à repasser le Var.

Cette expédition fut la troisième de la même espèce depuis Charles Emmanuel I.er Toutes avaient eu le même succès. Elle n'influa du reste en rien sur les évènemens de l'année suivante.

Campagne de 1747.

Gênes, après s'être soustraite par un mouvement insurrectionnel à l'oppression des Allemands, avait à remplir une tâche plus difficile; celle de soutenir contr'eux un siège régulier. M.r de Botta avait été réprimandé par sa cour, et le maréchal de Schulembourg l'avait remplacé dans le commandement de l'armée de Ligurie. Celui-ci investit la place de Gênes par terre, pendant que l'armée navale d'Angleterre, aux ordres de l'amiral Midlay, l'enveloppait étroitement du côté de la mer.

Il est difficile de comprendre comment à travers d'un pareil blocus la France pût y faire entrer des secours (95); cependant le duc de Bouflers trouva le moyen de s'y introduire à la faveur d'un gros temps

qui avait forcé les Anglais à prendre le large. Il y débarqua 4500 soldats avec un million d'argent comptant.

Un secours aussi faible ne laissa pas de donner quelque espoir aux assiégés. Des bâtimens légers, glissant à travers la ligne ennemie, leur fournissaient assez de subsistances pour ne pas périr de disette, et cet ordre de choses se soutint jusqu'au 3 juillet 1747, où le siège fut levé momentanément.

Les Austro-Sardes alors, menacés sur plusieurs points à la fois, ayant dû porter leurs forces ailleurs, les Bourbons avaient repris l'offensive. Le maréchal de Belle-Isle, chargé de pénétrer en Piémont, avait adopté l'ancien système de s'y introduire par les Alpes occidentales; mais il voulait éviter les places, et glisser entre Exilles et Fenestrelles par les montagnes qui séparent la Doire du Chiuson.

Le roi averti de ce projet ébaucha, sans perdre de temps, un camp retranché au col de l'Assiette, point intermédiaire, et qui commandait le passage difficile choisi par l'ennemi. Ces retranchemens en murailles sèches ou en gazon environnaient un espace assez vaste, pour que 15 bataillons pussent s'y mouvoir à l'aise; le commandement général de la position fut confié au lieutenant-général comte de Briquerasque, officier d'une bravoure éprouvée, et ayant sous ses ordres deux briga-

diers du même caractère, le comte de S.t Sébastien et le chevalier Alciati de Verceil.

Bataille de l'Assiette.

Le maréchal de Belle-Isle confia l'exécution de son plan d'attaque au comte de Belle-Isle, son frère, jeune homme plein d'ardeur et d'ambition, et qui ne doutait pas qu'une victoire dans cette occasion importante ne lui valût le bâton de maréchal de France.

Il vint bivouaquer le 18 juillet au pied de ces formidables hauteurs, ayant à sa disposition 38 bataillons choisis, et l'élite des généraux de l'armée d'Italie.

Le lendemain eut lieu l'affaire sanglante qui a retenu le nom de *bataille de l'Assiette*, et dans laquelle l'audace impétueuse de l'infanterie Française lui coûta plus cher et lui fut plus inutile qu'à Montalban et à Pierre-longe.

On se battit toute la journée du 19; mais le fort de l'attaque n'eut lieu qu'à 5 heures du soir. Il s'agissait d'emporter de vive force une tenaille que défendait le chevalier Alciati (96).

Le comte de Belle-Isle voyant ses meilleures troupes repoussées sur ce point, saisit lui-même un drapeau, et s'élançant à travers une grèle de coups, il parvint à l'arborer sur une brèche ouverte dans l'angle rentrant de la tenaille; mais à l'instant

même il tomba frappé d'un coup mortel. Un grand nombre d'officiers de marque périt auprès de lui. A cette vue, la fureur des assaillans redoubla. Soldats, officiers, s'efforcèrent d'ébranler, d'arracher les palissades ; on se battait à coups de crosse de fusil, ou la baïonnette à la main, et les défenseurs du poste eurent peine à soutenir un choc aussi violent. Enfin l'ennemi accablé lâcha prise, et bientôt sa déroute fut générale. 430 officiers Français furent tués ou blessés dans cette action, et de ce nombre, outre le général en chef, furent un major-général, 5 brigadiers et 9 colonels; 5,300 soldats restèrent étendus sur le gazon desséché de ces montagnes. On remarqua que le nombre des morts était presque triple de celui des blessés, ce qui ne s'est jamais vu dans aucune autre bataille. Les troupes Savoyardes n'eurent que 219 hommes tués ou blessés, et pas un officier de marque.

Le marquis de Villemure, lieutenant-général Français, ayant pris le commandement de l'armée ennemie après sa défaite, écrivit au comte de Briquerasque pour recommander à sa générosité les blessés qu'il abandonnait sur le champ de bataille, en se retirant à Briançon.

Il demanda que le corps du comte de Belle-Isle lui fût rendu, ce qui ne souffrit aucune difficulté.

On avait trouvé dans les poches de ce

général mort, le plan de campagne écrit de la main du maréchal, son frère, un tableau de la force totale de l'armée Française, qui la portait à 102 bataillons et 73 escadrons, l'ordre de bataille enfin pour l'attaque de l'Assiette, et un mémoire sur le siège d'Exilles qui devait avoir lieu immédiatement après la victoire.

L'évènement de cette bataille fut pour le roi de Sardaigne d'une très-grande importance. Les ennemis ne songèrent plus à l'attaquer sur cette frontière, et il put employer contr'eux ailleurs tous ses moyens de défense.

Gênes et ses rochers redevenaient l'objet de l'attention universelle. On a déjà dit que l'Autriche aurait voulu s'emparer de la Ligurie, comme servant à ses provinces Italiennes d'un rempart naturel contre les Français; que les Français voulaient y rester les maîtres, la regardant comme la clef d'un pays, où malgré tous leurs revers anciens et nouveaux, ils étaient toujours avides de rentrer; que les Anglais ne voulaient point que Gênes demeurât indépendante, afin de lui ôter la tentation de s'allier aux Français, et de transiger pour son intérêt particulier au préjudice de l'intérêt général de l'Italie.

Ce fut dans ces vues qu'ils offrirent 400,000 livres sterling aux Austro-Sardes pour en recommencer le siège. Ce siège en effet fut repris, et poussé régulièrement, mais

avec mollesse, pendant le reste de l'automne, pendant l'hiver même et le printemps d'après.

Les alliés n'agissaient plus avec le même accord, et l'on en a montré la cause.

Vienne prétendait profiter seule des conquêtes faites sur les Gênois. Son manque d'égards pour le roi de Sardaigne alla jusqu'à lui refuser, non seulement Savone qu'il demandait pour sa part des dépouilles enlevées à frais communs, mais encore ce marquisat de Final sur lequel la reine lui avait cédé tous ses droits par un article du traité de Worms, et qu'elle avait aujourd'hui à sa disposition.

Charles Emmanuel ne dissimula pas son mécontentement, et retirant ses troupes du siège de Gênes, il les plaça dans une forte position, bien préférable à celle de Montalban, et propre à mettre à couvert Oneille, le haut Tanaro, et le haut comté de Nice.

Elle s'étendait sur les hauteurs qui séparent la Roya de la Nervia, la droite à Breil, la gauche à Vintimille adossée à l'agréable vallée de *Dolce-Acqua*, dont le nom seul dénote l'abondance et la salubrité de ses eaux.

Le roi fit de ce lieu un vaste camp retranché dont le front fut hérissé de redoutes, de flèches et de batteries, et il y plaça 40 bataillons sous le commandement du baron de Leutron.

Par cette nouvelle disposition, non seu-

lement il mit à couvert tout le midi de ses états, mais il barra aux Français l'avenue de Gênes, et les empêcha de donner par terre aucun secours à cette ville assiégée; aussi n'eut-il pas de peine à prouver à la cour de Londres que de son côté il remplissait loyalement les derniers engagemens pris avec elle.

La véritable cause qui fit languir cette seconde reprise du siège de Gênes, fut l'attente prochaine de la paix qui se négociait à Aix-la-Chapelle.

Paix d'Aix-la-Chapelle.

Les préliminaires de cette paix furent signés le 19 avril 1748. Le roi de Sardaigne et Marie Thérèse y accédèrent le 10 juin suivant. Elle fut ratifiée et publiée le 16 octobre.

Par ce traité, l'infant Don Carlos fut maintenu dans le royaume des deux Siciles.

L'infant Don Philippe eut les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla.

Le duc de Modène fut rétabli dans ses états envahis dès le commencement de la guerre, et la république de Gênes recouvra son indépendance.

On se rendit mutuellement tout ce qu'on s'était pris. Le grand duc de Toscane, époux de Marie Thérèse, fut reconnu empereur par les puissances qui jusqu'alors lui avaient refusé ce titre. Enfin Charles Emmanuel

rentra en possession du comté de Nice et de la Savoie, et conserva la partie du Milanais dont la reine de Hongrie avait payé d'avance ses secours en 1743. On le regarda comme celui des princes, qui, après le roi de Prusse, avait le plus gagné, ou plutôt comme le seul qui eût gagné quelque chose à cette longue et funeste guerre (97).

Les articles du traité d'Aix-la-Chapelle furent dictés, dit-on, par la France. Cependant elle n'en retira aucun avantage. On loua beaucoup la modération de Louis XV; il aima mieux, dit *Castruccio Buonamici*, pacifier l'Europe, que de s'en rendre maître *; mais au moins ce ne furent pas des victoires remportées en deçà des Alpes, qui lui donnèrent ce droit.

Les exploits du maréchal de Saxe, les batailles de Rocoux et de Laufeld forcèrent seules Marie Thérèse à consentir au démembrement de ses états d'Italie, après avoir espéré de les accroître et les avoir défendus avec tant d'opiniâtreté.

Pour en revenir au roi de Sardaigne, ses efforts dans la lutte générale avaient été grands, et le prix dont on l'avait récompensé, était médiocre.

Mais, comme dans la guerre précédente, il avait atteint son but principal et main-

* *Maluit Europam esse pacificam quam suam. De bello Italico.*

tenu l'équilibre en Italie; les subsides de l'Angleterre avaient augmenté le numéraire dans son pays.

Il avait porté le plus souvent la guerre hors de ses frontières; et quoique en détail il eût perdu plus de batailles qu'il n'en avait gagnées, il avait acquis la réputation d'un prince habile, magnanime et vaillant, aussi bon général, que fin politique.

Sa persévérance dans le parti de la reine de Hongrie lui avait fait honneur. Elle avait dissipé des préjugés que l'inconstance de quelques-uns de ses prédécesseurs avait inspiré contre sa maison.

Nous avons vu ce monarque soutenir avec courage, même avec éclat, une guerre nécessaire; nous allons le voir travailler sans relâche pendant 25 ans à faire fleurir dans son pays le bon ordre et la justice.

L'Europe entière, dit un écrivain célèbre, ne vit guère luire de plus beaux jours, que ceux qui s'écoulèrent depuis la paix d'Aix-la-Chapelle jusqu'à 1755 *.

Le bonheur dont les grands empires ne jouirent que pendant 7 années, devait en durer 45 sans interruption pour les états de Savoie.

Jamais, depuis leur existence, ils n'avaient été aussi long-temps exempts des maux qu'entraîne la guerre. Jamais les loisirs de

* Voltaire (précis du siècle de Louis XV).

la paix n'y avaient été employés d'une manière aussi fructueuse, aussi sage. Jamais la population n'y avait pris autant d'accroissement. Jamais l'agriculture, les arts, le commerce et l'industrie n'y avaient fait autant de progrès. Jamais les mœurs publiques n'y avaient été plus saines. Jamais enfin la fortune de l'état n'y avait été plus assurée, ni l'autorité suprême plus respectée.

La guerre qui agita le nord et le milieu de l'Europe depuis 1755 jusqu'à 1762 et qu'on appelle la guerre de 7 ans, ne fut pour le roi de Sardaigne, qu'un orage qui gronde dans le lointain; on sait que les puissances d'Italie n'y prirent aucune part. L'alliance de la France avec l'Autriche permit à Charles Emmanuel de poursuivre en paix ses travaux pour l'affermissement de sa puissance et pour le bonheur de ses sujets.

Il put même à cette occasion jouer le rôle honorable de conciliateur, et ce fut lui qui menagea par ses ministres la paix de Paris, conclue le 10 février 1763 entre l'Angleterre, l'Espagne et la France.

Réformes, places relevées, établissemens militaires, liquidation des dettes de l'état.

Le premier soin du roi à la paix fut de congédier les étrangers qu'il avait pris à sa solde en 1743; de mettre ses régimens d'ordonnance sur le pied de paix

et de renvoyer les *provinciaux* à leurs travaux champêtres.

Il était pressant de soulager ses finances par des réformes, et de rendre à l'agriculture des bras dont l'absence la faisait languir ; mais en diminuant son armée, il ne négligea rien pour y maintenir le meilleur esprit, la subordination, la délicatesse sur le point d'honneur parmi les officiers, l'obéissance et la bravoure parmi les soldats, ces vertus, les seules que produit la guerre, pendant qu'elle déchaîne tant de vices, et cause tant de calamités. Il exigea surtout des militaires une discipline exacte et sévère qui ne se relâche toujours que trop dans les camps.

En même temps, il redoubla de soins pour le bien être du soldat ; il voulut qu'il fût content de son sort, et qu'il pût s'honorer de son état.

Il s'attacha principalement à perfectionner les écoles de génie et d'artillerie, devenues par la suite, peut-être, les meilleures de l'Europe.

Il se servit pour cet objet de deux hommes très-supérieurs chacun dans sa partie, le comte d'Exilles, fils adoptif du fameux ingénieur *Bertola*, et le chevalier *Papacino d'Antoni*, grand théoricien, profond dans toutes les sciences militaires.

Il acheva l'arsenal de Turin et bilança des fonds, soit pour l'accroissement successif du grand amas d'armes qu'on y con-

serve encore, soit pour la fabrication de tous les autres objets nécessaires à la guerre.

Il sacrifia des sommes énormes au perfectionnement de ses anciennes places fortes, et il en éleva plusieurs nouvelles (98).

Le gouvernement Anglais, qui depuis le dernier règne considérait le roi de Sardaigne comme son allié naturel en Italie, l'aida pour ces dispendieuses constructions, comme il l'avait aidé à solder, pendant la guerre, des troupes étrangères.

Avec ces secours; avec un fond de 1,200,000 liv., pris annuellement sur ses revenus; avec surtout du temps et de l'économie, il parvint à mettre la dernière main à cette fameuse chaîne de places des Alpes, dont la plupart étaient réputées hors d'atteinte (99).

Il releva Démont, en partie ruiné par les Français en 1744, et dont il fit une de ses meilleures forteresses.

Il rebâtit Coni plus d'à-moitié; il perfectionna toutes les autres places commencées par son père. Il fit construire à neuf la citadelle d'Alexandrie, l'une des plus fortes places de l'Italie.

C'était en même temps qu'il embellissait Turin d'une infinité de constructions civiles, et qu'il achevait le bel édifice de Superga.

Les ministres étrangers, résidant dans la capitale du Piémont, et les voyageurs qui traversaient ce pays, ne devinaient pas com-

ment le roi pouvait suffire à de si grandes dépenses. Ils ne se doutaient pas qu'en même temps il acquittait des dettes considérables.

Pressé par des besoins extraordinaires, pendant le cours surtout de la dernière guerre si longue et si dispendieuse, et craignant d'altérer l'ordre établi, il avait emprunté en différentes fois 40 millions, bien sûr de son exactitude à les rendre aux termes convenus.

Pour pouvoir rembourser des sommes aussi considérables, il établit pour deux millions et demi d'impôts extraordinaires (100). Il en engagea le produit à l'hôtel de ville de Turin, lequel emprunta des étrangers et des particuliers du pays, à quatre pour cent d'intérêts, tout l'argent dont l'état pouvait avoir besoin.

On a vu que le roi Victor en avait usé de même, et l'on raconte que, pendant le siège de Turin en 1706, l'acquittement des intérêts pour les emprunts faits de l'hôtel de ville ne fut pas suspendu un jour. Le roi Charles donna un exemple d'exactitude encore plus frappant pendant le siège de Gênes en 1747. Un parlementaire entra de sa part dans la ville, pour solder au jour de l'échéance les intérêts de quelques sommes qu'il devait aux banquiers Génois. Cette probité scrupuleuse lui avait acquis un crédit sans bornes.

Il laissa subsister l'impôt extraordinaire

jusqu'à l'acquittement entier du capital de ses emprunts, acquittement terminé en 1763 *.

On ne peut oublier les belles paroles du roi Charles dans cette occasion. *Messieurs*, dit-il, en passant de son cabinet dans la salle de parade où se tenaient les courtisans; *voici le plus beau jour de ma vie, je viens de supprimer le dernier impôt extraordinaire.*

Foscarini, dans sa relation d'ambassade, observe que cette augmentation passagère d'impôts n'avait occasionné aucun murmure parmi les sujets du roi de Sardaigne, effet admirable, ajoute-t-il, de la confiance qu'inspire un gouvernement sage et paternel.

Charles Emmanuel, à l'exemple de son père, aurait voulu tout soumettre à la règle et au niveau. En fait de politique intérieure, l'uniformité lui paraissait le dernier terme de la perfection.

---

* Suivant la relation d'ambassade de M.r le baron de Choiseuil, ces dettes du roi Charles furent payées alors au moyen de 9 millions que lui compta la France, d'après un article du traité de Paris de cette même année.

Abolition des privilèges de la vallée d'Aoste et du droit de main morte *en Savoie. Établissement des grandes routes. Suppression des corvées. Édit, ordonnant le rachat des rentes et de la directe, au-delà des monts.*

La vallée d'Aoste avait conservé ses lois particulières ; elle était restée en possession de ne payer d'autre impôt qu'un don gratuit qu'elle fixait elle-même. Tout y était resté sur le même pied qu'au quatorzième siècle (101). Le roi la fit cadastrer, et soumit à la taille les biens des nobles et des roturiers. Il soumit également au cadastre les balliages de Ternier et de Gaillard, après le traité conclu en 1754, avec la république de Genève ; enfin il obligea les uns et les autres à suivre, pour le cours de la justice, le code national établi par son père et perfectionné par lui.

En Savoie, comme dans la plupart des provinces démembrées de l'ancien royaume de Bourgogne (102), subsistait encore le droit de *main-morte*. C'était un vestige de l'ancienne servitude, à laquelle avait été soumise la majeure partie de la population.

Le roi affranchit en 1762 les *mains-mortables* dans ses domaines, et invita les seigneurs féodaux à suivre son exemple dans les leurs, fixant l'indemnité, au moyen de laquelle les restes de l'ancienne race esclave pouvaient être rendus à la condition d'hommes entièrement libres.

Car, malgré les décisions des philosophes, il ne crut jamais que donner gratuitement à une partie de ses sujets, ce qui appartenait à l'autre, fût un droit de sa couronne (103).

Au reste, son but ne fut alors rempli qu'à demi ; car un assez grand nombre de *mains - mortables* aima mieux rester dans son ancienne condition, dont rien ne lui faisait sentir le poids, que de se racheter par un sacrifice actuel. La même chose était arrivée en France, au temps de Louis le *hutin*. Ce monarque ayant publié une ordonnance par laquelle il affranchissait les serfs de ses domaines, plusieurs d'entr'eux refusèrent cette grace.

Les choses en Savoie en restèrent là, jusqu'à la publication d'un autre édit tout autrement important, en date du 19 décembre 1771, et par lequel fut ordonné en Savoie le rachât général des rentes féodales et de la *directe*, ainsi que de la taillabilité personnelle ou *main morte*.

En ordonnant ce rachât, la loi en prescrivait le mode.

Le créancier devait produire un état sommaire et légalisé de sa rente ; le débiteur devait payer le capital de cette même rente à raison du denier 25.^e

Le gouvernement engageait les intendans à procurer des accords amiables entre les intéressés ; faute de quoi une commission, nommée dans le sénat, conciliait et réglait

définitivement les droits des seigneurs et des emphytéotes.

Pour fournir les sommes nécessaires à l'acquittement des droits féodaux, le produit d'un impôt particulier établi sur la totalité des fonds soumis à ces droits devait être versé dans une caisse à part. Cette caisse, suivant les fonds qui s'y trouvaient, était obligée de prêter successivement aux communes de quoi s'acquitter, à condition d'y payer l'intérêt de ce qu'elles empruntaient, jusqu'à la fin totale de l'opération.

Le gouvernement exigeait que de leur côté les feudataires fissent un emploi solide des remboursemens qu'ils recevaient des communes, afin que le bien de leur famille, en changeant de nature, n'en fût point détérioré. Ainsi devaient être mis à couvert les intérêts réciproques des emphytéotes et des seigneurs.

On ne pouvait mieux faire pour parer aux inconvéniens qu'entraînait l'abolition des antiques rentes féodales. Cependant le roi qui ne craignait rien tant que de commettre une injustice, fut si frappé des nombreuses réclamations qui lui parvinrent au sujet de son édit, qu'il nomma une commission pour examiner s'il devait, ou non, être révoqué ; mais la commission ayant opiné pour la négative, Charles Emmanuel le conserva. Peut-être que ce sage monarque, toujours attentif à ce qui se pas-

sait dans les pays voisins du sien, entrevoyait une époque trop rapprochée où tous les différens se décideraient par le droit de la force, où la cupidité sans frein armerait le débiteur contre le créancier, le pauvre contre le riche, l'homme violent contre l'homme paisible, et se flattait-il de préserver une partie de ses états de cette contagion, en écartant avec prudence et douceur tout ce qui pouvait en développer les germes.

Quoi qu'il en soit, l'affranchissement méthodique des fiefs, en conformité de l'édit de 1771, commença en Savoie, vers la fin du règne du roi Charles, et ne fut interrompu que par l'invasion (104) de ce pays par les révolutionnaires Français en 1792.

Charles Emmanuel supprima les corvées par son édit de 1769. Il fit ouvrir dans toutes les parties de ses états de grandes routes favorables au commerce *, et fonda la caisse particulière des ponts et chemins.

Auparavant, dans la plupart des routes de Savoie, le transport des marchandises se faisait à dos de mulets; les hommes voyageaient à cheval, et les femmes en litière.

---

* Alors furent réparées les grandes routes de Savoie, de Nice, de Novare, de Modène, de Mondovi, d'Alexandrie, de Voghère, d'Ivrée.

En 1767, le roi prévint une disette dans ses états, en y faisant vendre à un prix modéré des bleds étrangers, achetés beaucoup plus cher.

La vie de ce prince fut une suite non interrompue d'utiles travaux, et de grandes choses faites avec de petits moyens (105).

Il avait trop de sagesse pour rien changer à l'ordre admirable établi par son père dans les différentes branches de l'administration intérieure, mais il y donna le dernier fini, et il y imprima ce caractère de stabilité, si propre à inspirer aux peuples une confiance sans bornes dans ceux qui le gouvernent.

Charles Emmanuel perfectionne le code Victorien, et lui donne le nom de Royales Constitutions.

Cependant il crut indispensable de faire quelques changemens aux lois de son pays, à ce code, l'un des plus grands ouvrages du règne précédent, mais resté incomplet, et dont on a dit, qu'il avait fait peut-être autant de mal que de bien.

Il mit une application infinie, et un grand travail à en faire disparaître tout ce qui n'était pas d'accord avec le caractère de son peuple et l'esprit de son gouvernement.

Toutes les lois qui, mises à l'épreuve, avaient fait naître des doutes, ou fourni matière à de justes réclamations, en furent

retranchées. Il voulut surtout effacer les dernières traces de cette bigarrure d'anciennes coutumes, résultat de l'agrégation successive de tant de villes, de seigneuries, de provinces dont chacune, autrefois, se gouvernait d'une manière différente. Enfin, il ajouta aux lois existantes un assez grand nombre de lois nouvelles destinées à leur servir de liaison, de développement et de supplément (106).

Ainsi furent formées les *Constitutions Royales* publiées en 1770, et auxquelles il est défendu aux avocats et aux juges de donner jamais aucune interprétation dans l'application qu'ils sont obligés d'en faire. Le but du législateur a été de les rendre si claires, si simples et si précises, qu'on ne puisse ajouter rien à leur texte sans l'obscurcir *.

Ces constitutions sont divisées en six livres ou sections principales, qui embrassent les cas où l'autorité civile doit venir à l'appui de l'autorité ecclésiastique, les attributions des divers tribunaux, et les devoirs particuliers de chacun des membres qui les composent, les formes de la procédure ci-

* Le dernier chancelier de Frédéric II, roi de Prusse, trouvait le code de Savoie supérieur à tous ceux qu'il avait consulté et étudié pour former celui de son pays. Le droit Romain n'avait force de loi dans les états du roi, que lorsque la constitution ou les décisions du sénat étaient insuffisantes.

vile, et de la procédure criminelle, l'indication des délits et de leurs peines, les lois relatives aux successions, aux ventes forcées, aux donations, aux prescriptions, les devoirs des notaires et des insinuateurs, enfin les attributions de la chambre des comptes, comprenant toutes les matières domaniales, administratives et féodales.

On admire surtout dans ce grand ouvrage le livre IV, traitant de la jurisprudence criminelle (107). En tout, ce code réduit à 2 volumes in 4.°, gros caractère, est regardé comme un chef d'œuvre de sagesse, de prévoyance et de clarté.

Le roi donne l'exemple de la piété, des bonnes mœurs, de l'ordre et de l'économie domestique.

Charles Emmanuel savait bien que les meilleures lois sont insuffisantes pour réprimer la perversité humaine, et que les freins de la religion, de la décence et de l'honneur ne sont pas de trop pour maintenir l'ordre dans la société.

Il savait aussi combien dans un état absolu, tel qu'était devenu le sien, l'exemple du souverain a d'influence sur les sujets.

Mais ce fut bien plus en obéissant aux mouvemens de son cœur, qu'aux conseils de sa politique, qu'il se montra le prince le plus moral et le plus religieux de son temps. Il n'eut point de maîtresses; ses fils n'en

eurent point. Sa famille fut toujours parfaitement réglée. Il suivit littéralement les usages établis par le roi Victor pour les audiences, le cérémonial, les repas, les fonctions de l'église et toutes les étiquettes de cour. Mais il fut constamment sobre, simple, laborieux, par choix et par goût. Il se levait à l'aube du jour, et ne se couchait qu'à minuit, toujours occupé des affaires du gouvernement, qu'il embrassait dans son ensemble, mais dans les détails desquelles il ne dédaignait pas de descendre quelquefois.

L'ambassadeur Foscarini, cité souvent dans le cours de ce mémoire, et qui nous fournit quelques-unes de ces particularités, raconte qu'un jour ayant été admis à l'audience de ce monarque, il le trouva debout auprès d'une table chargée de papiers qui paraissaient être des états et des comptes de finances.

« J'en pris occasion, dit-il, de louer » l'application infatigable que S. M. portait » aux détails du gouvernement. Il me ré- » pondit, que les puissances médiocres, » telle qu'était la sienne, n'avaient pas » d'autre moyen de conserver un rang ho- » norable entre les plus grandes.

» Ensuite il me raconta que, se trouvant » à l'armée de Lombardie pendant la der- » nière guerre, et étant un jour occupé » à vérifier l'état des vivres de ses trou- » pes, le marquis de Coigni demanda à

» le voir et parut surpris de le trouver
» absorbé par un semblable travail, disant
» que ce soin n'était pas digne d'un grand
» prince. Il répondit modestement que fai-
» sant sa première campagne, il croyait
» devoir prendre par lui-même connais-
» sance de tout, afin d'exiger par la suite
» un meilleur service des autres.

» Peu de jours après, les deux armées
» devant faire de concert un mouvement
» subit, les Français tardèrent deux jours
» de se rendre au point de jonction, à
» cause du manque de vivres ». Ce souve-
nir le faisait encore sourire.

En parlant de l'extrême modicité des ap-
pointemens de tout salarié au service de
Savoie *. Le même auteur ajoute :

» Afin d'honorer, parmi ceux qui vivent
» aux dépens du trésor public, cette loua-
» ble modération, le prince s'est fait une
» loi de servir lui-même d'exemple. S. M.
» ne se réserve annuellement, pour sa gar-
» derobe et ses autres besoins particuliers,
» qu'une somme de 35,000 livres. Toutes
» les autres personnes pensionnées par le
» gouvernement, le sont à proportion (108);
» mais ce qui paraît plus suprenant, c'est
» de voir S. E. le marquis d'Ormea, che-
» valier de l'Annonciade, premier secrétaire
» d'état, grand chancelier, et considéré com-

* Ces appointemens équivalaient à peine à la moitié de ceux des emplois correspondans à la cour de Vienne.

» me le personnage le plus important de » la monarchie, n'avoir pour traitement » de tous ces emplois, que 11,500 livres.

» Beaucoup de sujets occupés dans les » bureaux ont pour unique prix de leurs » services, l'espérance éloignée d'y obtenir » avec le temps de médiocres emplois ; » tant est grande en ce pays la considé- » ration attachée aux charges publiques, » de quelque genre qu'elles puissent être ».

L'état habituel de la maison du roi était fort simple. C'était pour les occasions d'éclat, qu'il réservait sa magnificence. Les grands l'imitaient. Le reste de la nation suivait de loin cet exemple; et sous ce règne, tout chef de famille s'efforça de conserver son crédit, de bien régir sa fortune, et de tenir sa maison avec épargne et décence ; enfin, à l'imitation d'un monarque économe, chacun s'imposa la loi de mettre à part quelque fond en réserve pour les besoins imprévus.

Il est reconnu que cette louable économie garantit les bonnes mœurs. Rien n'était plus rare alors que la ruine d'une famille considérable. Quand le roi apprenait que le chef d'une grande maison dissipait son bien, il daignait prendre connaissance de ses affaires; il nommait dans le sénat une commission chargée d'administrer ses revenus, et le dissipateur n'était remis en possession de sa fortune, que lorsqu'elle était entièrement liquidée.

L'esprit public était alors tellement disposé, que ces actes arbitraires paraissaient aux seigneurs une marque précieuse de l'intérêt qu'un bon roi prenait à leurs familles, et que le peuple bénissait un maître non seulement incapable d'abuser de sa toute puissance envers ses propres créanciers, mais qui forçait les grands à satisfaire les leurs.

Charles Emmanuel ne voulait pas surtout que les gens attachés à son service montassent leurs dépenses au-dessus de leurs revenus.

Ayant su qu'un de ses ministres, peu riche alors, avait donné à sa femme un carosse, pour qu'elle parût plus décemment à la cour, il lui dit : *Je ne veux point de cette prétendue décence ; elle est au-dessus de vos moyens. On dira que vous faites des gains illicites à mes dépens, ou que vous vous dérangez à mon service. Quand la marquise de *** aura besoin de carosse, mes ordres sont donnés pour qu'un des miens soit à sa disposition.*

Il est aisé de juger par ce petit nombre d'exemples, de l'utile influence que cet excellent roi devait exercer sur les mœurs de ses sujets.

Personne, sous ce règne, n'osa faire trophée de mauvaises mœurs. L'oisiveté fut en butte au mépris. Les enfans des plus grandes maisons rougissant de n'être

pas sous les drapeaux en temps de guerre, sollicitèrent des emplois dans les grades les plus subalternes. La chose fut au point, qu'en 1743 le roi étant sorti de Turin pour se rendre à l'armée, il ne resta dans la ville qu'une dizaine de gentilshommes désœuvrés et valides, lesquels honteux de leur petit nombre, étaient soigneux d'alléguer les motifs qui les empêchaient de se conformer à l'exemple général.

Charles Emmanuel avait pour maxime de choisir les officiers dans la classe de la noblesse pour deux tiers *, et pour l'autre tiers, moitié dans la bourgeoisie, moitié parmi les sous-officiers des régimens.

On lui a reproché d'avoir, par une prédilection trop marquée pour l'état militaire, détourné la noblesse de la carrière des lettres et des lois; mais on ne voit pas qu'il ait négligé de rechercher les talens et le mérite, partout où il pouvait le trouver; témoin l'élévation au ministère du marquis d' Orméa, du comte Bougin, du marquis de Gorzegno, du comte de Viry, qui jamais n'avaient suivi la carrière des armes.

Il excella, comme son père, dans l'art de connaître ceux qu'il voulait employer; aussi ses ministres dans les cours étrangères y

* Dans un dénombrement des vassaux fait à la fin de ce siècle, le nombre en était porté à 5877.

furent-ils généralement regardés comme des hommes d'un mérite très-supérieur.

Le président de Montesquieu, dans une de ses lettres, en parlant d'un ambassadeur nouvellement arrivé à Paris, et qui ne répondait pas à la réputation qui l'y avait précédé, dit : *On voit bien que le comte de b*** n'est pas un ambassadeur du roi de Sardaigne* (109).

Il faut noter que l'illustre auteur de l'esprit des lois était en liaison très-particulière avec le marquis de Breil et le baillif de Solar, ministre du roi Charles en France.

Charles Emmanuel protège les sciences et les arts.

Ce n'était pas seulement à choisir ses ministres que brillait le rare discernement de Charles Emmanuel. Quoiqu'il ne fût point savant, et qu'il n'entendît rien aux beaux arts (110), il se trompait rarement dans les distinctions qu'il accordait aux savans et aux artistes, et son œil pénétrant lui faisait démêler sans peine, s'ils étaient nés avec des talens vrais, ou s'ils ne possédaient que l'art trop commun de se faire valoir (111) ; témoin le célèbre anatomiste Bertrandi, qu'il sut distinguer dans l'obscurité profonde où il était né, et où le retenait son peu de fortune (112).

Ce jeune chirurgien ardent et laborieux, mais dépourvu d'intrigue et d'assurance pour

se produire, informé par un ministre *, que le roi avait jeté les yeux sur lui pour le faire voyager quelques années aux frais du gouvernement, eut l'air consterné. *Ah !*, dit-il, *que vont devenir mon père et ma mère, vieux, infirmes, et qui ne subsistent que du fruit de ma pratique journalière ?* Le roi fut informé de ce mouvement vertueux. *Dites à Bertrandi*, répondit-il, *que pendant son absence, je remplirai auprès de ses parens les devoirs d'un fils. Qu'il parte, et qu'il ne songe qu'à s'instruire pour devenir capable de servir et d'honorer sa patrie* **.

Le jour même les parens du jeune homme furent pourvus d'une pension, et Bertrandi recommandé et assisté par la cour de Sardaigne dans tous les pays que lui fit parcourir le désir de se perfectionner dans son art, conserva toute sa vie une tendre vénération, un attachement passionné pour un si bon maître.

Le roi fournit au chevalier *Beaumont* des moyens pour perfectionner son talent, et le créa son premier peintre. Il entretint longtemps à Rome les frères *Colini*, bons statuaires, qu'il employa ensuite à décorer ses palais, et les églises de sa capitale.

---

* Osorio.

** Ce fut Bertrandi, qui par ordre du roi établit à Turin un théâtre anatomique et une école vétérinaire.

Il encouragea les rares talens de *Pugnani*, devenu créateur de la première école de violon d'Italie. Il favorisa de même une société d'hommes distingués dans les sciences exactes et naturelles, laquelle se forma, en 1759, sous les auspices du prince royal, et qui ne tarda pas à exciter l'attention du monde savant, après avoir reçu la première impulsion du père Beccaria, savant professeur de philosophie, né sujet du roi *, que ce prince rappela de Rome, et qui mesura depuis en Piémont un degré du méridien.

Charles Emmanuel avait fait venir de Paris, en 1742, l'abbé Nollet, pour donner des leçons de physique expérimentale au prince, son fils.

Il profita de son séjour à Turin, pour placer dans son palais une collection complète d'instrumens de mathématiques et de physique.

Il avait aussi conçu le dessein de faire de l'une de ses maisons royales un cabinet d'histoire naturelle sur un plan vaste et magnifique (113) ; mais ce projet ne fut pas exécuté. Enfin, il forma une bibliothèque précieuse et une collection considérable de tableaux.

Il croyait que l'état pouvait tirer quelque avantage, et recevoir quelque lustre

---

* Il était de Mondovi.

des sciences et des arts, son excellent jugement lui tenant lieu du goût qu'il n'avait pas (114).

Au surplus, il ne souffrit jamais que les hautes sciences parussent chez lui escortées de la licence et du déïsme. Il mit tous ses soins à écarter ces poisons qui déjà circulaient avec tant de liberté dans les pays environnans.

Le sien ne produisit aucun livre impie, et, graces à ses soins, les ouvrages de cette espèce ne purent y pénétrer qu'en bien petit nombre.

Enfin ce sage et grand monarque termina sa carrière au milieu des prospérités, dont la plupart étaient son ouvrage; laissant de grands exemples, une postérité florissante et nombreuse, et des trésors qu'il avait eu l'art d'épargner dans le temps de ses plus grandes dépenses *.

Son portrait.

En parlant de l'influence qu'eurent les mœurs de Charles Emmanuel III sur celles de ses sujets, on a développé plusieurs traits de son caractère; mais tout ce qui a rapport aux qualités personnelles de ce prince, est si digne d'intérêt, ses vertus furent si bien celles d'un bon roi, la mé-

* On était persuadé dans le temps, que son épargne était de 12 millions. Ce fait a été révoqué en doute.

moire en est si vénérable et si chère dans les pays qui lui furent soumis, qu'on ne craint pas de fatiguer le lecteur en achevant son portrait.

Sa taille était au-dessous de la médiocre; elle n'était ni svelte, ni gracieuse, comme celles de la plupart des princes de sa famille. Ses traits manquaient de régularité, et sa physionomie n'exprimait que la bonté et le calme de son âme. Il avait cependant le regard très-ferme, et l'étendue de sa vue était prodigieuse.

Celle de sa mémoire ne l'était pas moins. Jamais il n'avait oublié ni le nom, ni les traits des personnes qui avaient une fois fixé son attention.

Econome du temps et ponctuel en tout, il ne faisait attendre personne; mais en revanche il ne permettait pas qu'on se livrât au moindre relâchement sur l'exactitude aux heures et aux minutes. Pour tout le reste, on ne pouvait être plus doux qu'il ne l'était dans le commandement, et pousser plus loin l'indulgence envers ses domestiques.

Il était scrupuleux observateur de l'étiquette. On raconte que jamais ses filles, ni sa bru, n'avaient paru devant lui sans être en habit de cour, et qu'un jour ces princesses au retour de la chasse où leur calèche avait renversé dans l'eau, s'étant présentées au souper en robes de ville, il les renvoya faire une toilette plus régulière avant de se mettre à table.

Lui-même ne se montrait jamais que sous la forme d'un roi (115). Quelque simple qu'il fût dans ses goûts, il attachait un grand prix à l'air de dignité. *Nous autres rois*, disait-il, *ne sommes pas faits pour nous amuser*.

C'était cette étiquette, qui faisait paraître ses bals de cour ennuyeux aux étrangers, surtout à ceux qui arrivaient de Vienne ou de Paris.

Il désapprouvait la mode de voyager, que les souverains d'alors commençaient à suivre, à l'imitation de l'empereur Joseph II. *Il ne faut pas*, disait-il, *qu'on s'accoutume à nous voir de trop près. Les rois sont des statues qu'il ne convient pas de descendre de leurs piédestaux, ni d'ôter de leurs points de vue. Hors de nos frontières, tout le monde nous connaît, et nous ne connaissons personne.*

Nous avons vu déjà combien il était laborieux. On peut dire qu'il se reposait d'un travail par un autre travail; il avait coutume de mettre entre deux occupations différentes quelques instans d'intervalle, pour se détacher de la première, avant de passer à la seconde (116).

Il n'avait pas la rare facilité de son père; mais il y suppléait par l'application, qui ne le fatiguait jamais; et quand il se livrait à quelques délassemens, c'était plus par bienséance que par goût.

Quant aux affaires d'état, lui seul en

avait le secret, surtout depuis la mort du marquis d'Orméa, arrivée en 1754; les autres ministres n'étaient point appelés régulièrement.

Le plus souvent, le roi écrivait de sa main aux princes étrangers, et il dressait lui-même les instructions de ses ambassadeurs dans les affaires délicates.

Suivant Foscarini, ces instructions étaient des chefs d'œuvre de prévoyance, de sagacité et de clarté. Il cite pour exemple celle du chevalier Osorio, ministre à Londres en 1742 *. Il s'agissait de déterminer l'Angleterre à s'allier avec le roi de Sardaigne contre les Bourbons, et à lui fournir des subsides pour l'aider à soutenir les frais de la guerre. Osorio était favorisé par Milord Walpole; mais celui-ci était prêt à être renversé lui-même par un parti puissant. Il fallait dans les instructions prévoir deux cas différens, celui où le ministère Anglais ne changerait point et celui où il changerait. Dans l'un et l'autre il fallait former une infinité de suppositions différentes, en indiquant les partis à prendre dans chacune d'elles.

Osorio, homme d'ailleurs fort délié, put ainsi, lors de la chûte de Walpole, ouvrir

---

* Joseph Osorio Sicilien, secrétaire de l'ordre de l'Annonciade, premier secrétaire d'état au département des affaires étrangères.

de nouvelles négociations, et les pousser avec ardeur, sans se compromettre, vis-à-vis de sa propre cour, et sans perdre du temps à envoyer des courriers à Turin, pour en recevoir de nouvelles instructions. Aussi cette affaire, que le nouvel ordre des choses rendait aussi délicate qu'importante, fut-elle promptement et heureusement terminée.

Le roi, jaloux de son propre secret, n'épargnait rien pour pénétrer celui des autres cours, il en recevait ordinairement des nouvelles deux jours avant leurs propres ambassadeurs auprès de sa personne. Une de ses principales maximes était qu'il faut envisager les affaires importantes sous toutes les faces possibles, réfléchir mûrement et long-temps sur les partis à prendre, mais ne jamais revenir de ceux une fois adoptés.

Cette fermeté dans ses déterminations, jointe à la bonne foi dont il fit preuve en toute occasion, sans blesser néanmoins les maximes fondamentales de l'état, ennoblirent sa politique ; elles lui acquirent la réputation du prince le plus probe de son temps, et elles achevèrent de dissiper les mauvaises impressions qu'avaient laissées (à tort ou à droit) quelques circonstances du dernier règne.

On a loué le roi Charles, comme général, de la justesse de ses combinaisons, de la sûreté de son coup-d'œil, de son habileté

à tenir en toute occasion une armée pourvue des choses nécessaires. « Il fut, dit Bielfeld, » le premier de son temps dans cette partie » importante de l'art de la guerre ».

On a surtout vanté sa froide intrépidité. Nous l'avons vu à la bataille de Guastalla, affrontant avec sérénité les plus grands périls. Une anecdote au sujet de la même action mérite de trouver place ici.

Quelque temps auparavant, allant visiter les postes avancés avec le maréchal de Villars, un essain de coureurs ennemis parut à l'improviste, et faillit à l'enlever. Les gardes du corps qui escortaient son carosse, ayant honteusement pris la fuite, il fut secouru à temps par d'autres troupes. Mais instruit du désespoir de ses gardes qui à juste titre se croyaient déshonorés, il les fit appeler au moment où l'action allait s'engager à Guastalla, et leur dit ces belles paroles :

Messieurs, touché de votre repentir, je vous ai nommés pour être aujourd'hui de garde auprès de ma personne. J'espère vous mener si avant, que vous reparerez votre faute et que vos camarades vous reverront de bon œil. Plusieurs en effet furent tués à ses côtés, et ce trait touchant de bonté et de magnanimité redoubla pour lui l'attachement des troupes. On raconte aussi que le matin de la même journée il entendait la messe, lorsqu'on vint l'avertir que l'action allait commencer.

Sans montrer ni altération, ni impatience, il attendit la fin du S.t Sacrifice, puis monta tranquillement à cheval pour se mettre à la tête des troupes.

Dans toutes les actions où il se trouva en personne, heureux ou malheureux, sa contenance fut toujours la même.

Cette fermeté d'âme, ce calme imperturbable se montrèrent dans une occasion moins brillante. Un des vallets de pied de la cour, appelé *Stura*, chassé pour sa mauvaise conduite, se jeta dans une troupe de malfaiteurs, qu'un grand nombre de vols et de meurtres avaient rendus redoutables aux environs de Turin.

Le roi, chassant un jour dans les bois de la Vénerie, voit revenir à lui précipitamment l'écuyer, qui suivant l'usage, galopait à 40 pas devant lui. Celui-ci supplie instamment S. M. de rebrousser chemin, attendu qu'il vient d'appercevoir *Stura* et sa troupe cachés dans la broussaille.

Charles, au lieu de rétrograder, pousse son cheval et le met au pas, en s'approchant de l'embuscade. Alors les brigands sortent tout-à-coup de leurs repaires, et viennent se prosterner au bord du chemin en criant :

Sire, grace! grace! miséricorde! Non, leur dit le roi en les fixant d'un œil sévère, *vous êtes des scélérats, vous serez tous pendus.*

En effet, peu de jours après, ils furent

arrêtés et condamnés à mort par le sénat.

Ce petit nombre de traits suffit pour donner une idée de ce monarque, qui fut appelé à juste titre le père de son peuple, et le grand roi d'un état médiocre *. Dans une fortune bornée, il jouit d'une haute considération auprès des plus grandes puissances. Marie Thérèse n'en parlait qu'avec reconnaissance et respect. La nation Anglaise avait pour lui une espèce d'enthousiasme. Frédéric II le regardait comme le prince le plus habile et le plus sage de son temps. La France entière lui rendait le même témoignage.

Lorsqu'en 1755 une infraction de territoire fut commise sur les frontières de Savoie par quelques détachemens français, à la poursuite d'une troupe de contrebandiers armés, Charles Emmanuel rappela son ambassadeur de Paris, et demanda hautement satisfaction de cette insulte. Elle lui fut accordée aussi éclatante qu'il pouvait la désirer. Un ambassadeur extraordinaire ** fut envoyé de la cour de Versailles à Turin, pour désavouer ce qui s'était passé. *Je veux*, dit Louis XV, *que mon oncle soit content.*

---

* Gustave Adolphe disait, qu'il n'existe aucune prééminence entre les têtes couronnées, qu'il n'y a d'autres rangs entre les rois, que ceux déterminés par leur mérite personnel.

** Le comte de Noailles.

L'estime personnelle dont jouissait Charles Emmanuel III refluait sur sa nation, qui ne fut jamais aussi considérée, ni aussi heureuse que sous son règne.

Victor Amédée III.

Son éducation et sa vie privée, comme prince royal.

Prévenu contre toutes les idées nouvelles qui commençaient à germer de son temps, le roi Charles avait paru ne s'en rapprocher que pour l'éducation de son fils.

Il avait été charmé de la vivacité d'esprit et de la facilité à tout apprendre qu'annonçait ce prince dans son adolescence, et il avait voulu que de si heureuses dispositions fussent cultivées avec soin. En effet les marquis de Breil et de Fleury *, principalement employés à l'instruction de l'héritier du trône n'eurent pas de peine à faire de

* Joseph Vicardel, marquis de Fleury, d'une famille illustre venue de Picardie sous Charles Emmanuel I.er, éteinte en Piémont au milieu du 18.me siècle, fut le premier Piémontais de sa classe, qui se livra à l'amour des sciences exactes et naturelles. Son père, connu sous le nom de marquis de Trivier, avait été ambassadeur en Angleterre au temps où les sciences étaient le plus en vogue, et il en rapporta le goût dans sa patrie. A la fin de l'éducation du duc de Savoie, il fut chevalier d'honneur de la duchesse Ferdinande, et ensuite eut le titre de ministre d'état.

lui ce qu'on appelait alors un prince accompli, c'est-à-dire, s'énonçant et agissant avec grace, ayant quelques notions des arts, quelque teinture de la physique et des mathématiques, et le goût de la belle littérature.

Ce n'était pas l'éducation donnée au duc de Bourgogne par le grand Fénélon ; mais les princes les plus sages ne participent-ils pas toujours plus ou moins à l'esprit de leur siècle ?

Charles Emmanuel n'était guère à même de juger des progrès de son fils dans les sciences. Mais attentif à tout ce qui pouvait déceler dans son héritier les qualités d'un prince destiné à régner, il s'apperçut, dit-on, avec chagrin, de sa trop grande facilité, de sa générosité poussée à l'excès, et de son trop d'indulgence pour la médiocrité. D'ailleurs, la conduite du duc de Savoie était exempte de reproches. Il fit en 1745 sa première campagne, se trouva aux batailles de Coni et de Bassignana, et montra un goût très-vif pour la vie militaire, ce qui le fit chérir des troupes. Il était aimé généralement à cause de sa bonté et de son affabilité.

On juge aisément que sous un roi tel que Charles Emmanuel III, le rôle de prince héréditaire devait être assez difficile. Victor Amédée ne l'en supporta pas moins jusqu'à l'âge de 47 ans, sans jamais s'écarter du moindre de ses devoirs.

Exempt de vices , religieux, tempérant, il était le plus respectueux des fils, le meilleur des époux et des pères.

Il s'occupa, pendant sa longue oisiveté , à recueillir des notes sur les hommes et sur les choses (117). Naturellement exact et laborieux, il entretenait son goût pour le travail en formant toutes sortes de plans, la plupart tendant à la réformation des abus qui pouvaient s'être glissés dans le gouvernement depuis la vieillesse de son père.

C'était surtout à l'armée qu'il se proposait de faire de grands changemens.

Cette armée avait conservé son excellent esprit. Mais vingt ans de paix lui avaient imprimé un aspect antique qui ne pouvait quadrer avec les systêmes d'organisation et de tactique nouvellement en vogue. L'ordre du tableau scrupuleusement suivi l'avait encombrée d'officiers vieillis dans les grades inférieurs. Enfin sa tenue n'avait rien de brillant. Toutes ces choses devaient disparaître , suivant les idées de régénération et de perfectionnement qui occupaient le prince héréditaire.

On sait qu'alors les discussions sur la tactique étaient à la mode en France , qu'on en faisait le sujet de la plupart des conversations, et qu'elles donnaient naissance à une infinité d'ouvrages, la plupart depuis tombés dans l'oubli.

Le duc de Savoie faisait de ces nouveautés sa lecture favorite,

Il imagina d'après S.t Clair de diviser l'armée Piémontaise sur un plan où les nombres quatre et trois alternativement répétés, et se répondant avec exactitude, devaient produire une symétrie parfaite, où les rapports et les ordres, montant et descendant toujours à double, devaient ajouter à la précision du service, qui donnerait enfin la facilité d'accroître l'armée en temps de guerre, sans rien changer à son organisation, et sans y multiplier les quadres.

Le nouveau roi, dès son avénement au trône, s'occupe d'une nouvelle organisation de l'armée.

Victor, impatient de réaliser des projets qui le charmaient, n'eut rien de plus pressé que de mettre la main à l'œuvre, dès qu'il eut hérité de la couronne. Le premier usage qu'il fit de la puissance suprême, fut de renvoyer le secrétaire d'état au département de la guerre. C'était le comte Bougin, un des meilleurs serviteurs du roi Charles, un des ministres les plus estimés du public, mais dont le nouveau roi craignait l'improbation pour les changemens qu'il voulait introduire.

On a dit qu'il avait contre le comte Bougin des ressentimens particuliers; mais il est à croire qu'il écarta simplement comme un censeur incommode l'homme du monde qui possédait le moins l'art de déguiser sa pensée.

Il se débarrassa de même de tous les vieux officiers qui voulurent accepter des pensions de retraite, et que leur âge ou leur caractère rendaient peu propres à prendre de nouveaux plis.

Pour effectuer son plan d'organisation, Victor avait besoin d'un fond de 30,000 hommes d'infanterie en temps de paix, et qui devait être porté à 45,000 hommes en temps de guerre, outre une quantité démesurée d'officiers et de sous-officiers. Il fallait, pour se procurer ce nombre d'hommes, faire revivre des corps anciennement supprimés et en créer de nouveaux. Après qu'il eut formé de tous ces élémens réunis une masse unique, cette masse fut divisée en trois départemens, le département en quatre brigades, la brigade en trois bataillons, le bataillon en quatre compagnies, la compagnie en trois escouades, subdivisées chacune en quatre manipules. Le manipule, sur le pied de paix, ne devait être que de deux chambrées de six hommes chacune. En temps de guerre, il devait être augmenté d'une troisième chambrée, c'est-à-dire, porté de douze hommes à dix-huit.

Le manipule était commandé par un caporal; l'escouade par un sergent; la compagnie avait quatre officiers et un sergent de compagnie. Chaque bataillon était commandé par un lieutenant-colonel et avait de plus un major de bataillon, un capi-

taine major, un aide major et un sergent major. La brigade était sous les ordres d'un colonel chef de brigade, d'un colonel commandant, lequel dans le premier bataillon remplaçait le lieutenant-colonel; enfin elle avait un major de brigade.

Les soldats étaient divisés en trois classes, les *surnuméraires*, les *ordinaires* et les *vétérans*, ayant chacun une paye différente.

Quant à l'infanterie provinciale ou conscrite, il en forma la seconde ligne de l'armée. Il en leva deux bataillons nouveaux, afin de compléter le nombre de douze, correspondant aux douze brigades d'infanterie de la première ligne.

Deux légions furent créées en outre, formant brigades, et dont un corps de 300 dragons devait faire partie. Elles étaient destinées à fournir des contingens à chaque brigade, lorsqu'elles seraient détachées, pour y faire le service de flanqueurs, d'éclaireurs, de pionniers et des campemens.

Chaque bataillon devait avoir en outre un peloton d'artilleurs, chargé du service de ses pièces. Enfin tout était disposé de manière à ce que rien ne manquât aux brigades pour représenter isolément et au besoin un petit corps d'armée.

Le corps royal d'artillerie forma une brigade organisée comme les précédentes.

Les officiers même de l'arme du génie furent pourvus de grades correspondans à ceux de deux bataillons.

La cavalerie fut divisée en deux ailes; l'une de quatre régimens de cavalerie; l'autre de quatre régimens de dragons, chaque régiment de quatre escadrons, l'escadron de deux compagnies de quarante-huit chevaux chacune.

Des adjudans et sous-adjudans généraux attachés à chaque département, formaient une espèce d'état major général dont les aides-de-camp du roi devaient faire partie.

On voit que dans cette organisation les officiers et les sous-officiers étaient prodigués sans mesure. C'est que le roi voulait pouvoir, au besoin, doubler son armée simplement en y encadrant des soldats de nouvelle levée, payés par les puissances alliées; cette vue générale était très-saine, très-appropriée à son existence politique; mais la nouvelle formation entraînait d'ailleurs des inconvéniens qu'on ne tarda pas à reconnaître. L'armée était devenue une machine ingénieuse, et d'une régularité parfaite, mais frêle, compliquée, et dont les ressorts trop délicats n'auraient pu soutenir l'épreuve d'une guerre de détails, surtout dans un pays de montagne.

Elle était trop nombreuse en temps de paix, mal proportionnée à la population du pays et surtout aux finances du roi. Car on reconnut qu'elle lui coûtait à-peu-près deux fois autant que celle du roi Charles.

D'un autre côté, le trop grand nombre d'officiers, au lieu de donner, comme on l'espérait, plus de nerf à la discipline, l'avait sensiblement affaiblie, en diminuant la considération attachée à tous les grades.

Après 13 années d'épreuves, Victor se vit donc forcé de démolir de ses propres mains cet édifice plus brillant que solide, et en 1786 il donna à l'ensemble de ses troupes une forme plus simple, plus militaire, et moins dispendieuse. Mais il n'avait pas encore renoncé à son amour pour la symétrie. Abandonnant cette fois le jeu des nombres pairs et impairs, il voulut que tout fût soumis aux combinaisons du nombre deux.

L'armée fut divisée en deux lignes, la ligne en deux divisions, la division en deux ailes, l'aile en deux brigades, la brigade en deux régimens, le régiment en deux bataillons, le bataillon en deux centuries, la centurie en deux compagnies, la compagnie en deux pelotons de douze files chacun en temps de paix, et de seize files en temps de guerre. Outre ses huit compagnies de fusiliers, chaque régiment eut une compagnie de grenadiers, une compagnie de chasseurs, et une compagnie de réserve. Les compagnies de grenadiers et de chasseurs détachées devaient former, en temps de guerre, des bataillons à part, soumis à des états majors particuliers.

Chaque brigade devait avoir son bataillon de grenadiers; chaque aile son bataillon de chasseurs.

Pour remplir tous ces nouveaux cadres, on avait besoin de 61 bataillons, et il fallut encore lever deux régimens provinciaux et cinq bataillons d'ordonnance.

Le grand état major fut déclaré n'avoir plus d'inspection sur l'armée. L'état major de chaque régiment fut réduit à un colonel, un lieutenant colonel, deux majors, et deux aides-majors.

L'état major de l'artillerie des bataillons fut supprimé. Les officiers qui le composaient rentrèrent dans le corps royal, lequel fut renforcé de 400 hommes.

Quant à la cavalerie, rien ne fut changé à son organisation qui quadrait assez bien avec le nouveau système.

Ainsi dans l'espace de treize années, l'armée Sarde changea deux fois de forme, et cependant elle était loin encore d'avoir acquis ce qu'auraient désiré les vrais militaires.

Elle n'avait ni règles fixes de discipline, ni principes de tactique, ni habitudes des grands mouvemens. Le soin exclusif d'en balancer minutieusement les parties, et d'apprendre aux soldats le maniement des armes, avait fait négliger tout le reste.

On a donné quelque étendue à cet article, à cause du grand intérêt que le roi mit toujours à son armée, et parce que

ces innovations furent les plus considérables de celles qui eurent lieu sous ce règne, où cependant on ne devait pas s'attendre à voir éclater la guerre.

Tout annonce à Victor Amédée un règne pacifique. Il encourage les sciences et les beaux arts, et profite de la paix pour embellir et vivifier son pays par une multitude d'établissemens utiles.

Victor Amédée était parvenu au trône dans des circonstances qu'on devait croire heureuses. L'Europe autour de lui jouissait d'une tranquillité parfaite. La France et l'Autriche vivaient en paix ; l'amitié de l'une et de l'autre de ces grandes puissances lui paraissait assurée.

Il maria deux de ses filles aux frères de Louis XVI, et ses deux fils l'un à une sœur de ce monarque, l'autre avec une archiduchesse d'Autriche. Toutes les autres cours ne témoignaient à celle de Sardaigne, que considération et bienveillance.

Pouvait-il croire que ces gages apparens d'une félicité constante contribueraient à l'entraîner dans la guerre la plus funeste ?

Pour mettre à profit l'heureux calme de sa situation, il crut devoir, à l'exemple de son bisaïeul Charles Emmanuel II, consacrer son règne à des établissemens utiles, et propres à faire l'ornement de son pays.

Il éleva la forteresse de S. Victor de Tortone (118) sur des fondemens jetés autrefois par Charle-Quint, et il y dépensa plus de 15 millions. Il acheva la citadelle d'Alexandrie; il bâtit l'observatoire. Il fonda l'académie royale des sciences, l'académie de peinture et de sculpture, et pourvut abondamment les dernières d'instrumens et de modèles.

Il fit éclairer avec magnificence les rues de Turin (119). Il établit sous le nom de *Cénotaphes* des sépultures publiques hors de la ville. Il répara et creusa le port de Nice. Cette cité par ses soins doubla d'étendue et de population. Il en fut de même de celle de Carrouge aux portes de Genève. Il fit jouir celle-ci de toutes sortes de franchises; dessécha les marais qui l'environnaient; y permit une synagogue et un temple Calviniste; il y fit bâtir une église, des prisons, un hôpital, un collège et la créa chef-lieu d'une septième province de Savoie, qu'il composa de quelques démembremens du Chablais, du Faucigny et du Genêvois.

L'idée de fonder aux deux extrémités de ses états deux villes, pour ainsi dire, nouvelles, deux colonies florissantes, était une de celles qui flattaient davantage l'amour propre du roi. Il se donna des peines infinies pour y attirer une population nombreuse, pour y faire fleurir le commerce et l'industrie (120).

Chambéry, comme on l'a dit ailleurs, était du diocèse de Grenoble, et les rois de France s'étaient toujours opposés à ce qu'il en fût détaché. Mais alors tout s'arrangeait entre les deux cours. Le roi obtint sans peine le consentement de Louis XVI, et le pape Pie VI érigea cette ville en évêché *. Il y fit relever l'ancien palais ducal, et bâtir un théâtre.

Il fit aussi tailler dans le rocher et soutenir par des terrasses une des grandes routes qui lui servent d'avenue **. Il embellit les bains d'Aix, et y fit construire des termes à la Romaine.

Enfin il éleva à grands frais des digues pour retenir dans leurs lits l'Arc et le Rhône ; des digues pareilles devaient rendre à l'agriculture les terrains immenses dévorés chaque jour par l'Arve et par l'Isère ; mais le temps et la tranquillité lui manquèrent pour exécuter ces derniers travaux (121).

Les orages qui troublèrent la fin de son règne, l'empêchèrent aussi de mettre la dernière main à l'opération du rachat des rentes féodales fort avancé par ses soins, ainsi qu'au rachat des dîmes (122), dont il avait conçu et formé le plan.

Il abolit en Savoie les péages.

---

* Le pape érigea de même en évêché la ville de Pignerol.

** Le chemin de *Côte-Rousse*.

Il est juste d'observer ici, que tous les monumens qui restèrent de ce règne, n'eurent pour objet que l'utilité publique, et l'on peut ajouter, sans adopter le ton du panégyrique, que le désir de faire le bien était l'unique passion de Victor Amédée (123).

On a dû remarquer que beaucoup de ces utiles travaux eurent pour objet la restauration de Nice et de la Savoie.

Voyage de la cour en Savoie en 1775.

Cette dernière province surtout avait fixé l'attention du roi depuis 1775 où il vint à Chambéry avec la reine et la plupart de ses enfans, à l'occasion du mariage de monseigneur le prince de Piémont alors héritier présomptif du trône.

Pendant ce voyage, il visita tous les établissemens ébauchés ou terminés sous son règne, tous les lieux considérables de ses provinces transalpines, et fut reçu partout avec des effusions si vraies d'alégresse et d'amour, que son cœur paternel en fut vivement ému.

Depuis qu'Emmanuel Philibert avait choisi Turin pour le lieu fixe de sa résidence, ses descendans n'avaient fait que peu de séjour au-delà des monts. Ils y étaient venus plus rarement encore depuis la destruction des places de Savoie; et depuis la campagne de 1742, on ne les y avait jamais revus.

Victor Amédée en visitant le plus ancien patrimoine de sa famille, entendit retentir autour de lui les bénédictions du peuple. Nulle part il ne fut accueilli par ce silence morne, reproche éloquent de l'opprimé, que l'oppresseur entend malgré lui, et contre lequel il lui est impossible de sévir. Il fut touché; ses larmes coulèrent plus d'une fois en voyant les marques d'affection qui lui furent prodiguées par toutes les classes de ses sujets, et surtout il se vit avec plaisir pressé par une foule de gentilshommes qu'à l'exemple de Henri IV, un de ses aïeux, il ne trouvait jamais trop rapprochés de lui. Ce souvenir ne s'effaça point de sa mémoire, et il rendit sans doute dans la suite plus amers les sacrifices que lui arracha la nécessité.

Jugemens portés en Piémont contre les relations intimes du roi avec la cour de France et contre ses prodigalités.

Tandis que les Savoyards exprimaient avec enthousiasme le bonheur de posséder leur monarque chéri, les cœurs en Piémont étaient moins ouverts à la joie, et aux sentimens affectueux.

On n'y voyait pas sans peine le roi se jeter sans réserve dans les bras d'une puissance qui tant de fois avait mis la sienne au bord du précipice.

Un troisième mariage entre ses enfans,

et ceux de Louis XV semblait n'y point exciter l'alégresse publique.

On disait hautement, que les sommes versées en Savoie et à Nice ne feraient qu'exciter les Français à se rendre maîtres de ces provinces ; que ce qu'on y semait serait moissonné par d'autres mains . . . funeste augure trop tôt vérifié.

On se permettait de blâmer hautement les profusions du roi. Il ne restait rien, disait-on, de l'épargne laissée par son père, et qu'on croyait très-considérable.

Deux millions de dot, donnés par la France à la princesse de Piémont, n'avaient pas suffi pour les frais de son mariage. Il avait fallu y ajouter deux autres millions, prix de la vente d'une ancienne propriété de la maison de Savoie dans la ville de Lyon *.

On n'ajoutait pas que cependant aucun impôt considérable n'avait été mis sur le peuple ; que les billets d'état circulaient au pair, non seulement en Piémont, mais en Savoie, où la loi n'obligeait pas de les recevoir ; que même on les prenait pour comptant à Lyon dans le temps, où cette ville manufacturière faisait l'acquisition des soies de ce pays, et que par conséquent le crédit du gouvernement était parfaitement intact; que jamais l'agriculture et le

---

* L'hôtel des Célestins.

commerce n'avaient été aussi actifs dans cette contrée ; que la population y croissait chaque jour (124), signe infaillible d'une véritable prospérité ; qu'encore une fois, Victor Amédée devait, suivant toutes les probabilités, finir en paix sa florissante carrière, et que deux années de guerre auraient coûté bien plus cher à ses peuples que toutes les générosités d'un monarque pacifique qui n'avait jamais eu ni maîtresses, ni bâtards, ni favoris (125).

Ce ne furent point les fautes de ce prince qui préparèrent les malheurs de sa vieillesse. Ce fut une commotion étrangère qui ébranla son trône. Ce fut une attaque imprévue et d'un genre inoui jusqu'alors qui menaça de le faire périr.

Il est nécessaire ici de jeter un coup d'œil sur les évènemens qui bouleversèrent la France depuis 1789 jusqu'en 1792, et qui donnèrent lieu à la dernière guerre de Piémont.

Commencement de la révolution française.

Louis XVI surchargé de dettes avait cru nécessaire en 1789 de convoquer en France l'assemblée des états généraux pour en obtenir des secours dans l'embarras de ses finances ; en demandant de l'argent à ses sujets, d'une manière depuis long-temps inusitée, ce monarque débonnaire voulait surtout leur donner une marque éclatante de sa confiance et de son amour.

Il promit solennellement la réforme des abus, et cette promesse fut le signal d'un mouvement prodigieux dans les esprits. Tous les Français à la fois se crurent appelés à régénérer leur patrie, et les députés des provinces aux états généraux, au lieu d'aviser aux moyens d'éteindre les dettes du roi, ne s'occupèrent qu'à réformer le royaume.

Ce mouvement fut malheureusement dirigé par une secte long-temps cachée, et qui, se dévoilant peu-à-peu, ne tarda pas à manifester le plan le plus vaste, le plus hardi, et le plus pervers qui soit jamais entré dans l'esprit des hommes.

Il ne s'agissait pas moins que d'abattre à la fois, la royauté, la noblesse, les lois antiques du pays, d'y changer le culte, d'y faire disparaître tout privilège, et d'y niveler les fortunes, ou plutôt d'y dépouiller les riches, et d'investir de leurs biens ceux qui auparavant avaient vécu dans l'abjection et dans l'indigence (126).

Les adeptes comptaient, pour le succès de leur vaste entreprise, sur la division existante entre tous les partis, sur les détresses d'une cour obérée, sur le discrédit du clergé, sur l'orgueil insensé des parlemens, sur les folles prodigalités des classes élevées, sur la convoitise et la jalousie des classes inférieures, et sur le déluge de fausses lumières répandues parmi celles-ci, enfin sur la démoralisation générale et sur l'amour de la nation entière pour les changemens.

Après avoir fait sur le sol français l'épreuve de toutes ces nouveautés, on devait y soumettre successivement les autres pays de l'Europe, avec lesquels les initiés de la secte entretenaient une correspondance suivie.

Parmi les députés des trois ordres convoqués par Louis XVI se trouvait un assez grand nombre de ces noirs conspirateurs, lesquels forts de l'ascendant que donnent l'audace, l'unité d'action, et l'absence de toute retenue, ne tardèrent pas à écarter tous ceux qui dans l'assemblée avaient annoncé des principes contraires aux leurs. Après ces manœuvres préparatoires, profitant des embarras du gouvernement, dont ils augmentaient tous les jours les anxiétés, au lieu de le secourir, ils se déclarèrent *assemblée constituante*, et s'investirent eux-mêmes du pouvoir législatif, ou plutôt de la puissance unique, puisque le roi, sous le nom de *pouvoir exécutif*, ne conserva que quelques prérogatives illusoires dont même les usurpateurs le dépouillèrent pièce à pièce, quand bon leur sembla (127).

Ils agirent dès-lors à visage découvert, marchant d'attentats en attentats avec une rapidité qui dut les étonner eux-mêmes. Moins de 4 années leur suffirent pour réduire le roi à n'être plus que le jouet de leurs caprices, et le peuple que le honteux instrument de leurs exécutions sanglantes.

Alors une multitude de Français saisis

d'épouvante, abandonnèrent leur patrie; Louis lui-même, gardé à vue, essaya de s'échapper, aimant mieux perdre sa couronne, que de vivre dans l'opprobre, et de voir continuellement sa famille et lui-même sous le glaive des assassins.

On sait quelle fut l'issue malheureuse de cette tentative. Ses barbares persécuteurs choisirent ce prétexte pour l'enfermer dans une prison. Puis croyant nécessaire que son sang coulât pour sceller leur ouvrage, ils n'hésitèrent pas à le condamner à mort contre le témoignage de leur propre conscience, et ils le traînèrent de la tour du temple à l'échafaud, après quoi ils déclarèrent la France, *république une, indivisible et immuable.*

Ainsi périt une monarchie existant depuis quinze siècles, et dont les fondemens paraissaient hors de toute atteinte.

Les princes Français, gendres du roi de Sardaigne, se réfugient à Turin. Mesures prises pour réprimer l'esprit d'insurrection dans les provinces ultramontaines.

Quelque temps avant cette épouvantable catastrophe, les deux frères de Louis XVI et les princesses leurs épouses s'étaient réfugiés à la cour de Turin, fuyant la prison et la mort. On a reproché à Victor Amédée d'avoir attiré le fléau de la guerre

sur son pays, en ne repoussant pas ces illustres proscrits, en ne chassant pas de ses états la noblesse Française émigrée, qui s'y réfugiait en foule, comme dans tous les pays limitrophes de sa patrie embrasée, où l'on n'avait pas cru devoir encore lui refuser le feu et l'eau.

On a taxé le roi d'imprudence pour avoir fait passer au printemps de 1792 des troupes en Savoie et à Nice, en trop petit nombre pour défendre ces pays, en trop grand nombre pour ne pas annoncer des desseins hostiles. Enfin on a été jusqu'à dire, qu'en bon politique, il aurait dû rechercher l'alliance de la république Française naissante, et suivre l'exemple de ses pères, en s'attachant au parti le plus fort.

Situation du roi de Sardaigne vis-à-vis de la France en revolution.

Mais jamais inculpations furent-elles plus injustes? Qu'aurait gagné Victor Amédée en se déshonorant par une pusillanimité cruelle, en refusant l'hospitalité à ses propres enfans? Il ne s'en serait pas moins trouvé sur le chemin des révolutionnaires, lesquels avaient résolu de faire leur seconde expérience sur l'Italie, et qui déterminés à détruire tous les trônes de l'Europe, avaient juré que le *Tyran Sarde serait écrasé sous les débris du sien.*

Quand Victor aurait dans ce temps-là recherché leur horrible amitié, il ne l'aurait pas obtenue. On se serait mocqué de ses fausses démonstrations. Il se serait avili à pure perte. L'exemple a trop prouvé que la lâcheté n'est point un bouclier contre la violence (128).

Le roi refusa d'admettre, comme ambassadeur de France, le citoyen Sémonville dont les principes lui étaient connus. En cela il ne fit qu'user d'un droit imprescriptible chez les têtes couronnées, celui de ne pas agréer pour représentant d'une puissance étrangère un envoyé qui leur paraît dangereux et capable de troubler leur cour et leur pays.

La porte Ottomane peu de temps après en usa de même envers M.r de Sémonville. Le refus du roi d'admettre un tel ambassadeur put donc, dans la suite, fournir un prétexte de rupture, mais il n'en fut certainement pas la cause.

On peut en dire autant des troupes envoyées sur les frontières de Savoie en 1792; elles ne le furent ni dans la vue d'attaquer, ni dans celle de provoquer une attaque; le gouvernement Sarde ne les considérait que comme des moyens de répression en cas de troubles dans l'intérieur. Il ne voulait s'en servir que comme on use d'un cordon en temps de peste, pour préserver un pays de la contagion qui dévaste les contrées voisines. Le roi n'était point

prêt à soutenir la guerre; l'évènement ne l'a que trop prouvé. Il ne pouvait pas la désirer, puisqu'elle ne lui présentait dans l'état actuel des choses, ni garantie, ni indemnités (129). Enfin il lui était permis de croire que les Français eux-mêmes, alors aux prises avec l'Autriche et la Prusse, seraient bien aises de n'avoir pas un ennemi de plus sur les bras, et des rapports faits à l'assemblée législative elle-même (*) devaient l'affermir dans cette sécurité, lorsqu'on vit deux armées d'observation se former à peu de distance des frontières de Nice et de Savoie, l'une en Provence, sous les ordres du général Anselme, l'autre en Dauphiné, commandée par le général Montesquiou. Cette dernière fut divisée en deux camps, l'un placé à Cessieu, sur la grande route de Lyon en Italie, l'autre sous le fort de Barreaux, entre Grenoble et Chambéry.

Mais ces troupes pendant plus de deux mois n'ayant fait aucun mouvement, on commençait à se flatter à Turin, que l'année finirait sans hostilités, lorsqu'au milieu de septembre, le conseil exécutif en France ordonna aux généraux Montesquiou et Anselme d'entrer à main armée dans les états du roi de Sardaigne, de s'en emparer et d'y prendre des quartiers d'hiver (130).

(*) Par le Ministre Servan.

Invasion de la Savoie et du comté de Nice. Oneille est saccagé.

En vertu de cet ordre, et sans déclaration de guerre (131), Montesquiou réunit les troupes de ses deux camps dans la vallée de Grésivaudan, et viola les limites de Savoie dans la nuit du 21 au 22 septembre.

Les troupes Piémontaises, cantonnées dans cette extrême frontière des états du roi, se retirèrent sans combattre au-delà de l'Isère, et rompirent après elles le pont de Montméillan. Les autres gagnèrent par différens chemins le fond de la vallée de Tarantaise.

Il paraissait naturel d'occuper la position centrale des *Beauges*, qui sépare les vallées de l'Arc et de l'Isère, et qui domine la Basse-Savoie. On aurait pu s'y maintenir quelque temps, se retirer ensuite lentement vers les hautes montagnes, en faisant une guerre de postes, et l'on aurait aisément donné par-là aux secours de Piémont le temps d'arriver. On aurait pu mettre à couvert au moins les magasins et l'artillerie. Tout le contraire eut lieu. Les troupes du roi se retirèrent en désordre sans faire tête nulle part au général Casabianca qui les poursuivait, et par cette retraite honteuse et précipitée, de grands amas de blé furent livrés à l'ennemi. Quelques pièces de canon même furent abandonnées (*), et presque tous les offi-

(*) Les rapports Français disent 10 pièces de canon.

tiers perdirent leurs équipages. Enfin, s'il faut en croire les relations publiées par les Français, le butin qu'ils firent pendant quinze jours, où ils n'eurent pas à tirer l'épée, surpassa celui qu'on peut espérer de la victoire la plus signalée.

Les mêmes circonstances eurent lieu dans le comté de Nice. Anselme passa le Var le 28 septembre avec 12,000 hommes, et les troupes du roi, sans opposer aucune résistance, se retirèrent au col de Braus. Les forts de Montalban et de Villefranche se rendirent à la première sommation, quoiqu'ils fussent très-abondamment pourvus de troupes, d'artillerie et de toute espèce de munitions (132).

Les Français prirent dans la seule place de Villefranche 100 canons de bronze, et s'emparèrent d'une frégate abandonnée dans le port.

L'amiral Truguet, après avoir secondé par mer l'occupation du bas-comté de Nice, devait se rendre maître d'Oneille et de l'Isle de Sardaigne. La saison étant trop avancée, il fut obligé de renvoyer au printemps la seconde de ces opérations. Il se borna pour lors à saccager Oneille, à laquelle il reprocha d'avoir fait feu sur un de ses parlementaires.

Tant de désastres, coup sur coup, pénétrèrent le roi du plus vif chagrin. Dans l'espace d'un mois, au premier début d'une guerre dont il était impossible de prévoir l'issue, il perdait un quart de ses états, et

par conséquent de ses ressources. Aucun traité définitif ne lui promettait l'assistance de l'Autriche, ni les subsides de l'Angleterre; et dans sa position actuelle il ne pouvait traiter avec ces deux puissances, que de la manière la plus désavantageuse, puisqu'il était à leur merci, forcé de mendier leurs secours; au lieu de leur vendre les siens.

D'un autre côté, l'épargne était vide, et il ne pouvait se procurer l'argent nécessaire que par des moyens forcés. Enfin il sentait bien que toutes les parties de son territoire occupées, même pendant peu de temps, par les novateurs français, resteraient plus ou moins infectées de leurs principes.

On avait beau lui dire, en citant les exemples anciens, que Nice et la Savoie lui seraient rendues à la paix. Il n'était pas bien sûr qu'une pareille restitution fût même à desirer, vu le nouvel essort qu'avaient pris les esprits et les prodigieux changemens survenus dans les mœurs et dans les principes. Ce qui s'était passé dans ces provinces ultramontaines depuis que les Français révolutionnaires s'en étaient emparés, avait été pour lui matière à de tristes réflexions.

La Savoie et le Comté de Nice deviennent des départemens Français.

Les Savoyards, de tout temps renommés pour leur fidélité, et qui subjugués tant de fois par les rois de France avaient toujours

tendu les bras à leurs Souverains légitimes, semblaient cette fois renoncer à eux sans peine et prendre goût à leur émancipation. Au bout de 15 jours, ils avaient eu des *arbres de liberté*, *des chants patriotiques*, *des clubs de jacobins*. Ils avaient repris avec une vanité puérile leur antique nom *d'Allobroges*. On avait vu se former une *légion Allobroge*, une *convention nationale Allobroge*, et celle-ci, pendant son existence éphémère, s'était signalée en prononçant la *déchéance du roi de Sardaigne*. Elle avait déclaré le *pacte qui liait la nation Allobroge à la famille de ce prince rompu pour cause de forfaiture*.

La plupart de ceux qui employaient des mots si nouveaux par le sens qu'on leur donnait, ne les entendaient pas sans doute ; mais on dut être étonné à Turin de la promptitude avec laquelle ils avient appris à s'en servir bien ou mal.

Les conventionnels Savoyards, après la destitution du roi, s'étaient hâté de décréter l'abolition de la noblesse et de tous les droits honorifiques et féodaux, sans indemnités. Ils avaient désigné des émigrés et s'étaient saisis de leurs biens. Ils s'étaient emparé de même de ceux du clergé, et avaient supprimé la dîme et les moines. Le dernier acte de leur toute-puissance ayant été de demander pour la Savoie la faveur de former un département Français; leur offrande avait été acceptée et ratifiée ensuite par décret du 6 décembre 1792 (133).

Ainsi cette province, par une tactique si souvent mise en usage depuis, semblait avoir fait elle-même son sort et avoir renoncé volontairement à son gouvernement antique et paternel.

Il en avait été exactement de même du comté de Nice, mis au nombre des départemens français deux mois après la Savoie (*).

Le roi put conclure de ces exemples, qu'il existait une grande différence entre le droit de conquête d'aujourd'hui, et celui des temps de François I, d'Henri IV, de Louis XIII et de Louis XIV.

Il dut rester convaincu que les Français régénérés, semblables aux conquérans Arabes du temps de Mahomet, d'Abubeker et d'Omar, ne voulaient vaincre que pour répandre la nouvelle croyance qu'ils avaient adoptée, et que pendant tout le temps où cette fougue des esprits ne serait pas calmée, ce qu'ils envahiraient de ses états serait entièrement perdu pour lui.

D'après cette conviction il se détermina à défendre à tout prix ce qui lui restait. Il n'aurait pas échoué dans cette entreprise juste et généreuse, si toutes les puissances intéressées au maintien de l'ancien ordre social avaient agi avec autant de franchise et de dévouement que lui-même, ou si leur con-

(*) Nice forma le 87.ᵉ département qui prit le nom d'Alpes maritimes.

cours seulement l'avait servi autant que les circonstances le favorisèrent.

Défense des montagnes de Nice.

Son premier soin avait été de soutenir les troupes, qui dans leur retraite de Nice s'étaient arrêtées sur les hauteurs de Braus. Elles avaient fait tête au général Anselme pendant deux mois, ne lui permettant pas d'approcher de Savourge, et dans une multitude de petits combats elles s'étaient aguerries et remises en honneur, tant auprès de leurs adversaires, qu'auprès des naturels du pays.

Ces derniers les aidèrent de tout leur pouvoir à se maintenir dans leurs fortes positions.

Ces braves montagnards des Alpes Maritimes, de tout temps affectionnés à la maison de Savoie, et jaloux de la servir, ne cessèrent de voltiger auprès des postes ennemis, sur lesquels il faisaient main basse toutes les fois qu'ils pouvaient prendre contr'eux quelque avantage.

On put juger par le succès de cette petite guerre continuée pendant toute l'année suivante, quelle faute on avait commise en abandonnant avec tant de hâte les montagnes de la Haute-Savoie.

Préparatifs de Victor Amédée pour soutenir la guerre.

Cependant le roi pressait vivement l'empereur de venir à son secours. Il lui repré-

sentait la nécessité de défendre à frais communs les portes de l'Italie; mais il trouva la cour de Vienne persuadée que tout rapprochement était impossible entre lui et leur ennemi commun, et conséquemment froide et parsimonieuse à son égard.

Il ne put en obtenir que 6,000 hommes, qui se trouvaient alors dans le Milanais et qui furent mis à sa disposition sous le nom de *corps auxiliaire*.

Son père et son aïeul avaient toujours eu le commandement supérieur des armées coalisées dont leurs troupes faisaient partie. Le manque de généraux expérimentés après une paix de 44 ans le forcèrent à confier le commandement de la sienne à des sujets d'une puissance étrangère.

Un lieutenant-général et trois généraux majors Autrichiens en eurent presque la disposition absolue (*).

Les Anglais de leur côté ne se prêtèrent pas comme on avait lieu de l'attendre aux besoins du roi; ils auraient pu le mettre à même de prendre à sa solde beaucoup de troupes étrangères, et nommément les superbes régimens Suisses chassés inconsidérément de France au mois d'août précédent. Ils se bornèrent à la promesse d'une somme annuelle de 200,000 livres sterling, pendant la durée de cette guerre, d'un si grand

(*) MM. De Vins, De Strasoldo, Provera et Colli.

intérêt pour eux, et bien entendu que le roi augmenterait lui-même son armée, autant que ses ressources pouvaient le comporter. On était bien sûr qu'il ne s'y épargnerait pas.

Victor vit donc qu'il lui fallait tirer de son propre fonds ses plus grands moyens de défense.

Il se hâta de mettre toute son armée sur le pied de guerre. Il forma à la suite de tous les régimens d'infanterie d'ordonnance et d'infanterie provinciale, de fortes réserves pour en remplir successivement les vides et les tenir toujours au complet, et en même temps il créa deux nouveaux régimens provinciaux. Il compléta les deux légions dont il forma 8 bataillons. Il leva 3 nouveaux régimens Suisses de 1,200 hommes chacun.

Il porta à 5,000 hommes le corps royal d'artillerie. Enfin, jugeant que dans la guerre de montagnes qui s'annonçait, il aurait besoin de beaucoup de troupes légères, il ajouta aux siennes plus de 3,000 partisans, divisés en compagnies franches, outre une multitude de milices mises sur pied, soit dans les villes, soit dans les campagnes, les premières, représentant les contingens autrefois fournis par les villes à privilèges, les secondes, tenant la place de la masse générale des conscrits, formée par Emmanuel Philibert.

Ces dernières parfaitement armées et organisées rendirent pendant tout le cours de cette guerre de signalés services, et l'empressement avec lequel elles coururent aux

armes dès le premier signal, prouva que le caractère belliqueux de la nation ne s'était point affaibli pendant la durée d'une longue paix. Tous ces élémens réunis portèrent les forces nationales du roi à plus de 60,000 hommes.

Il fit rétablir dans les hautes Alpes une partie des points retranchés en 1743. Jamais d'un autre côté ses forteresses en Piémont n'avaient été aussi perfectionnées, aussi bien pourvues de toute espèce de munitions.

L'arsenal de Turin offrait un fonds inépuisable de tout ce qui peut être nécessaire pour la guerre de plaine et de montagne. Enfin l'armée était plus nombreuse qu'elle ne l'eût été dans aucun temps, et son esprit était excellent, son dévouement était entier.

Un exemple des sentimens dont étaient alors animées les troupes du roi de Sardaigne, doit trouver place ici.

Maurienne, un des régimens provinciaux Savoyards, avait été congédié d'après un ordre équivoque, au milieu des montagnes des Beauges, et pendant que les troupes se retiraient de Savoie en Piémont.

Chaque individu de ce corps était rentré dans son village, après avoir reçu l'ordre de se rendre à Suze, le premier mai de l'année suivante, pour la revue et les exercices ordinaires.

Depuis ce licenciement la Savoie avait été soumise au régime révolutionnaire, et les officiers du régiment de Maurienne qui avaient

passé en-deçà des monts, n'emportant que les cravates de leurs drapeaux, croyaient ce corps anéanti et tous leurs soldats perdus, lorsqu'on vit ces fidèles montagnards arriver à Suze à jour nommé, défilant par les sentiers les plus détournés des montagnes, abandonnant leurs familles et leurs biens, et rapportant ce qu'ils avaient pu sauver de leurs équipemens et de leurs armes.

Ces hommes simples et vertueux avaient entendu, sans chercher à la comprendre, la déclaration des *droits de l'homme* ; ils ne croyaient pas être devenus des *Allobroges*, ni que rien eût pu les autoriser à violer leurs sermens. Un sentiment plus sûr les avertissait qu'ils étaient tout simplement des soldats enchaînés par les lois de l'honneur, comme l'avaient été leurs pères, et qu'ils pécheraient contre ces mêmes lois, s'ils abandonnaient en temps de guerre leurs drapeaux, après avoir juré, la main élevée vers le Ciel, de les suivre jusqu'à la mort.

On n'oserait vanter, après ce beau dévouement d'une troupe de simples conscrits, celui d'une multitude d'officiers, qui nés dans les provinces conquises, y possédant tous leurs biens, y laissant les ôtages les plus chers, et placés entre la ruine d'un côté et le devoir de l'autre, ne balancèrent pas un seul moment sur le choix.

Enfin au commencement de 1793, Victor Amédée put contempler avec quelque orgueil l'ensemble de ses forces, et se livrer à la confiance,

Les circonstances générales ne le favorisaient pas moins.

La mort tragique de Louis XVI avait soulevé la majeure partie de l'Europe contre ses meurtriers. On cessait de mépriser follement une puissance encore informe à la vérité, mais qui par ses principes monstrueux semblait ne s'élever que pour la destruction de tous les autres gouvernemens.

Par un décret du 29 novembre 1792, les conventionnels de Paris avaient proclamé l'indépendance des peuples de la terre entière, promettant l'appui de la France à tous ceux qui voudraient secouer le joug monarchique.

A cette provocation formelle, l'Angleterre, l'Espagne, Naples, la Hollande, l'Allemagne avaient pris les armes contre les régicides et s'étaient joints à la Prusse et à l'Autriche.

Cent quatre-vingt mille Autrichiens, Prussiens, Hessois ou des cercles de l'empire, étaient en mesure d'attaquer la principale frontière de France.

Une flotte Espagnole et Napolitaine croisait sur les côtes de Provence où l'insurrection fermentait sourdement. Enfin une flotte Anglaise s'emparait de la Corse, dont les habitans avaient chassé les autorités françaises, et rappelé leurs députés à la convention (134).

Le mauvais succès de l'amiral Truguet contre la Sardaigne dut aussi paraître à Victor d'un heureux augure au commencement de la nouvelle campagne.

Les Français échouent dans leur entreprise contre l'isle de Sardaigne.

Nous avons vu qu'une attaque contre cette île avait dû coïncider l'automne précédente avec l'invasion de Nice et de la Savoie.

Divers obstacles avaient forcé la France à la différer. Une tempête avait dispersé ses vaisseaux et en avait jeté plusieurs sur les côtes d'Afrique; ce qui fit renvoyer l'expédition à la fin de l'hiver.

Le 14 février, Truguet conduisant 22 bâtimens de guerre, 42 bâtimens de transport et 6,000 hommes de débarquement, parut à l'entrée de la baie de Cagliari et mit ses troupes à terre, à la faveur d'une canonnade qui dura deux jours.

Le feu des vaisseaux fit peu de mal à la place et les assaillans eurent au contraire beaucoup à souffrir de celui des forts et des retranchemens.

Les attaques se renouvellèrent journellement jusqu'au 22, où les Français, partout repoussés et saisis d'une terreur panique, se rembarquèrent en désordre, abandonnant un de leurs vaisseaux, une frégate et deux tartanes, qu'un coup de vent avait jetés sur la côte, et laissant sur la plage tout ce qu'ils avaient mis à terre depuis leur arrivée.

Les Sardes, dans cette occasion, avaient montré beaucoup d'attachement au roi.

La fameuse phalange Marseillaise, qui faisait partie des troupes de débarquement,

commandée par le général Casabianca, avait cru trouver en Sardaigne des *frères* et *amis*. Elle n'y trouva que des ennemis acharnés, qui en détruisaient la moitié, et il paraît que l'esprit de révolte et d'indiscipline de ces soldats de la liberté fut en grande partie ce qui fit manquer cette expédition.

Ainsi la France révolutionnaire, dans les premiers jours du printemps, au lieu de conquérir la Sardaigne, perdit la Corse, qui lui fut enlevée par les Anglais, et vit sa marine tomber dans un discrédit total.

Campagne de 1793.

Le lieutenant-général Autrichien, baron De Vins, qui devait commander l'armée Austro-Sarde, arriva à Turin vers la fin de février. Il avait pour dresser un plan de campagne des données bien précieuses ; le roi ayant pu se procurer celui de l'ennemi, formé par le comité de défense générale. Suivant celui-ci, 500,000 hommes divisés en huit armées devaient être répartis sur les frontières de la France.

Deux de ces armées, de 30,000 hommes chacune, étaient destinées à faire tête aux Alpes et aux Pyrénées, et devaient rester l'une et l'autre sur la défensive.

Une armée d'observation était destinée à garder les côtes de l'Océan.

Un quatrième grand corps, sous le nom de réserve, devait être campé à Châlons,

afin de soutenir et de renforcer au besoin le reste des troupes républicaines, dont la destination était d'agir offensivement contre la Belgique et le Haut-Rhin.

Le roi de Sardaigne avait donc la certitude de n'être pas attaqué, et il était le maître de former lui-même un plan défensif, ou d'attaquer, si les circonstances venaient à le favoriser.

Il se décida pour ce dernier parti; mais le malheur voulut que les mesures dictées par le baron De Vins fussent absolument les mêmes que celles des autres coalisés, c'est-à-dire les plus propres à faire triompher les armes révolutionnaires.

Il fut résolu qu'on pénétrerait à la fois dans la Savoie et dans le comté de Nice, pour en chasser les Français, sans songer aux moyens de se maintenir dans ces provinces, après les avoir recouvrées.

On ne destina à cette double attaque que des forces à peine suffisantes pour une des deux.

On ne voulut se mettre en mouvement qu'au mois d'août. Enfin on se décida pour les partis qui pouvaient être les plus contrindiqués par les circonstances.

Afin de prouver combien ces mêmes circonstances étaient de nature à suggérer aux Austro-Sardes d'autres plans et une marche plus décidée, il est nécessaire d'ajouter à ce qui vient d'être dit du nombre d'ennemis prêts alors à tomber sur la France

régénérée, que la ville de Lyon venait de lever l'étendard de la révolte contre les conventionnels; que Toulon n'avait pas tardé à suivre cet exemple, et tendait les bras aux flottes d'Espagne et d'Angleterre, comme Lyon tendait les siens au roi de Sardaigne; que 6 départemens insurgés, s'appuyant à ces deux grandes villes, n'aspiraient qu'à briser un joug détesté (135); qu'enfin une nouvelle Vendée était prête à éclater à l'Orient et au Midi de la république française, et que les Suisses n'attendaient, pour se déclarer contr'elle, que de voir leurs voisins en mesure d'agir avec la vigueur et l'intensité nécessaires.

Nul doute que, si les Austro-Sardes avaient franchi de bonne heure le Mont-S.t-Bernard et le Mont-Cenis pour se porter sur le Rhône au nombre au moins de 60,000 hommes, ils n'eussent séparé de la France révolutionnaire tout ce qui s'étend à gauche de ce fleuve, depuis sa source, jusqu'à son embouchure. Pendant ce temps des forces médiocres auraient suffi pour défendre le haut comté de Nice. Car il n'est pas à croire que les ennemis pussent laisser dans ces montagnes des forces suffisantes pour y agir offensivement, si l'on eût porté sans hésiter un grand corps d'armée sur Lyon.

La guerre n'avait été suspendue dans les Alpes maritimes que pendant deux mois d'hiver.

A la fin de juin, le général Brunet qui commandait les troupes républicaines, ayant voulu rendre sa position meilleure en chassant les Piémontais de la ligne de Savourge, il y eut une multitude de faits d'armes où les troupes Sardes se signalèrent par la plus brillante valeur, surtout à Raus et à Lauthion (136). Dans le premier de ces combats, le général Serrurier fut repoussé avec une très-grande perte; Brunet lui-même à la tête de 10,000 hommes fut battu dans le second, et laissa sur le champ de bataille près de 4,000 morts et un nombre égal de blessés. Par conséquent cette action fut plus meurtrière que ne l'avait été celle de l'Assiette en 1747; mais comme elle n'entraîna aucune suite considérable, elle s'effaça de la mémoire des Français, et même de celle des Sardes. Seulement son mauvais succès occasionna peu de temps après la destitution du général Brunet, accusé *d'avoir dissimulé au gouvernement l'étendue de ses pertes.*

On était arrivé au milieu du mois d'août. Les troupes alliées, la plupart oisives, étaient entassées dans les montagnes de Tende et des deux S.t-Bernard, en attendant l'ordre d'agir, et leurs avant-gardes seulement appercevaient quelquefois l'ennemi.

Double expédition pour reconquérir à la fois le duché de Savoie et le comté de Nice.

Ce fut dans cet état de choses que le roi prit l'offensive, et se mit en devoir d'effectuer le plan malheureusement conçu d'une double attaque sur des points opposés, et avec des forces insuffisantes.

Le mal était d'autant plus grand que les fédéralistes battus, Toulon comprimé, Lyon aux abois (137), demandaient de grands et prompts secours, et cependant M. De Vins, en qui la confiance du roi était alors sans bornes, ne voulut absolument mettre en action que la moindre partie des troupes dont il pouvait disposer. Il méprisait un ennemi trop redoutable; il comptait sur l'assistance des Suisses, de laquelle il n'avait eu aucun avis assuré; il ne doutait pas que les habitans des provinces où l'on allait entrer ne se joignissent spontanément au petit nombre de leurs libérateurs. Enfin ses jugemens portés au hasard le firent tomber dans les erreurs les plus funestes.

S. A. R. Monseigneur le duc de Monferrat ayant sous lui le général autrichien comte d'Argenteau, prit le commandement des troupes qui devaient pénétrer en Savoie par le S.t-Bernard et le Mont-Cenis.

S. A. R. Monseigneur le duc d'Aoste se mit à la tête de celles destinées à agir sur le *Haut-Var*, sur la *Tinée* et sur la *Vesubia*,

de concert avec la division du major-général autrichien Strasoldo, commandant au col de la Magdelaine.

Enfin le général en chef, baron De Vins, se porta au *Belvedere*, et le roi accompagné des deux cadets de ses fils, fixa son quartier-général à Savourge, afin de diriger de ce point l'ensemble des opérations.

Nice ou *Superga* ! c'est-à-dire la *victoire* ou *la mort!* s'écria en partant pour l'armée ce monarque encore rempli d'ardeur malgré son âge avancé (138).

Ce fut le 21 août qu'il sortit de Turin. On faisait généralement des vœux pour un aussi bon prince; mais on doutait de ses succès, à cause des circonstances qui devaient les rendre certains et qu'il avait laissé échapper.

Ce qu'il aurait fallu faire se présentait si bien à tous les esprits, qu'au premier moment où les troupes commandées par le duc de Monferrat parurent descendant des hautes montagnes de la Savoie, les Français, postés au sommet des vallées correspondantes, ne doutèrent pas que l'armée Austro-Sarde toute entière ne fondît sur eux. Ils désarmèrent promptement leurs redoutes, brûlèrent leurs magasins, s'enfuirent, et ne s'arrêtèrent que lorsqu'on leur eut donné le temps de compter le petit nombre de ceux qui les poursuivaient (139).

Il en fut exactement de même au comté de Nice. A la première apparition de Mon-

seigneur le duc d'Aoste, tout plia devant lui. Les vallées de la Vesubia et de la Tinée, Lantousca, S.t-Dalmace, S.t-Salvaire, furent abandonnées par les Français, qui d'une haleine auraient repassé le Var, si on leur avait tenu l'épée aux reins.

Lyon reprit courage à ces nouvelles, croyant voir arriver ses libérateurs ; Toulon en fit autant, et menacé de tomber entre les mains cruelles de Carto, qui venait d'abattre le fédéralisme au midi, elle n'hésita point à ouvrir ses portes aux chefs des armées navales d'Espagne et d'Angleterre, lesquels en prirent possession au nom de Louis XVIII, ne doutant pas d'être bientôt soutenus par d'autres coalisés (140). Mais pour que les invasions des ducs d'Aoste et de Monferrat eussent rempli leur objet, il aurait fallu (on ne se lassera point de le répéter) que ces princes eussent été soutenus en arrière par de fortes réserves, et surtout qu'ils n'eussent pas ralenti d'un seul moment leur marche.

Dès que l'ennemi put se convaincre que les alliés étaient divisés, il fit volte-face.

Les Suisses qui devaient se joindre à l'armée du duc de Monferrat à Nantua, sur la route de Genève à Lyon, refusèrent de se déclarer, quand ils la virent en aussi petit nombre. Il en fut de même d'une partie des peuples du Mont-Blanc, que l'abandon des Piémontais avaient forcés l'année dernière de subir le joug, et qui n'auraient

alors pas mieux demandé que de s'en affranchir; mais qui étaient trop sages pour s'exposer inutilement aux horreurs d'une réaction sanglante.

L'armée de Tarantaise, arrêtée à la *Roche-Cevin* pendant 6 semaines, donna à Lyon le temps de succomber.

Le général Gouvion, après avoir réduit cette ville aux dernières extrémités, marcha lui-même avec la moitié de ses troupes contre les Piémontais.

La même chose arriva au comté de Nicé. Masséna, si renommé depuis pour la guerre de montagne, y commandait l'armée révolutionnaire. Il ne tarda pas à s'appercevoir que son adversaire n'osait s'engager plus avant, faute de moyens proportionnés à son plan, et il l'obligea à reprendre devant lui une attitude défensive.

Lui-même prit une ligne très-forte, sa gauche au Var, sa droite au col de Browis, sûr de pouvoir ainsi conserver son adhérence avec l'armée des Alpes, et d'empêcher la jonction des Austro-Sardes avec les Espagnols et les Anglais, maîtres de Toulon.

Inutilement M. De Vins essaya d'ébranler cette ligne formidable, en attaquant de vive force le château de Giletta qui appuyait une de ses extrémités; il ne put y réussir, et cette tentative hors de saison lui coûta inutilement beaucoup de monde.

Dès-lors, les hostilités dans les Alpes maritimes reprirent le caractère qu'elles avaient

eu précédemment, c'est-à-dire, celui d'une guerre de chicane.

L'armée du duc de Monferrat en Savoie s'était avancée dans la vallée de l'Arve jusqu'à Bonneville, dans celle de l'Arc jusqu'à S.t-Jean, dans celle de l'Isère jusqu'à Roche-Cevin, où, comme nous l'avons remarqué, elle était demeurée stationnaire pendant un mois et demi.

Kellerman revenu du siège de Lyon avec de grands renforts, se jeta dans les montagnes secondaires, séparant les vallées qu'on vient de nommer, et les premiers jours d'octobre, les troupes Sardes, dépassées de toutes parts sur les hauteurs par cette manœuvre, et se voyant prêtes à être enveloppées, prirent le parti de rétrograder vers le pied des montagnes.

Cette retraite s'exécuta dans le meilleur ordre, quoiqu'en présence de l'ennemi, avec lequel sa colonne principale fut obligée de se battre à coups de canon tout un jour afin de pouvoir regagner le sommet du petit S.t-Bernard.

Le corps d'armée, qui sous les ordres du général M.is De Cordon avait pénétré en Maurienne, se retira en même temps aux sommets fortifiés du Mont-Cenis.

Les troupes qui occupaient la vallée de l'Arve firent, non sans peine, leur retraite par les chemins affreux du *Bon homme* et de l'*Allée blanche*.

Lyon et Toulon retombent au pouvoir de la puissance révolutionnaire.

Ces divers mouvemens s'effectuèrent le 3, le 4 et le 5 octobre. Lyon capitula le 9. Dès-lors Toulon attira la principale attention des coalisés. Cette ville, plus fameuse par son port et par son arsenal que par la bonté des fortifications qui la couvrent du côté de terre, était défendue par des contingens Espagnols, Anglais, Piémontais, Esclavons, Portugais et Napolitains, formant à peine entr'eux tous 25,000 hommes, et cette armée de pièces de rapport, manquant d'ensemble et d'appui, ne pouvait tenir longtemps contre les 40,000 hommes qui venaient d'accabler Lyon et les fédéralistes. Après un siège de 4 mois, après bien des actions meurtrières, les armées d'Espagne et d'Angleterre se retirèrent, les autres coalisés en firent autant, et Toulon ouvrit ses portes au général Dugomier (141).

Cette ville infortunée était dans un état de désolation impossible à dépeindre, presque déserte, en partie livrée aux flammes; car les Anglais, en se retirant, avaient mis le feu tant à l'arsenal qu'aux vaisseaux Français qu'ils n'avaient pu emmener avec eux.

Le peu de familles royalistes qui ne s'étaient pas enfuies, furent cruellement décimées. Les Français alors étaient des tigres pour les Français. Tous les sentimens de la nature étaient éteints en eux.

Ainsi finit pour les Austro-Sardes la campagne de 1793, où de si grands moyens avaient été mis en usage à pure perte, où tant d'occasions favorables avaient été perdues, et s'échappèrent pour ne plus revenir.

Opérations avortées de la coalition en Flandres et en Alsace pendant cette même année 1793.

Si les fautes des autres pouvaient servir d'excuse à celles des Austro-Sardes, il suffirait d'arrêter un moment les yeux sur ce qui se passait en même temps à l'Orient et au Nord de la France.

Le duc de Brunswich, l'année d'auparavant, s'était ouvert en 15 jours l'entrée de ce royaume par la frontière qui présente le moins d'obstacles et qui s'approche le plus de la capitale.

Avant son incroyable retraite, il avait vécu de contributions levées sur la Champagne, et il avait répandu l'épouvante dans les murs de Paris (142).

En 1793, le prince de Cobourg, commandant l'armée anti-révolutionnaire dans la Belgique, changea de direction, et comme s'il avait craint que trop de facilité ne diminuât la gloire qu'il se promettait d'acquérir, il voulut pénétrer en France par cette lisière surchargée d'obstacles, dont la droite s'appuie à la Meuse, la gauche à l'Océan, et que dans l'histoire militaire on

appelle la *frontière de fer*. Il échoua dans les sièges de Lille et de Douai, les plus forts appuis de cette ligne, et ne réussit qu'à s'emparer de quelques places du second ordre.

Maître du camp de César, il pouvait cependant encore relever Cambrai, s'ouvrir par cette conquête un chemin par la Picardie, et frapper un grand coup; mais contre toute probabilité, il entreprit le siège de Dunkerque, et il employa infructueusement à ce siège le reste de la campagne, qui fut définitivement perdue.

D'un autre côté, le général Wurmser, arrivé au milieu de l'Alsace, après avoir battu et dispersé les armées conventionnelles qui lui étaient opposées, après avoir pris Lauterbourg, Haguenaw, Fortlouis, et forcé en un jour les fameuses lignes de Weissembourg, s'arrêta tout-à-coup, comme s'il avait été retenu par une puissance magique. Il demeura plus d'un mois dans l'inaction, donnant à l'ennemi le temps de recevoir des renforts et de reprendre contre lui l'offensive. Enfin il se laissa dépouiller pièce à pièce de toutes les conquêtes qu'il avait faites pendant la belle saison.

Après sa retraite, les royalistes demeurèrent en Alsace, livrés aux mêmes réactions qu'à Lyon, à Toulon, à Nice et en Savoie.

On aurait dit que les chefs illustres qui dirigeaient les opérations de cette funeste guerre, étaient dirigés eux-mêmes par des

agens secrets de la secte ennemie, lesquels cachés sous la forme de secrétaires, ou de confidens domestiques, entraînaient leurs patrons dans des inconséquences inexplicables, leur faisaient prendre de fausses routes, et détournaient ainsi les coups prêts à tomber sur leur parti.

Quoi qu'il en soit, le résultat de tout ce qu'on vient de lire, fut de jeter des semences de division entre les coalisés, et de donner un grand éclat au gouvernement conventionnel. Ce gouvernement n'aurait eu qu'à subir quelques revers pour être méprisé autant qu'il était haï.

Ses succès le rendirent l'effroi de ses ennemis du déhors, et lui donnèrent assez de force au dedans pour courber la nation Française sous le joug le plus humiliant. Dès-lors, il ne mit plus de bornes à sa férocité. Les tables de proscription se multiplièrent au gré de sa cupidité * et de sa haine. Le sang des patriotes se mêlait à celui des royalistes. Sur le même échafaud Manuel et Brissot eurent le même sort que la reine de France; et la tête de la pieuse Elisabeth tomba sous le glaive qui venait d'abattre celles d'Hebert, de Chaumette et de Carier.

Le peuple non seulement ne se révolta

---

* C'était alors qu'un de ses membres osait dire, *qu'il battait monnaie sur la place de la révolution.*

plus, mais il n'osa plus émettre un sentiment, une pensée. On aurait dit que le Ciel se hâtait de lui faire éprouver ses vengeances pour les excès auxquels des monstres l'avaient entraîné.

Ce qu'il y eut de plus remarquable fut de voir l'enthousiasme guerrier et la valeur héroïque des troupes s'exalter sous l'influence infâme du crime et de la terreur.

Hiver de 1793 *à* 1794.

On n'avait pas su en Piémont profiter des embarras de l'ennemi pendant l'été de 1793. On s'y aveugla sur ses propres dangers pendant l'hiver suivant.

Le roi commençait à ne pas aimer M.r De Vins; mais il le ménageait, et cédait à tous ses caprices. Le tribunal de la postérité, seul juge compétant des rois, n'absoudra pas Victor Amédée des fautes qu'il commit en suivant les impulsions d'un étranger présomptueux dont il s'exagérait les talens. Mais la dépendance où il se trouvait de la cour de Vienne, modérera peut-être une juste censure. Peut-être pardonnera-t-on à ce bon prince d'avoir, par des égards forcés pour cette cour, supporté les indiscrétions et les fautes de plusieurs de ses agens.

On ne pouvait douter, d'après des avis certains, que les Français ne se disposassent à prendre, à leur tour, l'offensive contre

cette coalition dont ils venaient de repousser de toutes parts les attaques.

On devait particulièrement s'attendre en Piémont à voir l'armée des Alpes, grossie des vainqueurs de Toulon, faire les derniers efforts pour pénétrer dans ce pays. On savait qu'au printemps les ennemis tenteraient de s'y introduire par les montagnes de Nice, et par les sources du Tanaro. Soigneux d'éviter les places fortes, et convaincus qu'à leur apparition dans la plaine ils seraient accueillis par une foule de partisans cachés, prêts à leur en faciliter la conquête.

Des jacobins Piémontais.

Nous avons dit ce qu'étaient les jacobins en France. Cette secte avait malheureusement des affiliés en Piémont, appelant par leurs vœux coupables la subversion de leur patrie, applaudissant aux succès de ses ennemis, entretenant avec eux des correspondances suivies; mais que la peur retenait encore cachés dans l'ombre.

Le gouvernement, qui les connaissait, au lieu de les livrer à toute la rigueur des lois, se contentait de les surveiller, de réprimer leur méchanceté, et répugnait à sévir contr'eux, à cause, dit-on, de leur trop grand nombre.

Il faut l'avouer; aucune classe de la société n'était entièrement exempte de ce

poison, si ce n'est peut-être celle des paysans et des soldats.

Les premiers, laborieux, religieux et sobres, sentaient le bonheur de vivre sous un gouvernement paternel qui les protégeait spécialement.

Les autres, isolés par une discipline austère, avaient une longue habitude d'honneur et de fidélité, et d'ailleurs ils chérissaient la personne du roi (143). Les traîtres se trouvaient donc parmi les orgueilleux de la classe mitoyenne, blessés de quelques distinctions auxquelles ils ne pouvaient atteindre ; parmi les présomptueux de tous les états, dont le gouvernement avait rejeté les prétentions mal fondées; parmi les gens à demi-savoir, à demi-talent, auxquels il fallait pour briller un nouvel ordre de choses ; parmi des individus enfin de toute espèce, qui mus par la curiosité, et à la faveur de certaines initiations secrètes, croyaient parvenir à de nouvelles lumières en foulant aux pieds les anciennes, et s'élever à l'éclat et au pouvoir, en s'enfonçant dans des routes ténébreuses.

Si Victor Amédée n'eut pas, comme Louis XVI, la douleur de trouver un parent au nombre des ennemis de la patrie et des siens, il eut celle de découvrir parmi l'écume de ses sujets quelques seigneurs pressés apparemment de descendre du rang honorable où les avaient élevés les vertus de leurs aïeux.

A chaque évènement avantageux pour la France, ou funeste pour le Piémont, on appercevait certains mouvemens parmi eux. Les frondeurs qui, sans être du secret, leur servaient de trompettes, répétaient à tous propos cet adage des anciens : *quand Jupiter veut châtier les humains, il aveugle ceux qui les gouvernent.* Ils exagéraient les fautes des coalisés ; ils pesaient avec complaisance sur le peu de fruit que le roi avait retiré de ses grands armemens ; sur l'ineptie de ses conseillers ; sur l'embarras de ses finances qui l'obligeaient à de nouvelles émissions de billets d'état (144). Ils le comparaient à Frédéric Guillaume, dont les trésors étaient épuisés et la position chancellante, faute d'argent, dès sa seconde campagne. Si l'on ne se permettait pas contre les personnes du sang royal de ces censures virulentes prodiguées alors avec tant d'indiscrétion et d'insolence contre les Souverains, c'est qu'on ne pouvait y trouver matière ; il n'y avait jamais eu qu'honneur et décence dans cette auguste famille. Il n'était possible de reprocher au roi ni de sacrifier ses sujets à son ambition particulière, ni d'être un monarque fainéant.

Il n'avait pris les armes que pour satisfaire au premier de ses devoirs, celui de défendre l'intégrité de sa couronne et de maintenir son indépendance, de conserver à ses sujets, leur culte, leurs mœurs, leurs

lois, et de les préserver du plus épouvantable des fléaux, celui de l'anarchie.

Il avait donné aux nobles et aux riches l'exemple des privations personnelles, en envoyant lui-même sa vaisselle à la monnaie, en faisant fermer son théâtre, et en vendant ses équipages de chasse.

Il n'avait épargné à l'armée, ni sa personne, ni celle de ses fils, et pendant qu'il exposait sa tête vénérable aux hasards de la guerre, les princesses, ses brus, dans une profonde retraite, n'avaient cessé d'invoquer le ciel par des prières et des bonnes œuvres pour le salut de l'état (145).

Campagne de 1794.

Les bons serviteurs du roi, ceux qui avaient conservé le souvenir des anciennes guerres, ou qui possédaient quelque théorie et quelques connaissances locales, s'efforçaient de faire entendre à M. De Vins combien il était urgent de prévenir les Français à l'entrée du chemin de Gênes et dans les avenues du Haut-Tanaro.

Depuis la démolition du château de Nice par Louis XIV en 1706, depuis la prise des forts de Villefranche et de Montalban en 1792 par le général Anselme, ces chemins étaient restés ouverts; et pouvait-on douter que les Français n'en fissent usage pour pénétrer cette année au cœur de la Lombardie, en évitant tous les chemins scabreux des Alpes et leurs fameuses forteresses?

Les positions qu'on venait de défendre pendant deux années de suite au-devant de Savourges, n'avaient été attaquées que de front ou par leur droite. En les tournant par leur gauche, on pouvait faire crouler tout cet édifice sans tirer un seul coup de fusil, leur unique appui de ce côté étant l'inviolabilité prétendue du territoire Gênois. Or, si les Français, d'accord peut-être avec Gênes, qu'ils s'efforçaient de révolutionner (146), cessaient de regarder cette inviolabilité comme un obstacle insurmontable, il ne leur serait que trop aisé de remonter par les vallées de la Taglia et d'Onéille, de se porter à Tende par derrière Savourges et sur Orméa par le pont de Nava. Maîtres, comme ils l'étaient, de tout le bas-comté de Nice, rien ne leur était plus aisé à exécuter qu'une pareille manœuvre.

On proposait, pour parer à ce danger pressant, d'occuper au plutôt l'excellente position du baron de Leutron pendant la dernière guerre, de former un camp retranché entre la *Roya* et la *Nervia*, et pour ne pas perdre un temps précieux, de cantonner tout de suite un corps considérable de troupes dans la vallée de *Dolce Acqua*.

On débattit beaucoup cette question. M. De Vins fit faire une reconnaissance à Dolce Acqua, mais il ne se pressa pas d'y envoyer des troupes, et l'on n'y songea plus. On trouva plus aisé de se reposer sur la neutralité de Gênes.

Pour l'intelligence de ce qui va suivre, il est indispensable de se former une idée juste des positions que les Austro-Sardes avaient occupées depuis 1792 dans le haut comté de Nice, et que nous avons appelées *la ligne de Savourges*.

Cette ligne embrassait le bassin de Tende par un demi-cercle appuyé de droite et de gauche à des points regardés comme inaccessibles. Elle se composait d'ailleurs de postes excellens et que leur liaison entr'eux rendait plus forts encore. Les principaux étaient le camp retranché de *Lauthion*, renommé pour la victoire qu'y avaient remportée les troupes du roi l'année précédente, la grande redoute de la *Marta*, fraisée, palissadée, et pouvant contenir plusieurs bataillons, enfin le château de Savourges.

Sept mille hommes seulement garnissaient ces positions.

L'ennemi commença à s'agiter les derniers jours de mars. Il n'avait cessé de recevoir des renforts depuis le commencement du mois précédent, et en apprenant que ses forces s'élevaient à plus de 40,000 hommes, on ne put pas douter qu'il n'agît bientôt offensivement et de la manière la plus sérieuse.

L'officier général Piémontais *, qui commandait à Savourges dans ces premiers

* Le général baron Déléra.

momens, écrivait lettres sur lettres pour demander du secours. Il avertissait qu'on devait s'attendre à une attaque très-prochaine; mais M. De Vins toujours lent et dédaigneux avait l'air de ne croire qu'à-demi ces nouvelles alarmantes, et n'envoya que fort peu de troupes.

Enfin le 6 avril, une attaque générale eut lieu sur tout le front de la ligne Austro-Sarde. D'innombrables coups de canon se firent entendre, et les grenades royales pleuvaient de toutes parts.

Ce bruit n'avait pour objet que de voiler un grand mouvement qui s'exécutait en arrière. La majeure partie de l'armée française, sous le commandement du général Masséna, prit le chemin d'Albinga, après avoir rassuré le sénat de Gênes sur le motif de cette infraction de territoire (147).

Arrivés à S.t-Remo, 12,000 hommes se détachèrent de cette armée, conduits par le général Macard, et se portèrent vers le col Ardent. Le reste poursuivit sa marche le long des bords de la mer, jusqu'à Oneglia, d'où tournant à gauche vers le pont de Nava, point très-important par lequel on entre de la rivière de Gênes dans la vallée du Tanaro, et de celle-ci dans le cœur du Piémont.

Ces nouvelles répandirent l'effroi jusqu'à Turin. On fut surtout tellement troublé au quartier-général de Savourges, que l'ordre fut donné de se tenir prêts à mettre le feu aux magasins de Tende, et qu'on s'occupa

s'rieusement d'une retraite par le *col des Fenêtres*, laquelle, vu l'état actuel des choses, et la saison où l'on se trouvait encore, ne pouvait être qu'un parti désespéré. En effet on n'aurait pu effectuer un pareil mouvement qu'avec des peines prodigieuses, en abandonnant toute l'artillerie et les équipages de l'armée, et en perdant une partie des hommes et des bêtes de charge.

M. De Vins alors put sentir le tort qu'il avait eu de n'écouter aucun avis et de ne reconnaître rien par lui-même.

Il donna des ordres pressans pour arrêter les progrès du mal.

La ligne de Savourges fut resserrée, et sa gauche appuyée au groupe des hautes montagnes où le Tanaro prend sa source.

Le général d'Argenteau partit en hâte avec quelques bataillons pour défendre Orméa. Le baron de Colli, autre général Autrichien, connu par sa valeur et sa conduite à la bataille de Raus, vint se mettre à la tête de l'armée de Nice, commandement que le général Piémontais lui remit avec toute la joie qu'on éprouve à se débarrasser d'une mauvaise commission.

Ce nouveau chef montra dans les premiers momens un calme et une fermeté qui rendirent un peu de confiance aux soldats.

Il forma au col Ardent un camp de 5,000 hommes, entre deux sommités chargées de retranchemens : et par ces mesures, il déconcerta la manœuvre des ennemis. On eut le temps de respirer.

M. De Vins voulut alors que les troupes de l'armée de Nice prissent l'offensive, et s'emparassent de vive force de cette même position de *Dolce-Acqua* qu'il avait négligé de faire occuper à temps.

Mais la chose était devenue bien difficile. Le général Colli, avant de se jeter au milieu d'une foule d'ennemis, crut prudent de reconnaître leur nombre et leur position. Il avait à remplir une tâche plus pressante, celle de se mettre en rapport avec le général d'Argenteau, qui devait être arrivé au pont de Nava, mais dont il ne recevait aucune nouvelle.

Deux officiers de son état-major qu'il lui envoya, reconnurent que les deux corps d'armée étaient séparés par de hautes montagnes, tellement encombrées de neige, qu'elles ne pouvaient de quelque temps offrir aucune issue praticable.

Ils trouvèrent le comte d'Argenteau dans la position la plus embarrassante et rempli des plus noirs pressentimens. Il était chargé avec trois mille hommes de faire tête à douze mille Français qui menaçaient de le couper par toutes les gorges de l'Apennin entre Oneille et Savone, et il n'avait aucune connaissance du labyrinthe de montagnes dans lequel il se voyait jeté; enfin il craignait, non sans raison, d'être enveloppé et forcé de mettre bas les armes dans le bassin d'Orméa, dont l'abondance des neiges formait un impasse étroit et dangereux.

Pendant qu'il se livrait à ces inquiétudes, 1,500 hommes qu'il avait placés en avant du pont de Nava, furent attaqués et culbutés. Plusieurs autres postes plus faibles, répandus sur sa gauche, furent menacés en même temps, et il se crut heureux, en abandonnant à la fois toute la vallée du Tanaro, de pouvoir se replier sans perte sous le fort de Ceva.

Les Français entrèrent dans Orméa le 17. Le château capitula les jours suivans (148), et tous les bords de la rivière furent au pouvoir de l'ennemi jusqu'à Bagnasco.

Ce déplacement du comte d'Argenteau non seulement obligea le général Colli à ne plus chercher d'appui sur sa gauche, mais dut le mettre en crainte pour ses derrières, et le força à se tenir de toutes parts sur ses gardes.

Sa ligne n'en fut pas moins forcée dans la journée du 27 avril, à la faveur de fausses attaques sur plusieurs points distans les uns des autres.

Les deux sommités retranchées qui flanquaient le camp du col Ardent furent assaillies impétueusement ; la gauche tint ferme, mais les redoutes de la droite ayant été emportées, il fallut abandonner la position et en prendre une nouvelle encore plus resserrée autour du bourg de Tende, la gauche et la droite appuyées aux pieds des Alpes centrales, et tout le front hérissé de canons.

Cette bonne contenance put en imposer encore quelques jours à l'ennemi, et donna le temps au général Autrichien d'évacuer, sans confusion, le reste de son artillerie, ses hôpitaux, ses magasins et jusqu'aux cloches du bourg de Tende qui furent transportées en Piémont.

Il se disposait, après avoir rappelé la droite de sa ligne, qui n'avait fait encore aucun mouvement, à prendre une troisième et dernière position sur le front le plus élevé des Alpes; mais cette opération manqua par la reddition prématurée du fort de Savourges. Ce château servait d'appui à la droite de l'armée, laquelle, comme on vient de le dire, était restée immobile, pendant que la gauche manœuvrait.

Mais Savourges ayant ouvert ses portes à la première sommation, dans la matinée du 28, les troupes de cette aile droite ne purent gagner Tende que dans la plus extrême confusion, et en perdant beaucoup de prisonniers et de canons. Ce contre-temps fut le plus fâcheux qu'on eût essuyé jusqu'alors.

Avant d'abandonner le bourg de Tende; avant de s'élever au col du même nom, pour y former sa dernière ligne défensive, il était nécessaire au général commandant d'assurer ses flancs et ses derrières. Dans cette vue, il fit garnir tous les passages sur la droite et sur la gauche de celui de Tende, et avertit le comte d'Argenteau

retiré à Ceva, d'observer soigneusement l'ennemi dans la vallée du Tanaro. La cavalerie Piémontaise fut étendue au revers des montagnes dans la plaine qui sépare Carru de Coni.

Ces dispositions prirent encore 8 jours, au bout desquels l'armée se mit en devoir d'effectuer sa retraite trop long-temps différée.

On a accusé le général Colli de témérité pour n'avoir pu se déterminer plutôt à prendre un parti devenu nécessaire, et pour s'être obstiné à n'agir qu'en plein jour et en présence de l'ennemi.

Le fait est, que les généraux français Masséna et Macard, mortifiés de s'être vus retardés pendant plus d'un mois dans l'exécution de leur projet, et se croyant au moment de le réaliser, le harcelèrent sans relâche et de la manière la plus vive. Le gros des troupes marchait lentement par la grande route du Col, ayant son arrière-garde aux prises avec l'ennemi.

Sur les hauteurs de droite et de gauche du défilé de Tende, étaient placés en échelons différens corps dont la destination était de protéger les flancs de la colonne principale, et qui, à mesure que celle-ci avançait, devaient se replier les uns sur les autres. Plusieurs de ces corps furent attaqués séparément, battus et déplacés, et l'ennemi faillit à dévancer sur le Col le gros de l'armée, ce qui mit tant de

confusion dans la manœuvre, que le général, voyant l'impossibilité de la rallier et de la disposer convenablement au milieu des coups de fusil, renonça à la dernière position qu'il avait voulu prendre, et ordonna que la retraite fût continuée jusqu'au bourg de Limon.

On ne jugea pas convenable de recommencer en deçà des monts cette guerre de chicane qui avait désorganisé les corps, harassé et rebuté les individus. Après avoir observé deux jours encore l'ennemi sur les hauteurs de Limon, et après avoir garni de quelques troupes légères les têtes des deux rameaux qui bordent la *Vermenagna*, l'armée se rendit d'une seule marche au bourg S.t Dalmace où elle passa le reste de la campagne dans un camp retranché (149).

Moins de 6 semaines s'étaient écoulées depuis le commencement des hostilités, et la face des choses avait étrangement changé pour nous. 100,000 Français couvraient les sommités des montagnes. Car en même temps qu'ils s'étaient emparés du col de Tende, des vallées de la Vermenagna et du Tanaro, ils avaient occupé la plupart des cols des Alpes occidentales.

La position retranchée du petit S.t Bernard avait été enlevée par le général Badelonne, le 24 avril; celle du Mont-Cenis le fut le 14 mai; Mirabouc, au sommet de la vallée de Luserne, fut pris le 12 du même mois.

L'ennemi avait fait en même temps plusieurs irruptions dans les vallées d'Oulx et de Lachenal ; enfin les troupes alliées destinées à garder le col de la Magdelaine et les barricades dans la vallée de Sture, avaient été repoussées sous le fort de Démont, par une manœúvre semblable à celle de 1744.

Comment expliquer cette intensité d'actions de la part des ennemis pour s'emparer de toutes les montagnes, et leur longue immobilité qui suivit ce premier élan, si l'on ne suppose pas qu'ainsi postés ils attendaient des traîtres de l'intérieur le signal pour se précipiter dans la plaine?

Chaque jour dévoilait de la part des jacobins quelque complot sinistre. Le gouvernement prit enfin le parti de faire emprisonner plusieurs d'entr'eux, et cette mesure suffit pour contenir momentanément la dangereuse activité des autres.

On apprit enfin en quoi consistaient les forces de Masséna, qui venait de chasser les alliés du comté de Nice *. Elles se divisaient en trois corps : le premier de 15,000 hommes, sous le commandement particulier du général en chef, était renfermé dans la vallée du Tanaro, d'où il menaçait le Monferrat, les Langues et l'Albesan, et devait donner le plus d'inquiétude.

---

* Correspondances enlevées à l'ennemi.

A gauche était la division du général Serrurier, de 12,000 hommes, resserrée dans les vallées de la Vésubia et de la Tinée, et menaçant la Sture par une multitude de passages que la belle saison allait ouvrant à mesure qu'elle s'avançait.

Enfin la division du centre de 12,000 hommes, aussi commandée par le général Macard, était toute entière resserrée dans la vallée de la Vermenagna, et tournée contre le camp retranché de Bourg.

Cette armée de 39,000 hommes, qui recevait chaque jour quelques renforts, avait en arrière des réserves considérables, et tirait ses subsistances de la mer, en attendant qu'elle pût lever des contributions sur le Piémont.

Les alliés n'avaient à lui opposer que 25,000 hommes postés avantageusement entre Ceva et Démont, et qui bientôt furent renforcés d'un camp de 10,000 Autrichiens placés à Morrous, entre les généraux d'Argenteau et Colli.

Cette ligne assez forte arrêta les entreprises de l'ennemi, et mit à couvert de ses ravages une des plus belles récoltes qu'eussent encore produit les plaines du Piémont. Tout resta tranquille jusqu'aux derniers jours de juin.

Alors la division Macard s'avançant jusqu'aux bords du Gezzo, fit mine de prendre l'offensive. On sut qu'il y arrivait du canon de siège, venu de Provence, et l'on

ne douta pas que l'ennemi, pour ne pas perdre une campagne, dont le début avait été si brillant, ne se proposât d'assiéger Coni.

Le 9 août, on vit paraître sur la droite du Gezzo un corps considérable de cavalerie qui semblait vouloir tourner le camp du Bourg. Le plus grand mouvement régnait en même temps dans les postes ennemis que ce camp avait en face.

Tout annonçait une attaque générale pour le lendemain, lorsqu'avec une extrême surprise on apprit le 10 au matin que les Français avaient abandonné leurs postes, désarmé leurs batteries pendant la nuit, et qu'ils rétrogradaient à grands pas vers le col de Tende.

On se mit à les poursuivre, mais avec précaution, craignant de tomber dans quelque embuscade. Les déserteurs qui arrivaient en foule, ne disaient rien que d'invraisemblable et de confus sur les causes de cet étrange mouvement.

Enfin la nouvelle de la mort de Robespierre éclaircit cette énigme.

On apprit que ce monstre venait enfin de tomber lui-même sous la hache qu'il avait émoussée par tant de meurtres.

La convention nationale l'avait regardé comme le chef d'une vaste conspiration, ne tendant à rien moins qu'à livrer le midi de la France aux puissances ennemies, et conséquemment l'ordre était arrivé le 6 à

l'armée d'Italie de suspendre toute attaque, et de se replier vers les montagnes; ce qui parut aux alliés un mouvement offensif, n'était qu'une fausse démonstration, pour leur en imposer, et les empêcher de troubler la retraite.

Ainsi par un effet des craintes du gouvernement révolutionnaire français, le coup fatal qui menaçait le Piémont, resta suspendu; mais ce ne fut pas pour long-temps, car dès les premiers jours de septembre, l'ennemi reprit l'offensive. Il est vrai qu'il cessa de menacer Coni.

Il y avait eu, dès l'ouverture de la campagne, beaucoup de différens avis sur le point où devaient être portés les premiers coups contre le roi de Sardaigne. On en revint aux maximes suivies en 1646. Les troupes restées sur le Var et dans les montagnes de Nice redescendirent aux bords de la mer, et filèrent vers Savone.

A cette nouvelle, les Austro-Sardes crurent qu'ils allaient avoir à soutenir une guerre d'hiver.

Les troupes du camp de Morrous, qui déjà s'étaient retirées à Acqui, se portèrent vers le Caïro, et poussèrent leur avant-garde jusqu'à Malarc au-dessus de Savone. Ce fut là que le général du Morbion vint les attaquer le 16 septembre. Le général autrichien Wallis, très-inférieur en forces, et croyant plus avantageux de recevoir la bataille près du château de Dégo sur la

Bormida, rétrograda jusqu'à ce point. Il y eut en effet une action assez vive, qui dura le 20 toute la journée, sans avantage décidé de part ni d'autre *.

Ce qu'il y eut de plus digne de remarque dans cette affaire, fut que chaque parti s'attribua le champ de bataille, et que par le fait, Français et Autrichiens faisant volte-face en même temps, se retirèrent avec précipitation à 10 lieues les uns des autres, les premiers vers Final, les autres vers Acqui. Les uns abandonnant sur place une partie de leurs blessés, les autres livrant leurs magasins et leurs effets de campemens.

Mais les Français remplirent leur but, s'ils n'avaient voulu qu'éloigner leur ennemi de Savone pour s'assurer des quartiers d'hiver dans la Rivière et à Nice.

Les troupes Piémontaises n'eurent aucune part à cette reprise d'hostilités, et les neiges précoces les forcèrent d'entrer de bonne heure en quartiers d'hiver, ainsi que les Allemands, qui se retirèrent dans le Milanais et dans l'Alexandrin.

Quoique la situation du roi de Sardaigne fût plus resserrée et plus mauvaise qu'à la fin de l'année précédente, il dut se féliciter

---

* Il en coûta près de 4,000 hommes aux Français, mais le général Wallis, après avoir battu l'ennemi, ayant pris le parti de rétrograder, on dut regarder l'affaire comme nulle.

de voir encore une fois l'ennemi forcé de se replier au-delà des montagnes, sans avoir pu se rendre maître d'aucune de ces places fortes. C'était la première fois qu'on pouvait en dire autant en Piémont, après trois années de guerre contre les Français.

Ce pays dut son salut à l'indécision des ennemis, à la mort de Robespierre, à la découverte qu'on fit des conspirations au-dedans.

Du côté des alliés, le courage passif avait joué un fort beau rôle.

Il y avait eu du mérite plus d'une fois à ne pas désespérer de la chose publique, et forcés comme ils étaient de prendre un jour après l'autre conseil de la nécessité, de ne montrer jamais une contenance indécise, tout aurait été perdu, si quelque mauvaise qu'était leur position au mois de mai et de juin, ils avaient hasardé d'en changer alors. Ce fut en gagnant du temps, qu'ils donnèrent aux évènemens les plus difficiles à prévoir l'occasion de venir à leur secours.

Campagne de 1795.

Les dangers que le Piémont avait courus pendant l'année 1794, et la situation critique où il se trouvait encore, obligèrent son gouvernement à faire de nouveaux efforts pour repousser ceux de ses redoutables ennemis.

La mort de Robespierre, en diminuant les maux de la France, n'avait fait qu'accroître le péril de ses adversaires.

Les conventionnels étaient toujours les mêmes pour le roi de Sardaigne, et celui-ci croyait avec raison, que dans l'état où étaient les choses, c'était maintenir la paix au-dedans, que de continuer la guerre au déhors.

De son côté, la cour de Vienne parut enfin s'alarmer sérieusement du voisinage d'une armée française qui n'avait plus que quelques pas à faire pour se jeter sur le Milanais.

Elle investit cette année le baron De Vins du commandement général de ses troupes en Lombardie, et lui fit passer de tels renforts qu'on put croire qu'à son tour elle allait prendre l'offensive. Le général adverse avait reçu des ordres tout contraires ; il lui était prescrit de conserver ses positions jusqu'au moment où des forces employées ailleurs pourraient être réunies aux siennes, trop insuffisantes pour entreprendre quelque chose de considérable.

Il fallait donc ne pas hésiter à se donner contre lui l'initiative, et le chasser, sans perdre un moment, des positions menaçantes qui lui donnaient tant d'avantages.

Les militaires d'un jugement sain prouvaient aux alliés la nécessité de concentrer toutes leurs forces pour faire brêche à la fois sur les points de Nice, de Savone et d'Orméa, de couper ainsi la ligne ennemie sur différens points, en menaçant d'en envelopper les parties isolées. On les aurait forcés à évacuer la rivière de Gênes, et tout

le comté de Nice ; on leur aurait fait perdre le fruit des trois dernières campagnes.

Il aurait suffi vraisemblablement pour obtenir un si grand résultat d'agir de bonne heure, et de suivre avec précision et fermeté un plan qui se présentait de lui-même si naturellement, et contre lequel on n'aurait su qu'objecter, les moyens étant plus que suffisans.

Au lieu de les mettre en œuvre, suivant leur coutume, les Austro-Sardes se laissèrent prévenir partout. Ils donnèrent le temps à leurs adversaires de choisir leurs postes défensifs dans l'Apennin, de s'y affermir, et d'obvier par là à l'infériorité de leur nombre.

Les Français avaient prodigieusement souffert dans les montagnes de la Ligurie ; beaucoup étaient morts ; un plus grand nombre était languissant ou avait déserté.

Ils avaient craint surtout d'être attaqués dans leurs cantonnemens, pendant le combat du 14 mars entre la flotte Anglaise, et celle de France.

On les avait vus incertains et agités ; ils s'attendaient à voir leurs ennemis descendre en même temps des montagnes, fondre sur eux, et mettre le comble à leur désordre ; mais une pareille combinaison n'entrait point dans le plan de ceux-ci, ou plutôt, aucun plan, aucun accord n'existaient encore entr'eux.

Ils sortirent lentement de leurs quartiers d'hiver, et entrèrent dans la ligne au nom-

bre de plus de 65,000 hommes, c'est-à-dire surpassant de plus d'un tiers les forces ennemies.

La droite de cette ligne immense n'en fut pas moins attaquée par le général Moulin, commandant dans la haute Tarantaise, et qui le 12 mai emporta de vive force le poste retranché du col du Mont, au sommet de la vallée d'Aoste.

Les troupes Piémontaises s'efforcèrent en vain de le reprendre quelques jours après; et 400 hommes dans ce point important furent suffisans pour paraliser, pendant le reste de cette campagne, le corps d'armée du duc de Monferrat: dès-lors, et sur toute la ligne, on ne fit plus que s'observer, jusqu'au milieu du mois de juin, où le baron De Vins adoptant trop tard une partie du plan dont on a parlé au commencement de cet article, entreprit de percer la ligne ennemie sur Savone, dans les journées du 25, du 26 et du 27. Ce général en personne emporta, après un combat de 8 heures, le poste fortifié de S.t Jacques de Malaré, l'un des meilleurs de la ligne ennemie.

Le comte d'Argenteau, le même jour, enleva les importantes positions de *Settepani* et de *Malaré* défendues par Masséna.

Le général Colli ne porta pas un coup moins décisif aux Français, en forçant le camp de la Spinarda sur les hauteurs de Garessio.

Dès-lors, l'ennemi menacé de toutes parts et séparé de Gênes, dut changer de position. Il avait si bien prévu qu'il serait attaqué dans sa ligne, qu'il en avait préparé en arrière une seconde. Il abandonna toute la partie de l'Apennin comprise entre Savone et Borghetto, et pivotant sur sa gauche qui resta fixe au col des *Termes*, il replia sa droite au bric de *San Spirito* près de la mer, entre Borghetto et Cériale.

On admira l'habileté du général Français d'avoir effectué ce grand reployement sans aucun désordre, quoiqu'en présence d'un ennemi supérieur en forces et maître des hauteurs ; mais il faut convenir qu'il dut principalement un tel succès aux fautes de son adversaire.

Si le corps de 7,000 hommes avec lequel le comte d'Argenteau avait pris *Settepani*, eût été soutenu en arrière par une réserve suffisante, et qu'il eût franchi sans balancer le peu d'espace qui le séparait de la mer, il aurait prévenu les Français à Louan, pendant que M.r De Vins les aurait poussés en flanc et chassés devant lui. On ne comprend pas comment alors ils auraient pu échapper ; les alliés auraient ainsi tranché d'un seul coup un bras à l'armée d'Italie; ils auraient déconcerté tous ses projets pour le reste de cette campagne.

Mais au lieu de finir ce qu'il avait si heureusement commencé, le comte d'Argenteau demeura pendant 14 jours immo-

bile sur les *Settepani*. Le général Cantù en fit autant à S.t Jacques de Malaré. Tous deux virent défiler à leurs pieds l'armée ennemie, traînant après elle ses canons, ses bagages et jusqu'à ses magasins, et se retirant en bon ordre dans sa nouvelle ligne. Comme on l'a dit plus haut, cette seconde position était d'un tiers plus courte, et par conséquent plus forte que celle que les Français venaient d'abandonner, son front était inattaquable, et ses derrières parfaitement libres ; elle tenait à couvert Onéille, Nice et Orméa (150).

M.r De Vins de son côté croyait garantir le Milanais ; il avait coupé par terre toute communication entre l'armée ennemie et la ville de Gênes. Il s'était mis en contact avec les Anglais maîtres de la mer, et l'on peut croire qu'il n'en voulait pas davantage, puisque après le coup vigoureux qu'il venait de frapper, il resta pendant deux autres mois dans une inaction complette, se confinant de sa personne dans un château aux portes de Savone (151), et faisant une espèce de forteresse de l'espace étroit qu'occupait son avant-garde. Il excitait delà quelques armateurs contre les bâtimens légers qui de Gênes essayaient encore de porter des vivres aux ennemis, malgré ses menaces et celles des Anglais qui croisaient au large sur cette côte (152).

Pendant que des soins aussi peu dignes d'un général en chef lui faisaient perdre

un temps précieux, il apprit que 10,000 Français de l'armée du Rhin et 6,000 de l'armée des Pyrénées étaient en marche pour venir renforcer celle qu'il avait en tête, et bientôt après, la paix signée entre la France et l'Espagne lui fit prévoir encore de bien plus grands embarras.

Il voulut alors réparer le temps perdu. Il engagea Monseig.[r] le duc d'Aoste à tenter une diversion au Mont-Genèvre, pour empêcher les troupes stationnées en Dauphiné de refluer contre lui. Mais cette attaque, quoique parfaitement combinée, réussit mal *.

Il en fut de même d'une entreprise contre le poste de S.t Martin de Lantousca, où le général Serrurier avait son quartier général (153). Le mauvais temps, qui aurait dû favoriser une opération du genre de celle-ci, la fit manquer. Les colonnes Piémontaises s'égarèrent dans la montagne; une partie seulement parvint au terme, et fut battue par 300 Français rassemblés des cantonnemens voisins. D'autres tentatives contre le col des Fenêtres, effectuées les deux jours suivans, ne réussirent pas mieux.

Du côté de la mer, une division de la flotte Anglaise, composée de 2 vaisseaux de guerre et de 6 frégates, ayant essayé de jeter dans Alassio quelques troupes sur les derrières de Masséna, ce général tou-

* 30 et 31 août.

jours alerte reçut les chaloupes de débarquement avec un feu si violent, qu'elles furent obligées de reprendre le large après avoir beaucoup souffert.

L'inutilité de tous ces petits faits d'armes abattait beaucoup l'ardeur des troupes alliées, et augmentait l'audace des ennemis.

Le dernier de ces combats eut lieu à la fin d'octobre à *Roca-Curaïra* sur les hauteurs de *Zuccarel*. Une vaine canonnade dirigée contre des rochers nuds pendant deux heures de suite rassembla sur ce point toutes les forces ennemies qui se trouvaient à portée, et lorsque les Autrichiens voulurent les attaquer de front et à la baïonnette, ils furent repoussés avec une perte considérable.

Après avoir échoué partout, M.r De Vins prit le parti de se vouer de nouveau pour deux mois à la plus entière immobilité.

Cet étrange repos, ces velléïtés d'attaque, ces petites opérations avortées nuisirent beaucoup à la confiance que les Piémontais auraient voulu reprendre en lui. Les uns le taxaient de courtes vues, de légèreté et d'inconsidération; d'autres s'affermissaient dans l'idée que les instructions secrètes de ce général portaient seulement d'écarter les Français de la Lombardie Autrichienne en les rejettant sur le Piémont. Quelque hasardée que fût cette dernière supposition, elle n'en produisit pas moins un très-mauvais effet, en

nourrissant les germes de la méfiance entre les alliés qui n'auraient pas eu trop de la plus entière concorde pour affronter un ennemi chaque jour plus dangereux. Pour comble de mal, des haines personnelles existaient entre les généraux, et ils s'en donnaient chaque jour des preuves non équivoques, au grand préjudice de l'intérêt commun.

On s'accoutumait à regarder la campagne comme perdue, et l'on désirait surtout de la voir terminée; mais, comme on l'a dit ailleurs, la paix d'Espagne devait donner une nouvelle tournure à la guerre de Piémont.

Cette paix avait été conclue à Bâsle le 22 juillet précédent. Peu de temps après, le gouvernement Français s'était décidé à joindre l'armée des Pyrénées toute entière à celle d'Italie, pour chasser les Autrichiens de la Ligurie, et forcer le roi de Sardaigne à se détacher de la coalition.

Tels devaient être les résultats d'un plan que le général Kellerman venait d'envoyer au comité de la guerre. Ce chef habile avait dirigé jusqu'alors, avec un rare talent, les opérations défensives de la campagne.

Son plan fut adopté; mais heureusement l'exécution en fut confiée à Schérer, ce qui eut l'effet d'amortir le coup et de diminuer le péril des coalisés.

Quelques nouveaux troubles survenus dans le midi de la France, une grande désertion

parmi les troupes ennemies, la difficulté de leurs recrutemens, ralentirent aussi l'impulsion qui devait renverser les alliés.

Au milieu d'octobre, la droite des Austro-Sardes fut menacée. Les Français s'entassèrent dans le bassin d'Orméa, et tout annonça une irruption prochaine dans la vallée du Tanaro près de Garessio où se trouvaient réunies les troupes du roi.

Les choses restèrent dans le même état pendant tout un mois. Au milieu de novembre, le froid devint si vif que de part et d'autre plusieurs soldats en faction gelèrent dans leurs postes. Alors le général De Vins ordonna que des cantonnemens fussent préparés en arrière de la ligne, et d'avance, il permit au général d'Argenteau, qui occupait le centre de cette même ligne, de se mettre à l'abri de la tourmente, en descendant dans le vallon de Bardinetto auquel il était adossé.

Ce déplacement forma un grand vide au milieu des positions, et détermina vraisemblablement l'ennemi à l'attaque générale dont il semblait avoir abandonné le projet.

Les souffrances des soldats Français dans leurs postes élevés étaient plus grandes que celles de leurs adversaires; ils manquaient de vivres, d'habits, de chaussures. Plusieurs s'étaient formé des sandales avec des lisières coupées dans les peaux de leurs havresacs. Dans cet état de désolation, ils demandaient à grands cris le combat ou des quartiers d'hiver.

On était sûr de calmer les murmures de ces braves troupes, en les menant à l'attaque, et le mouvement commença le 22 novembre à midi *.

Masséna se porta le 23 au soir, sans être apperçu, dans la vallée de Zuccarel au pied des positions abandonnées en partie par le comte d'Argenteau.

Augereau se concentra le même jour près du bric de *San Spirito*, où les Autrichiens appuyaient leur gauche, et Serrurier se mit en mesure d'attaquer les Piémontais sur le Tanaro.

Masséna donna le signal de l'attaque le 24 à l'aube du jour. Il s'était dirigé pendant la nuit sur les feux des gardes du camp d'Argenteau, et il en enleva les redoutes, pendant qu'il en faisait tourner la droite et la gauche par les généraux Charlet et la Harpe.

Cette vaste position hérissée de redents et de canons, mais qui n'était garnie que d'un petit nombre d'hommes à-demi morts de froid, ne fit presque aucune résistance.

Elle était au pouvoir des Français à 8 heures du matin, et lorsque le général d'Argenteau accourut pour la défendre, les troupes qu'il amenait furent battues, culbutées et poursuivies jusqu'au village de Bardinetto.

---

* L'armée de Schérer à la bataille du 24 novembre était de 30,000 hommes.

Il commit alors lui-même une faute énorme, en n'ordonnant pas la retraite sur les hauteurs de *Melogno* et de *Settepani*, auxquelles il était adossé, et dont personne mieux que lui ne devait connaître l'importance. Ces positions l'auraient tenu en rapport avec l'armée impériale, et il aurait empêché celle-ci d'être prise à revers quelques heures plus tard.

M. d'Argenteau adopta au contraire le funeste conseil de se retirer au camp de Ceva, qui lui avait déjà servi d'asile, et il laissa à découvert sa seconde position qu'il aurait dû défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Masséna profitant avec habileté de cette négligence, fit occuper, sans perdre un instant, les hauteurs de Melogno par le général Cervony, lequel par-là se trouva placé derrière l'aile gauche des alliés. L'extrémité de cette aile, composée de l'élite des troupes Allemandes, combattait depuis l'aube du jour, sans perdre un pouce de terrain; mais dès qu'elle se vit dépassée par les hauteurs, l'effroi s'empara d'elle, et les Français redoublant d'efforts, elle fut bientôt mise dans une déroute entière.

Ses canons et ses équipages furent abandonnés; 5,000 prisonniers, dont un général et 300 officiers de tous grades, tombèrent au pouvoir du vainqueur.

4,000 hommes étaient restés sur le champ de bataille, dans l'action qui avait précédé

cette funeste retraite. M. De Vins voulut, en rétrogradant, occuper la position de S.t-Jacques, mais l'infatigable Masséna l'y avait déjà prévenu, et le désordre de ses troupes croissant à chaque minute, il ne songea plus qu'à gagner Savone et Acqui; on assure que ce général fort indisposé fuyait en chaise à porteurs. Il remit à Savone le commandement au général Wallis, lequel établit assez d'ordre dans la dernière partie de cette désastreuse retraite. Le brave général Rocavina, commandant l'arrière-garde, parvint surtout à modérer l'impétuosité de la poursuite et la destruction des siens.

Pendant que le centre et la gauche des alliés étaient ainsi maltraités, leur droite, aux prises avec le général Serrurier, avait tenu ferme sur le Tanaro.

Les troupes Piémontaises, qui la composaient presque entièrement, n'avaient point été entamées. Elles restèrent maîtresses du champ de bataille pendant deux jours encore après l'action; mais cet avantage devenait nul, leur gauche toute entière étant à découvert. Celui qui les commandait s'était fait un point d'honneur d'attendre dans son poste les ordres de M. De Vins; mais celui-ci fuyant du côté opposé ne songeait guères à lui en faire parvenir.

Enfin, craignant avec raison d'être enveloppée, cette aile se reploya lentement devant l'ennemi, et employa 3 jours à regagner Ceva.

Sa bonne contenance dut lui faire honneur; elle en imposa aux adjudans-généraux Joubert et Ménard, qui la harcelaient et qui ne purent l'entamer. En tout, il est à croire que la fermeté du commandant des troupes Piémontaises * fut encore une fois la principale cause qui retarda les progrès de l'ennemi dans cette partie du Piémont.

Schérer, content d'avoir établi ses communications avec Gênes, se hâta de prendre des quartiers d'hiver, dans la vallée du Tanaro, jusqu'à *Priola*, dans la Haute-Bormida jusqu'à *Bardinetto*, dans la rivière occidentale jusqu'à *Arbisolo*; ce qui remettait les choses à-peu-près au même point où elles avaient été au commencement de la campagne.

On blâma en France Schérer de n'avoir pas donné à sa victoire de plus grandes suites. On blâma avec plus de raison en Italie M. De Vins d'avoir fait aussi peu de choses avec d'aussi grands moyens; d'avoir, après un début brillant, reçu pendant 4 mois de suite la loi d'un adversaire inférieur en forces, et d'avoir terminé par une retraite honteuse une campagne dont on avait espéré de si grands résultats.

On lui reprochait avec non moins de justice d'avoir fait à la cause qu'il servait de nouveaux ennemis, en exaspérant les

---

* Le général baron Colli.

puissances neutres d'Italie par son orgueil, et en refroidissant les puissances amies par ses dédains. Enfin, on formait bien sincèrement en Piémont le vœu de ne plus lui voir commander les armées alliées.

Hiver de 1795 *à* 1796.

L'esprit de la partie même la plus saine du public changeait sensiblement à Turin depuis quelques mois.

Ce qui venait de se passer détruisait tout espoir d'être sauvé par les Autrichiens. La coalition paraissait prête à se dissoudre, et l'on craignait, non sans raison, que le Piémont ne restât écrasé sous ses débris.

Les ennemis même des jacobins, ceux qui redoutaient le plus la subversion de l'état, souhaitaient la fin d'une guerre ruineuse, et qui ne présentait aucune chance favorable.

On aurait voulu que le gouvernement suivît l'exemple que venaient de donner l'Espagne, la Toscane, la Prusse et la Suède, lesquelles avaient conclu avec la France révolutionnaire leur paix particulière, croyant apparemment pouvoir la faire alors sans danger et sans déshonneur.

Cette opinion fut émise dans le conseil du roi.

La coalition (disaient les partisans de la paix) s'affaiblit chaque jour par la défection de quelques-uns de ses membres.

Les puissances Germaniques et Italiennes sont prêtes à s'en détacher.

La diète de l'empire à Ratisbonne n'a-t-elle pas supplié l'Empereur de traiter promptement avec la république française * ? Le roi d'Angleterre lui-même n'a-t-il pas déclaré à son parlement que les Français ont enfin adopté un gouvernement avec lequel il est possible d'entrer en négociation ** ?

Pendant que la ligue va se détruisant, la formidable république s'étend et s'affermit, soit en diminuant le nombre de ses ennemis au déhors, soit en réduisant ceux du dedans à une nullité entière. Elle paraît abjurer en partie les principes anti-sociaux qui avaient soulevé l'Europe contr'elle, puisqu'elle rapporte des lois atroces, et qu'elle autorise tacitement des réactions sanglantes contre des tigres à faces humaines devenus l'horreur de leur patrie ***.

Ses troupes d'abord méprisées sont devenues les plus braves de l'Europe. Ses généraux, d'abord inconnus, se sont fait de grands noms. S'il est vrai que ce gouvernement nouveau ouvre à S. M. quelques voies de conciliation, pourrait-elle y fermer l'oreille, et refuser les offres de l'Espagne

---

* Le 3 juillet 1795.
** Le 8 décembre 1795.
*** Réactions à Lyon.

qui propose sa médiation pour mettre fin à une guerre déplorable (154).

On ne doit, ajoutaient-ils, attendre aucune indemnité de l'Autriche, puisqu'il n'y en a point de stipulée avec elle.

Les Français au contraire, après avoir délivré l'Italie du joug Allemand, n'auront rien de plus à cœur que de consommer l'échange du Milanais contre la Savoie, ainsi que l'avaient autrefois projeté Henri IV, Richelieu, Mazarin et Fleury.

Ceux qui tenaient à la continuation de la guerre n'avaient pas de peine à justifier les déterminations prises jusqu'alors; le roi n'ayant fait que suivre les conseils de l'honneur et de la prudence, et qu'obéir aux lois de la nécessité.

La paix sans doute, disaient-ils, devient tous les jours plus désirable, et la France depuis une année annonce des principes moins alarmans pour les autres peuples; mais quels gages de sa bienveillance peut rassurer le roi sur des craintes trop bien fondées?

La situation de la Prusse, celle de la Suède et de l'Espagne sont bien différentes de la sienne, puisque leurs paix ne sont par le fait, que des cessations d'hostilités. Ces puissances se soutiennent par leurs propres masses; elles ont le bonheur d'être placées géographiquement sous des climats éloignés de celui des Français, et de ne point se trouver sur le chemin de leur ambition.

Le Piémont au contraire, en ouvrant ses portes, se verra non seulemeut investi de toutes parts, mais traversé dans tous les sens par les armées républicaines, avides de conquérir l'Italie. Les *propagandistes* de Paris seront en contact immédiat avec les jacobins Piémontais.

Le directoire protégera sous main, peut-être ouvertement, ces derniers contre le roi lui-même.

On ajoutait que la cour de Vienne, quelqu'eût été jusqu'alors sa conduite avec celle de Turin, avait trop d'intérêt à retenir dans son parti un utile allié, que son abandon pouvait forcer d'un moment à l'autre à se jeter dans les rangs de ses ennemis, pour ne pas satisfaire à toutes ses demandes.

Les propositions de la France étaient de leur nature inacceptables, et de plus il était à craindre qu'en paraissant ouvrir des voies d'accommodement au roi, le directoire n'eût autre chose en vue que de le brouiller avec l'Autriche et l'Angleterre, pour le priver de tout appui. Ce prince pouvait-il enfin se reposer sur les bonnes dispositions de ces orgueilleux Pentarques, dont le premier serment était toujours celui de haine à la royauté ?

Ces raisons prévalurent. Le conseil tomba d'accord qu'il n'était pas temps encore d'aspirer aux douceurs de la paix, et l'on conclut, qu'il valait mieux (comme dit Machiavel) *céder à la force, qu'à la peur de la force* (155).

On connaissait à fond les desseins de l'ennemi. On savait que le directoire était résolu à frapper cette année en Italie un coup décisif. L'armée française déjà maîtresse des montagnes de la Ligurie devait s'ouvrir de bonne heure, entre l'Orba et le Tanaro, le chemin indiqué en 1745 par le maréchal de Maillebois.

Cette direction des forces républicaines prouvait assez que le Milanais courait au moins autant de risque que le Piémont.

Un pareil apperçu devait reveiller toute l'attention de la cour impériale. Aussi le roi fit-il partir pour Vienne une députation extraordinaire *, chargée d'y communiquer les notices certaines qui lui étaient parvenues, d'exposer sa propre situation, en déclarant qu'il se verrait forcé de prêter l'oreille aux ouvertures qui lui étaient faites par la France, si les alliés ne lui fournissaient des secours proportionnés à l'urgence du péril où il se trouvait; il fit la même démarche auprès de la cour de Londres, afin d'obtenir d'elle un accroissement de subsides.

Il ne négligea pas non plus de solliciter des secours dans l'intérieur de l'Italie; à l'abri des armées Austro-Sardes, les puissances de ce pays avaient cru jusqu'alors que les calamités de la guerre ne pou-

* MM. le général baron de la Tour, et l'adjudant-général marquis de S.t-Marzan.

vaient les atteindre. Au sein de la mollesse, sans vouloir concourir en rien à la défense commune, elles n'avaient pris d'autre part aux durs travaux des défenseurs de l'Apennin et des Alpes, que celle qu'une populace oisive prenait autrefois dans le cirque aux combats des gladiateurs.

Mais le moment approchait où les soldats de la liberté allaient les faire repentir tous de cette coupable indifférence, et faire rendre avec usure à quelques-uns d'entr'eux l'or dont on avait acheté leur lâche neutralité.

Le roi de Sardaigne les pressa de concourir au moins de quelques subsides aux énormes frais sous lesquels il était prêt à succomber; mais ce qu'il en obtint, fut peu de chose. Elles envoyèrent en médiocre quantité du bétail aux boucheries de l'armée.

Le pape promit d'avantage; mais n'eut pas le temps d'effectuer ses promesses.

Le roi de Naples annonça 20,000 hommes et n'envoya que 2,000 chevaux.

Une réflexion se présente ici d'elle-même.

Si les puissances liguées contre l'invasion des Français, et la propagation de leurs dogmes funestes, avaient alors montré autant de franchise et de dévouement que le roi de Sardaigne, les barrières de l'Italie n'auraient pas été forcées.

Si l'Empereur en 1796 avait porté de bonne heure dans le Monferrat, et mis en

seconde ligne derrière l'armée de Beaulieu la moitié des troupes de Wurmser et d'Alvinzi, fondues peu de temps après au bord du lac de Garda, ni les unes, ni les autres n'auraient péri, l'Autriche aurait sauvé le Piémont et n'aurait pas perdu le Milanais.

Si le roi de Naples avait mis sur pied son contingent dans le temps où il l'avait promis, il n'aurait pas été forcé trois mois plus tard de traiter avec honte et dommage, et d'acheter une armistice au poids de l'or.

Il n'en aurait pas coûté au pape vingt-un millions pour obtenir quelques mois de repos, s'il avait mis une année plutôt la moitié de cette somme à la disposition du roi de Sardaigne, pour prendre à son service des troupes étrangères.

On peut en dire autant de l'Angleterre, de la Toscane, des ducs de Parme et de Modène, des républiques de Gênes et de Venise. Toutes ces puissances avec la moitié des sacrifices inutiles qu'elles devaient bientôt être obligées de faire, et des dépouilles de toute espèce qui allaient leur être arrachées, auraient fourni à leur noble champion les moyens d'une valide défense.

Au manque d'ensemble, à l'insuffisance des moyens, les alliés joignirent encore une fois la faute de se mettre trop tard en campagne et de se laisser prévenir partout.

Le mois de février touchait à sa fin. Les Français commençaient à s'agiter le long

des côtes de la Méditerranée, et les Austro-Sardes auraient été surpris infailliblement dans leurs quartiers, sans une neige abondante qui tomba plusieurs jours de suite au commencement de mars, et qui retarda les premières hostilités.

Il parut enfin que les coalisés allaient agir avec vigueur. On apprit que de grands renforts venant d'Allemagne arriveraient bientôt.

Le baron De Vins avait été remplacé dans le commandement de l'armée impériale en Italie par le comte de Beaulieu, dont le nom était avantageusement connu. Le commandement de l'armée Piémontaise et du corps auxiliaire avait été confirmé au baron de Colli, le seul entre les généraux Autrichiens qui eût jusqu'alors mérité constamment l'affection et la confiance des Sardes.

Ces deux généraux étaient amis; ils étaient indépendans l'un de l'autre, d'ailleurs parfaitement d'accord dans leurs vues; et l'on pouvait espérer que de ces rapports nouveaux entre les chefs des armées alliées il naîtrait plus d'harmonie que par le passé.

Ils convinrent en effet des principes sur lesquels ils devaient opérer.

Il s'agissait de couper la ligne française sur le point de Savone, comme on l'avait fait l'année précédente; mais cette opération devait s'exécuter dès le mois d'avril. On resterait ensuite sur la défensive, se bornant à tenir ferme jusqu'à l'arrivée des renforts

d'Allemagne et de Naples; on était convenu de rejeter le funeste système des cordons, et que les troupes des deux puissances agiraient de concert, mais toujours en masse et séparément.

Pendant ce temps, les Anglais resserrant leur croisière dans la Méditerranée, gêneraient de plus en plus l'approvisionnement de l'armée ennemie par mer.

Pour cet effet, 10 à 12 vaisseaux, placés à distances égales, et se tenant aussi près de la côte, que les fonds et les vents pourraient le leur permettre, auraient sous leur protection chacun trois ou quatre brigantins destinés à fouiller les golfes et les anses, et prêts à s'élancer sur tous les bâtimens légers qui hasarderaient de filer entre les vaisseaux en station et la terre.

Ces mesures * étaient très-sages; mais on n'eut pas le temps de les mettre en exécution. La barrière qu'on s'efforçait d'élever n'eut pas le temps de s'affermir. Elle fut renversée par l'impétuosité française, que dirigeait un général inconnu jusqu'alors, mais dont le nom devait bientôt remplir le monde entier.

Campagne de 1796.

Comme il a été dit plus haut, on avait

---

* Convenues entre le chevalier Eliot Anglais et le chef de l'état-major Piémontais.

été mécontent en France de l'inaction de Schérer après la victoire de Final.

Le gouvernement l'avait trouvé froid et embarrassé pour l'exécution de ses projets offensifs contre l'Italie, et s'étant dégoûté de lui, le directoire exécutif venait de nommer à sa place un officier-général d'artillerie, âgé de 27 ans, qui n'avait eu jusqu'alors aucun commandement considérable, mais qui présenta; comme aisé, ce que le vieux Schérer jugeait avec raison au-dessus de ses forces.

Le général en chef Bonaparte arriva dans la rivière de Gênes à la fin de mars. Il y trouva les troupes, dont il venait prendre le commandement, accablées de misère, livrées aux murmures et à la désertion. Il donna une première preuve de sa supériorité, en remettant l'ordre parmi elles. Elles étaient abattues; il les ranima: il leur était inconnu; il les remplit de confiance.

Ce n'était pas qu'il donnât des adoucissemens à leurs maux; mais il apportait des munitions; il amenait des renforts.

Comme Annibal il sut persuader à ses soldats découragés, qu'au-delà des rochers, où ils avaient tant souffert, le bien-être et la victoire les attendaient dans des plaines riantes dont leurs baïonnettes allaient s'ouvrir toutes les avenues.

Après avoir ainsi relevé leurs espérances, il les plaça dans les postes retranchés des hauteurs de Savone, que la neige venait à

peine de quitter, et pour s'y donner plus d'espace, pour rendre sa position moins mauvaise en cas d'échec, il renouvella aux Génois la demande de confier à la *loyauté française* le château fort de cette ville.

Le sénat de Gênes recevait en même temps la même demande de la part de Beaulieu, et il n'était pas dans un médiocre embarras pour ménager l'un et l'autre de ces fiers antagonistes.

Pour hâter sa détermination, le général Cervony s'avança jusqu'assez près de Gênes, à la tête de 3,000 hommes qui formaient de ce côté l'extrémité de la ligne française.

Cette circonstance donnant l'alarme aux alliés, hâta de plusieurs jours l'exécution de leur plan offensif.

Le 9 avril Beaulieu fondit sur la division Cervony, la chassa de Voltri, où elle s'était avancée, et l'aile gauche des impériaux se trouva ainsi placée entre Gênes et les Français.

Une autre attaque devait avoir lieu le même jour sur les hauteurs de Savone; mais celle-ci fut malheureusement différée de 24 heures, et la division qui se retirait de Voltri, eut le temps de se joindre aux troupes qui défendaient ces hauteurs, lorsque le comte d'Argenteau vint les attaquer avec une extrême impétuosité.

Ce général s'était déjà rendu maître de la plupart des postes fortifiés de ces montagnes, et la grande redoute de *Montenotte*

lui restait seule à prendre (156), lorsque les assiégés et les assiégeans surpris par la nuit furent forcés d'attendre aux bivouacs l'aurore du lendemain pour recommencer le combat.

Mais l'aube naissante montra aux Allemands qu'ils étaient tournés. Masséna parti de Savone par le chemin de *l'Altare* avait marché toute la nuit pour les prendre à dos.

Une autre colonne commandée par La Harpe, s'était portée sur le flanc même de Beaulieu, lequel des hauteurs de *Caïro* devait soutenir l'ensemble des attaques à la tête de sa réserve.

Les Français profitant de la surprise causée par leur apparition imprévue, répandirent par tout la mort et l'épouvante, et les Autrichiens, vainqueurs jusqu'à ce moment, tombèrent dans un tel désordre, que non seulement ils reperdirent les postes pris la veille, mais qu'ils reculèrent tout d'une haleine, jusqu'à Dégo, après avoir perdu 4,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers.

Le 13, les Français s'emparèrent de Caïro, de Carcare et de l'Abbaye de Ferrania, sans trouver presque aucune résistance. Ainsi dans l'espace de 4 jours, ils eurent franchi l'Apennin, et se trouvèrent en face du point qui unissait entr'elles les armées Autrichienne et Savoyarde.

C'était le bourg de Millésimo, à la dernière chûte de l'Apennin, et à la nais-

sance des hauteurs qui séparent les deux Bormida. Ce bourg est dominé par les masures d'un antique château féodal appelé *Cosseria* , assis au sommet d'un mamelon à pente rapide.

Plusieurs flèches et redents avaient été pratiqués aux environs, et il était défendu par 1500 grenadiers Piémontais repoussés des positions environnantes.

Le général - major marquis de Provera commandait en ce point ; il y fut cerné de toutes parts par la gauche de l'armée ennemie , et sommé de se rendre à discrétion par le général Augereau qui commandait cette aile ; mais l'Autrichien voulut faire une capitulation en règle.

Alors Bonaparte ordonna l'assaut. Trois colonnes de 8 à 900 hommes chacune se portèrent avec impétuosité contre ce point et ne purent l'entamer. Plus de la moitié des assaillans resta sur le carreau et de 3 généraux qui marchaient à leur tête , les deux premiers furent tués et le troisième grièvement blessé (157) ; mais les braves défenseurs de Cosseria n'en furent pas moins forcés, au bout de 36 heures, de se rendre prisonniers de guerre.

Quelques bataillons d'infanterie Piémontaise , qui s'étaient avancés sur les hauteurs voisines pour les dégager , ne purent ébranler ce blocus. Il fut de même impossible aux grenadiers de Cosseria de se faire jour, l'épée à la main, comme ils y étaient déterminés.

De son côté, l'armée Autrichienne, quoique fort rapprochée d'eux, ne tenta rien pour leur délivrance, tenue en échec, comme elle l'était, par Bonaparte en personne avec le centre de son armée.

Cosseria et Millésimo ne furent pas plutôt au pouvoir des Français, qu'on vit les troupes qui venaient de les réduire, suivre à grands pas la crête des hauteurs qui s'y rattachent, afin de tourner la droite des Autrichiens.

Masséna avait tourné leur gauche par les collines qui séparent l'Erro de la Bormida. A 9 heures du matin, une colonne de fumée s'éleva perpendiculairement des masures du vieux château qui venait d'être abandonné. C'était le signal d'une attaque qui devait avoir lieu en même temps à Bagnasco, et à Dégo, c'est-à-dire, aux deux extrémités de la ligne, et sur des points distans de 12 lieues l'un de l'autre.

Serrurier en attaquant dans la vallée du Tanaro avait pour objet d'attirer à lui l'attention des Piémontais, pendant que l'affaire principale se viderait sur les Bormida. La forte position de Dégo fut attaquée * de front par plusieurs colonnes qui passèrent la rivière, ayant de l'eau jusqu'à la poitrine, et en même temps qu'elle était tournée, comme on l'a déjà dit, par la

*. Le 14 avril

manœuvre de Masséna. Elle fut emportée, sans que les nombreuses batteries et les redoutes des Autrichiens pussent les sauver. Le combat néanmoins fut opiniâtre et sanglant; mais la retraite fut bien autrement malheureuse pour les Allemands par le nombre de drapeaux, de canons et de prisonniers, qui restèrent au pouvoir des vainqueurs (158).

Cette action est celle que les Français appellent bataille de Millésimo. Ils désignent sous le nom de combat de Dégo, une revanche que prit Beaulieu le lendemain, mais qui finit de même à son désavantage.

Le 15, à l'aube du jour, ce général étant revenu sur le lieu du combat avec 7,000 hommes de troupes d'élite, surprit les Français endormis, prit beaucoup d'entr'eux; mais il ne resta maître de la position que jusqu'à 2 heures après midi. Alors Bonaparte parvenu à rallier ses troupes battues, reparut plus menaçant que la veille, chargea les Autrichiens en tête et en flanc, les défit, et les poursuivit jusqu'aux portes d'Acqui.

L'objet de ce général était de les séparer des Piémontais, de mettre entr'eux assez de distance pour que désormais il leur fût impossible ni de s'entr'aider, ni de concerter ensemble leurs mouvemens. Son but surtout était d'isoler l'armée du roi de Sardaigne, de l'accabler en réunissant toutes ses forces contr'elle, et de la poursuivre sans relâche jusqu'à ce qu'il

eût forcé ce monarque à demander la paix, et à la conclure séparément de ses alliés.

Dans cette vue, pendant qu'il harcelait Beaulieu, et le chassait vers Alexandrie, il obligeait le général Colli à lui abandonner 6 lieues de pays sur sa gauche, en menaçant toujours de le prendre à dos. Augereau et Serrurier manœuvraient pour remplir ce but sur les flancs de l'armée Piémontaise, sans cesse prêts à la dépasser. Alors elle crut indispensable de s'appuyer au camp de Céva (159); mais à peine y fut-elle arrivée, que ses avant-postes furent attaqués. Le général en chef lui-même dirigeait tous ces mouvemens.

Cette vivacité inouie, cette continuité d'action, déterminèrent le baron de Colli à rétrograder de nouveau.

Ayant en conséquence jeté des ponts sur le Tanaro au bas de Castellino, il s'en servit pour reployer tout ce qui devait servir à la défense du camp de Ceva, et se retira deux lieues en arrière à celui de la *Bicoca*, position excellente au confluent de la Corsaglia et du Tanaro, ayant sa droite à la *Madona di Vico* et sa gauche à la Niella. Il couvrait ainsi Mondovi, et présentait un front escarpé et presque inattaquable dans toute son étendue.

Il espérait pouvoir tenir quelque temps dans ce lieu, afin d'attendre les renforts qu'on lui annonçait de Turin. Il espérait aussi que Beaulieu, revenu de son premier

étonnement, pourrait s'y rejoindre à lui; mais il ne connaissait pas, personne ne connaissait encore, le terrible adversaire qu'il avait en tête.

Bonaparte avait prévu ce qui ne manqua pas d'arriver. En écartant l'une de l'autre les armées Autrichienne et Piémontaise, augmentant chaque jour la distance qui les séparait, non seulement il les avait affaiblies, mais il avait fait naître entr'elles la méfiance et la haine, qui bientôt s'élevèrent au plus haut degré.

Beaulieu était indigné de ce que Colli l'avait laissé battre plusieurs jours de suite sans lui donner le moindre secours.

Colli se plaignait, peut-être à plus juste titre, de ce que l'armée impériale faiblement poursuivie s'éloignât chaque jour davantage et laissât l'orage fondre tout entier sur lui. Les Piémontais criaient à la trahison (160).

Tous suivaient les impulsions d'un adversaire habile qui ne les poussait dans de fausses routes et ne semait entr'eux la discorde, que pour les détruire plus sûrement.

Il ne convenait point à l'armée du roi, dans cet état de choses, de courir les chances d'une bataille, et l'ardeur de l'ennemi à en faire naître l'occasion montrait assez que c'était aux troupes Sardes à l'éviter.

Elles ne furent pas plutôt arrivées au camp de la Bicoque, que le général Français entreprit de les en déloger.

Ayant pour cet effet réuni ses princi-

pales forces sur la Corsaglia, il fit mine de vouloir enlever la position de vive force. Du pied des hauteurs de Castellino, il la menaça par sa gauche le 19 en même temps que Serrurier l'attaquait dans son centre au poste de S.t-Michel.

Ce général traversa même la Corsaglia dans l'eau jusqu'à la ceinture sous le feu des batteries qui défendaient le pont. Il gravit les hauteurs qui dominent le château de S.t-Michel, et engagea le combat avec différens corps de grenadiers qui s'y trouvaient placés. Mais il fut repoussé par le général comte de la Chiusa qui commandait sur ce point.

La journée du 20 fut encore employée à de fausses démonstrations pour donner le change aux Piémontais; mais le soir, à 11 heures, on apprit que les généraux Guieux et Fiorella ayant forcé les postes de la Corsaglia, l'armée ennemie marchait toute entière pour prévenir celle du roi à Mondovi; ce qui détermina sur-le-champ le général Colli à l'y prévenir lui-même par un changement de position.

Ce mouvement fut exécuté dans la nuit du 21 au 22, au milieu des ténèbres, avec une précision digne d'éloges, et l'armée Sarde vint se mettre en mesure de défendre les approches de Mondovi.

On a dit ailleurs combien une seconde ligne aurait été nécessaire pour arrêter l'invasion du Piémont; c'est ici surtout qu'on en aurait reconnu tout l'avantage.

Après tant de mouvemens rétrogrades, les armées de MM. de Beaulieu et de Colli auraient pu se rallier et tenir ferme; vraisemblablement elles auraient fait repentir l'ennemi de l'étrange inconsidération avec laquelle il s'abandonnait sur elles.

Cinquante mille hommes auraient été là mieux employés que sur les rives fatales du lac de Garda, où la fleur de l'armée Autrichienne devait périr peu de mois après. Il eût mieux valu pour l'empereur de présenter 5 ou 6,000 chevaux de plus dans la plaine de Morozzo, que d'en nourrir, l'automne suivante, la garnison de Mantoue.

Puisque, bien malgré lui, le général Colli était forcé d'en venir à une bataille décisive, il devait s'estimer heureux de la recevoir dans un site qu'il connaissait parfaitement et où tout devait le favoriser.

La butte sur laquelle s'élève la place de Mondovi (161) est à couvert d'une crête aigüe, formant entre le bourg de Vico et la ville une contre-garde naturelle; au sommet de cet angle saillant est un monticule appelé le *Briquet*; ses côtés vont finir en deux vallons étroits aux deux fauxbourgs de la ville, dont chacun a un pont de pierre sur l'Elero.

Si l'on avait préparé d'avance ce champ de bataille où devaient être décidés de si grands intérêts, l'armée Sarde aurait pu y combattre avec égalité des forces très-supérieures.

Aucune des ressources que présentait ce lieu, ne fut mise à profit. Il faut en convenir, dans ce jour, toutes les dispositions furent mauvaises. Il semblait que la présence de Bonaparte, comme la tête de la Gorgonne, eût frappé de stupeur les troupes du roi, ainsi qu'elle en a frappé depuis le plus grand nombre de ses adversaires.

Ces troupes placées à trop grands intervalles au-devant du bourg de Vico furent attaquées à l'aube du jour par l'avant-garde française. Une partie fut mise en désordre, et il fut impossible de les disposer aussi avantageusement qu'on l'aurait desiré dans la forte position qui vient d'être indiquée.

Cependant rien encore n'annonçait une défaite. Le *Briquet* soutenait depuis 6 heures un combat opiniâtre. Le brave commandant de ce poste * avait été tué, sans que ses grenadiers eussent changé de contenance, et les officiers et les soldats prenaient d'eux-mêmes aux pièces les fonctions des canonniers mis hors de combat, lorsqu'on s'apperçut que deux fortes colonnes ennemies filaient sur les flancs de l'armée, descendant par les vallons indiqués ci-dessus, et qui servent à isoler la butte du Mondovi. Ces deux colonnes ne rencontrant aucun obstacle, allaient couper la retraite aux troupes du roi. Aucune précaution n'avait

* Le chevalier Dichat de Loisinge, brigadier des armées du roi.

été prise pour éclairer ces dangereux couloirs, ni pour garder les ponts de l'Elero. Ce fut alors que le général Colli ordonna la retraite.

Les deux tiers de l'armée n'avaient pas combattu; elle se rassembla et se retira en bon ordre à travers la ville de Mondovi dans la plaine qui s'étend à gauche de l'Elero. Ce mouvement ne fut point troublé, Mondovi n'ayant ouvert ses portes que plusieurs heures après, et en vertu d'une capitulation.

On regretta trois bataillons de troupes de ligne, qui composaient la garnison de cette place, et qui bien inutilement y furent abandonnés ; car on ne pouvait pas se flatter que ce lieu pût se soutenir quelque temps par lui-même, quoiqu'à l'abri d'un coup de main.

Ces troupes, prises sans rendre aucun combat, avec le gouverneur, le commandant et l'état-major de la place, complétèrent le nombre de 1,300 prisonniers que portent les rapports des Français ; car la bataille ne coûta pas au roi 600 hommes morts ou blessés. Il en fut de même des canons et des drapeaux composant les trophées des vainqueurs.

Jamais action d'une telle importance ne coûta moins de sang de part et d'autre, et n'imprima plus de honte et d'abattement aux vaincus, plus d'orgueil et de confiance aux vainqueurs, lesquels ne purent cepen-

dant citer, de la part de leurs adversaires, aucun trait de lâcheté.

Ils eurent à regretter le général de division Stengel, tué au passage de l'Elero, à la tête d'une colonne de cavalerie, qui en abordant fut sabrée et repoussée par le régiment des dragons du roi.

Après l'affaire de Mondovi, les troupes Piémontaises destinées à former les garnisons de Coni et de Chérasco, partirent pour s'y rendre, et le baron de Colli porta son quartier-général à Fossan entre ces deux forteresses, croyant, de ce point, pouvoir défendre encore la ligne de la Sture. Il laissa sur la droite de cette rivière ses troupes légères et sa cavalerie, et fit camper l'infanterie aux portes de la ville.

Mais l'incroyable célérité de son adversaire ne lui laissa pas dans cette nouvelle position, mieux qu'ailleurs, le temps de se reconnaître.

Sans un moment de relâche, après la capitulation de Mondovi, Bonaparte avait marché vers la Sture, s'était emparé de Béne et de Carru, et avait forcé ce qui se trouvait de troupes Sardes dans les environs à repasser la rivière.

Le 25 les Français occupèrent la Trinité, canonnèrent Fossan, et firent pleuvoir des obus sur Chérasco, afin d'en briser les palissades.

Ces nouvelles répandirent l'effroi dans tout le Piémont, et surtout à Turin, dont l'en-

nemi n'était plus qu'à 10 lieues. La consternation était plus grande dans cette ville, qu'en 1706, lorsque ses bastions étaient ouverts de larges brêches, et que l'armée de Louis XIV la tenait investie depuis plusieurs mois.

Le roi voyant cet abattement général, enjoignit au chef de son armée de rétrograder vers la capitale, afin de la tenir à couvert, et de ne plus compromettre ses troupes, de retirer même celles qui se trouvaient à Chérasco, afin de les soustraire au sort de la garnison de Mondovi.

Enfin il lui ordonna de proposer au chef de l'armée ennemie une suspension d'armes à terme fixe ou illimité, pendant laquelle des commissaires envoyés à Gênes entameraient des négociations pour la paix avec le ministre de France, résidant auprès de cette république, et sous la médiation de l'Espagne.

Incertain du succès d'une pareille démarche, le roi avait cru devoir dépêcher en même temps au général Beaulieu un officier * chargé de lui exposer le danger imminent où il se trouvait, et sa détermination prise d'abandonner à l'instant même la coalition, s'il n'était promptement et efficacement secouru.

Beaulieu sentit alors l'énorme faute qu'il avait commise, en exposant son allié à périr,

---

* M. le marquis Silva.

et en se retirant lui-même de la mêlée dans l'urgence commune.

Il fit un mouvement vers l'armée de Colli; mais arrivé à Nice de la Paille, ayant appris la reddition de Chérasco, il rebroussa chemin, et l'on n'entendit plus parler de lui.

Chérasco muni d'une enceinte bastionnée, fraisée, palissadée, et mis dans le meilleur état de défense, avait été abandonné bien légèrement et dans un moment (il faut en convenir) de délire et de confusion; on n'avait pas même daigné en retirer les canons des remparts, ni les magasins, sans songer que c'était fournir à l'ennemi des armes dont il manquait entièrement.

Pendant que les troupes du roi sortaient par une des portes de Chérasco, Serrurier avec sa division entrait par l'autre.

L'abandon inconsidéré de cette place forte fut la plus grave de toutes les fautes commises dans ce moment de désordre; il fut la principale cause des malheurs arrivés depuis (162).

Le général Colli, se conformant aux ordres du roi, recula jusqu'à Carmagnole, et de-là des commissaires nommés par S. M. partirent pour le quartier-général ennemi, où fut conclu une armistice dans la nuit du 26 au 27 avril.

Armistice de Chérasco.

La situation des choses ne permettait pas

au roi d'espérer des conditions avantageuses. Il n'obtint cette suspension d'hostilités, qu'en livrant aux Français pour places de sûreté Coni et Tortone, jusqu'à la conclusion de la paix. On est forcé de convenir que dans ce traité le vainqueur usa, mais n'abusa pas de la victoire.

Car devant immédiatement s'enfoncer dans le cœur de l'Italie, les premières règles de la prudence voulaient qu'il s'assurât des portes par lesquelles il y était entré.

Au reste, rien ne pouvait être plus favorable à l'exécution des vastes projets de Bonaparte, que la suspension d'armes de Chérasco.

Il avait regardé l'union du roi de Sardaigne avec l'empereur, comme l'obstacle le plus considérable qu'il eût à vaincre à son début, et cet obstacle se trouvait détruit en moins de 15 jours. Ses derrières étaient libres, ses communications avec la France faciles et directes.

L'armée de Kellerman pouvait au premier odre se joindre à la sienne, en traversant paisiblement le Piémont.

Il jugera donc que rien ne pouvait désormais l'arrêter jusqu'aux portes de Mantoue, et dès le lendemain de l'armistice, il se mit à la poursuite de Beaulieu.

Laissons-le voler à de nouvelles victoires, et jetons un coup-d'œil sur l'état où son éloignement et la cessation d'hostilités laissèrent ce pays.

Situation du Piémont après l'armistice de Chérasco.

Jamais à la suite de cinq années de guerre notre patrie n'avait été moins épuisée, moins affaiblie.

On s'était battu dans des lieux stériles, et les travaux du laboureur dans la plaine n'avaient jamais été interrompus; son asile n'avait jamais été violé.

Les troupes nationales, loin de ravager les têtes des vallées confiées à leur garde, y avaient répandu le bien-être, en y consommant leur solde régulièrement payée.

La fidélité de ces mêmes troupes, comme on l'a remarqué ailleurs, était intacte, et on ne les avait entendues se plaindre, que du peu d'occasion de prouver leur bravoure et leur zèle. Les officiers avaient acquis de l'expérience; enfin tous les militaires n'auraient pas mieux demandé que de continuer la guerre, si la paix qu'on négociait ne répondait pas aux vœux du souverain et à l'attente publique.

Pas une forteresse n'avait été prise. Peut-être le roi se disait-il trop tard, que les Français n'étant entrés dans son pays que par un étroit défilé et manquant de grosse artillerie, ils aurait été arrêtés par la nécessité de faire des sièges, si lui-même s'était contenté, après l'affaire de Millésimo, de garnir de troupes ses places et d'en fermer les portes.

Les Autrichiens n'ont pas encore cessé de lui en faire le reproche. Ils rejettent sur cette faute du roi toutes celles qu'ils ont commises eux-mêmes depuis lors, et qui leur ont coûté si cher.

Quant à l'épuisement des finances en Piémont, on ne peut croire qu'il fût au point de nécessiter une capitulation honteuse. Les billets d'état perdaient encore peu de leur valeur fictive, et la probité du gouvernement retardait leur discrédit, tandis qu'ailleurs, vainqueurs et vaincus faisaient banqueroute, et violaient sans honte leurs engagemens (163).

Ce fut (beaucoup de gens au moins le crurent alors) en méconnaissant ses ressources, en s'exagérant ses détresses, et en se faisant illusion sur les forces de son adversaire, que le roi mit bas les armes, au moment, peut-être, d'un retour de fortune.

Un des articles du traité de Chérasco obligeait S. M. à livrer le pont de Valence aux Français pour leur faciliter la poursuite de l'armée Autrichienne. C'était un piège que Bonaparte tendait à Beaulieu, et dans lequel celui-ci ne manqua pas de se laisser prendre. Pendant qu'il se fortifiait sur la gauche du Tésin, les Français se jetant sur leur droite et lui dérobant deux marches, passèrent le Pô à Plaisance, et se trouvèrent ainsi dans le cœur du Milanais.

Dès-lors, l'Autrichien ne fit plus qu'une retraite précipitée, toujours harcelé, jusqu'à Mantoue.

A mesure qu'il rétrogradait vers l'Adige, à mesure que le vainqueur remportait de nouveaux avantages, Victor Amédée sentait sa position empirer. Rien n'était plus difficile pour lui en pareille circonstance, que de conclure une paix supportable avec le Directoire de Paris. En effet, celui-ci mesurant ses rigueurs à l'abandon où il voyait réduit ce monarque si cruellement trahi par la fortune, lui dicta des lois plus dures et des conditions plus sévères que jamais les princes de la maison de Savoie n'en avaient subi dans aucun temps, de la part des rois de France.

Paix de Paris.

Ce traité de paix fut signé le 15 mai 1796. Il renfermait 21 articles *.

Par le troisième, le roi renonçait à perpétuité, en faveur de la république française, au duché de Savoie et aux comtés de Nice, de Tende et de Beuil.

Par l'article 5, il s'engageait à chasser de chez lui tous les émigrés Français. Seulement il lui fut permis de retenir à son service et sous le bon plaisir de la France, les émigrés de Savoie et de Nice, que la république rejetait de son sein.

---

* Les ministres du roi de Sardaigne à Paris pour les négociations de cette paix furent M. le chevalier de Revel et M. le chevalier Tonso.

Par l'article 8, il promit d'accorder une amnistie pleine et entière à ceux qui avaient été poursuivis pour *délits politiques*. Il s'engagea à abolir les procédures commencées contr'eux, et à les rétablir dans leurs biens confisqués et vendus.

Par l'article 12, il dut, outre les forteresses de Coni et de Tortone, remettre en dépôt dans les mains de la France, Ceva, Exilles, Suze, la Brunette et Alexandrie.

Par l'article 15, il fut arrêté que les fortifications de Suze, de la Brunette et d'Exilles [164] seraient détruites; que le roi de Sardaigne ferait les frais de leur démolition, et fournirait la poudre nécessaire pour les faire sauter, à la diligence des commissaires nommés par le gouvernement français; qu'enfin S. M. ne pourrait à l'avenir ni réparer ces places, ni en élever d'autres aux mêmes lieux.

Les autres articles patents étaient plus ou moins onéreux ou humilians pour le roi, et des articles secrets ajoutaient encore à tout ce que ce traité avait d'affligeant pour lui.

Il s'agissait du renvoi de quelques-uns de ses serviteurs dont l'attachement pour sa personne était le seul crime;

De prêter, quand il en serait requis, les canons de son arsenal, et de livrer sans indemnité les comestibles qui approvisionnaient ses places de guerre, pour être mis à l'usage des troupes Françaises;

Enfin d'abandonner son propre nom, et d'en faire changer à son frère et à ses fils. Il ne retint que celui de roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem.

Le duc de Chablais dut prendre le titre de marquis d'Ivrée; le duc de Genèvois et le comte de Maurienne, ceux de marquis de Suze et de comte d'Asti.

On juge bien qu'une telle paix n'occasionna pas des fêtes à Turin.

Le cœur du roi était profondément navré. Tous les véritables Piémontais partageaient son affliction. La multitude était consternée. Les gens éclairés gémissaient pour le présent et tremblaient pour l'avenir.

Ceux qui depuis long-temps opinaient pour la paix, avaient changé de langage. Les jacobins même n'étaient pas contens; car, malgré ce qui se passait en France depuis une année, ces odieux sectaires avaient la folie de croire encore que tout se faisait pour eux seuls. Ils n'avaient pas douté que le nouveau conquérant de l'Italie n'eût pour motif principal d'y faire triompher leur parti.

La manière dont Bonaparte accueillit leurs premières réclamations eut lieu de les surprendre. Celle dont le directoire les servit dans le traité de paix, blessa plus encore leur orgueil.

Ils s'étaient attendus à toute autre chose qu'au pardon du passé. On semblait les avoir récompensés comme des traîtres dont

on n'avait plus besoin. Car en apparence l'amnistie exigée pour eux, du gouvernement Sarde, ne les garantissait point de sa juste sévérité pour des crimes à venir.

Au milieu de l'accablement général, si quelque consolation restait au roi de Sardaigne, c'était le témoignage qu'il pouvait se rendre à lui-même, de ne s'être occupé pendant la paix, que du bonheur de ses sujets, de ne s'être déterminé à la guerre par aucun motif d'ambition, d'avoir toujours agi avec droiture envers ses alliés, et même envers ses ennemis, enfin d'avoir cédé sans bassesse aux coups de la fortune.

Il pouvait même s'applaudir dans son malheur, d'avoir retardé de 4 années l'irruption des républicains Français en deçà des Alpes, et d'avoir élevé un mur d'acier entr'eux et le Piémont, pendant qu'une frénésie contagieuse les agitait, pendant que le philosophisme faisait parmi eux ses cruelles expériences, pendant qu'ils profanaient les temples et les tombeaux, qu'ils assassinaient les rois, et faisaient ruisseler de toutes parts le sang innocent: jamais sans doute aucune guerre n'eut des motifs plus légitimes, ni des résultats plus déplorables.

Victor Amédée ne survécut que 6 mois au traité de Paris. La fin de sa vie fut troublée par des réformes affligeantes, par de cruels embarras de finances, et ses derniers jours furent aussi tristes, que le reste de sa vie, avant la guerre, avait été constam-

ment heureux. Il fut frappé d'une attaque d'apoplexie à Montcalier le 15 octobre 1796, et mourut le lendemain sans avoir repris connaissance.

Comme tant d'autres princes de son temps, son malheur fut de n'avoir pas vécu dans une autre époque, où sa générosité, son affabilité, sa clémence, son amour passionné pour le bien public et mille autres qualités excellentes auraient fait disparaître des défauts qui ne pouvaient certainement entrer en balance avec ses vertus.

NOTES DU QUATRIÈME MÉMOIRE.

(1) Les plus fameux médecins de l'Europe avaient été consultés par la duchesse de Savoie sur la santé de son fils, et leurs remèdes multipliés auraient fini par donner la mort à l'enfant, si sa mère n'avait heureusement fini par donner sa confiance à un Piémontais, médecin de village, appelé *Petechia*, lequel défendit les drogues dont on avait abusé jusqu'alors, et voulut qu'au lieu de bouillie on ne nourrît le jeune duc que de ce pain en bâtons, appelé *Grissini*, dans le langage du pays.

(2) Le conseil qui conformément au testament de Charles Emmanuel devait assister Madame Jeanne Baptiste pendant sa régence était composé de l'archevêque de Turin, du chancelier Buschetti, du marquis du Bourg, de l'abbé d'Aglié, de D. Gabriel, bâtard de Savoie, du marquis de S.t Maurice et du président Truchi, chef des finances, très-favorisé par le duc défunt.

(3) Marie Elisabeth Françoise, reine de Portugal, et Jeanne Baptiste duchesse de Némours de Savoie étaient filles de Charles Amédée de Savoie, duc de Némours, tué en duel par le duc de Beaufort en 1652. Le sort de ces deux sœurs avait une singulière conformité; le mariage de l'aînée, appelée à la cour de France mademoiselle d'Aumale, avec Don Alphonse, roi de Portugal, avait été cassé, et elle avait épousé Don Pedro, son beau frère Le mariage de la seconde avec le duc de Lorraine venait d'être également cassé, lorsqu'elle épousa Charles Emmanuel II, duc de Savoie.

(4) En 1580, Henri, roi de Portugal, fils du grand Emmanuel, et frère de Béatrix, duchesse de Savoie, étant mort dernier de sa race, Emmanuel Philibert, duc de Savoie, s'était trouvé au même degré que Philippe II, roi d'Espagne, pour succéder au trône de Portugal; mais comme il aurait fallu se brouiller avec la maison d'Autriche pour faire valoir ses droits, il eut la sagesse de

ne pas se mettre sur les rangs, quoiqu'il fût désiré et appelé par les Portugais.

(5) Vous savez, écrit Madame de Sevigné dans une de ses lettres à sa fille, que Madame la duchesse de Savoie ne souhaite au monde que l'accomplissement du mariage de son fils avec l'infante de Portugal, c'est l'évangile du jour. M.r le cardinal d'Etrée, notre ambassadeur à Turin, a donné à Madame Royale, en forme de *Sapata*, un écran, où elle est peinte fort ressemblante, accompagnée des vertus et de ce qui les fait reconnaître. Vis-à-vis est le jeune prince, beau comme un ange, entouré de jeux et d'amours. Sa mère lui montre, avec la main droite, la mer et la ville de Lisbonne, et dans le lointain la gloire et la renommée en l'air, tenant des couronnes; au bas sont écrits ces mots de Virgile ingénieusement appliqués,

Matre dea monstrante viam.

le tout est richement orné de diamans.

(6) Il s'agissait de faire sortir de prison le marquis de Pianezze et le comte de Druent, que la duchesse douairière y avait fait renfermer. Victor Amédée le demanda comme une faveur à sa mère. « Mon fils, » repondit-elle avec grace et dignité, quand je vous » ai remis les rênes du gouvernement, ne vous ai-je » pas remis de même tous les ressentimens que je » devais avoir en qualité de régente ? ». Cette princesse était remplie de générosité, de piété, et surtout de noblesse dans les sentimens et dans les manières. L'abbé de S.t Réal fit son éloge dans un discours où il vante les beaux jours de la régence, pronostique mille prospérités au jeune souverain qui va débuter dans sa brillante carrière; et suivant la remarque d'un écrivain ingénieux, auteur de la vie de S.t Réal, il eut le rare avantage de dire vrai en louant et en prophétisant.

(7) La déclaration de guerre de la France au duc de Savoie, en 1690, fut du 13 juin, et se fit avec toutes les anciennes formes héraldiques.

(8) Depuis la guerre de 1690, les Français ont donné le nom de *Barbets* à tous les montagnards armés des Alpes, comme celui de *Miquelets* à ceux des Pyrénées.

(9) L'explosion d'un magasin à poudre ouvrit la cita-

delle de Nice aux Français le 2 avril 1691. Cet accident démonta la plupart des canons, forma plusieurs brêches et tua 4 ou 500 hommes de la garnison. Le comte de Frussasque commandant de la place fut heureux après ce désastre de pouvoir obtenir une capitulation honorable; il sortit avec armes et bagages, tambour battant, enseignes déployées, et se retira à Oneille, où quelques jours après, ayant été de nouveau assailli par l'ennemi, il le repoussa vaillamment; il était secondé par le comte Prionca et le chevalier de Villafalet. Villefranche, Montalban et S.t Hospice, tombèrent, dès que le château de Nice eut été forcé de capituler.

(10) Ce fut à la vertu et au courage des citoyens de Coni, dit M.r de S.t-Simon, que le duc de Savoie dut principalement en 1691 la conservation de cette place importante. Les fortifications en étaient dans un si mauvais état, qu'en 1685 le comte de Piossasque, alors gouverneur, présenta un mémoire pour démontrer que les réparations coûteraient plusieurs millions. Victor Amédée, hors d'état de faire alors cette dépense, en fit retirer l'artillerie, ce qui répandit le deuil parmi les braves habitans; mais après la bataille de Stafarde, se voyant menacés d'un siège, ils reconstruisirent de leurs mains et à leurs frais le bastion de S.t-François, et réparèrent les dégradations causées par les débordemens du Gezzo.

(11) Les troupes que le comte de Bernex introduisit dans Coni pendant le siège, étaient les trois régimens, de Savoie, de Piémont ducal et de la Croix blanche. Les comtes Costa et Carretto s'y jetèrent ensuite avec d'autres troupes le 16 juin à la faveur d'une sortie que firent les assiégés. Un assaut général avait eu lieu la veille, et coûta inutilement aux Français 4,000 hommes, non compris ceux tués le jour de la bataille. Le siège de Coni fut levé le 29 juin 1691. Les femmes, les prêtres, les moines, avaient concouru à la défense.

(12) Octave Bens comte de Santena commandait au château de Montméillan pendant le siège mémorable de 1691; il fut fait à cette occasion maréchal de camp et décoré, quelque temps après, de l'ordre de l'Annonciade.

L'ancienne maison de Bens, originaire de Chieri, pos-

sède le fief de Santena depuis 400 ans ; elle a reçu dans les armes et dans la magistrature les plus grandes illustrations, et elle a été décorée 3 fois du grand ordre de Savoie.

(13) Casal avait été vendu à Louis XIV en 1681. Madame Royale, secrètement informée que ce marché se négociait, et très-intéressée à le rompre, en fit avertir sous main le gouverneur Espagnol du Milanais, lui suggérant de s'emparer par surprise et sous quelque prétexte du château de Casal, et d'en faire démolir les fortifications, afin de ne pas laisser prendre aux Français un pied en Lombardie ; mais ceux-ci avaient pris leurs mesures en conséquence ; des troupes étaient prêtes à l'occuper, et le premier gouverneur Français fut M.r de Catinat.

Denina vie de Victor Amédée II.

(14) La France, dit Lamberti, employait toutes sortes de moyens pour diviser ses ennemis. Dans la vue de détacher le duc de Savoie de la coalition, le ministre de Louis XIV envoya en 1696 une personne de considération pour lui donner la fausse nouvelle que le roi Guillaume venait d'être tué ; que sa mort allait dissoudre la coalition, dont il était l'ame; que lui-même, duc de Savoie, n'avait pas un moment à perdre pour en séparer ses intérêts ; que la cour de France qui le considérait, voulait bien encore lui offrir des conditions avantageuses, mais qu'il fallait une réponse prompte et précise. Le duc demanda une demi-heure qu'il employa à promener à grands pas dans son cabinet ; et ce temps écoulé, il accepta les offres de la France Le roi Guillaume, indigné de cette défection, fit arrêter des lettres de change sur Livourne et sur Gênes pour une somme de 30,000 liv. sterl. et à compte des arrérages des subsides qui lui étaient dûs; mais informé depuis de la manière dont la chose s'était passée, par le comte de la Tour envoyé du duc, il lui fit toucher une bonne partie de ces lettres de change. Mais la défection du duc de Savoie n'en fut pas moins la cause première de la dissolution de la grande ligue et de la paix signée à Riswich.

(15) La paix de Turin avait été négociée entre le secrétaire d'état marquis de S.t-Thomas et le maréchal de Tessé. Ce traité ne parut d'abord que sous le nom de

neutralité d'Italie ; il ne fut publié à Paris que le 10 de septembre. Le contrat de mariage du duc de Bourgogne avec Adélaïde de Savoie fut signé le 15 du même mois; il fut stipulé, que le duc ne pourrait élever aucune fortification sur l'emplacement de Pignerol ; mais qu'il serait libre d'en construire partout ailleurs.

(16) Le maréchal de Villeroi, battu par ses ennemis, chansonné par ses propres soldats, pensait, dit Voltaire, qu'un favori de Louis XIV était beaucoup plus que le souverain d'un état médiocre. Cet insolent et présomptueux personnage, en parlant de Victor Amédée, affectait de l'appeler, *Monsieur de Savoie.*

(17) Après la tentative du prince Eugène contre Crémone le 1.er février 1702, et la prise du maréchal de Villeroi, les soldats Français chantaient gaiement :

Français, rendons grâces à Bellone,
Notre bonheur est sans égal ;
Nous avons conservé Crémone
Et perdu notre général.

(18) Victor Amédée étant venu à la rencontre du roi Philippe V jusqu'à Acqui, le marquis de Louville, grand maître des cérémonies d'Espagne, décida que S. A. R. ne pouvait pas être en calèche à côté du roi son gendre; cette place étant exclusivement réservée aux têtes couronnées. Il décida pareillement que le roi ne pouvait lui donner un fauteuil à bras dans son appartement. Ce *puntiglio* si déplacé blessa au vif le duc de Savoie, qui se retira assez brusquement d'Alexandrie, après les premières prévenances.

(19) Hallot des Hayes comte de Mussan, famille française, établie en Piémont au commencement du règne de Victor Amédée II, et qui dès-lors n'a cessé d'y occuper de grands emplois. Victor Louis comte des Hayes, père du comte de Mussan d'aujourd'hui, fut vice-roi en Sardaigne et chevalier de l'Annonciade en 1780. La terre de Mussan est venue par mariage dans cette maison.

(20) L'ordre de Louis XIV au duc de Vendôme concernant le désarmement des troupes Savoyardes fit manquer un plan de réunion par le Tyrol et le Saltzbourg, concerté entre les armées de France, de Bavière et d'Italie, de manière que la division de ces armées eut toujours

lieu jusqu'à l'entière expulsion des Français de la Bavière par la bataille d'Hochstet, et de l'Italie par la bataille de Turin.

(21) M.r de Philipaux ambassadeur de France aux arrêts dans son hôtel à Turin eut l'audace de dire que » S. A. n'avait pas tant de raison de s'assurer de sa » personne, que le roi son maître n'en avait eu de faire » désarmer ses troupes. Devait-elle, ajoute-t-il, douter » qu'étant à la solde du roi, ce monarque ne fût le » maître de sa personne, de ses troupes et de ses états! »

On raconte qu'après le désarmement des troupes Savoyardes sur le Mincio en 1702, et la défection de Victor Amédée qui en fut la suite, M.r de Philipaux dans une conversation très-vive qu'il eut avec le duc, se permit de lui dire que les rois de France et d'Espagne lui renverraient ses filles; ils feront bien, répondit Victor, également nous avons besoin de servantes.

(22) Les négociations du comte de Mélarède auprès du corps Helvétique pour en obtenir la neutralisation de la Savoie entière, entre les mains des Suisses, sont des chefs-d'œuvre d'adresse et de sagacité. Cet homme, aussi habile que modeste, fut entre les excellens ministres de Victor Amédée II un de ceux qui développèrent le plus de talent et d'ardeur à servir ses intérêts.

(23) On assure que la cour de Savoie renouvella la proposition de confier ses états au-delà des monts aux Suisses lors des négociations qui précédèrent le traité d'Utrecht, et toujours dans la même vue de se préserver des atteintes des Français.

(24) La jonction du duc de Savoie avec l'armée impériale au printemps de 1703 s'effectua près d'Alba le 15 mars. Le maréchal Guide Staremberg qui commandait les Allemands avait manœuvré, pendant tout le mois précédent, pour arriver jusqu'à lui, toujours aux prises avec le duc de Vendôme, qui lui avait tué un tiers de son monde. Sa résolution et son habileté n'en furent pas moins fort admirées alors.

(25) Après la capitulation de Verceil, la garnison de cette place sortit par la brêche, avec tous les honneurs de la guerre : elle aurait acquis plus de véritable gloire en tenant un mois de plus. Les fortifications de Verceil

avaient été commencées par les Visconti ; elles avaient été accrues par Charles Emmanuel I et Victor Amédée I son fils, et Charles Emmanuel II y avait mis la dernière main ; son enceinte bastionnée était entourée d'un fossé plein d'eau, et sa citadelle était toute neuve.

(26) Les trois fortes places de Montméillan, de Nice et de Verceil perdues en 1706, succombèrent par suite des révoltes de leurs garnisons qui menaçaient d'abandonner leurs chefs, et d'ouvrir les portes à l'ennemi en dépit d'eux. Il n'en fut pas ainsi de Verrue prise par le duc de Vendôme en 1705. Jamais forteresse (dit le marquis de Quinci) ne fut mieux attaquée ni mieux défendue.

(27) Turin rendu, dit un écrivain politique de nos jours, le Piémont est fini. Louis XIV pour l'avoir manqué perdit avec lui l'Italie.

(28) Au lieu de 6 redoutes construites de nos jours, pour empêcher du côté de l'Orient l'investissement de la ville de Turin., on en avait élevé 8 sur les différens mamelons qui dominent la vigne de la reine et sur le plus bas desquels se trouve assise l'église des Capucins. La plus élevée et la principale de ces redoutes avait des bastions et des ouvrages extérieurs, consistant dans une double tenaille, chemin couvert et glacis; on l'appelait le fort d'Airasco. Tous ces fortins de la colline, liés ensemble par des communications, avaient le très-grand avantage d'empêcher que le front le plus faible de Turin n'en devînt le front d'attaque; aussi les premiers travaux de l'armée ennemie furent-ils alors tournés contre la citadelle.

(29) La bourgeoisie armée de Turin pendant le siège de 1706 était divisée en 8 régimens et avait pour chef un lieutenant-général.

(30) Le major du régiment aux gardes, ayant eu le poignet abattu d'un coup de sabre, répondit au général Daun qui le plaignait; « croyez que la satisfaction d'avoir » servi mon prince et ma patrie, et de voir fuir leurs en- » nemis ne me permet pas de songer au malheur d'être » mutilé ; le bras qui me reste est toujours au service » de mon bon maître. »

(31) Victor ordonna que la famille de *Pierre Mica*

reçût à perpétuité deux rations de pain. Cette récompense à l'antique a paru bien chétive à quelques appréciateurs modernes, croyant que tout peut et doit se payer au poids de l'or, et qui ne se rappellent plus qu'un rameau de l'olivier particulièrement consacré à Minerve était à Athènes la plus belle des récompenses, et qu'une place aux tables entretenues par l'état était à Lacédémone le prix le plus honorable des services d'un vrai Spartiate.

(32) Le conseil de guerre des généraux Français avant la bataille de Turin fut tenu sous un grand peuplier qu'on voyait encore, il y a quelques années, près du casin de Barol, et qui avait retenu le nom d'arbre du conseil.

Le 22 septembre 1792, jour où l'armée révolutionnaire française, commandée par le général Montesquiou, entra en Savoie, ce vieux arbre fut écrasé par la foudre, et il n'en reste plus aujourd'hui que quelques pieds de tige.

(33) Le maréchal de Marsin n'était connu que par le désastre d'Hochstet arrivé deux ans auparavant. C'était un général de l'espèce de Villeroi, car Louis XIV, dans sa vieillesse, croyait douer de capacité et de talens ceux qu'il investissait de quelque emploi; et il ne s'en prenait qu'aux caprices de la fortune, lorsque ses tristes favoris et les protégés de Madame de Maintenon faisaient battre ses armées.

(34) L'attaque des lignes françaises devant Turin, lors de la bataille de 1706, commença à midi. Les Prussiens formaient la première ligne ; le duc de Savoie en commandait la droite, le prince Eugène la gauche, le duc de Gotha le centre. Le prince d'Anhalt commandait la seconde ligne avec le comte Maximilien de Staremberg.

(35) Les Anglais appellent bataille de Blenheim la seconde bataille d'Hochstet en 1704. Au milieu de la plaine où cette action avait eu lieu, les alliés élevèrent une pyramide avec une inscription latine qui finissait par ces mots :

» *Et agnoscat tandem Ludovicus XIV neminem ante*
» *obitum debere aut felicem, aut magnum prædicari.* »
» Dans la suite les Français abattirent ce monument.

(36) Victor Maillard marquis de Tournon, lieutenant-général, depuis capitaine des gardes et chevalier de l'Annonciade. La maison de Tournon originaire de la province de Genêvois, fixée en Piémont depuis le milieu du siècle dernier, a possédé depuis plus de 500 ans de grands fiefs et de grands emplois en différentes provinces des états du roi; elle a été décorée 3 fois du grand ordre de Savoie.

(37) Dès le commencement du siège de Turin en 1706, les troupes françaises avaient été frappées comme d'un présage funeste d'une éclipse du soleil presque totale, laquelle avait également répandu l'effroi dans l'armée employée au siège de Barcelonne. On sait que le soleil était la dévise de Louis XIV, et l'on croyait voir s'éclipser l'astre de ce grand roi.

(38) La division du comte de Médavi, restée sur le Mincio après l'évacuation de l'Italie par les Français en 1706, était de 22,000 hommes; elle avait fortement contribué à retarder la marche du prince Eugène, pendant tout le commencement de cette mémorable campagne. Après sa capitulation, le dégoût parmi les soldats fut tel, qu'ils désertèrent au nombre de 8,000 en venant de Mantoue à Briançon.

(39) Le comte Annibal Maffei, ministre de Victor Amédée II au congrès d'Utrecht, et depuis vice-roi de Sicile, était d'une famille originaire de Toscane, et qui a jeté des branches à Vérone, à Boulogne, à Rome et en Piémont, toutes fort illustrées. Les seigneurs de cette dernière branche, fixée dans les états du roi vers la fin du 17.e siècle, portent le titre de comtes de Beuil.

(40) Il fut stipulé par le traité d'Utrecht du 11 avril 1713, que les plateaux aux sommets des montagnes seraient partagés également entre les deux couronnes par des commissaires à ce délégués. Ce point fut réglé définitivement le 14 avril 1718 et le 23 septembre suivant.

(41) Victor Amédée fut mieux traité par la France, après avoir fait pendant 20 ans la guerre contr'elle, que le duc de Mantoue, lequel avait embrassé les intérêts de cette puissance dès le commencement de la guerre, et qui s'était vu dépouillé de tous ses états par l'empereur. Louis XIV ne l'en dédommagea pas par une pension

fort mal payée, et le triste Ferdinand eut encore la douleur de voir sa femme jeune et belle passer en France, sans son aveu, à la suite du duc de Vaudemont. Il ne put survivre à tant de chagrins, et mourut à Venise dans l'obscurité. Ainsi finit la maison de Gonzague, long-temps ennemie déclarée de celle de Savoie; et dès-lors Mantoue demeura irrévocablement réunie au domaine Autrichien.

(42) On lit ce qui suit dans l'article VIII du traité d'Utrecht. » Comme par les incidens et le sort de la » guerre, les états de S. A. R. de Savoie sont ouverts » de toutes parts, il a été trouvé bon, que, les choses » n'étant plus dans l'état où elles étaient lors des pré» cédens traités de paix et d'alliance, sadite A. R. » puisse faire fortifier ses frontières pour la sûreté de » ses états; ce qui peut beaucoup contribuer à la sûreté » et à la tranquillité de l'Italie. Il sera libre à S. A. R. » de faire telles fortifications que bon lui semblera dans » les lieux qui lui ont été cédés de part et d'autre par » lesdits traités, non obstant toutes conventions et pro» messes précédentes à ce contraires.

(43) Lorsque le roi Victor partit pour aller en Sicile recevoir la couronne royale, la duchesse douairière sa mère eut un moment l'espoir d'être chargée de la régence pendant l'éloignement de son fils, et elle le sonda finement sur ses dispositions à cet égard; mais Victor abrégea la conversation, en répondant qu'il avait prévu sa répugnance à demeurer chargée des soins de l'administration, et qu'il y avait pourvu. La douairière attendit à Turin le retour de son fils.

(44) Les terres en Sicile, pendant que cette île avait été gouvernée par ses bons rois les Hierons, les Gelons, les Agatocles, avaient produit jusqu'à cent pour un; la population de ses villes était immense. On croit que Syracuse avait 1,200,000 habitans. Agrigente 800,000. L'architecture et les arts étaient portés au plus haut degré de perfection. Suivant Diodore, l'Apollon de Belvédère passait pour avoir fait partie des statues qui ornaient Agrigente.

(45) Les Castillans, dit Voltaire, aimaient dans Philippe V le choix qu'ils avaient fait; et dans son épouse,

fille du duc de Savoie, le soin qu'elle prenait de leur plaire, une intrépidité au-dessus de son sexe et une constance agissante dans le malheur. Elle allait elle-même de ville en ville animer les cœurs, exciter le zèle, et recevoir les dons que lui apportaient les peuples.

Siècle de Louis XIV.

Vive la Savoyarde, criait encore plusieurs années après sa mort le peuple de Madrid, lorsqu'il voyait paraître en public la reine Elisabeth Farnèse qu'il haissait.

(46) Quelques écrivains étrangers, toujours si mal instruits de ce qui concerne l'histoire de notre patrie, donnent à entendre que le roi Victor était secrètement d'accord avec Albéroni, lequel avait promis de lui donner le Milanais et la Sardaigne, pourvu qu'il lui aidât à s'emparer du royaume de Naples. Il fut la dupe, disent-ils, d'un politique plus subtil que lui; mais quelle apparence qu'un prince aussi habile eût oublié la politique de sa maison jusqu'à favoriser l'entière expulsion des Autrichiens de la Péninsule? Jusqu'à consentir à se voir environné de toutes parts par les Bourbons de France et d'Espagne!

(47) Le roi Philippe dans le traité d'Utrecht s'était exprimé ainsi, au sujet de la cession de l'île de Sicile.

» En exécution de ce qui a été convenu en traitant
» de la paix avec S. M. la reine de la Grande-Brétagne,
» et par les mêmes raisons de l'équilibre de l'Europe,
» comme aussi de la tranquillité de l'Espagne, S. M.
» C. a donné, cède et transporte etc. à S. A. R.
» Victor Amédée II, duc de Savoie, pour lui et ses
» descendans mâles, d'aînés en aînés, à perpétuité, le
» royaume de Sicile, les îles dépendantes, apparte-
» nances et annexes, en toute souveraineté, avec tous
» es droits de monarchie et sans en rien réserver ni
» retenir, comme est contenu dans l'acte de cession
» fait le 10 juin dernier, lequel acte, dans toutes
» ses clauses, est tenu et sera tenu pour toujours faire
» partie essentielle du présent traité; et S. M. C.
» reconnaissant les motifs des clauses de ladite cession
» comme un des fondemens de la paix, promet pour
» soi, et pour ses descendans, que tout le contenu en
» sera inviolablement et ponctuellement observé en sa

» forme et teneur afin que S. A. R. et ses successeurs
» jouissent, comme il est dit ci-dessus, des droits et
» autres choses ici cédées, et de la même manière
» que S. M. C. et les rois ses prédécesseurs en ont
» joui et dû jouir; et ledit seigneur roi d'Espagne
» sépare en tant que de besoin ledit royaume de Sicile
» et isles dépendantes de la couronne d'Espagne, dé-
» clare, consent, veut et entend qu'ils demeurent sépa-
» rés tant qu'il y aura des mâles de la maison de
» Savoie, selon le contenu du présent, et jusqu'à ce
» que la couronne d'Espagne tombera à un prince de
» la maison de Savoie etc. » Dans l'acte de cession
du royaume de Sicile, le roi d'Espagne renchérit sur
toutes ces protestations déjà faites de fidélité à de
pareils engagemens. « Je me désiste et dépars, dit-il,
» de tous remèdes de droit connus ou ignorés qui
» peuvent appartenir à moi ou à mes enfans, à celui
» qui pourrait être pris de la lésion évidente, énorme
» et très-énorme qu'on pourrait alléguer y avoir dans
» cette cession ». Signé, moi le roi.

Codex Italiæ diplomaticus.

(48) Dans l'article IV du traité, signé à Utrecht, entre le roi d'Espagne et le duc de Savoie, Philippe développait amplement les motifs de justice et de politique qui le faisaient consentir à la cession de la Sicile, et s'engageait, par les termes les plus forts, à ne jamais violer un tel engagement.

(49) La Sardaigne, suivant les notices qu'en donne Albert Azuni, est, dans plusieurs de ses parties, aussi favorisée par la nature que la Sicile même; mais elle est plus d'à-moitié sauvage. Elle a 12 ports plus ou moins bons; des hâvres et des lacs poissonneux, des salines, de nombreux troupeaux de bêtes à laine et de bêtes à cornes, beaucoup de chevaux sauvages et domestiques. Le bled y croit en abondance et il est d'une excellente qualité, ainsi que le vin.

Cette île fut très-anciennement habitée par les Phéniciens, puis par une colonie Grecque qui la rendit florissante. Elle tomba ensuite en partage aux Carthaginois, qui ne négligèrent rien pour la rendre inhabitable, et défendirent sous peine de mort d'y cultiver la terre. On

prétend cependant que sous l'empire des Romains elle s'était rétablie, et qu'alors sa population s'éleva jusqu'à 3 millions d'hommes ; à peine est-elle aujourd'hui de 400,000. Le mauvais air et les préjugés barbares d'une partie de ses habitans paraissent être les principales causes de cette dépopulation excessive.

Après la chûte de l'empire romain, les Sarrasins s'en emparèrent et y furent remplacés par les Pisans, puis par les Gênois. L'empereur Frédéric II en fit la conquête et la donna en appanage à Enzo son fils naturel. Le pape ensuite se crut en droit d'en investir les rois d'Arragon, qui la tinrent 200 ans; enfin, par la réunion de la Castille et de l'Arragon, elle devint une île Espagnole encore pour 200 ans -- *Denina.*

(50) Law avait proposé au roi Victor de faire chez-lui l'expérience de son systême, avant de le présenter en France. Je ne suis pas assez puissant pour m'enrichir en ruinant les autres, répondit le prince. Law disait, que de toutes les personnes auxquelles il avait parlé de son plan pour l'acquittement des dettes d'un état, il n'en avait trouvé que deux qui l'eussent compris, savoir: le roi de Sicile, et le régent de France.

(51) Le financier . . . . . . qui sous Philippe V releva les finances de la monarchie espagnole, avait fait la même opération sans beaucoup plus d'avantage.

(52) Les ducs de Savoie, émules de ceux de Milan pour la culture des mûriers et la filature des soies, n'avaient pas imité les Médicis pour le perfectionnement des laines et la fabrication des draps ; nous avons vu Emmanuel Philibert y donner quelques soins, mais le roi Victor fut le premier qui favorisa puissamment cette importante branche d'industrie. Cependant on n'entrevoyait pas encore, comme on entrevoit aujourd'hui, les profits immenses que le Piémont peut retirer de la multiplication des bêtes-à-laine.

(53) Le commandeur de Cambiano, en parlant de la peste qui ravagea Turin et la majeure partie du Piémont en 1600, cite un fait, qui malheureusement n'est pas sans exemple dans l'histoire des crimes. Une société d'hommes pervers s'était mutuellement promis

de perpétuer la peste dans les principales villes du Piémont et de la Savoie, engagés par l'attrait du pillage, suite de ce fléau; 25 ou 30 de ces monstres furent convaincus et roués vifs sur la grande place de Turin.

Le secrétaire d'ambassade Blondel raconte que le comte de Sales dans son gouvernement de Savoie ayant fait un trafic abominable de permissions pour exporter des marchandises du pays pestiféré, le roi Victor le fit arrêter et le livra au conseil de santé par lequel il fut condamné à avoir la tête tranchée. On le laissa s'échapper de prison et il s'enfuit dans le Boulonais, où il termina ses jours dans la misère; le roi ayant défendu à ses sujets de lui envoyer aucun secours sous peine d'une amende de 1000 liv. Le commandeur de Piossasque, ami intime du chevalier de Sales, paya cette amende pour lui avoir fait passer mille écus.

(54) Le plus ancien cadastre connu fut celui établi dans la Grande-Brétagne par Guillaume le conquérant en 1086, et qui s'appelle le *Grand Terrier d'Angleterre.* Dans un rapport fait à l'administration centrale du Mont-Blanc, en 1798, on trouve les résultats suivans des opérations du cadastre exécutées en Savoie depuis mai 1728 jusqu'en août 1731.

Terres cultivables	1,416,725	journaux.
Communaux	1,233,335	id. *.

Évaluation en argent du revenu de 1,416,725 journaux cultivables	liv.	10,389,605
Déduction des frais de culture . .	»	4,779,530
Revenu net	»	5,610,085
Augmentation pour le revenn des communaux	»	374,185
Union des revenus ci-dessus . . .	»	5,984,270

* Sous le nom de terrains cultivables furent compris tous ceux composant les propriétés particulières. Sous le nom de communaux furent compris les bois communs, les bruyères, les rochers stériles, sans compter les lits des rivières, des torrens et des lacs.

Revenus des chefs-lieux	liv.	28,430
Id. des biens ci-devant ecclésiastiques	»	200,368
Id. des fonds nobles et féodaux . .	»	120,838
Id. des servis, tant vérifiés qu'à vérifier	»	208,826
Total des 4 derniers articles de revenus	»	558,452
Restant du revenu côtisable suivant le système.	»	5,426,415
Taille sur le pied du 5.e moins un 76.e du revenu	»	1,068,174

qui forme le montant de la taille telle qu'elle s'exige par la trésorerie générale *.

(55) Dans le code du roi Victor, la partie civile fut rédigée par le comte Caissotti, depuis élevé à la charge de grand chancelier ; le code criminel fut l'ouvrage d'un Italien, appelé Berstarini, homme plein de talens et de sagacité, mais dont la probité était si peu d'accord avec les principes qu'il professait, que depuis, on lui fit grace en se contentant de le bannir de Piémont. Le président Pensabene, que le roi avait amené de Sicile, et auquel il conféra le titre de conservateur du conseil de la réforme, c'est-à-dire, de la direction des réglemens, régla tout ce qui avait rapport à l'université et aux collèges.

(56) Voltaire rapporte, que le roi Victor Amédée avait pour confesseur un jésuite ; que celui-ci étant tombé dangereusement malade, et le prince lui ayant fait une visite, ce religieux le pria de s'approcher de lui, et d'éloigner tout le monde ». Comblé de vos » bontés, lui dit-il, je ne puis vous marquer ma

* Le Journal Piémontais de 400 toises, la toise de 8 pieds, le pied Piémontais ou pied liprand est de 14 pouces mesure de France.

La commission des poids et mesures du Mont-Blanc en 1803 reconnut que la proportion de l'échelle des anciennes mappes royales était d'un sur la carte à 2372 sur le terrain, tandis que ceux du cadastre nouveau républicain étaient d'un à 5,000.

» reconnaissance qu'en vous donnant un dernier conseil, » mais tellement important que peut-être il suffit pour » m'acquitter envers vous ; *n'ayez jamais de confesseur* » *jésuite*. Ne me demandez point les motifs de ce » conseil ; il ne me serait pas permis de vous le » dire. » Victor le crut, et depuis ce temps, il ne voulut plus confier aux jésuites ni la direction de sa conscience, ni l'éducation de ses sujets.

On est loin de garantir la vérité de cette histoire, quoique l'auteur ajoute : nous tenons ce fait d'un homme *aussi véridique qu'éclairé, qui l'a entendue de la bouche même de Victor Amédée.*

(57) Par le concordat de 1727, Bénoît XIII reconnaissait au roi de Sardaigne le droit de nommer aux bénéfices ecclésiastiques de ses états, faisant exception des évêchés d'Acqui, de Casal et d'Alexandrie ; il se réserva également une pension de 1,000 écus romains sur l'abbaye de Lucédio, et se départit, à ces conditions, des deux tiers du revenu des bénéfices consistoriaux, pendant leurs vacances. Le pape consentit également à ce que les biens acquis par le clergé en Savoie et en Piémont, depuis 1620, restassent soumis à la taille.

(58) Victor Amédée fit dresser et remettre au sénat, en 1728, une pratique pour la procédure dans les affaires ecclésiastiques.

(59) Quatre souverains, dans un intervalle assez court, abdiquèrent la couronne, Christine, Casimir, Philippe V et Victor Amédée ; tous s'en repentirent.

On pourrait comparer l'action d'abdiquer une couronne au suicide qui devient quelquefois épidémique, et l'on ne peut guère douter que ceux qui de leurs propres mains se sont arraché la vie, ne fussent en proie aux regrets s'ils pouvaient, comme les rois, sentir trop tard l'extravagance d'un sacrifice fait volontairement, mais dans un moment de satiété ou de délire.

(60) François, comte de Cumiana, père de la marquise de Spino, était grand-maître de la maison du roi, et chevalier de l'Annonciade de la promotion de 1666. La maison Canal, originaire de Turin, possède le fief de Cumiana, depuis plus de 400 ans ; elle a été dé-

corée plusieurs fois du grand ordre de Savoie, et a reçu dans ce pays toutes sortes d'illustrations, surtout dans la magistrature et dans les ambassades.

(61) Blondel dit de la marquise de Spino: Madame de S.[t] Sébastien, née Cumiana, était une brune, qui avait été fort belle et qui était bien conservée à l'âge de 45 ans, lorsque le roi Victor l'épousa; elle avait beaucoup de douceur, de gaieté, et avait toujours eu une conduite irréprochable.

(62) Madame de Maintenon avait 52 ans, quand elle épousa Louis XIV, qui en avait 48. Madame de S.[t] Sébastien n'avait que 45 ans, lorsqu'elle épousa Victor Amédée, âgé alors de 64 ans.

(63) Quelques mémoires du temps laissent entendre que la veuve S.[t] Sébastien éprouva plus de difficulté à se faire épouser par le roi Victor, que la veuve Scarron à devenir la femme de Louis le grand. Elle n'y réussit que par les suggestions d'un religieux feuillant confesseur du roi, appelé le père Andormiglio, et par les intrigues du docteur Boggia, son directeur particulier.

(64) Le roi Victor, pendant son séjour en Savoie, occupa plusieurs mois de suite une maison de campagne située à S.[t] Alban, près de Chambéry, et appartenant au marquis Costa du Villard. Soit qu'il se proposât d'acheter cette campagne, soit qu'il voulût donner au propriétaire une marque de bienveillance, il ordonna l'acquisition de plusieurs fonds adjacens et la construction d'une assez grande clôture en murailles qui devait entourer ce pourpris. Mais le départ inopiné du roi pour le Piémont, et les évènemens qui en furent la suite, empêchèrent que les ordres du roi ne fussent entièrement exécutés à cet égard; et le prix des acquisitions et des constructions resta à la charge du propriétaire de S.t-Alban.

(65) Le roi Victor partit pour Chambéry le 4 septembre à 7 heures du matin avec un seul attelage, 4 valets de pied, un valet de chambre, deux cuisiniers et 150,000 liv. de revenu. C'est assez, disait-il, pour un gentilhomme de Province.

Blondel allant à Paris au mois de juillet vit à son

passage à Chambéry le roi Victor relevant d'une attaque d'apoplexie ; il remarqua en lui, dit-il, quelques affaiblissemens de mémoire; mais il pouvait encore contenir alors son ardent caractère et dissimuler le ressentiment que lui causait la suppression d'un bulletin touchant les affaires d'état qu'il avait reçu régulièrement pendant long-temps, et qui avait cessé depuis sa maladie. Cette cause, jointe aux suggestions de la marquise de Spino, occasionna, bien peu de temps après, de terribles explosions et des évènemens bien malheureux.

(66) Victor Amédée, dit Blondel dans ses *anecdotes*, ne fut pas plutôt en possession de la couronne qu'il affecta de la mépriser. Il était de la plus grande simplicité dans ses habillemens, car je ne lui ai jamais vu pendant 7 ans, hiver et été, qu'un même habit de drap couleur de café sans or, ni argent, de gros souliers à deux semelles, des bas drapés d'hiver et de fil en été; jamais de dentelles; de fortes chemises de toile de Guibert, garnies de batiste, prétendant que c'étaient les seules convenables à la santé. Son épée était d'acier rouillé garni d'un cuir le long de la poignée pour ne pas user les basques de l'habit; et pour canne un jonc avec une pomme de cocos et une tabatière d'écaille garnie d'un cercle d'ivoire. Il n'avait de magnifique que sa perruque et son chapeau; et comme il aimait fort à se promener il avait de plus dans sa garderobe un surtout de drap bleu en forme de redingotte qu'il mettait les jours de pluie; il faisait parade de cette simplicité et badinait son fils lequel au contraire aimait alors assez la magnificence des meubles, des habits, des dentelles et des diamans.

Le roi Victor avait une robe de chambre d'été et d'hiver, de taffetas vert doublé d'ours blanc; l'hiver l'ours était en dedans, l'été il était en dehors. La dépense de la table du roi à Turin était fixée à 10 louis par jour, et dans les maisons de campagne à 15 louis, parce qu'il y avait une seconde table pour les ministres, les premiers gentilshommes de la chambre et les étrangers, quoiqu'elle ne fût servie que de la desserte de celle du roi même, dans laquelle il y avait des plats entamés, mais qu'on augmentait de quelques entrées et rôtis de plus. Je ne

rapporte ces détails (dit l'auteur) qu'afin qu'on puisse juger de son économie, de sa règle et de l'orgueil qu'il tirait de cette simplicité poussée jusqu'à l'affectation.

(67) En abdiquant la couronne, le roi Victor recommanda à son fils, comme des hommes supérieurs, le ministre S.t-Thomas et le marquis d'Orméa ; pour tous les autres il les lui désigna comme des commis.

(68) Le roi Charles Emmanuel fit, à la fin de mars 1731, un voyage à Chambéry où il passa 15 jours; le père et le fils avaient été très-bien ensemble pendant tout ce temps.

(69) A la nouvelle de cet accident, qui eut lieu dans la nuit du 3 au 4 février 1731, le roi Charles était prêt à partir pour Chambéry, lorsqu'un second courrier arriva, porteur d'une lettre dictée par son père lui-même, annonçant que le danger était dissipé, et priant instamment son fils de ne pas venir, vu la mauvaise saison. Le jeune roi répondit qu'il n'obéissait qu'à regret à ses ordres, mais que du moment où les passages des montagnes seraient libres, il se rendrait auprès de lui ; qu'il l'exhortait, dès le retour de la belle saison, à revenir en Piémont, et à choisir telle province et telle ville qui lui conviendrait le mieux pour y fixer sa résidence ; ce qui lui serait à lui-même d'une grande consolation, étant plus à portée de lui rendre ses respects.

Mém. de Blondel.

(70) Le jeune ecclésiastique auquel le hasard dévoila les desseins secrets du roi Victor, s'appelait *Michon* ; son directeur s'appelait *Petit*, curé de S.t-Léger; celui-ci déclara à son pénitent qu'en conscience il devait instruire Charles Emmanuel de ce qui se passait, sauf au fils à prendre vis-à-vis de son père les mesures que lui suggérerait la prudence. L'abbé Michon à son retour d'Evians eut une maladie mortelle, effet du saisissement et de la frayeur qu'il avait éprouvés. Il était naturellement pâle et fluet, il eut tout-à-coup le teint rouge et tané, et devint d'une grosseur énorme. Il méritait une récompense ; mais on craignait tellement de rappeler au roi Charles la moindre circonstance qui eût rapport à l'arrestation de son père, que l'abbé Michon ne fut jamais nommé. Il est mort de nos jours, fort âgé, recteur de la

paroisse de S.t-Ombre près de Chambéry. Cette anecdote était, il y a 50 ans, très-présente au souvenir de plusieurs personnes.

(71) L'archevêque de Turin, lors de l'arrestation du roi Victor, était Monseigneur Charles Arborio de Gattinara, d'une des 4 plus anciennes et des plus puissantes maisons du Verceillais, et qui se signala le plus au 14.e siècle dans le parti des Guelfes. Elle a reçu toute sorte d'illustrations dans des temps plus modernes. On en comptait encore seize branches au siècle dernier; il n'en subsiste plus que deux, celle des marquis de Gattinara, et celle des marquis de Brême.

(72) Il est certain, dit Blondel, que le roi Victor ne communiqua point à Madame de S.t-Sébastien, lorsqu'il l'épousa, la résolution qu'il avait pris d'abdiquer; et qu'elle fut tout au moins aussi surprise que les autres en apprenant cette étrange détermination.

(73) Bien des gens ont cru qu'en effet Victor Amédée II avait eu l'esprit troublé dans les deux dernières années de sa vie. L'auteur d'un éloge funèbre du roi Charles * a tiré un parti original et heureux de cette supposition. Il fait arriver du ciel le roi Victor les bras ouverts au devant de son fils; venez, lui dit-il, vous, qui comme les enfans respectueux de Noé, avez caché les faiblesses de votre père; recevez les mêmes bénédictions.

(74) Le système politique, appelé l'équilibre de l'Europe, dit un écrivain moderne, fut entrevu par Henri IV, créé par le cardinal de Richelieu, confirmé par le traité de Westphalie. Il reçut son plus grand développement du roi Guillaume dans les longues guerres qu'il soutint contre Louis XIV. Il n'a cessé depuis lors de recevoir un culte habituel jusqu'à la révolution française, qui l'enveloppant dans une ruine commune a démontré la fragilité de cet équilibre si vanté.

(75) Pendant que le roi Victor était prisonnier à Montcalier, on ne lui communiquait aucune nouvelle;

* On suppose que cet éloge fut de M. Servan avocat-général au parlement de Grenoble.

on ne lui permettait pas même la lecture des gazettes. Sa plus grande curiosité portait sur l'établissement de l'Infant en Italie; lorsque le chevalier Salmatoris, qui ne le quitta qu'à la mort, eut la permission de lui apprendre cet évènement, il s'écria : O! ma maison, ils ont signé ta perte.

(76) Par un article à part du traité de Turin, le roi de Sardaigne s'engagea à fournir des vivres aux troupes Françaises, pendant qu'elles traverseraient ses états; mais à condition qu'elles ne s'y présenteraient que régiment par régiment. Il promit aussi de fournir des munitions pour leur artillerie dès qu'ils seraient arrivés sur le sol ennemi, le tout sous prétexte de faciliter leur marche; mais en effet, comme l'observe le chevalier De-Antoni, pour s'assurer qu'ils n'essayeraient point de faire les maîtres chez lui, ni de s'emparer de ses places.

Il n'était pas fâché de leur faire sentir de toutes manières, que les Piémontais se souvenaient de l'attentat de M.[r] de Vendôme à San Benedetto: et il retint que ses troupes ne seraient jamais amalgamées avec les leurs, mais qu'elles camperaient en masse à gauche de la ligne.

(77) Au début de la guerre de Lombardie en 1733, Pavie et Lodi se rendirent sans coup férir; les Autrichiens abandonnèrent dans la première de ces villes 54 bouches à feu et de grands amas d'armes, et de munitions de guerre, outre un équipage de pontons précieux pour la circonstance. Pizighetone capitula le 30 novembre; Crémone le 5 décembre; le château de Milan se rendit le 30; Novare le 7 janvier; Tortone le 7 février. Les places inférieures se rendirent presque toutes à la première sommation. Le roi accorda à la plupart de ces garnisons les honneurs de la guerre, et la permission de se retirer à Mantoue. Il n'avait qu'un but, celui d'accélérer l'opération dont il s'était chargé. En trois mois il fut maître de toutes les forteresses du Milanais, et tint dans ses mains d'immenses dépouilles.

(78) Quelque grande que soit une puissance, et pour celà même qu'elle est grande, elle doit connaître à

fond les principes politiques de celles qui lui sont inférieures, et quand elle prétend s'attacher celles-ci, il faut bien qu'elle se garde de heurter leurs convenances. C'est erreur de l'orgueil, chez les potentats du 1.er ordre, de croire que ceux du 2.e et du 3.e renoncent à leurs propres intérêts pour servir les leurs, par crainte ou par amour.

(79) Le maréchal de Rhebinder était octogénaire, de plus sujet à la gravelle; de tout temps d'une humeur rude et emportée, et d'une loquacité qui, sans cesse, faisait craindre de sa part quelque indiscrétion. Arrivé à Turin, ce vieillard trouva une lettre du roi qui lui permettait de rester dans cette ville pour soigner sa santé.

(80) Pendant l'hiver qui précéda la campagne de 1734, le roi de Sardaigne porta ses bataillons provinciaux à 10 compagnies; il augmenta les régimens d'infanterie nationale de 2 compagnies chacun, et ceux d'infanterie étrangère d'une seule. L'artillerie fut accrue de 5 compagnies; il leva les régimens de la Marine, de Sicile, de la Reine et de Lombardie, et loua ceux de Guibert, de Roguin, de Ghidt, de Paquier et de Torna, infanterie étrangère.

(81) A la bataille de Parme, les troupes Piémontaises perdirent 13 à 14 cents hommes et soixante officiers tués ou blessés. Le marquis de Suse, frère naturel du roi, fut du nombre de ces derniers. La perte des Français fut de 4 à 5,000 hommes, dont 10 généraux; la perte des Impériaux fut de 6,000 hommes, 7 généraux blessés et 5 tués, compris le général commandant, comte de Merci.

(82) Le chevalier De-Antoni, dans ses mémoires manuscrits sur la guerre de 1733, offre à chaque page des exemples de la négligence incroyable des Français dans le service de campagne. Ce sont chaque jour des jonctions manquées, faute d'être partis à temps; de fausses routes, faute de guides, ou de connaissances locales; des postes surpris, faute de précautions; et la cavalerie forcée plus d'une fois de s'échapper à poil, abandonnant les selles de ses chevaux. La police même du camp n'empêchait pas que journellement des étran-

gers ne pussent s'y promener à l'aise, et l'on sut que des officiers Autrichiens s'y étaient introduits plusieurs fois déguisés, en moines ou en marchands, pour en connaître les endroits faibles.

(83) Pendant la bataille de Guastalla, dit le chevalier De-Antoni, les troupes Françaises et Piémontaises, d'abord développées en front de bandière se trouvaient ne plus former qu'une colonne ou *coin*.

L'armée Autrichienne également entassée formait une espèce de tenaille. Mais dans cette disposition, l'ennemi ne pouvait faire usage de son artillerie et la nôtre produisait le plus grand effet.

(84) Charles Emmanuel disait souvent, que l'estime des soldats Français était ce qui l'avait flatté le plus dans toute sa vie. Lorsqu'après la paix de Vienne, l'armée du maréchal de Noailles rentra en France par le Mont-Cenis, le roi alla lui faire visite dans son camp près de Rivoli; il en fut reçu avec les plus vives acclamations. Officiers et soldats lui témoignèrent leurs regrets de le voir justement mécontent des cabinets de Versailles et de Madrid.

(85) La paix de Vienne fut cimentée par deux mariages, celui de François de Lorraine, avec Marie Thérèse d'Autriche, et celui du roi de Sardaigne, avec la sœur du même prince. Charles VI abandonna la Lorraine à la France, et reçut en échange le grand duché de Toscane. Charles Emmanuel, veuf pour la seconde fois, épousa Elisabeth de Lorraine, sœur du nouveau grand duc, et fille de l'empereur Charles VI.

(86) La succession de l'empereur Charles VI comprenait la Hongrie, la Bohême, la Souabe Autrichienne, appelée l'Autriche antérieure, la haute et la basse Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, la Flandre, le *Burgau*, les 4 villes forestières, le Brisgau, le Frioul, le Tyrol, le Milanais, le Mantouan et le duché de Parme.

(87) Le roi Charles perdit à la bataille de *Campo Santo* François Louis Emmanuel d'Alinges, comte d'Apremont, chevalier grand croix de l'ordre de S.t Maurice, vice-roi de Sardaigne en 1738, gouverneur du comté de Nice en 1741, lieutenant-général et ins-

pecteur de la cavalerie, et des dragons; ce brave officier blessé mortellement dans cette action où il commandait les troupes du roi, fut transposté à Modène où il expira le 24 février. Quelques heures avant sa mort il reçut de la main du roi une lettre touchante par laquelle S. M. lui annonçait qu'elle venait de le créer grand écuyer de Savoie et chevalier de l'Annonciade.

(88) La Chiesa de Cinzan, marquis de Rodi, famille ancienne et illustre, du marquisat de Saluces. Elle occupa les premières charges de ce petit état du temps de ses marquis, et a joui d'une grande considération à la cour de Savoie, depuis 1601, date de la réunion de Saluces à ses domaines; la maison Chiesa aujourd'hui se divise en 4 branches, savoir; marquis de Rodi, comte d'Isasca, comte de Benevel, comte de Cervignasco.

(89) Le guide dont le baillif de Givri se servit pour arriver à Pierre-longe, était un paysan de la vallée de Maïra, malfaiteur condamné à la potence, et qui n'osa jamais revenir dans son pays. Le prince de Conti lui donna une retraite à Liladan, où on l'appelait *le doux berger.*

(90) Dans toute cette guerre, dit le marquis de S.t Simon, les Bourbons avaient peine à trouver des espions, quoiqu'ils prodigassent l'or, tandis que chaque communauté regardait comme un devoir d'instruire le roi de Sardaigne des moindres mouvemens de ses ennemis. Les habitans de la vallée de Maïra, pour n'être pas obligés de fournir des vivres aux Français et aux Espagnols, répandaient leurs grains, brisaient leurs tonneaux et abandonnaient leurs maisons, n'emportant que leurs armes pour aller joindre le roi.

Pendant le siège de Coni, ce furent principalement ces paysans fidèles qui mirent la famine au camp des princes, en attaquant et dispersant les convois Français et Espagnols.

Quand les ennemis se déterminèrent à faire sauter Démont, les mêmes paysans venaient, bravant les plus grands dangers, arracher les saucissons placés pour communiquer le feu; l'exaltation de ces montagnards était au comble; leur courage allait jusqu'à la férocité, et l'on en était venu à les craindre bien plus que les troupes réglées.

(91) Les alliés, dit M.[r] de S.[t] Simon, ne furent point surpris par l'armée du roi de Sardaigne dans leurs lignes de Coni ; depuis le 29, on l'avait fait reconnaître plusieurs fois ; dès l'aube du jour du 30, les Miquelets Espagnols avaient été aux prises avec les Barbets Piémontais, éclaireurs de l'armée Sarde. L'action commença à midi et dura 8 heures, sans qu'on pût se douter de quel côté serait l'avantage ; le brave général d'Aremburg, qui commandait au poste de la Madone, et qui souffrait de la goute, resta constamment au milieu du feu, assis sur une chaise au pied du parapet.

(92) M. de Pésey, en parlant de la bataille de Coni, dit que la perte des Espagnols et des Français ne fut que de 1500 hommes ; mais comme il porte la nôtre à 5000, on peut croire que suivant sa coutume il ôte ici d'un côté ce qu'il ajoute de l'autre. Voltaire, dans son siècle de Louis XV, dit, que les Français et les Espagnols eurent dans cette occasion 2100 hommes tués ou blessés ; que le prince de Conti eut deux chevaux tués sous lui, et sa cuirasse faussée ; que MM. de la Force, de Senetterre et de Chauvelin, officiers-généraux, furent du nombre des blessés.

On lit dans la relation officielle du marquis de La-mina que l'infant Don Philippe, après avoir passé à cheval sur le front de la première ligne, au moment où l'action allait s'engager, et avoir harangué les troupes, se retira derrière le champ de bataille, dans une espèce de redoute construite exprès, où il resta entouré par ses courtisans, et gardé par des troupes d'élite, pour se conformer, est-il dit dans la relation, à l'étiquette de la cour d'Espagne. Cette étiquette n'existait pas sans doute, lorsque Charle-Quint en personne combattait et triomphait à la tête de ses armées.

(93) Lorsque les Français terminèrent la campagne de 1744, en faisant sauter le fort de Démont, l'arrière-garde qu'ils avaient chargé de ce soin, s'en acquitta mal. Leurs bombardiers et mineurs furent presque tous tués en voulant fuir dès les premières explosions, et mirent les Piémontais à même de couper les communications du feu. Ceux-ci montrèrent dans

cette occasion une intrépidité bien propre à fair. ..ublier la faute commise par la garnison de cette place quelques mois auparavant; ils sauvèrent les magasins à poudre, une grande partie des fortifications, 18 canons de bronze et assez de munitions pour pouvoir remettre, dès cet hiver même, la place en état de défense.

(94) Charles Emmanuel, scrupuleux observateur de l'ordre du tableau dans les avancemens des officiers de son armée, en élevant le baron de Leutron, jeune encore, au grade de général, voulut prouver que s'il était esclave de la règle pour les hommes ordinaires, il savait la mettre de côté lorsqu'il s'agissait d'encourager de grands talens et de récompenser de grands services.

(95) Voltaire prétend que pendant le blocus de Gênes en 1747, plusieurs capitaines de vaisseaux Anglais s'étaient laissé corrompre, et fermèrent les yeux sur l'introduction des troupes françaises dans la place investie.

(96) Le général comte de Briquérasco, commandant les troupes Savoyardes au camp de l'Assiette, avait envoyé l'ordre au comte de S.t-Sébastien et au chevalier Alciati de refuser l'engagement, s'ils étaient attaqués en forces supérieures. Mais ces deux officiers répondirent qu'ils n'obéiraient qu'à un ordre par écrit, et ils furent assaillis avant d'avoir reçu cet ordre.

(97) A la fin de 1752, dit l'annaliste Pasini, les cours de Vienne et d'Angleterre desirant d'affermir autant qu'il dépendrait d'elles le traité d'Aix-la-Chapelle, proposèrent à la cour d'Espagne de le garantir; ils firent la même proposition aux puissances italiennes. Le roi de Sardaigne sur cette invitation investit de ses pleins pouvoirs le marquis de S.t-Marsan, son ambassadeur à Madrid, pour négocier avec le comte Esterasi, l'envoyé d'Angleterre et le ministère Espagnol. Il s'agissait de traiter en même temps sur les biens allodiaux de la maison de Médicis, d'engager l'impératrice-reine à se désister de tout droit de retour sur les duchés de Parme et de Plaisance; et comme parmi les concessions de cette princesse au roi de Sardaigne était compris une partie du Plaisantin; comme d'un autre côté le roi de Sardaigne exigeait que les grandes

puissances lui garantissent non seulement ses états de Terre-ferme, mais l'île à laquelle était attaché son titre royal, cette négociation fut longue et épineuse.

Marie-Thérèse refusait d'adhérer à cette dernière condition non seulement parce que l'île de Sardaigne était hors du continent de l'Italie, et qu'elle n'était pas une puissance maritime, mais par les oppositions que mettait la cour de Naples, laquelle avait refusé de souscrire au traité d'Aix la-Chapelle. C'était donc des intérêts du roi de Sardaigne que naissaient les plus grandes difficultés.

Par accommodement il fut convenu que les cours de Vienne, de Madrid et de Sardaigne seraient seules nommées dans le traité de garantie, avec réserve pour les autres puissances d'y souscrire quand bon leur semblerait, et sans faire mention de l'héritage des Médicis. Le roi de Sardaigne apprenant que les choses étaient arrivées à ce terme, et qu'il était admis à traiter comme puissance contractante sans renoncer formellement à aucun de ses droits, ordonna au marquis de S.t-Marsan de signer. On appelle ce traité, le traité de Madrid qui précéda de peu celui d'Aranjuez.

(98) Le fort de la Brunette, taillé presqu'entièrement dans le rocher, qui avait été commencé par le roi Victor, n'était auparavant qu'une redoute en terre appelée le fort de Catinat.

(99) Charles Emmanuel III regardait la chaîne redoutable de ses forteresses des Alpes, comme le gage le plus assuré de son indépendance et de son crédit; il les avait bâties sur les décombres de celles que les Français avaient enlevées à son père, mais elles avaient tellement augmenté de force, qu'il pouvait les regarder comme inexpugnables.

La Brunette, au confluent de la Doire et de la Sénisella, faisait tête au double passage du Montcenis. La plupart de ses ouvrages étaient taillés dans le roc vif, ainsi que leurs communications. Ses logemens étaient voûtés à l'épreuve de la bombe, ses vastes magasins l'étaient de même; ainsi cette forteresse ne pouvait céder qu'à la famine. Elle fut démolie ou plutôt mise en pièces à force de mines, en vertu du traité de 1796, et sans avoir jamais servi à rien.

Exilles défendait la vallée de la Doire Susine, et faisait tête au passage du Mont-Genèvre. Cette place avait la forme d'un carré long, elle était assise sur un rocher isolé, inaccessible de toutes parts, excepté du côté de France, et présentant de celui-ci trois rangs de feux casemattés dont deux enveloppés d'un fossé très-profond, creusé dans le roc, et le 3.e se présentant en cavalier. Les autres côtés de la place étaient formés par le développement des quartiers, tous voûtés à l'épreuve de la bombe, et couronnés de batteries destinées à balayer les hauteurs d'alentour. Cette place passait pour être le chef-d'œuvre du fils adoptif de l'illustre Bertola; elle a été, comme la précédente, démolie sans jamais avoir été assiégée, en vertu du traité de 1796.

Fenestrelles défend le sommet de la vallée de Pragelas, et fait tête à tous les passages qui du Briançonnais peuvent pénétrer en Piémont. Cette place, ou plutôt ce groupe de forteresses, se liait à Exilles et à la Brunette par une chaîne de postes fortifiés au nord de la montagne entre la Doire et le Chiuson. Les fortifications de Fenestrelles sur la pente méridionale de cette même montagne offrent plutôt une ligne de retranchemens robustes, qu'une place de guerre; ils unissent ensemble, le fort des vallées, le fort S.t-Charles et le fort Mutin, dont la plupart des ouvrages sont taillés dans le roc, et les logemens à l'épreuve de la bombe. Il paraît que Fenestrelles n'a échappé au sort des autres places des Alpes que par un *qui pro quo*. Les rédacteurs Français du traité de Paris, peu versés apparemment dans la géographie militaire, ayant exigé la destruction du fort de l'*Assiette*, n'avaient pas nommé Fenestrelles. Or, il n'y avait rien à détruire à l'Assiette, puisque ce lieu n'avait jamais été qu'un poste retranché momentanément avec quelques pierres sèches et du gazon, et fameux seulement par la bataille de 1747.

Démont, considéré comme une place du premier ordre, et comme une des plus parfaites de l'Europe, faisait tête aux avenues de la vallée de Sture, et coupait en deux cette vallée, soit dans sa longueur, soit dans sa largeur. Assise sur une butte isolée, cette forteresse avait une double enceinte, dont la plus élevée n'était formée

que par le développement même des logemens, voûtés à l'épreuve de la bombe, et couronnés de batteries en terrasse. Les fossés de Démont, creusés dans le roc vif, et d'une profondeur extraordinaire, mettaient à couvert le premier rang de feux. Ses vastes abris, ses flancs inattaquables, étaient des objets d'admiration pour les connaisseurs.

Sa destruction a été une des suites du traité de 1796.

Coni restauré par le comte d'Exilles n'a jamais été achevé ; cette place *vierge* et *fée*, comme on le disait autrefois, avait des parties très-faibles ; les deux longs côtés de son enceinte, refaits à neuf sous le roi Charles, sont mis à couvert par les encaissemens des deux rivières, qui embrassent la ville ; ils présentent en outre trois ordres de fortifications, les uns au-dessus des autres, que l'on regarde comme des modèles dans leur genre. Mais le front de la place, regardant le col de Tende, reste comme autrefois défendu par trois mauvaises redoutes ; le petit côté de l'enceinte qui se trouve au confluent de la Stura et du Gezzo, était encore plus mal entendu, ne présentant qu'une espèce de tenaille. On l'a renforcé en 1794 de deux bonnes contre-gardes.

Il paraît que si Victor Amédée III, suivant le plan tracé par son père, achevant l'ouvrage que celui-ci avait si fort avancé, aidé de l'or de l'Angleterre, et mettant à profit une longue paix, avait bâti deux forteresses du premier ordre à la place de Nice et d'Ivrée, et qu'il eût ainsi appuyé solidement les deux extrémités de sa ligne défensive dans les Alpes, il aurait pu, dans ces derniers temps, arrêter le torrent dévastateur qui devait submerger le Piémont, l'Italie entière, et de-là peut-être un tiers de l'Europe.

(100) L'impôt extraordinaire de guerre établi en 1742 et supprimé en 1763 était de 2,559,977 liv. Piémontaises. La livre Piémontaise est à la livre Tournois, comme 6 est à 5 ; en sorte qu'un louis de France ne vaut que 20 livres de Savoie.

Les revenus ordinaires de l'état dont on possède un tableau fourni en 1762 s'élevaient à 23,669,319 liv. La dépense bilancée montait à 15,314,576 livres ce qui pré-

sente un excédent des rentrées sur les sorties de 8,354,743 livres Piémontaises.

(101) On voit par l'ancien coutumier de la vallée d'Aoste, que le souverain, qualifié du titre de Monseigneur, avait seul le droit de demander des subsides, et que ces subsides étaient accordés, répartis et recueillis sur les mandemens, paroisses et communautés, par le conseil-général ou conseil des commis, représentant les anciens états-généraux de la province. Ce conseil revêtu en même temps du pouvoir administratif levait pour les dépenses publiques un autre impôt en forme de capitation, et proportionné à la fortune foncière et à l'industrie des contribuables.

(102) Le droit de *Main-morte* existait encore en Franche-Comté, en Bourgogne, en Dauphiné, comme en Savoie, peu de temps avant la révolution.

La main-morte était réelle ou personnelle; réelle, elle affectait les fonds; personnelle, elle affectait l'individu reconnu taillable à miséricorde et ses descendans. Dans l'un et l'autre cas, le seigneur héritait des mains mortables, s'ils mouraient sans enfans mâles, à charge de doter leurs filles et de payer les dettes de leur hoirie.

(103) M.r de Voltaire dans quelques pamphlets contre les chanoines de S.t-Claude, plaidant au parlement de Dijon pour la conservation de leurs droits féodaux, répète à chaque page, que *ces moines aussi insolens, qu'inutiles*, devaient être dépouillés, *sans indemnités*, d'un droit opposé *au droit primitif de l'homme*.

Le seigneur de Ferney, en proclamant ces maximes, n'aurait pas trouvé juste qu'on le dépouillât lui-même, *sans indemnités*, des prérogatives honorifiques et des droits utiles, dont il venait de faire l'acquisition à prix d'argent, et dont, comme tout parvenu, il était excessivement jaloux

(104) On avait évalué le prix général des droits féodaux en Savoie à six millions; il s'en trouva pour plus de douze millions; il n'y en avait qu'un tiers de payé, lors de l'invasion et de la révolution de ce pays en 1792.

(105) Charles Emmanuel III conclut, en 1753, un traité pour la libre navigation du Pô, avec le duc de

Modène, et des traités de commerce avec les cours de Vienne et de France. Il répara, comme on l'a vu, toutes les grandes routes; il publia d'excellens réglemens pour le commerce, et sur les rapports des ouvriers et des négocians entr'eux; par son édit de 1762 contre les sublocations, il donna aux artisans les moyens de se loger sans peine et à moindres frais; et rendit par là le produit de leur industrie plus accessible au cultivateur, et donna à celui-ci le moyen de mieux vendre ses deurées. Il établit à Turin une école d'accoucheuses, où les villes des provinces devaient envoyer des élèves. Il conclut avec les Genêvois en 1754 un traité, qui mit fin à toutes anciennes méfiances et prétentions réciproques. Il conclut de même avec la France, 6 ans plus tard, un traité de limitation qui fixait pour ligne de démarcation les eaux pendantes dans toutes les montagnes et le lit des rivières; il établit des haras en Piémont et en Sardaigne.

(106) Le roi Charles appela à la refonte du code ébauché par son père, les magistrats les plus distingués de ses états, et particulièrement le comte François Xavier Maïstre avocat général, puis président du sénat de Chambéry, qu'il fit venir plusieurs fois à Turin pour siéger à des congrès qu'il présidait lui-même. Sous le règne précédent le comte Jean François Maïstre mort en . . . . . président de la chambre des comptes fut chargé d'un grand travail ayant pour objet de donner à l'armée un code de lois criminelles, mais cet ouvrage ne put être achevé.

(107) On a loué surtout, dans le code criminel du roi Charles, les précautions prises, pour que l'accusé et le détenu soient traités dans les prisons avec humanité; pour qu'il leur soit fourni des défenseurs; pour qu'ils puissent faire triompher leur droit, s'ils sont innocens; pour que surtout ils ne cessent point d'être sous les yeux de leurs juges, et qu'ils n'aient pas à redouter de la part de ceux-ci un oubli cruel.

(108) Du temps du roi Charles, toutes les personnes de sa famille étaient pensionnées de la manière suivante:

Monseigneur le duc de Savoie	30,000 liv.
Madame la duchesse	20,000
Monseigneur le prince de Piémont enfant.	6,000
Monseigneur le duc de Chablais . . .	8,000
Les trois princesses filles du roi, entr'elles.	15,000

(109) L'ébauche du portrait de ce ministre, présentée par Blondel dans ses mémoires manuscrits, est loin d'être sans intérêt.

Dans une note chiffrée, adressée au cardinal de Fleury, il s'exprime à-peu-près ainsi:

Le marquis de S.t Thomas, d'une famille qui a fourni des ministres à ce pays, depuis près de 100 ans, influera beaucoup sur le jeune roi; il est exact et intelligent; il a de la probité et de la discrétion; il affecte d'être dans une espèce de retraite, et de ne point se mêler des affaires; mais il est certain que tout se décide par son conseil, et qu'il ne laisse aux secrétaires d'état, que les détails de l'exécution. Il a toute la confiance du roi qui l'affectionne par amitié et par reconnaissance, ce ministre l'ayant toujours aidé de ses conseils, et s'étant souvent exposé pour lui épargner des chagrins domestiques. Indépendamment de la confiance du roi, il a celle de la reine par sa femme qui en est dame d'honneur. Il est assez aimé dans le pays, parce qu'on sait que son avis n'a jamais été de dépouiller la noblesse de ses biens pour en grossir le domaine de la couronne; il n'a voulu non plus se mêler d'aucune des manœuvres qui se sont faites à Rome; cette improbation tacite lui attira l'inimitié du marquis d'Orméa, celle du procureur-général Caissotti, devenu premier président, et celle du marquis del Borgo, qui s'était joint à eux par une politique particulière.

Le marquis del Borgo, ministre des affaires étrangères, est intelligent, très-adroit pour les intérêts de son maître, dissimulé, parlant beaucoup sans laisser échapper ce qu'il veut retenir; lent dans l'expédition, et toujours espérant trouver quelque nouvel avantage qu'il n'avait pas d'abord apperçu; attaché à l'Angleterre, à la Hollande, à la cour de Vienne. Il paraît qu'il a le crédit de son emploi sans avoir la confiance du maître; on prévoit même qu'il pourrait se retirer bientôt, étant déjà dans

un âge avancé ; mais il voudrait mettre dans son poste le marquis de Breil, actuellement ministre à Vienne.

Le marquis d'Orméa a bien plus d'esprit que tous les précédens, bien plus de qualités trascendantes, surtout plus d'audace et de confiance en lui-même. Depuis le concordat réglé avec Bénoît XIII, il est certain qu'il avait toute la faveur du roi Victor. Il est actif, vigilant, souple, insinuant sous l'apparence de la franchise ; il est haut, modéré, suivant les circonstances, capable de grandes idées, et fertile en moyens d'exécution. Il a beaucoup d'ennemis, ayant, pendant qu'il était général des finances, opéré la réunion des fiefs au domaine, et traité avec la cour de Rome. La noblesse et le clergé le détestent ; il est lié d'amitié, d'intérêt et d'affaires avec le premier président Caissotti, lequel est de son département, et à-peu-près du même caractère que lui. Caissotti ne s'en est pas mal trouvé, puisque de simple avocat, il est devenu procureur-général, et de procureur-général, premier président.

Le comte Fontana est d'une grande probité, et d'une rare intelligence pour les fonctions de son emploi de ministre de la guerre ; élève du marquis de S.t Thomas, il est à-peu-près du même caractère que lui ; le jeune roi le considère beaucoup.

Le maréchal de Rhebinder est d'une grande franchise, désintéressé, homme estimable sous tous les rapports ; comme le marquis de S.t Thomas, et le comte Fontana, il a gagné la confiance du roi, par sa probité et ses longs services.

Le marquis d'Orméa, le marquis del Borgo et le comte Caïssotti, l'ont gagné par leurs succès dans les entreprises difficiles. Si la France a dans ce pays quelque affaire de conséquence à traiter, il faut que son ministre s'adresse directement au roi, ou au marquis de S.t Thomas ; si elle ne craint ni les subtilités, ni les longueurs, elle fera bien de s'adresser au marquis d'Orméa.

(110) Charles Emmanuel ne faisait nul cas de la poésie ; il appelait les vers *mezze righe* ; il disait que le luxe de l'esprit est aussi dangereux que celui des mœurs.

(111) Les étrangers trouvaient le Piémont un peu en arrière du côté de la science, de la belle littérature, et des arts; c'est que la littérature et les arts n'y furent jamais des objets de mode, et qu'un entraînement véritable détermina seul quelques individus à s'y livrer sans réserve. Aussi ne fut-ce point le délire encyclopédique qui inspira au comte Alfieri ses belles tragédies; qui donna à La Grange la passion des hautes mathématiques; à l'abbé de Caluso celle des langues orientales; qui porta Bertrandi et Allioni au rang des premiers savans dans la physiologie et la botanique; enfin qui inspira des sons admirables aux Pugnani et aux Viotti. On pourrait dire que les fausses dispositions, et les demi talens ne germaient guère sur le sol Piémontais, où ils étaient étouffés en naissant, par le peu de cas que généralement on faisait d'eux.

(112) Jean Ambroise Bertrandi, né à Turin en 1728, mort en . . . était fils d'un barbier; mais peu d'hommes honorèrent plus que lui sa profession et sa patrie.

(113) Suivant le projet présenté par l'académie des sciences de Turin au roi, le Valentin devait offrir l'aspect du *céramique* d'Athènes; les trois règnes de la nature devaient y occuper trois salles immenses; une galerie était destinée aux momies et aux pièces anatomiques; une autre était réservée pour les tableaux, les statues, les estampes, les médailles; un jardin botanique garni de serres devait accompagner ce temple consacré aux sciences. Un savant de Padoue, appelé le docteur *Donati*, voyageait en Asie aux frais du roi, chargé de commencer les collections projetées; mais la mort de cet homme fit suspendre l'exécution de ces plans, et le jardin botanique, créé par le docteur Allioni, est tout ce qui en est resté.

(114) On a vu que de temps immémorial l'art d'exploiter les mines avait été pratiqué en Savoie et en Piémont. Victor Amédée II avait fait venir d'Allemagne en 1727 un nommé *Mikland*, savant minéralogiste, avec grand nombre de mineurs Saxons et Hanovriens pour exploiter des filons nouveaux découverts dans ses états, surtout dans la vallée d'Aoste. Mais ces tentatives eurent peu de succès, et la dépense en fut perdue. Le roi Charles

Emmanuel prit le parti plus judicieusement conçu de former des métallurgistes dans son propre pays; il fit voyager en Saxe, à Brunswick, dans l'Hannover, dans le Tyrol, le chevalier de Robilant, capitaine d'artillerie, avec plusieurs jeunes officiers du même corps afin de visiter, dans le plus grand détail, les mines si multipliées dans ce pays, et d'étudier les procédés employés à leur exploitation. A son retour en 1751, le chevalier de Robilant établit un laboratoire de chimie et de métallurgie, et fit plusieurs établissemens relatifs à la partie qu'il avait approfondie dans ses voyages.

Le roi Charles Emmanuel employa de même un savant naturaliste Piémontais, le professeur Vitaliano Donati, à voyager dans les montagnes de son pays pour y noter les mines et les carrières, avec les forêts nécessaires pour en faire l'exploitation. Donati fit connaître plusieurs carrières de marbre précieux que possède le Piémont, notamment le verd de Suse, comparable au verd antique que les Romains appelaient *Tiberio*, parce que sous l'empereur Tibère on en avait fait la découverte.

(115) Charles Emmanuel III ne paraîssait en public avec quelque plaisir, qu'à cheval, parce qu'il y montait très-bien, et que l'amour de la chasse lui rendait cet exercice familier autant qu'agréable.

(116) *Mémoires sur la cour de Turin envoyés au cardinal Fleury par le chargé d'affaires Blondel, le* 20 *septembre* 1730.

Le roi de Sardaigne est doux, paisible, bon, prudent, franc, incapable de feindre ce qui n'est pas; en même temps très-secret pour ce qui lui est confié; laborieux et appliqué aux affaires du gouvernement auxquelles le roi Victor l'a formé; il n'a point laissé entrevoir qu'il eût les talens, ni la capacité de son père, peut-être se développeront-ils par la suite; il n'a jamais laissé échapper aucune marque d'humeur. Cependant on lui a remarqué de la sensibilité et de la rancune. Incapable de la témoigner pour faire le mal, mais suffisamment pour refuser des graces dans les affaires; on lui a reconnu beau-

coup de bon sens, de la mémoire, de la justice, de la facilité à comprendre et à pénétrer.

Blondel manuscrit.

Charles Emmanuel reçut de la cour de Rome des marques de bienveillance et de considération que n'avaient obtenu aucun de ses prédécesseurs. Bénoît XIV envoya par un légat les langes bénits, lors de la naissance du prince de Piémont son petit-fils; il obtint la promesse du chapeau de cardinal pour le ministre Romain résidant à sa cour. Deux prérogatives réservées par la cour pontificale aux puissances du premier ordre et les plus favorisées par elle.

(117) Victor Amédée conserva toute sa vie l'usage de consigner dans un garde note, qu'il portait toujours sur lui, des remarques sur les personnes admises à son audience et des réflexions sur les affaires.

(118) La forteresse de S.t Victor de Tortone est assise sur une butte terminant le rameau de l'Apennin qui sépare la Scrivia du Curone. Elle est construite sur le même système qu'Exilles et Démont; c'est-à-dire, que ses remparts en terrasse sont soutenus par des voûtes massives qui couvrent les logemens; le fossé est d'une profondeur extraordinaire, ou plutôt la place est environnée d'un abîme qui l'isole de la crête à l'extrémité de laquelle elle est bâtie. Quoique de peu d'étendue, le fort de S.t Victor peut fournir des logemens pour 1500 hommes, au moyen des vides à plusieurs étages, qui ont été ménagés soit derrière la contre escarpe, soit dans le développement de la ligne.

(119) Le roi Victor Amédée II, en 1727, avait déjà fait éclairer les rues de Turin; il n'y avait alors que 140 lanternes, et on ne les allumait que depuis le 16 novembre jusqu'à la pleine lune d'avril; mais cette pratique fut interrompue à l'occasion de la guerre de 1734. Elle ne fut remise en vigueur que 48 ans après par patentes du roi Victor Amédée III, du 19 mars 1782. 465 lanternes à plusieurs mèches éclairent aujourd'hui Turin, toute l'année, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

(120) La population de Carouge, qui jusqu'à la restauration de cette petite ville, par Victor Amédée III,

n'avait été que de 600 ames, s'éleva, par ses soins, à plus de 4,000 ; elle était de 4674 habitans, lors de l'invasion en 1792.

(121) Dès 1756, le roi Charles Emmanuel III avait conçu le dessein de faire diguer l'Arve, et de la rendre navigable ; quelques réclamations des communes de Faucigny firent ajourner ce projet ; il fut repris en 1790, devint l'objet d'une infinité de plans et de mémoires, et allait être mis en exécution quand la guerre éclata en 1792. Il en fut de même des plans pour défendre la basse Savoie des ravages de l'Isère. Les digues qui défendent la Chautagne des corrusions du Rhône, furent seules achevées sous ce règne. Plusieurs ponts remarquables furent construits par les soins de Victor Amédée, nommément celui de Rumilly. Ce prince, les premières années de son règne, fit venir d'Espagne des moutons à laine fine qui se sont naturalisés en Piémont ; il fit venir également d'Espagne des métiers à filer le coton, qu'il fit placer à Quiers, et des machines à carder la même matière destinées à l'hospice des enfans trouvés à Turin. En 1774, il fit distribuer dans toutes les provinces des cassettes pour les secours à donner aux noyés.

(122) Il aurait coûté 20 millions pour racheter le capital des dîmes de la Savoie. Ce capital n'aurait pu se trouver que dans le mieux être résultant de l'abolition des lods et des servis ; par conséquent il fallait attendre que la première opération fût achevée avant que d'entreprendre la seconde. En attendant, une infinité de plans furent dressés, et le sénat de Savoie publia un manifeste sous la date du 8 juin 1790, annonçant que le gouvernement allait simplifier la perception des dîmes, et augmenter la portion congrue des curés.

(123) La caisse des ponts et chaussées en Savoie dépensa sous ce règne vingt fois plus que sous le règne précédent ; l'amour du roi pour les travaux publics le faisait charger de sols additionnels la taille de cette province ; mais jamais aucune partie de ces taxes extraordinaires n'entra dans ses coffres. Pour mettre cette vérité dans le plus grand jour, il ordonna

que dans chaque bureau d'intendance les comptes des caisses fussent mis sous les yeux de tous ceux qui voudraient les vérifier.

(124) La population du Piémont, avant la guerre de la révolution, était de deux millions trois-cent cinquante mille habitans ; celle de la Savoie de 402,742. Cette dernière avait augmenté de 3,000 habitans, depuis le dernier dénombrement. On ne parle ici ni de Nice, ni de la Sardaigne.

(125) On ne peut lire, sans en être attendri, l'épitaphe latine de la feue reine Ferdinande de Sardaigne, composée par le roi son époux, pour être placée sur son sarcophage dans les cavots de Superga. Bien de princes avant Victor Amédée avaient outragé sans pudeur le lien conjugal ; aucun, peut-être, ne l'avait honoré, jusqu'au tombeau, d'une manière aussi touchante.

(126) Dans un ouvrage postume du marquis de Condorcet, intitulé, *exquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, publié en 1795, cet auteur parle sans voile de la guerre acharnée que la philosophie a déclaré aux *oppresseurs de l'humanité*, (c'est ainsi qu'il appelle les souverains du culte catholique) et qui durera, dit-il, tant qu'il y aura sur la terre des prêtres et des rois.

Le comte de Mirabeau, dans un ouvrage intitulé, *de la monarchie Prussienne*, jette encore plus de jour sur les vues de la secte philosophique, ennemie de l'ordre social établi, sur ses maximes, sur ses moyens d'atteindre et de frapper ses ennemis.

(127) Une femme d'esprit, en parlant de la manière dont la puissance monarchique avait été progressivement avilie et détruite en France, disait, que d'autres rois s'étaient vu ravir leur couronne ; mais que Louis XVI avait laissé *parfiler* le diadème sur son front.

(128) Ce fut long-temps après, et à la veille de sa destruction, que le sénat de Venise chassa de son territoire, par la crainte des Français, Louis XVIII, après lui avoir donné l'hospitalité pendant trois ans. Cet acte de pusillanimité indigna les révolutionnaires eux-mêmes, et n'a pas sauvé Venise.

(129) On croyait, ou l'on feignait de croire que Victor Amédée avait pris des engagemens avec les coalisés au congrès de Pilnits; mais la vérité est qu'il n'eut guère d'autre connaissance de ce qui se passa à ce fameux traité, que celles qui circulèrent alors dans le public.

(130) Le 10 septembre, le conseil exécutif provisoire avait ordonné au général Montesquiou, d'entrer hostilement en Savoie. Sur des mouvemens de son corps d'observation, on était occupé sur les frontières de Savoie de quelques mesures défensives, entr'autres de la formation de 3 redoutes destinées à retressir la gorge, par où passe le grand chemin de Grenoble à Chambéry, par un feu croisé des batteries du château des Marches. Ces redoutes n'étaient ni achevées, ni armées, lorsqu'elles furent attaquées par le général la Roque à la tête de 12 compagnies de grenadiers, de 12 piquets et de 100 sapeurs. Les Piémontais surpris se retirèrent abandonnant les postes d'Apremont, des Marches et de Mians; ils eurent tort sans doute de repasser trop tôt l'Isère, et surtout de ne pas tenir dans les Bauges qui pouvaient leur offrir des points de résistance, et qui ne furent pour eux qu'un passage difficile. Montesquiou qui s'attendait à trouver là des obstacles, détacha le général Bossi avec 8,000 hommes pour occuper les débouchés de ces montagnes, et lui-même il se mit en position d'en défendre l'entrée avec le reste de ses troupes; mais il put se rendre maître du pays tout entier sans être arrêté nulle part.

(131) Ce fut après l'invasion de la Savoie et de Nice, que le gouvernement Français fit paraître une déclaration de guerre, fondée sur les trois motifs suivans:

1.° L'asile donné aux émigrés;

2.° Le refus de recevoir l'ambassadeur Sémonville;

3.° Les rigueurs exercées en Savoie et en Piémont contre les amis de la liberté.

Il est bien à présumer que si le gouvernement Français avait eu des griefs moins légers, il les aurait développés surtout dans une déclaration de guerre postérieure à l'agression.

(132) Les forts de Villefranche et de Montalbau

étaient dans le meilleur état de défense et pourvus de tout ce qui pouvait faire éprouver aux Français une honorable résistance; ils n'en firent aucune, et leurs garnisons ne purent jamais opposer à de justes reproches que la déloyauté d'un ennemi, qui les avait attaqué en pleine paix.

(133) Après le rapport du député Grégoire sur la réunion de la Savoie à la république française, le seul Piniène prit la parole contre le projet d'incorporation, alléguant que la trop grande extension de territoire et de population serait nuisible à la république française. On rit, et on l'interrompit; le cri; *aux voix la réunion*, retentit de toutes parts, et l'assemblée se leva en masse. La Savoie forma le 84.e département, divisé depuis en départemens du Mont-Blanc, et du Léman.

(134) Les Corses au printemps de 1793 rappelèrent leurs députés à la convention nationale et levèrent l'étendard de la révolte contre la France révolutionnaire; ils proscrivirent *Casa-Bianca*, *Arena*, et *Salicetti* attachés à l'armée Française, et appelèrent les Anglais qui vinrent à leurs secours avec 20 vaisseaux de guerre.

(135) Les départemens insurgés contre la convention invitèrent celui du Mont-Blanc à faire cause commune avec eux, pour former une république à part du Midi de la France. Lyon envoya, dans cette vue, des députés à Chambéry, à Annecy, à Grenoble; mais les commissaires du gouvernement les firent tous arrêter.

(136) Les principales actions qui eurent lieu dans les montagnes du comté de Nice aux mois de juin et de juillet 1793, furent celles *du Pérus*, *des Lignères* et *du Moulinet*, *de Raws* le 8 juillet, de *Laution* le 11 suivant. Le général comte de St André commandait en chef l'armée de Nice dans l'absence de Monseigneur le duc de Chablais; il était en personne à Laution. Le général Colli commandait à Raws ayant sous lui le major général d'Elera. Plusieurs officiers et soldats Piémontais blessés retournèrent aux retranchemens après avoir fait bander leurs plaies. Le combat de Laution dura 8 heures et fut très-sanglant.

(137) Suivant le rapport d'un représentant du peuple au siège de Lyon, 20,000 patriotes sortirent de cette ville pour se joindre aux assiégeans ; ce qui peut donner quelque idée de la proportion qui régnait entre les partis opposés pendant ce siège mémorable.

(138) Lorsque Victor Amédée partit de Turin pour se rendre à l'armée de Nice, il était âgé de 67 ans, il répétait souvent qu'il s'ensevelirait plutôt, comme Priam, sous les ruines de son palais, que de conclure aucun accord avec les ennemis de Dieu et les assassins des rois. Ce prince ne rentra à Turin que le 14 novembre au soir.

(139) Kellerman, en marchant au siège de Lyon, n'avait laissé en Savoie que 7,000 hommes sous le commandement des généraux Deyen et Badelonne. Ce peu de troupes garnissait faiblement les têtes des vallées de l'Arve, de l'Isère et de l'Arc. Lorsque les Piémontais descendirent des montagnes, la colonne entrée dans la Maurienne sous les ordres du général marquis de Cordon fut arrêtée par deux ou trois bataillons venus en hâte du camp de Tournons. Ces troupes ennemies se postèrent à Valoire, où elles restèrent dans l'inaction, ainsi que les troupes Piémontaises, jusqu'au moment de la retraite.

(140) La flotte Anglo-Espagnole dans la Méditerranée était de 52 vaisseaux, dont 25 enveloppaient Toulon, décrivant un demi-cercle depuis Vintimille jusqu'à Antibes.

Le lord Hood commandait en chef les vaisseaux Anglais; les troupes de débarquement Anglaises étaient sous les ordres de Sir Parcher; celles d'Espagne sous ceux de Don Lagaras; celles de Naples sous le maréchal Fortiguerra, Sicilien.

(141) Le 18 et le 19 décembre, les alliés abandonnèrent Toulon. Les flottes Anglaise et Espagnole se réfugièrent aux îles d'Yères ; les Napolitains au golfe de la Spézia. Les Anglais en quittant le port de Toulon en emmenèrent trois vaisseaux et en brûlèrent neuf. Le feu avait été mis à plusieurs autres, ainsi qu'à différens bâtimens du port. Les Français parvinrent à secourir à temps ceux-ci. Quand les alliés se rendirent maîtres de Toulon, ils y trouvèrent 25 vaisseaux et 10 frégates,

3,000 pièces de canon, des agrès, des mâts, des cordages, enfin de quoi pourvoir la plus grande armée navale.

La crainte d'aliéner les gens du pays les avait empêchés de toucher à ces amas précieux, et le peu de temps qu'ils eurent pour préparer leur départ, ne leur permit pas de les détruire. Ainsi la célérité des Français de la révolution empêchait que leurs adversaires n'eussent sur eux de certains avantages, quand ils ne pouvaient pas les prendre eux-mêmes.

(142) Le duc de Brunswich, en quittant le commandement de l'armée Prussienne au mois de janvier 1793, écrivait au roi de Prusse :

» Quand une grande nation, telle que celle de France,
» se conduit par la terreur des peines et par les élans
» de l'enthousiasme, les autres puissances n'ont qu'à
» prendre garde à elles, et doivent n'avoir qu'un même
» sentiment, et qu'un même principe pour s'en défendre.
» Puisse le ciel, ajoute-t-il un peu plus bas, préserver
» V. M. de grandes infortunes.

Oppenheim 6 *janvier* 1793.

(143) Les soldats Piémontais appelaient Victor Amédée III, *Barba Vittorio*, comme ils avaient appelé son père *Barba Carlo.* La signification précise du mot *Barba* en dialecte Piémontais est *Oncle*; mais on l'employe familièrement comme une épitète caressante ; alors il signifie *Patron*, *Protecteur*, *Ami.*

(144) On voit par un édit du roi du 10 mai 1793, qu'à cette époque, les billets de crédit sur les finances ne s'élevaient qu'à vingt-deux millions, quatre-cent-cinquante mille livres Piémontaises. Victor Amédée en créa par ce même édit pour 7,550,000, ce qui forma un compte rond de 30,000,000 liv. en circulation. Le 19 novembre suivant nouvelle émission de petits billets de 10 et 15 liv. pour la somme de 6 millions. Le 8 décembre, même année 1793, nouvelle émission en billets de 100 et 200 liv. portant intérêt du deux pour cent, et pour une somme totale de 7,225,000 liv. ; c'est-à-dire que la somme en fut presque doublée dès la seconde année de la guerre.

Le 22 avril 1794, nouvelle émission de 3 millions au

moyen d'anciens billets supprimés qui furent remis en circulation. Le 31 mai suivant, émission de billets de 10, de 15, de 25 et de 50 livres pour la somme de 15 millions. Le 30 novembre de la même année 1794, émission de la même espèce de billets pour la somme de 12 millions. En 1795 19 juin, émission de billets de 100 liv., portant intérêt au 4 pour cent, et pour une somme de 12 millions.

(145) LL. AA. Madame la princesse de Piémont, Madame la duchesse d'Aoste et les autres princesses de la famille Royale de Savoie, n'avaient jamais fixé sur elles l'attention publique que par des actes de piété et de bienfaisance. Le noble établissement du *Ritiro delle Vedove* était leur ouvrage; elles étaient à la tête de la société *per soccorso delle Povere Partorienti* : les détails de leur bienfaisance étaient infinis.

(146) Voici de quelle manière en 1794 S.t Just parlait de Gênes dans un discours adressé au comité du salut public, et où ce monstre déploie, de la manière la plus originale, son génie infernal et toute la perversité de sa secte.

» Nos négociations à Gênes avaient deux objets; l'un » de nous fournir des grains et de les faire entrer » dans nos ports de Provence, en trompant la vigi- » lance de nos ennemis; l'autre de nous former un parti » dans cette soi-disant république, qui pût y dé- » truire l'influence de la coalition, réduire les amis des » tyrans au maintien d'une neutralité ostensible; mais » d'une neutralité qui fût toute à notre profit et au » détriment de nos ennemis. Elles avaient de plus et » subsidiairement l'objet d'y engendrer les premiers ger- » mes de la liberté; d'y faire éclore une révolution qui » livrât Gênes à nos principes et son argent à notre » trésor; qui par conséquent ouvrît à nos armées une » des portes de l'Italie; d'y nourrir cependant cette » révolution dans le silence afin qu'au moment fixé » pour une explosion en Europe les partisans de » l'aristocratie fussent étouffés par un nouvel Hercule, » dont à peine ils auraient apperçu le berceau.

» Mais ce double objet qu'il ne fallait jamais perdre » de vue, devait-il nous coûter, depuis le 31 mars

» 1793, 53 millions produit net des comptes que
» vient de nous rendre le ministre! L'ex-noble Tilli
» nous a noblement volés, tout en nous vantant ses
» travaux jacobites. Gênes, selon lui, était une pépi-
» nière de propagandistes ardens, de nouveaux mis-
» sionnaires qui allaient convertir toute l'Italie par la
» seule force de la parole.

» Toute la Lombardie brisait ses fers; Parme envo-
» yait son Bourbon joindre notre Capet; jusqu'à Naples
» enfin tout était rappelé à la liberté; Gênes seule
» nous présentait des légions de Scevola, des élèves
» de Brinvillers. Les poignards, les poisons étaient
» prêts; tous les dominateurs de l'Italie devaient à tel
» jour et à telle heure cesser d'exister. Nos trésors
» ont coulé à grands flots, et ils n'ont pas occasionné
» une égratignure, ils n'ont pas donné une colique etc.

(147) Les représentans du peuple Ricard, Salicetti et Robespierre le jeune, avaient adressé au sénat de Gênes, le 30 mars, une proclamation par laquelle ils feignaient d'être informés que les puissances coalisées avaient promis au roi de Sardaigne la totalité de la Ligurie, pour l'indemniser des frais de la guerre et pour lui faciliter l'entrée dans le midi de la France; ils ajoutaient qu'en conséquence l'armée d'Italie étant forcée, pour sa propre sûreté, de faire passer des troupes sur une partie du territoire ne verrait dans les soldats Français que des amis

(148) Orméa, bourg fermé de murailles que flanquent des tours à l'antique; il est dominé par un château fortifié dans le même genre, et qui suivant la tradition fut fondé au dixième siècle par les Sarrasins. Il peut contenir 400 hommes de garnison. Le bourg d'Orméa est à la tête de la vallée du Tanaro dans un bassin agréable et fertile n'offrant que des prairies, des vignes et des vergers. Les montagnes qui l'environnent sont très-élevées, mais revêtues de bois, et tapissées d'excellens pâturages. Il a deux ponts, l'un sur le Tanaro, l'autre sur le torrent d'Armela, et sa distance de la mer est de 6 lieues. En 1794, la garnison d'Orméa fut faite prisonnière de guerre; on prit dans le château 12 canons, 3,000 fusils et tout le drap des fabriques.

(149) Le camp du bourg S.t Dalmas s'étendait entre la Sture et le Gezzo. Ce dernier torrent couvrait son front ; sa droite était à Démont, sa gauche à Coni.

(150) Le général Kellerman en personne avait choisi la belle position défensive que prit l'armée Française après les attaques simultanées de S.t Jacques, de Settepani, et de la Spinarda au mois de juin 1795. Cette ligne avait été reconnue par le général Alexandre Berthier, assisté par l'adjudant général Vignole, les chefs de brigade du génie Clausade, et de l'artillerie Andréossi. Les mêmes avaient déterminé une troisième et dernière ligne défensive entre le col de Tanarelle et San Remo, sur la gauche de la vallée de Dolce-Acqua. Tous les chemins avaient été préparés pour un 3 me reployement au cas qu'il devînt nécessaire. Jamais peut-être des travaux de ce genre n'avaient été plus habilement et plus laborieusement exécutés.

(151) Le château près de Savone où M.r De Vins fit de si longues stations, pendant la campagne de 1795, s'appelait, *Legina ;* ce général y reçut un paquet anonyme contenant des patentes de membre honoraire de l'académie d'Alexandrie, appelée, des *immobiles*.

(152) Le général De Vins traitait avec hauteur et rudesse les députations des Gênois ; il ne leur parlait que le langage du marquis de Botta ; l'amiral Hood qui commandait l'armée navale Anglaise, en usait de même, et menaçait sans cesse de bombarder la ville de Gênes. Ces rigueurs exaspérèrent de plus en plus les Gênois contre les puissances alliées.

(153) Le major Boneau, émigré Français, chef d'un corps franc, proposa l'expédition contre S.t Martin de Lantousca, et répondit du succès; ayant été blessé dans l'action il se tua lui-même d'un coup de pistolet. Dix des officiers sous ses ordres, et plus de 300 hommes y furent pris.

(154) Il y avait eu en effet quelque ouverture de paix, mais de telle nature que Villars, ministre de France à Gênes, chargé d'engager cette négociation, dit depuis, qu'il n'avait jamais cru que ses propositions pussent être

acceptées ; et que Bonaparte le printemps d'après, en traitant l'armistice de Chérasco, dit que le gouvernement Français avait eu tort de ne pas offrir plutôt au roi de Sardaigne des conditions acceptables.

(155) Le prince, dit Machiavel, qui par le sentiment de la peur se retire d'une guerre où il est malheureusement engagé, souvent ne s'y soustrait pas entièrement; son ennemi reconnaissant sa lâcheté ne tarde pas à lui arracher beaucoup plus qu'il n'en avait exigé d'abord; moins il l'estime, plus il se montre ardent à le dépouiller. *Discorsi.*

(156) La grande redoute de Montenotte était défendue par 1,500 hommes sous les ordres du chef de brigade Rampon. La délivrance de ce poste eut lieu le 12 avril au matin.

(157) A l'assaut de Cosséria qui eut lieu le 13 au soir, le général Banel et l'adjudant-général Guenin furent tués; le général Joubert fut blessé à la tête d'un coup de pierre.

(158) Suivant les rapports des Français, la perte de leurs adversaires à la bataille de Dégo fut de 2,500 hommes tués, 7,000 prisonniers, 22 pièces de canon, 15 drapeaux. Dans le nombre des corps faits prisonniers furent les régimens de Monferrat et de la Marine appartenans au roi de Sardaigne, avec quatre compagnies de ses grenadiers.

(159) On a donné pendant cette dernière guerre le nom de *Camp de Ceva* à une position qui se trouve en avant du fort du même nom. Le fort de Ceva, fondé et fortifié par les Espagnols, est assis sur l'extrémité escarpée des hauteurs de Murassan ; il est inattaquable du côté du midi, mais dominé au nord ; il est du même côté à couvert des hauteurs par une crête demi-circulaire appelée le *croissant de Faya et Bayon*, au centre et aux deux extrémités de laquelle ont été construites trois fortes redoutes.

L'oisiveté de la campagne de 1794 fit qu'on ajouta successivement aux redoutes de Faya et Bayon, une multitude d'ouvrages en terre se prolongeant sur la crête des collines jusqu'à Murassan même. Ainsi fut formé ce camp retranché, lequel ne fut jamais attaqué, et qui

dans la retraite du mois d'avril 1796 fournit à peine une halte de deux jours.

(160) Dans les premières années de cette malheureuse guerre, l'intrépidité, l'exaltation des troupes Françaises et l'habileté de leurs généraux furent pour moitié dans leurs succès. La mésintelligence entre les coalisés, leur triste égoïsme, leurs vues étroites, leur fausse politique, firent le reste.

(161) La place de Mondovi fortifiée par Emmanuel Philibert a pour objet de défendre la vallée de l'Elero. Son château forme un carré long, dont les fortifications sont mal entendues et sans fossé, ni chemin couvert. Avant la dernière guerre ses parapets mêmes n'étaient pas à l'épreuve. Pendant l'hiver de 1794 on borda d'un blindage crenellé les côtés qui regardent la campagne, et l'on terrassa les autres. Un inconvénient encore de la place de Mondovi est de n'avoir point de logement à l'épreuve et de n'avoir que de l'eau de citerne.

Dans son état actuel, Mondovi ne peut servir que comme un fort de campagne propre à appuyer une aile, ou à favoriser une retraite.

(162) Cherasco situé au confluent de la Stura et du Tanaro, entouré de trois côtés par de profonds ravins, a l'avantage de ne pouvoir être attaqué que vers le midi. On forma de ce côté pendant l'hiver de 1794 un front en terre gazonnée, mais parfaitement régulier et fini. Pour fortifier les trois autres côtés on suivit la sinuosité du terrain.

Cette place avait 2,000 hommes de garnison; elle était soutenue au dehors par différens corps d'armée; elle pouvait tenir long-temps, présenter un point important de résistance aux ennemis, et de ralliement aux alliés.

(163) Les papiers-monnaie, en Espagne, à Naples, en Russie, perdaient alors deux fois plus que les billets d'état de Piémont; ceux de France, hypothéqués sur les immenses dépouilles du domaine royal, sur les biens du clergé et des émigrés, avaient été réduits à une non valeur complète, dès l'année 1795.

(164) Les forteresses de la Brunette, de Suse, d'Exilles

et de Fenestrelles, étaient liées ensemble par une multitude de postes intermédiaires, et fortifiées dans différens points des montagnes ; de leur ensemble se formait cette fameuse *ligne des Alpes*, réputée inexpugnable, et qui s'étendait depuis Rochemelon jusqu'au col du Pis. Du nombre de ces postes intermédiaires était le camp de l'*Assiette* devenu fameux par la bataille du 19 juillet 1747.

La chaîne des places fortes du Piémont tournées contre la France ne pouvait être regardée comme finie et suffisante, tant qu'elle ne se prolongeait pas d'un côté jusqu'au Mont-Blanc, de l'autre jusqu'à la mer; c'est-à-dire, tant que le roi de Sardaigne n'élevait pas deux places du premier ordre, l'une sur la Doire Balthée, l'autre sur les bouches du Var. Il avait été bien souvent question de bâtir ces deux forteresses ; mais la crainte de donner quelque ombrage à la France, en avait fait suspendre l'exécution. La dernière guerre a trop prouvé combien elles étaient nécessaires pour fermer véritablement l'entrée de l'Italie à ses ennemis naturels.

Vu et permis d'imprimer,

BESSONE pour la Grande Chancellerie.

FIN.

TABLE

DU TOME TROISIÈME.

*

FIN.

DE L'IMPRIMERIE
DE VINCENT BIANCO.







